

Après la répression d'une manifestation à Tbilissi (seize morts)

Les nationalistes appellent à la grève générale dans la capitale de la Géorgie

Bavure ou provocation ?

Provocation, émeute ou incompétence ? Le moins qu'on puisse dire des violents affrontements qui ont fait officiellement seize morts - et peut-être davantage - en Géorgie soviétique, au cours du week-end, est qu'il s'agit d'une sérieuse bavure des forces de l'ordre. Il est, en effet, difficile d'expliquer comment et pourquoi la dispersion de quelques grévistes de la faim sur les marches d'un palais gouvernemental devrait se traduire, dans n'importe quel pays, par tant de morts et de blessés - même si ceux-ci ont été victimes de coups et non d'armes à feu, comme il est à peu près établi.

A-t-on voulu forcer la main des autorités à Moscou, en particulier de M. Gorbatchev, qui, absent de son pays pendant toute la montée de la crise, se trouve ainsi placé, lui et son ami M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères et seul membre géorgien de la direction, devant un fait accompli particulièrement grave ? C'est une possibilité, encore qu'on ne puisse exclure un nouvel avatar de la désorganisation qui semble frapper plus d'une institution soviétique depuis quelques mois, et dont le naufrage d'un sous-marin nucléaire en mer de Norvège constitue la dernière illustration.

Cette nouvelle crise de nationalisme en URSS comporte, en tout cas, plusieurs ingrédients qui la rendent redoutable. Son motif immédiat est la revendication que la minorité de la petite République autonome abkhaze formule à l'encontre de la République de Géorgie. Mais ce « petit nationalisme », du type de celui que les Albanais du Kosovo (les Abkhazes sont en majorité musulmans) manifestent à l'encontre de la République yougoslave de Serbie, a été vite escamoté par le « grand nationalisme » des Géorgiens.

De nombreux manifestants de Tbilissi réclament ni plus ni moins la sécession de leur République, rattachée par la force à l'URSS en 1921, après avoir été reconnue par les principaux pays occidentaux, qui ne firent rien pour lui venir en aide.

Une telle revendication n'avait été formulée jusqu'à présent que par les Baltes, et encore d'une manière exclusivement politique, sans violence d'aucune sorte. À Tbilissi, la sang a coulé, et pour la première fois à la suite d'une charge des forces de l'ordre. C'est là une importante différence avec les violences de l'an dernier en Transcaucasie, dont les responsables étaient les auteurs de pogromes anti-arméniens, et les victimes parfois des militaires.

Alors qu'un calme précaire s'était instauré en Arménie, les événements de Tbilissi aggravent à nouveau les difficultés au moment où le comité central prépare un grand débat sur la politique nationale. Le pouvoir a pris son temps pour organiser cette session, puisque le principe en avait été avancé dès le début de 1987, au lendemain des premières émeutes nationalistes au Kazakhstan.

Elle doit avoir lieu en principe en juin prochain, encore qu'aucune date précise n'ait été fixée. Un premier document de travail a été publié le mois dernier sur les relations entre les Républiques, mais ce texte n'est pas de nature à dissiper l'équivoque.

En fait, c'est tout le système d'organisation des pouvoirs locaux, et de la répartition de ces pouvoirs entre les Républiques et la Fédération, qui doit être repensé. Tout indique que ce travail s'engage dans de mauvaises conditions.

M 0147-0411 D. 4.50 F



3790147004500 04110

La tension était vive lundi 10 avril à Tbilissi, capitale de la Géorgie soviétique, où de petits groupes de gens ont tenté de manifester en dépit de la présence de blindés soviétiques dans les rues. Le couvre-feu a été instauré, et l'appel à une grève générale de trois jours semble suivi. Selon les milieux nationalistes, le bilan de seize morts et deux cents blessés avancé par les autorités à la suite d'une charge des forces de l'ordre contre les manifestants, dimanche à 4 heures du matin, serait très inférieur à la réalité.

Après l'explosif carnage, le silence est retombé lundi 10 avril sur la Géorgie. Les liaisons téléphoniques avec Tbilissi, la capitale, sont devenues pratiquement impossibles, et, à Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères a annoncé que la République de Géorgie était interdite à la presse étrangère. Le couvre-feu a été décrété dès dimanche soir à Tbilissi, où un appel à la grève générale a été lancé, en signe de protestation contre la brutalité meurtrière des forces de l'ordre.

Le récit publié par l'agence Tass, dimanche après-midi, et plusieurs témoignages indépendants recueillis par téléphone par des sources occidentales permettent ainsi d'expliquer, du moins de reconstituer le film des événements qui ont abouti, dans la nuit

de samedi à dimanche, à un véritable massacre de manifestants.

Il ressort clairement de la dépêche de l'agence Tass qu'aucun membre des forces de l'ordre ne figure parmi les 16 personnes tuées - selon le bilan officiel, - même si « 75 soldats et miliciens ont été blessés ». Les chiffres avancés par plusieurs habitants de Tbilissi sont beaucoup plus lourds : une liste de 14 morts serait en effet affichée dans la cathédrale, tandis qu'une autre liste, distincte, de 20 victimes serait disponible dans le principal hôpital de la ville.

La grande majorité des manifestants tués sont des femmes, et il y aurait même une fillette de onze ans parmi elles.

(Lire la suite page 2.)

La loi d'orientation sur l'éducation

M. Jospin veut améliorer la réussite scolaire

M. Lionel Jospin a présenté, lundi 10 avril, le projet de loi d'orientation sur l'éducation qui doit être soumis au conseil des ministres le 17 mai pour être discuté avant l'été. Le ministre a précisé que son texte, qui « symbolise la volonté du gouvernement d'agir dans la durée » dans le domaine de l'éducation, n'est « pas une loi de bouleversement », ce qui n'est « pas souhaitable ». Mais elle doit permettre « une série de pas en avant », notamment vers l'égalité des chances et la réussite scolaire.

ET COMMENT FAIRE POUR QUE LES PROFS NULS SOIENT MIS AU PLACARD ?



Lire page 12 l'article de PHILIPPE BERNARD

L'opposition dans tous ses états

Poussée de sève iconoclaste à droite

Mis en minorité, samedi 8 avril, par le conseil national du RPR, qui s'est très nettement prononcé, dans l'optique des européennes, pour une liste d'union de l'opposition conduite par M. Giscard d'Estaing, le nouveau maire de Lyon, M. Michel Noir, résumait lundi sur RTL, au nom des « rénovateurs » de l'opposition, le problème qui se pose aujourd'hui à la droite écartelée : « Si Valéry Giscard d'Estaing ne se retire pas, il y aura automatiquement une liste Simone Veil-centristes, puisque les centristes l'ont annoncé. » Dès dimanche les « rénovateurs » membres de l'UDF avaient adjuré M. Giscard d'Estaing de « passer la main ».

Ils n'iront peut-être pas jusqu'au bout. Ils sont peut-être aussi un peu brouillons. Ils doi-

vent faire encore l'apprentissage des médias. Mais qu'importe ! Les « rénovateurs » de l'opposition, par les questions qu'ils soulevaient, par les remises en cause qu'ils opèrent, par les attentes qu'ils créent, sont en train de faire sauter spectaculairement le couvercle de la droite. Une poussée de sève, donc, on n'a peut-être pas fini de mesurer les conséquences.

Ironie de l'Histoire. Avec l'Europe pour prétexte. Chahuté par ses quadragénaires issus de la génération soixante-huitarde, la droite va-t-elle vivre, en ce printemps 1989, son mai 68 ? Les appareils des partis donnent l'impression de dresser leurs barricades. Sous les pavés politiques, la place du renouveau, de l'espoir et de l'alternance. On pourrait pousser plus loin la symbolique : les chefs de file des « rénovateurs » sont douze, comme les apôtres ; ou prendre une image moins pieuse, comme les « salopards » d'un fameux film de guerre...

Comment croire en effet que, pour cette droite, demain pourra ressembler à hier ? Comment ne pas imaginer que ces hussards viennent de placer toute l'opposition à un point de non-retour ? Par-delà le faux débat initial sur l'âge des arrières des uns et des autres, par-delà toutes les fausses querelles mêlant dédain et aveuglement, trois constats s'imposent déjà.

1. Les appareils politiques de la droite sont devenus archaïques et obsoletés. Comment parler encore, après les épisodes de ces derniers jours, de chef, de sous-chef, d'état-major, de grand-messe ? Trop longtemps habitués aux facilités du pouvoir, bâtis en rampe de lancement pour présidents, maîtres de cocagne pour candidat ministre, les partis de la droite traditionnelle n'ont pas su se transformer en vrais partis d'opposition, c'est-à-dire engendrer des débats, des projets, des confrontations. Ils sont devenus des syndicats de sortants, avec, à leur tête, ceux qui avaient été et

qui voulaient tout simplement continuer à y être. La contestation de ces quadragénaires constitue une réponse violente à cette absence chronique de démocratie interne. Ils viennent du RPR, qui, oubliant sa vocation de rassemblement, a attendu l'échec de M. Chirac pour entreprendre, non pas ses fenêtres, mais les doubles rideaux. Il aura fallu que le président du RPR soit débordé pour laisser l'expression libre à ses contestataires. Ils viennent encore du Parti républicain, enfants des républicains indépendants. De la « machine à Giscard », on est passé à la « machine à Léotard ». La « bande à Léo » : un autre symbole ! « Dans le mot bande, il y a le mot débordade », pronostiquait un jour M. Giscard d'Estaing, au temps où M. Léotard se trouvait, il est vrai, moins indispensable qu'aujourd'hui.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 8.)

L'échec de la politique de contrôle démographique

Onze cents millions de Chinois...

L'explosion démographique a pris une dimension catastrophique en Chine, où le gouvernement s'est montré incapable de faire respecter sa propre politique de limitation des naissances. Vendredi 14 avril, les Chinois seront, officiellement, 1,1 milliard, mais la marge d'erreur est de plusieurs dizaines de millions...

PEKIN
de notre correspondant

Le cadeau empoisonné laissé par Mao Zedong en héritage à la Chine, sa démographie galopante, franchira un seuil le 14 avril prochain : les Chinois du continent seront alors, à en croire les estimations officielles, au nombre d'un milliard et cent millions pile.

Cette date est largement symbolique : les experts chinois admettent avoir relevé des erreurs portant sur, peut-être, plusieurs dizaines de millions d'âmes dans leurs précédentes estimations. Mais la journée du 14 avril a été choisie pour tenter de relancer la campagne de contrôle des naissances, dont les effets n'ont pas atteint les espérances des autorités au cours des dernières années. Le régime a d'ores et déjà reconnu que l'objectif initial consistant à limiter la population à 1,2 milliard en l'an 2000 serait dépassé de plusieurs dizaines de millions.

Le gouvernement a récemment reçu un rapport d'experts suggérant la mise en œuvre d'une loi sur le planning familial, qui n'est pour l'instant régie que par des règlements administratifs. La loi devrait prévoir des sanctions plus

sévères que celles en vigueur actuellement, a précisé la presse officielle.

On envisage également d'annuler les mesures d'assouplissement de la politique de l'enfant unique qui avaient été introduites il y a environ trois ans afin de permettre aux paysans d'avoir un second enfant, dans l'espoir que ce soit un descendant mâle, lorsque leur premier enfant est une fille.

Les déclarations de M. Deng qui a reconnu, samedi 8 avril, que le régime avait « échoué à contrôler efficacement » la croissance démographique et que la Chine avait « tout juste de quoi nourrir sa population », constituent le constat d'échec le plus net jamais enregistré sur les difficultés auxquelles le régime ne parvient pas à remédier.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 5.)

La France et le Liban

Une action de plus en plus critiquée.

PAGE 3

Le naufrage du sous-marin soviétique

Quarante-deux marins morts ou disparus.

PAGE 2

Washington investie par les femmes

Grande manifestation pour le droit à l'avortement.

PAGE 7

Meurtres en série à Vienne

Quarante-neuf vieillards tués par des infirmières.

PAGE 2

Inondations à Djibouti

Huit morts, cent cinquante mille sans-abri.

PAGE 4

L'Islam en fièvre (VII)

Le sous-continent indien.

PAGE 6

Le congrès des Verts européens

L'Internationale écologiste.

PAGE 10

Sports

Tennis de table : les Suédois détrônent les Chinois.

PAGE 23

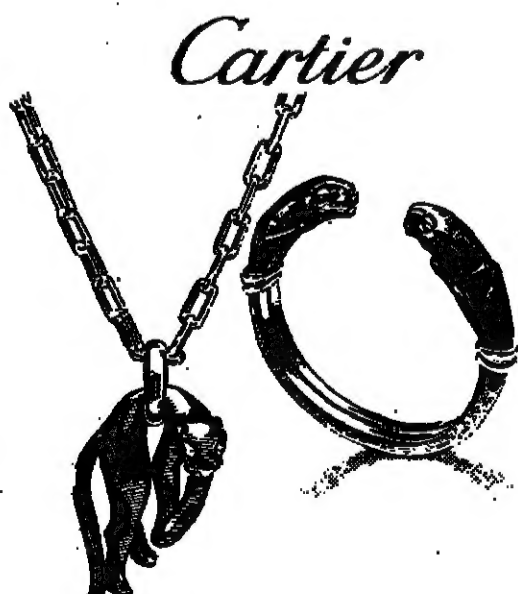
ECONOMIE

Les mouvements de l'emploi : de multiples chassés-croisés

■ Les réformes économiques en URSS. ■ La chronique de Paul Fabra.

PAGES 19 à 22

Le sommaire complet se trouve en page 32



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

23, RUE DU FAUBOURG-ST-HONORÉ, PARIS
42.65.79.81

Etranger

En mer de Norvège

Quarante-deux hommes ont péri dans l'accident du sous-marin nucléaire soviétique

Quarante-deux des soixante-neuf hommes d'équipage du sous-marin soviétique qui a coulé, vendredi 7 avril, en mer de Norvège, sont morts ou portés disparus, selon l'agence Tass. Les Soviétiques se sont contentés d'indiquer qu'il s'agit d'un sous-marin nucléaire lance-torpilles sans préciser le modèle. Des sources américaines, à Washington, croient savoir qu'il s'agit d'un Mike, un sous-marin nucléaire d'attaque d'une classe très particulière et mis en service en 1984. L'agence Tass affirme que tout risque de contamination est à écarter, malgré le type de propulsion de ce bâtiment et en dépit du fait que le sous-marin emportait deux torpilles à charge nucléaire.

Appartenant à la flotte du Nord, le sous-marin rentrait d'une longue mission. L'accident s'est produit, dans les eaux internationales de la mer de Norvège, au sud-ouest de l'île aux Ours. Selon l'agence Tass, un incendie que l'équipage n'a pu maîtriser a éclaté dans le compartiment. Les experts occidentaux expliquent que ce compartiment, qui est éloigné de la chaudière nucléaire, peut être comparé à une salle des machines où se trouvent les

pompes, les turbines et le générateur Diesel (de démarrage) du sous-marin : de l'huile enflammée pourrait avoir mis le feu au bâtiment, dispersant de la fumée et endommageant l'installation électrique du bâtiment.

L'agence Tass a indiqué que l'équipage avait réussi à arrêter le propulseur nucléaire, avant d'évacuer le navire qui a sombré. Le réacteur du Mike est très particulier, puisqu'il est refroidi par métal liquide et non à eau pressurisée. Ces réacteurs sont pilotés par un flux de neutrons, qui dégage de l'énergie. Pour régler ce flux, des barres de métal, qui plongent dans le cœur nucléaire, absorbent les neutrons. L'arrêt du réacteur s'obtient en plongeant les barres. Les neutrons sont de plus en plus absorbés et le réacteur fournit de moins en moins d'énergie, jusqu'à s'arrêter en quelques minutes.

Trois quarts d'heure après le début de l'incendie, un avion soviétique, de modèle May, pour la reconnaissance maritime a survolé les lieux. Les survivants ont commencé à évacuer le sous-marin, pendant que des bâtiments de surface soviétiques se sont portés en assistance. Le sous-

marin a alors commencé de sombrer et les autorités norvégiennes pensent que les deux réacteurs du Mike étaient, à ce moment-là, vraisemblablement arrêtés. Le ministre soviétique de la défense, le général Dimitri Iazov, a précisé aux Izvestia : « D'une manière certaine, nous savons que le réacteur nucléaire est coupé et la possibilité d'une pollution radioactive est exclue. »

« Cellule de crise » à Oslo

M. Mikhaïl Gorbatchev a informé le gouvernement norvégien, par un télégramme, parvenu dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 avril, au ministère des affaires étrangères à Oslo. L'agence Tass n'avait toujours pas, à ce moment, confirmé le naufrage du Mike. Washington, Londres et l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, ont également été informés de cette disparition.

Une « cellule de crise » a été instituée à Oslo pour suivre, dès samedi matin, l'évolution de la situation. Des tests préliminaires de radioactivité ont été effectués par des scientifiques norvégiens.

D'autres échantillons devaient être prélevés régulièrement et analysés dans les laboratoires de la défense. Le ministre norvégien de la défense, M. Johan Joergen Holst, a estimé que le Kremlin n'avait pas tenté de cacher les détails de l'accident à bord du sous-marin. « Il semble, a-t-il reconnu, qu'il n'y a pas de danger de fuites radioactives. » De son côté, l'Office norvégien pour la prévention des radiations a expliqué : « Aucune trace d'éléments radioactifs n'a été découverte dans les échantillons d'eau et d'air prélevés sur les lieux mêmes du naufrage », qui se serait produit par plus de 1 500 à 2 000 mètres de profondeur.

La télévision soviétique a annoncé qu'une enquête était ouverte pour déterminer les causes de l'incendie. Tass a ajouté, de son côté, que les torpilles du Mike étaient conçues pour empêcher toute fuite de radiations de leur charge nucléaire, ce qui sous-entend que ces armes étaient demeurées inertes et « verrouillées » pendant la mission et que leur corps est capable de résister aux hautes pressions d'une longue immersion en profondeur.

Un prototype très particulier

Depuis sa mise en service en 1984, le Mike est demeuré à l'état de prototype unique. Mais les services occidentaux considèrent que ce modèle très particulier de sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire, qui sert pour l'instant de bateau expérimental, pourrait succéder à la série des six Alfa mis en service entre 1979 et 1983 pour la lutte contre les navires de surface et les sous-marins adverses (surtout les sous-marins stratégiques).

Long de 122 mètres et déplaçant 4 800 tonnes en surface ou 6 400 tonnes en plongée, le Mike a une vitesse de 36 nœuds (un peu moins de 70 kilomètres à l'heure), et il est censé emporter, outre des torpilles lourdes capables de parcourir entre 40 et 100 kilomètres sous l'eau, des missiles aérodynamiques (analogues aux missiles de croisière américains Tomahawk) qui filent à vitesse subsonique contre des buts terrestres à 2 500 kilomètres de distance. Ces missiles embarquent une charge nucléaire.

Mais la particularité du Mike est double. D'abord, sa coque est en titane, un matériau connu pour sa résistance et sa légèreté, qui lui autorise des immersions profondes supérieures à 700 mètres de profondeur. Ensuite, sa propulsion, inédite dans les marines occi-

dentales, fait appel à deux réacteurs à métal liquide (plomb et bismuth) au lieu du réacteur courant à eau pressurisée et cette technique, qu'on devait retrouver sur les successeurs de la série Alfa, développe plus de puissance pour un encombrement à bord beaucoup moins volumineux.

Depuis des années, la marine soviétique consacre d'importants efforts pour rendre ses sous-marins nucléaires, qu'ils soient des lance-missiles stratégiques ou d'attaque antisubmersifs, le plus silencieux possible. Il est plus que probable que le Mike fait partie de ce programme d'études suffisamment développé, d'après à l'OTAN, pour inquiéter actuellement les états-majors occidentaux.

Un rapport de M. William Perry, ancien secrétaire adjoint à la défense des Etats-Unis, plus spécifiquement chargé de la recherche, a été adressé au Congrès à la fin du mois dernier. Il y est dit notamment que l'utilisation du titane et la configuration très aérodynamique des coques des nouveaux sous-marins soviétiques leur permettent des performances en vitesse, en immersion et en réduction de bruit suffisantes pour surpasser, aujourd'hui, les caractéristiques des sous-marins américains du modèle Los Angeles.

Géorgie : les nationalistes appellent à la grève générale

(Suite de la première page.)

Samedi soir à Tbilissi, la tension est singulièrement montée devant le palais du gouvernement, où près de deux cents personnes — des femmes, pour la plupart — observent une grève de la faim, déclenchée pour protester contre la montée des revendications sécessionnistes de la République autonome d'Abkhazie, administrativement intégrée à la Géorgie depuis 1921. Les troupes ont été déployées dans les rues de Tbilissi, appuyées par des chars.

Il est vrai que ce n'est pas la première fois : la capitale géorgienne est, depuis un an, habitée aux manifestations de masse qui se sont déroulées jusqu'à sans incident notable. Dans la soirée, dix mille personnes environ sont là, sur l'avenue Roustaveli, pour apporter leur soutien aux grévistes de la faim. Le catholique Ilya II, chef de l'Eglise de Géorgie, se présente devant les manifestants, bénit la foule, qui s'agenouille pour l'écouter. Il propose alors à ces derniers de se disperser et offre de leur ouvrir les portes de la cathédrale. Son discours reste sans effet, certains le soupçonnant de se faire le porte-parole des autorités. Le catholique revient, précise qu'il s'agit d'une initiative personnelle destinée à faire baisser la tension et repart.

L'agence Tass affirme qu'il a été traité avec douceur et sans plus. Cinq minutes après, une première rangée de troupes du ministère de l'Intérieur, équipées de boucliers, entre dans la foule, qui se disperse pour se reconstruire aussitôt. Ce sont alors les chars qui vont entrer en action pour frayer un passage dans la foule à de redoutables commandes de choc, armées de « pelles militaires tranchantes », selon les témoignages.

Les forces de l'ordre font aussi usage de gaz lacrymogènes au cours de ce que l'agence Tass appelle « une collision ». Aucune arme à feu n'a apparemment été utilisée, mais tous les récits soulignent la violence de la charge des forces de l'ordre, composées de policiers et de militaires russes en majorité, tandis que les miliciens (policiers locaux) géorgiens tentaient de protéger la population. Il était à peu près 4 heures du soir. Dimanche, des avions survolent Tbilissi, où ne circulent plus que des taxis arborant un drapeau noir et les blêmes de l'armée.

L'agence Tass a accusé les « groupes d'extrémistes » qui, ces derniers jours, « utilisaient les sentiments malins ». En dépit des mesures prises par les autorités, affirme-t-elle, la situation a « échappé au contrôle », les slogans sont devenus « nationalistes, antisoviétiques, de nature à attiser la haine inter-ethnique », transformant la manifestation en « rassemblement antisocialiste ». La plupart des responsables des mouvements indépendantistes géorgiens sont maintenant sous les verrous.



Proche-Orient

LIBAN : les affrontements à Beyrouth

L'action de la France est de plus en plus contestée

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

L'initiative française au Liban continue de susciter de très vives réactions. Les déclarations faites à Paris, ce week-end, par l'émissaire du gouvernement français, M. Jean-François Deniau (voir par ailleurs), qui a notamment affirmé que le général Aoun « parlait au nom du Liban tout entier », que M. Selim Hoss était sous l'emprise syrienne, sans aucune marge de manœuvre, et qu'enfin, c'était un colonel syrien qui avait donné l'ordre de concentrer les troupes sur l'ambassade de France quand il était à Beyrouth, n'ont certes rien arrangé.

Mis personnellement en cause, M. Hoss, chef respecté du gouvernement à majorité musulmane, soutenu par la Syrie, s'est, pour sa part, déclaré « choqué par la politique partielle de la France » et par l'attitude de M. Deniau. Rétirant son refus de porter la crise libanaise devant l'ONU, M. Hoss a déclaré : « Je crois que l'internationalisation n'est ni dans l'intérêt du Liban ni dans l'intérêt de ceux qui la demandent. » Les chefs religieux sunnites et chiites ont aussi joint leurs voix à celles des dirigeants politiques pour mettre en cause l'attitude de Paris. Le cheikh Hassan Khaled, mufti de la communauté sunnite, a ainsi affirmé : « Nous souhaitons que toute aide étrangère au Liban, française ou autre, soit bien étudiée pour ne pas nous entraîner dans des problèmes religieux qui ne servent pas l'intérêt du Liban. » Les intégristes chiites ont, eux aussi, par la voix du cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah, violemment dénoncé « l'intervention française, instrument de la politique américaine », ajoutant que la France « sait que les musulmans du Liban sont opprimés et connaît les privilèges dont jouissent les chrétiens ».

Une veille de prière à Paris-Beyrouth. — La veille de prière à l'intention du Liban, prévue mardi 11 avril de 20 h 30 à 21 h 30, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, sera diffusée simultanément à Beyrouth, grâce à une liaison directe entre Radio-Notre-Dame (Paris 100.7), Radio-Fourvière (Lyon 88.4) et la Voix de la charité, au Liban. Mgr Sleir, patriarche maronite, s'adressera aux personnes présentes, parmi lesquelles les cardinaux Lustiger et Decourtray, le pasteur Jean-Michel Sturm, représentant la Fédération protestante de France, Mgr Delaporte, président de la commission Justice et Paix, et les membres du Conseil des Eglises chrétiennes en France, notamment les évêques arméniens et orthodoxes.

L'aide française a-t-elle été bien étudiée, ou plutôt, comme il semble, n'a-t-elle pas été décidée avant qu'en soient examinées les modalités pratiques et les conséquences ? L'aide humanitaire — navire-hôpital et médicaments — ne fait même pas l'unanimité au sein du camp chrétien, où l'on estime que ses besoins sont couverts au Liban.

« Le pays chrétien possède vingt-trois hôpitaux, remplis aujourd'hui à 30 % de leur capacité, affirme un responsable hospitalier, et nous ne manquons pas de médicaments. » Le Liban n'est pas le Tchad ou l'Ouganda », nous disait, dimanche 9 avril, un Libanais chrétien avant de poursuivre : « Au niveau du symbole c'est bien, nous sommes contents, mais comme tout symbole, cette aide est ambiguë. »

Une aide controversée

En attendant, dans le camp musulman, on laisse entendre que le navire-hôpital *La France* n'accostera pas au port de Beyrouth. « Il n'y a aucune garantie à ce sujet de la part du gouvernement et de l'armée du général Khatib [le général commandant les brigades musulmanes stationnées à Beyrouth-Ouest] tant que le général Aoun n'a pas donné sa réponse à l'appel au cessez-le-feu lancé par le comité arabe », nous disait un responsable politique de l'Ouest. La situation le long des côtes, bombardées chaque jour depuis l'entrée en vigueur, jeudi, d'une trêve larvée, « reste précaire, poursuivait-il, et il n'y a aucune raison de faire une exception pour les Français. Votre aide ressemble au folklore de l'affaire de Zakhle en 1981, quand M. Giscard d'Estaing avait envoyé des avions pour évacuer les blessés de cette ville chrétienne de la Bekaa et qu'ils avaient dû repartir quasiment à vide. » Pour le *Basel*, c'est la même chose. La France prend des risques, ajoutait-il enfin, puisque nous envoyons nous-même de Tripoli, sous contrôle syrien, une dizaine de camions-citernes par jour pour alimenter la centrale de Zouk. »

On assure, de bonne source à ce sujet, que la Syrie a proposé au gouvernement français venu l'avertir de ces envois, qu'elle était prête à coopérer avec Paris en déplaçant de petits pétroliers de Tripoli. Pour l'instant, on affirme, de source française à Beyrouth, ne pas encore savoir exactement comment va se dérouler l'opération, ni quand les bateaux vont arriver.

Parti en flèche, et de façon solennelle — sans aucun doute sous la pression d'une opinion publique sollicitée par le lobby chrétien libanais à Paris — le gouvernement français, estime-t-on ici, ne rend pas particulièrement service au gouvernement militaire chrétien du général Michel Aoun. Les liens historiques de la France avec les chrétiens maronites, qui restent pour tout le camp musul-

man la seule justification de « l'agitation française », ne peuvent que renforcer l'image qui s'impose sur la scène libanaise du général Aoun comme nouveau leader chrétien. « En lui donnant des espoirs politiques ou diplomatiques, nous disons dimanche un responsable d'un parti laïc, la France ne peut que le renforcer dans sa détermination et contribue à le pousser dans une voie sans issue. »

Dénonciation tardive de la Syrie

De même, les alliés de Damas soulignent que la France a mis bien longtemps à dénoncer la présence syrienne — M. Mitterrand n'avait-il pas reconnu un rôle de la Syrie au Liban lors de son voyage à Damas en 1984 ? — et qu'elle ne le faisait pas quand « elle venait solliciter

l'aide de la Syrie pour la libération de ses otages ».

Une chose est sûre en tout cas : la France, isolée dans cette action, s'est placée, malgré elle peut-être, dans un seul camp, faisant contre elle l'unanimité des milieux de l'Ouest. De plus, en qualifiant le général Aoun de représentant du Liban tout entier, M. Deniau a rompu l'équilibre maintenu jusqu'à par Paris entre les deux gouvernements en place au Liban, celui du général Aoun et celui de M. Selim Hoss.

En venant mardi à Beyrouth, M. Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, qui devrait y rencontrer M. Hoss, aura bien du mal à convaincre ses interlocuteurs du bien-fondé d'une action dénoncée violemment par plus de la moitié des Libanais.

FRANÇOISE CHIPAUX.

« La drogue est à l'origine de la flambée de violence »

estime M. Deniau

La décision du général Michel Aoun, chef du gouvernement chrétien libanais anti-syrien, de « fermer les ports illégaux par lesquels transite le trafic de drogue (...), a mis le feu aux poudres il y a trois semaines » au Liban, a estimé l'émissaire français de retour de Beyrouth, M. Jean-François Deniau, qui a également reproché aux Etats-Unis de ménager le régime syrien. « Les Américains savent que la plaine de la Bekaa (au Liban) abrite les champs de pavot qui font la fortune de la Syrie et des milices, ainsi que les camps d'entraînement des terroristes », a poursuivi le député français dans une interview parue dans le *Journal du Dimanche*. « Alors que partout dans le monde, les

Etats-Unis condamnent la drogue et le terrorisme, les Américains font, en faveur de la Syrie, une exception pour le Liban », reproche-t-il. « L'ambiguïté de la politique des Etats-Unis au Proche-Orient n'a rien arrangé » à la guerre qui se poursuit depuis quatorze ans au Liban et qui est imputable au rêve de Damas de reconstruire la « grande Syrie », comprenant le Liban, juge M. Deniau.

En revanche, toujours selon M. Deniau, l'Union soviétique, alliée de Damas, ne joue pas « les bouffeux ». « Au mieux, estime-t-il dans une interview au *Figaro*, on peut espérer qu'elle continue à se taire. »

ISRAËL

Deux enfants palestiniens tués par balles dans les territoires occupés

Deux enfants palestiniens ont été tués par balles et dix-neuf autres blessés, dont trois grièvement, au cours d'affrontements qui ont opposé, samedi 8 et dimanche 9 avril, dans les territoires occupés, manifestants palestiniens et militaires israéliens.

La Cisjordanie et Gaza étaient paralysées dimanche pour la seconde journée consécutive par une grève générale décrétée par la Direction unifiée du soulèvement palestinien, lequel est entré le 9 avril dans son dix-septième mois.

De violents incidents avaient éclaté dimanche dans le village de Jabalia, dans la bande de Gaza, après qu'un enfant de douze ans eut été tué d'une balle en plastique en plein cœur. Cinq habitants du village, dont une jeune fille de quinze ans, grièvement atteinte d'une balle dans le dos, avaient été blessés au cours de cet incident.

La veille, un autre enfant palestinien de douze ans, atteint de deux balles dans la tête, à Jenine, dans le nord de la Cisjordanie, avait été transporté dans

un état critique à l'hôpital Rambam de Haïfa, où il devait décéder.

D'autre part, la marine israélienne a coulé dans la nuit de samedi à dimanche une embarcation sur laquelle se trouvaient des « terroristes » au large de Rosh-Hanikra, une localité israélienne proche de la frontière israélo-libanaise. Tous les passagers de l'embarcation, un canot pneumatique, ont été tués.

A Beyrouth, le Front de lutte populaire palestinien (FLPP) de M. Samir Ghoché a révélé l'identité des quatre membres de

son commando qui ont péri au cours de l'opération.

Il s'agit de la douzième tentative d'infiltration en Israël menée par les Palestiniens à partir du sud du Liban depuis l'annonce par le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, le 14 décembre, du renoncement au « terrorisme », et de la deuxième du genre menée par le FLPP. Ce dernier, basé à Damas, a assisté au Conseil national palestinien tenu en novembre à Alger, mais n'est pas représenté au sein du comité exécutif de la centrale palestinienne. — (AFP)

IRAN

La sentence de mort contre Salman Rushdie est « permanente et inconditionnelle » confirme le président Khamenei

Le président de la République iranienne, M. Ali Khamenei, a affirmé, samedi 8 avril, que la sentence de mort prononcée par l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, était « inconditionnelle, permanente », et devait être exécutée.

M. Khamenei, qui recevait les ambassadeurs et chargés d'affaires étrangers auprès de la CEE, a précisé que la fatwa (décret) du Guide de la révolution était « un arrêt conforme aux préceptes de l'islam ». Il a estimé que la décision de l'imam, la « marche arrière » de certains pays occidentaux qui ont renvoyé leur ambassadeur à Téhéran et la prise de position de la conférence islamique, le 16 mars, « ont fait apparaître une

fois encore la grandeur de l'islam ».

M. Khamenei, évoquant les relations diplomatiques entre l'Iran et les pays européens, a ajouté que Téhéran souhaitait « des relations saines », fondées sur « le respect mutuel » des principes de chaque nation.

Par ailleurs, quatre personnes ont été blessées, dont deux grièvement, lundi 10 avril, à Kuala Lumpur, dans l'explosion d'une bombe artisanale de forte puissance, près du British Council. Les intérêts britanniques ont fait l'objet d'attentats dans plusieurs pays musulmans, comme en Turquie et au Pakistan, depuis le début, en janvier, de l'affaire Rushdie. — (AFP)

M. Kaddoumi, chef de la diplomatie de l'OLP, invité en France

TUNIS
de notre correspondant

Récemment nommé par les instances dirigeantes de l'OLP « ministre des affaires étrangères » de l'Etat indépendant de Palestine, M. Farouk Kaddoumi a été invité par M. Roland Dumas à se rendre à Paris le 3 mai, a annoncé, dimanche 9 avril, le numéro deux de la centrale palestinienne, Abou Iyad (M. Saleh Khalaf). Cette invitation est interprétée au sein de l'OLP comme une façon de reporter la rencontre en France de M. François Mitterrand et de M. Yasser Arafat.

« Nous souhaitons que la visite en France de Yasser Arafat ait lieu le plus rapidement possible », a déclaré Abou Iyad. Cette visite a été annoncée par l'Elysée, sans toutefois qu'une date ait encore été fixée. Le numéro deux de l'OLP a

encore estimé que la rencontre Mitterrand-Arafat « constituerait en elle-même une prise de position politique de la France qui aura d'importantes répercussions, non seulement au sein de la Communauté européenne, mais aussi aux Etats-Unis et en Israël ».

Commentant les protestations qu'a soulevées en France l'annonce de la prochaine rencontre Mitterrand-Arafat (*Le Monde* daté 9-10 avril), Abou Iyad a affirmé qu'elles ne traduisaient pas le sentiment de l'ensemble de la communauté juive. « Nos contacts avec des membres de cette communauté, a-t-il dit, prouvent que nombreux sont ceux qui apprécient les positions actuelles de l'OLP et qui considèrent que la venue d'Arafat en France est susceptible d'aider le processus de paix. »

M. D.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements
et les tarifs : (1) 42-47-98-72

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS
3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 484 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Imprimé en France
T. de la presse
PARIS-IX

EN BRIEF

● LIBYE : Tripoli confirme la livraison de bombardiers soviétiques. — L'agence officielle libyenne JANA a reconnu, samedi 8 avril, avoir reçu de nouveaux bombardiers supersoniques soviétiques, une vente qui avait suscité l'inquiétude des Etats-Unis ainsi que d'Israël. Annonce par des responsables américains, la livraison de Sukhoi de type SU-24 avait été confirmée par les Soviétiques (*Le Monde* du 8 avril), tandis que Tripoli s'était contenté, jusqu'à samedi, de s'élever contre ce que les autorités libyennes qualifiaient de « campagne » lancée contre la Libye. — (AP.)

● ÉGYPTES : un responsable intégriste déraillé pour quinze jours. — Le théologien Cheikh Omar Abdel Rahman, que la presse égyptienne présente comme étant « l'imam et le meneur » du mouvement intégriste Al Dihad, dont un commando assassiné en 1981 le président Anouar El Sadate, a été déraillé ainsi que neuf de ses partisans pour une durée de quinze jours, sur ordre du parquet — selon l'agence d'information Mana, la décision du parquet fait suite aux heurts qui se sont produits après la prière du vendredi dans l'oasis de Fayoum, entre partisans de Cheikh Omar et policiers, au cours desquels un officier a été blessé par balles à la jambe. Treize civils intégristes, dont Cheikh Omar, avaient été arrêtés par la police à l'issue de ces incidents. — (AFP.)

● ROUMANIE : appel en faveur de Mircea Dinescu. — Dans une lettre adressée dernièrement au Dr Popescu, président de l'Union officielle des écrivains, sept personnalités du monde littéraire et culturel roumain demandent à celui-ci d'exercer son pouvoir statutaire pour protéger et défendre à leur collègue, le poète Mircea Dinescu, « soumis à des représailles et des vexations répétées, arbitrairement privé de travail et limgé de son poste de rédacteur à la revue Romania Literara ». Les signataires sont MM. Geo Bogza, Stefan Augustin Doinas, Dan Haulica, Octavian Paler, Alexandre Paleologu, Mihai Soru et Andrei Plesu.

Mercedes-Benz France. Vente voitures de direction.



22 bis, bd Saint-Marcel 75005 Paris - tél. 43.31.82.50



MINITEL 3615 ARGAUTO PAGE ACCUEIL TAPÉZ MBF

Afrique

DJIBOUTI : 8 morts et 150 000 sans-abri

Des pluies diluviennes ont dévasté la capitale

La ville de Djibouti est sinistrée à 70% après les pluies diluviennes qui se sont abattues, depuis jeudi 6 avril, sur tout le pays. Le bilan provisoire s'établit à huit morts et au moins cent cinquante mille sans-abri. Un plan d'urgence a été décrété et une cellule de crise, placée sous l'autorité du ministre de l'intérieur, a été mise en place.

Le niveau des eaux a atteint jusqu'à 1,70 mètre dans les quartiers les plus bas de la ville; des casernes et l'hôpital militaire français ont été inondés. Entre le 5 et le 8 avril, il est tombé à Djibouti 185 millimètres de pluie, alors que la moyenne annuelle des précipitations est de 130 à 150 millimètres.

L'armée et la police djiboutiennes, aidées par les forces françaises stationnées à Djibouti, continuent leurs opérations d'assistance aux populations sinistrées, rassemblant les sans-abri dans vingt-trois

centres, sous des tentes, dans les mosquées, les casernes et les écoles de la capitale. La ville a été décomposée, pour les besoins de la cause, en trois zones d'intervention.

L'armée et la police djiboutiennes ont installé des cuisines roulantes et des moto-pompes dans les quartiers les plus touchés qui disparaissent sous les eaux. La plupart des véhicules militaires ont été mis à la disposition de la cellule de crise.

Aide française

Réuni en séance extraordinaire sous la présidence du chef de l'Etat, M. Hassan Gouled Aptidon, le gouvernement a lancé un « appel à l'aide de la communauté internationale et des pays amis ». C'est ainsi que le gouvernement français, « afin de manifester sa solidarité agis-

sante », a envoyé samedi par avion « d'importants moyens » de secours et de lutte contre les inondations. Ces moyens comprennent notamment vingt moto-pompes avec le matériel d'accompagnement, des rations alimentaires et un détachement de vingt et un marins et sapeurs-pompiers, ainsi que des tentes et des couvertures.

Cette aide s'ajoute à celle des forces françaises stationnées sur place. Celles-ci, dans les premières soixante-douze heures de la catastrophe, ont pu sauver de la mort grâce à des hélicoptères plus de soixante-dix personnes.

Des pluies torrentielles sont aussi tombées sur plusieurs régions de l'ouest du Yémen du Sud, notamment sur le gouvernorat et de Shabwa. Ces inondations auraient déjà fait plus de dix-huit morts et près de cinquante mille sinistrés.

TUNISIE : confirmant sa volonté de « réconciliation nationale »

Le président Ben Ali annonce une amnistie générale

TUNIS
de notre correspondant

En prêtant serment, dimanche 9 avril, devant la nouvelle chambre des députés (1) élue en même temps que lui huit jours plus tôt (le Monde du 5 avril), le président Ben Ali a annoncé une amnistie générale. « Nous soumettrons prochainement un projet de loi portant amnistie générale en faveur de ceux qui ont été condamnés pour leurs opinions et leurs appartenances indépendamment des juridictions les concernant », a-t-il déclaré.

En annonçant cette mesure qui confirme sa volonté de « réconciliation nationale » maintes fois exprimée depuis sa prise de pouvoir, M. Ben Ali répondait à une revendication présente avec insistance par l'Assemblée de l'opposition et dès sa création, en 1976, par la Ligue des droits de l'homme (2). Le projet de loi qui sera soumis à la Chambre des députés précisera les modalités de cette amnistie. Mais, d'ores et déjà, il apparaît qu'elle bénéficiera aux personnes condamnées exclusivement pour des raisons politiques par

des juridictions d'exception, quel- quefois depuis les premières années de l'indépendance, et aussi aux dirigeants du Mouvement de tendance islamique (MTI) qui, bien qu'étant en liberté, sont encore privés de leurs droits civiques.

En revanche, il n'est pas évident qu'elle concernera d'autres anciens responsables politiques, tel l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali, ou l'ancien ministre de l'intérieur, M. Tahar Belkhouja, qui ont été jugés sous l'accusation de « malversations » par des tribunaux de droit commun et se sont abstenus de faire opposition aux peines qui leur étaient infligées.

Droit de grâce

Depuis le 7 novembre 1987, M. Ben Ali a exercé son droit de grâce au bénéfice de 9 696 personnes, dont quelque 6 000 se sont vu accorder leur libération conditionnelle ou ont été réhabilités dans leurs droits.

En revanche, dans son discours d'investiture, M. Ben Ali a demandé

aux cent quarante et un députés, tous membres du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) qu'il préside, de demeurer « à l'écoute de tous les citoyens au-delà de leurs tendances et de leurs sensibilités ». Les récentes élections législatives continuent de faire l'objet de diverses polémiques. Après le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), la plupart des autres formations de l'opposition — ainsi que les « indépendants » par- raités par les islamistes, ont dénoncé des irrégularités dans les opérations de vote qu'ils imputent aux autorités régionales et au RCD.

Par ailleurs, l'ambassadeur de Tunisie à Vienne, M. Dali Jazi, membre fondateur du MDS, a annoncé, dimanche, depuis son poste, sa démission de ce parti. Il déplore que le MDS ait refusé le projet de coalition nationale.

MICHEL DEURÉ.

- (1) M. Shabouddine Baki a été recon- duit dans ses fonctions de président.
- (2) Le président de la Ligue, M. Mohamed Charfi, s'est aussitôt félicité de la mesure.

NAMIBIE : accord entre La Havane, Luanda et Pretoria

Les maquisards de la SWAPO vont regagner l'Angola

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Sam Nujoma, le président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), a échoué dans sa tentative de coup de force. Les quelques mille neuf cents maquisards du Mouvement de libération, qui s'étaient infiltrés en Namibie à partir du 1^{er} avril en violation du cessez-le-feu, ne pourront pas rester sur le territoire comme le souhaitait la direction de l'Organisation. D'ici au 15 mai, ils devront être rapatriés en Angola au nord du 16^e parallèle.

Telle est la teneur de l'accord auquel ont abouti, après deux journées de discussions, les délégations sud-africaine, angolaise et cubaine réunies dans une ferme au mont Etjo, à environ 200 kilomètres au nord-ouest de Windhoek. Des entretiens auxquels ont participé aussi M. Chester Crocker, ancien secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines et M. Anatoly Adamchikine, ministre adjoint des affaires étrangères soviétique.

Cet accord, comme l'a souligné M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, est un cessez-le-feu de facto des hostilités qui ont débuté le 1^{er} avril, jour même de la mise en application de la résolution 435 des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie et qui ont fait deux cent quatre-vingt-dix victimes dont deux cent soixante-trois dans les rangs de la SWAPO. La déclaration commune publiée à l'issue de ces pourparlers prévoit que le rapatriement se fera à partir de dix-huit points de rassemblement (dix en territoire namibien et huit à la frontière) sous le contrôle des forces de l'ONU dont

les effectifs devraient être étoffés rapidement.

Ce processus de retrait sera étroitement surveillé par M. Louis Pienaar, administrateur général sud-africain en Namibie et par M. Martti Ahtissari, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU sur le territoire. Dès que ce retrait sera terminé, la marche vers l'indépendance pourra reprendre son cours normal.

Les membres de la commission conjointe qui s'est réunie en séance extraordinaire au mont Etjo ont été unanimes à réaffirmer leur attachement aux accords de New-York du 22 décembre qui prévoient le retrait des troupes cubaines d'Angola sur une période de vingt-sept mois. C'est un désaveu complet de l'action entreprise par la SWAPO en vue de s'établir physiquement sur le sol namibien au mépris des accords et une approbation du comportement de l'Afrique du Sud qui s'est évertuée à respecter à la lettre les textes signés. Dans cette affaire, Pretoria est parvenu non seulement à faire respecter son point de vue mais à apparaître comme loyal.

Avant la conclusion de cet accord, M. Nujoma avait déjà fait un premier pas dans la nuit de samedi à dimanche en proposant un cessez-le-feu et en acceptant que ses combattants puissent se retirer dans un délai de soixante-douze heures après s'être regroupés en des endroits fixes. La commission leur a donné deux jours de plus. Que se passera-t-il si les maquisards ne se plient pas aux termes consignés dans la déclaration d'Etjo qui doit encore être entérinée par le Conseil de sécurité de l'ONU? Pour M. Botha, la réponse est claire : « Cela signifie la

fin de l'organisation » dont le pas de deux a été désapprouvé à l'unanimité par les signataires du traité de New-York. « S'ils n'attaquent pas, il ne seront pas attaqués », a précisé M. Botha.

Revers humiliant

Petit à petit, la paix devrait revenir au nord de la Namibie. Le 15 avril, si tout se passe bien, tout devrait rentrer dans l'ordre et l'on devrait revenir, avec quinze jours de retard, à la situation qui aurait dû prévaloir au 31 mars. Retour à la case départ donc. Cela ne signifie pas pour autant la fin des difficultés qui doit mener à la décolonisation de la Namibie. Si cette première épreuve a été surmontée, on peut tout de même penser que les autres le seront, tant il est apparu, de part et d'autre, une volonté manifeste d'aboutir.

Trois cents morts pour rien, serait-on tenté de dire. La direction du mouvement nationaliste en exil devra être ou tard s'expliquer sur cette tragique hécatyre qui lui a non seulement coûté sa crédibilité, mais aussi ses chances de l'emporter lors des élections de novembre prochain. Après avoir nié le fait que ses combattants avaient franchi la frontière, prétendant qu'ils étaient déjà présents sur le territoire, la SWAPO est désormais contrainte de les rapatrier à 150 kilomètres de la frontière. C'est un revers humiliant pour « ces combattants de la liberté » qui ont été fourvoyés dans une aventure qu'ils pensaient être la dernière et qu'on leur avait présentée comme le retour en vainqueur dans la mère patrie.

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

Quatre-vingts cadavres découverts dans une fosse commune

La police colombienne a découvert, dans un centre de formation de tueurs à gages, quatre-vingts cadavres enterrés dans une fosse commune et portant les marques de tortures. Deux cents policiers de la brigade des stupéfiants avaient lancé, samedi 8 avril, une opération contre ce centre, une propriété de 30 000 hectares située à 160 kilomètres à l'est de Bogotá. Une seule personne, le gérant de la propriété, a pu être arrêtée et un important stock d'armes a été saisi. Selon un dirigeant de la police, plusieurs centaines de tueurs, — employés par les trafiquants de drogue et impliqués dans de nombreuses meurtres, — ont été formés dans ce centre ces trois dernières années.

Trois militants du mouvement de guérilla M-19, dont un de ses fondateurs, Afranio Parra, ont par ailleurs été assassinés vendredi à Bogotá. Trois policiers, « sérieusement compromis » dans ce meurtre, ont été suspendus de leurs fonctions et mis à la disposition de la justice militaire. Le chef du M-19, Carlos Pizarro, a annoncé que le mouvement poursuivait son dialogue de paix avec le gouvernement malgré ces assassinats. — (AFP.)

Mexique

Arrestation du plus important trafiquant de drogue

Mexico. — Le trafiquant de drogue le plus recherché du Mexique, Miguel Angel Felix Gallardo, quarante-trois ans, a été arrêté, samedi 8 avril, à Guadalupe, à 500 kilomètres à l'ouest de Mexico. Cinq autres personnes, dont le directeur de la police de l'Etat de Sinaloa, Arturo Moreno Mendez, ont aussi été appréhendées par l'armée en raison de la protection qu'elles accordaient au trafiquant. Miguel Angel Felix Gallardo était recherché depuis neuf ans par les autorités mexicaines et divers autres pays. Il avait été impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat, en février 1988, d'un agent américain de la DEA, l'organisation américaine de lutte anti-droque. Il était considéré dans les milieux policiers comme le principal contact, au Mexique, du « cartel de Medellín » pour le trafic de cocaïne vers les Etats-Unis. La police a saisi à son domicile 40 grammes de cocaïne, une grande quantité de grenades, et d'armes de calibre ainsi qu'un équipement de radio très perfectionné. — (AFP.)

Nicaragua

Début des entretiens entre la Contra et l'opposition

Guatemala. — Les membres du directoire de la Contra et les représentants des quatorze partis de l'opposition nicaraguayenne sont réunis depuis dimanche 9 avril, à Guatemala, afin de définir les modalités de leur participation à l'élection présidentielle de février 1990. L'un des sept membres de la direction de la résistance nicaraguayenne, M. Aristide Sanchez, a accusé le gouvernement sandiniste de « se moquer de tous les efforts de paix en Amérique centrale ». Les dirigeants ont souligné la nécessité d'une modification de la loi électorale afin d'obtenir la participation de tous les secteurs politiques du pays et ont indiqué que cette réunion devait servir à « discuter des demandes à formuler aux sandinistes afin de garantir un processus électoral acceptable ». — (AFP.)

● URSS : durcissement de la législation sur les « crimes contre l'Etat ». — Le président du Soviet suprême soviétique a adopté, samedi 8 avril, un décret apportant des amendements, dans le sens d'un durcissement, à la loi sur « les crimes contre l'Etat », a annoncé, dimanche, l'agence Tass. Ainsi sont définies de nouveaux cas possibles de peines d'emprisonnement, notamment les actes « commis en groupe » d'incitation à l'hostilité inter-ethnique. Le décret prévoit pour cela des peines allant jusqu'à dix ans de prison.

Les appels publics pour nuire à l'Etat soviétique et à son système social sont également passibles de trois ans de prison, tout comme la diffusion de publications dans ce but, les appels à la trahison, au terrorisme et à la subversion. Enfin, les insultes contre les représentants de l'Etat sont également passibles de trois ans de prison. — (AFP.)

● YUGOSLAVIE : réouverture des écoles au Kosovo. Les établissements scolaires et universitaires, à l'exception des écoles secondaires, devaient rouvrir leurs portes lundi 10 avril au Kosovo. Le gouvernement local de Pristina a estimé que la situation actuelle dans la province — deux semaines après les violents émeutes qui ont fait, officiellement, vingt-quatre morts et l'instauration du couvre-feu le 28 mars — permettait la reprise partielle des cours. Les autorités ont également annoncé un assouplissement du couvre-feu, qui sera désormais imposé entre 22 h 30 et 5 heures du matin. — (AFP.)

GRATUIT

en avril, **NEUBAUER**

vous propose, au choix,

3 séries spéciales:

- Votre **205, 309 ou 405** avec l'intérieur en cuir (sièges, portes en cuir façon sellier, 3 coloris au choix)
- Votre **205, 309 ou 405** équipée d'un kit complet grand sport (spoiler, pare-chocs Av. et Ar., bas de caisse, aileron de coffre)
- Votre **205, 309 ou 405** avec finitions en bois (planche de bord, rappels sur les portes en loupes d'orme ou ronce de noyer)

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER

PEUGEOT

★ Offre valable sur présentation de cette annonce pour l'un des trois équipements, au choix, proposés dans ces séries spéciales NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

27/11/1989

Asie

JAPON : le scandale Recruit

M. Takeshita affirme qu'il n'a pas l'intention de démissionner

TOKYO de notre correspondant

Le premier ministre, M. Takeshita, a déclaré, dimanche 9 avril, qu'il n'avait aucune intention de se démettre ou de dissoudre le Parlement. Soumis à des pressions de plus en plus fortes de l'opposition, qui exige sa démission et bloque le vote du budget, et confronté désormais à la fronde d'une quarantaine de jeunes députés au sein de son propre parti, M. Takeshita a annoncé qu'il entendait assumer la responsabilité de réformer le Parti libéral démocrate (PLD) et de restaurer son image dans l'opinion.

Présent la veille au cours d'une tournée dans la province d'Osaka (île du Kyushu), le premier ministre a exprimé ses regrets pour son implication dans le scandale Recruit (il aurait reçu 100 millions de yens, soit 4,8 millions de francs). Il fournira des éclaircissements sur son rôle dans cette affaire, mardi 11 avril, devant le Parlement.

Les journaux ont rapporté pendant le week-end que l'une des raisons des largesses de M. Ezoe, ex-président de Recruit, envers MM. Nakasone et Takeshita, notamment, tenait à son ambition de devenir sénateur : on lui aurait promis de figurer sur la liste nationale (c'est-à-dire des candidats qui sont élus en fonction d'un système proportionnel) aux élections de juillet prochain que, précisément à cause du scandale Recruit, le PLD risque de perdre.

Le climat de crise qui prévaut dans les rangs des libéraux démocrates se traduit par des règlements de comptes qui pourraient conduire à des développements inattendus. Ainsi, l'ancien ministre de l'Éducation, M. Fujio, a insisté entendre, samedi, qu'à la faveur de l'achat de trois super-ordinateurs américains par le géant des télécommunications nippon NTT (qui les avait revendus aussi à Recruit), d'importants pots-de-vin avaient été versés non seulement aux hommes politiques japonais, mais aussi à des personnalités américaines, dont pourrait faire partie M. Reagan.

M. Fujio a précisé qu'à l'époque des tractations (1985-1986), il était président de la commission des affaires politiques du PLD et qu'à ce titre il était au courant « de la circulation des fonds politiques ». Selon l'ancien ministre, le prix de départ des ordinateurs était de 200 millions de dollars. Ils furent payés en réalité 300 millions de dollars.

M. Fujio, démis de ses fonctions de ministre de l'Éducation en septembre 1986 par M. Nakasone pour des déclarations qui avaient provoqué une crise diplomatique avec Séoul (il avait dit que la Corée était particulièrement responsable de son anéantissement par le Japon en 1910), a certes une dent contre l'ancien premier ministre. Bien qu'elles restent à démontrer, ses allégations ont provoqué quelque émoi dans les milieux politiques japonais, et il est possible qu'il soit convoqué devant la Diète pour s'expliquer.

PHILIPPE PONS.

AFGHANISTAN

Des centaines d'Arabes se battent aux côtés de la résistance à Jalalabad

La résistance aurait lancé, dimanche 9 avril, une nouvelle offensive contre Jalalabad. Des attaques auraient également eu lieu contre deux garnisons de l'est, celle de Khost et de Gazni.

PESHAWAR de notre envoyé spécial

On les appelle pour simplifier les « wahabites ». Saoudiens, Soudanais, Koweïtis, Palestiniens, Yéménites, Syriens, Libyens, Algériens, Égyptiens, les combattants arabes qui participent à la « jihad » afghane ont en commun une même volonté de prosélytisme islamique ou de solides sentiments anti-occidentaux. Dans la bataille de Jalalabad, ils sont plusieurs centaines, notamment sur les fronts nord et est.

A Peshawar, il n'est pas rare de croiser dans les rues des membres de cette sorte de « légion islamique », pour la plupart jeunes et sans beaucoup de moyens. Parvenus dans la zone frontalière de l'Afghanistan, ils sont recrutés par des organisations politiques et financières arabes, armées puis envoyés au combat. Au sein de la résistance, on les retrouve exclusivement dans trois organisations « fondamentalistes » : le Hezb-I-Islami de Yunus Khalil, le Hezb-I-Islami de Gulbuddin Hekmatyar, et surtout le Jihad-I-Islami (Alliance islamique) d'Abdul Kasool Sayyaf, essentiellement financé par les Saoudiens.

Dans la bataille de Jalalabad, les « wahabites » participent activement aux combats au nord de la ville. Beaucoup d'entre eux, notamment les Égyptiens et les Soudanais, sont membres de l'organisation extrémiste des Frères musulmans. Les Afghans s'en méfient, mais il leur est difficile de ne pas accepter ces volontaires venus se battre à leurs côtés. De plus, les « wahabites », financés sur des fonds privés et publics de plusieurs pays arabes, apportent dans leur sillage beaucoup d'argent.

Ils sont suspectés d'être responsables de nombreuses « bavures » (pillages, meurtres et viols). Dans les villages de la vallée de la Kunar, ils se sont fait souvent détester en raison de leur propension à inciter les Afghans à respecter plus strictement les règles de l'islam. Un haut fonctionnaire pakistanais nous disait récemment à leur sujet : « On ne peut rien faire pour empêcher les

« wahabites » de faire la guerre. Nous pouvons seulement demander aux Afghans d'essayer de les contrôler. Les plus dangereux sont les éléments qui ne sont affiliés à aucun parti. En cas de prise de Jalalabad, ils risquent fort, par leurs excès, de ternir la victoire des moudjahiddins. »

LAURENT ZECCHINI.

La négociation sur le Cambodge

Le prince Sihanouk rencontrera M. Hun Sen en mai, à Djakarta

PÉKIN de notre correspondant

Le prince Norodom Sihanouk a confirmé, au cours du week-end, son intention de se rendre début mai à Djakarta pour rencontrer une nouvelle fois le chef du gouvernement de Phnom-Penh, M. Hun Sen, en préliminaire à la conférence internationale sur le Cambodge qu'il a demandé à la France de convoquer. Le chef de la résistance antivietsnamienne a adressé un message à son fils, le prince Norodom Ranariddh, à Bangkok, précisant que ses pourparlers avec M. Hun Sen en Indonésie devraient durer « au moins deux jours », ce qui laisse entendre que cette réunion vise bel et bien dans son esprit à engager une conversation sérieuse sur le règlement politique du conflit cambodgien entre factions khmères.

La Chine a évité, sur le moment, de se prononcer directement sur la décision française de satisfaire à la demande du prince Sihanouk. Pékin s'est contenté de réaffirmer par plusieurs voix, dont celle du premier ministre Li Peng, son soutien à l'ancien monarque dans son refus d'accepter les termes du Vietnam pour le contrôle international à exercer au cours du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. L'agence Chine nouvelle a réitéré samedi que Hanoi prouve sa sincérité en retirant du Cambodge non seulement ses troupes en uniforme mais également celles qui y stationneraient, à en croire Pékin, sous l'uniforme de l'armée de Phnom-Penh, voire en civil. Autre indication que Pékin souhaite maintenir sa position diplomatique sur le Vietnam, le Quotidien du peuple a rapporté, lundi, la capture de trois soldats vietnamiens infiltrés dans la province chinoise du Guangxi à la mi-mars.

F. D.

Les instants les plus fous ne sont pas les plus chers

SAN FRANCISCO 3 200 F

- LONDRES 585 F
- CORSE 590 F
- VENISE 850 F
- ROME 850 F
- ATHENES 990 F
- MONTREAL 1 990 F
- ANTILLES 2 690 F
- LA REUNION 3 600 F
- BANGKOK 3 800 F
- PAPEETE 6 950 F

VOLS ALLER RETOUR AU DEPART DE PARIS. PRIX A PARTIR DE

NOUVELLES FRONTIERES

5 AV DE L'OPERA 42 73 10 64 36 15 NF

L'échec de la politique de contrôle démographique

Onze cents millions de Chinois

(Suite de la première page.)

Le début de panique dont le régime semble faire preuve ces jours-ci face au problème démographique s'explique en grande partie par les revers de l'agriculture : il aurait fallu, pour nourrir 1,2 milliard d'hommes en l'an 2000, que la Chine produise 500 millions de tonnes de céréales par an. La production périclète depuis quatre ans autour du seuil de 400 millions de tonnes.

Les sanctions pour « maternité illégale » sont relativement bien appliquées en ville, la surpopulation urbaine affectant chacun dans sa vie quotidienne de manière suffisamment sensible pour qu'il en tire les leçons personnellement. Mais elles sont souvent ignorées dans les campagnes, selon toutes les informations officielles publiées ces derniers temps.

Une de ces informations montrait à quel décalage étaient par-

venues les autorités, entre les moyens appliqués pour faire respecter le contrôle des naissances et la réalité socio-économique : les responsables d'un district du sud avaient fait signer aux paysans un engagement de payer une amende de 500 yuans (850 francs) pour le cas où ils auraient un troisième enfant. Cette somme était largement dans les possibilités financières des paysans du district concerné, la conséquence de cette mesure était plutôt d'affaiblir encore l'autorité locale en instituant un véritable droit, monnayable, au troisième enfant. Selon les statistiques officielles, neuf millions de bébés « illégaux » naissent ainsi chaque année.

Un héritage douloureux du maoïsme

D'autre part, un autre effet du baby-boom rural en cours est l'apparition de véritables filières d'adoption par des étrangers d'enfants abandonnés. Il s'agit, dans tous les cas connus, de petites filles, généralement la troisième d'une famille de paysans qui, ayant les moyens de payer l'amende, prennent le risque d'avoir un troisième enfant dans l'espoir que ce sera un garçon. Peu d'informations sont disponibles sur l'ampleur de ce phénomène, mais des témoignages récents montrent que si l'adoption d'un enfant chinois par des étrangers relevait, dans le passé, d'un casse-tête épouvantable, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Virtuellement pas une seule conversation avec des Chinois, qu'ils soient membres de la nomenklatura ou simples citoyens, ne se déroule sans cette constatation amère : « Les Chinois sont trop nombreux. » Certains disent même, en forçant peut-être un peu la vérité, s'être jadis contractés, à l'appel de Mao, à avoir plus d'enfants qu'ils ne l'auraient souhaité. Dans l'espèce, le mot moderne du « Grand Timonier », il s'agit de préparer la renaissance de la nation chinoise après l'explosion nucléaire que les « grands ennemis » impérialistes ou révisionnistes n'allaient pas manquer de provoquer pour anéantir la révolution dans l'Empire du Milieu.

Cet héritage douloureux explique la vivacité des ripostes chinoises aux remontrances en provenance de l'étranger, en particulier de Washington, sur la sévérité des mesures coercitives associées au planning familial en Chine. Le chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen, n'a pas eu de mal, au cours d'une récente conférence de presse, à faire un effet de manche percutant dans cette polémique en demandant aux congressistes américains quelle serait leur attitude « si les Chinois étaient cinq fois plus nombreux qu'à présent ». Le fait est qu'en cette année de quarantième anniversaire du régime, la bombe démographique chinoise est loin d'avoir été désamorcée.

FRANCIS DERON.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Cartes de visite
Invitations
Papiers de haute qualité
le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.45 - 45.06.86.45

Asie

L'islam en fièvre (VII)

SOUS-CONTINENT INDIEN : toujours, l'éclatement de l'Empire

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

L'islam ne permet pas à une femme d'être chef de gouvernement mais cela n'a pas empêché Benazir Bhutto de devenir premier ministre du Pakistan et de promouvoir le statut des femmes : elle vient d'en nommer quatre, dont sa mère, ministre. Dans un environnement qui ne lui est donc guère favorable, elle peut cependant — et paradoxalement — compter sur une certaine bienveillance des chiftes, communauté qui avait soutenu son père, Ali Bhutto, et qui avait été opprimée du temps de Zia Ul Haq.

Sur les quelque cent millions de musulmans du Pakistan, 10 % sont des chiftes. Le chef du Tehrik-e-Nifaz (principal parti chifte), Arif Al Huseini, représentant personnel de l'imam Khomeiny au Pakistan, avait été assassiné le 5 août 1988 à Peshawar. Une thèse veut que le leader chifte ait été exécuté sur ordre de Zia et que celui-ci (mort dans un accident d'avion le 17 août suivant) ait été ensuite victime d'un complot chifte.

M^{me} Bhutto a déjà fort à faire, prise entre le marteau de l'establishment militaire et l'enclume des oulémas fondamentalistes. Tôt ou tard, un affrontement se produira entre l'ancienne étudiante d'Oxford et les deux milles oulémas qui ont récemment annoncé leur intention de lancer un mouvement national contre un gouvernement jugé « antichifte ».

Le premier ministre a, certes, condamné le livre de Salman Rushdie comme un « blasphème », mais elle s'est bien gardée de faire le moindre commentaire sur le sort qui doit être réservé à son auteur. Au contraire, elle s'est déclarée persuadée que l'agitation créée au Pakistan autour des *Versets sataniques* avait été orchestrée par ses adversaires politiques, soucieux de créer « l'amarçage ». Sur ce point, il est vrai que l'armée et les oulémas constituent les deux piliers sur lesquels s'appuie l'alliance démocratique islamique (IDA), qui regroupe les nostalgiques de l'époque Zia.

La charia est une vieille histoire au Pakistan : Zia en parlait beaucoup, mais dans la vie quotidienne cela ne fonctionnait pas fort. Aucun voleur n'a eu la main coupée, aucun coupable d'adultère n'a été lapidé. L'islamisation de l'économie, d'autre part, était encore bien timide. « Zakat, l'impôt religieux », nous disait-il y a quelques temps un

en 1947 jusqu'en 1971, date à laquelle le Pakistan oriental devint le Bangladesh), ont suivi des développements politiques étrangement semblables.

Le président du Bangladesh, comme feu Zia, a expliqué à plusieurs reprises que, selon l'islam, le chef de l'Etat est considéré en pays musulman comme une sorte

est un cadeau empoisonné pour le parti fondamentaliste Jamaat-Islami, dont c'était la revendication. Jamaat — membre du front de l'opposition — s'en voit, de facto, exclu parce qu'il ne peut refuser une réforme dont Hasina Wajed et Kheda Zia ne veulent à aucun prix. Ce faisant, le général-président du Bangladesh inquiète fort la minorité non

musulmane, soit environ 13 % de la population. L'Inde cherche vainement à oublier un drame communautaire vécu comme une vivisection : la partition de 1947, l'exode, à l'échelle d'un continent, de millions de musulmans et d'hindous à la recherche d'une patrie religieuse. Cicatrices toujours ouvertes dans les esprits et aussi dans les faits : les deux cents morts des émeutes qui se sont déroulées en mai 1987 à Meerut entre musulmans et hindous en font foi. Ce passé et ce présent, le fait aussi que, à la différence des sikhs et des chrétiens, les musulmans n'ont pas de clergé structuré, expliquent le relatif effacement des musulmans indiens et surtout leur prudence.

Depuis la disparition en février 1958 de Mahatma Azad, compagnon de Nehru, il n'est plus de chef politique et le Parti du Congrès I, représentant historique de la majorité hindoue, n'a évidemment rien fait pour favoriser l'émergence d'un quelconque défenseur des intérêts musulmans. De leur côté, les musulmans indiens n'ont jamais vraiment revendiqué un rôle politique, de crainte d'être immédiatement qualifiés de force « communaliste », accusation rituelle dans une Inde dont la Constitution garantit le caractère séculier. « Ce que l'imam Khomeiny a dit à propos de « Satan Rushdie » est parfaitement exact. La sentence qu'il a prononcée doit être appliquée par tout musulman », l'imam Sayed Abdullah Bukhari, qui s'exprime ainsi, est le chef spirituel de la Jama Masjid.

Aux yeux du gouvernement indien, son « pouvoir de nuisance » est cependant plus vaste. L'imam, qui souhaitait il y a quelques semaines se rendre à Bombay pour rendre hommage aux deux manifestants morts lors des manifestations « anti-Rushdie », s'est vu interdire d'entrer dans la ville pour une période de deux mois. L'imam Bukhari, il est vrai, a plutôt la réputation de quelqu'un qui souffre sur les brisées au lieu de les éteindre. C'est un opposant déclaré au régime de Rajiv Gandhi. Les musulmans, en Inde, ont toujours été floués par les gouvernements qui, le temps d'une campagne électorale, leur promettent monts et merveilles pour protéger les intérêts de leur communauté.

Il n'y a plus aujourd'hui de « vote musulman », mais « des » votes musulmans. Sumit (comme 85 % des musulmans indiens), mais proche de l'Inde, l'imam Bukhari fait indirectement le jeu du Congrès en entretenant une solide inimitié avec un autre chef musulman, Sayed Shahabuddin, lui-même couronné par le Congrès dans l'affaire d'Ayodhya (1). Pour autant, le jusqu'au-boutisme de l'imam de la Jama Masjid à propos des *Versets sataniques* n'est pas représentatif. La très grande majorité des intellectuels

indiens, musulmans ou non, ont condamné très tôt le livre de Rushdie (sans pour autant demander la tête de son auteur), et le gouvernement de M. Gandhi a été le premier à interdire l'ouvrage, pour des raisons de paix « communaliste ».

En Asie du Sud, l'islam, l'exception notable de l'Afghanistan, n'est pas vécu comme une « croisée ». C'est un islam multiforme, à majorité sunnite, utilisé plutôt que subi par les pouvoirs en place. L'islam paie toujours dans la région le pèché original du « grand schisme » que fut l'éclatement de l'Empire des Indes.

LAURENT ZECCHIN.

Afghanistan : 16 348 000 habitants, 16 185 000 musulmans (99 %).
Bangladesh : 90 860 000 habitants, 77 060 000 musulmans (85 %).
Inde : 684 000 000 habitants, 82 060 000 musulmans (12 %).
Pakistan : 84 500 000 habitants, 81 968 000 (97 %).

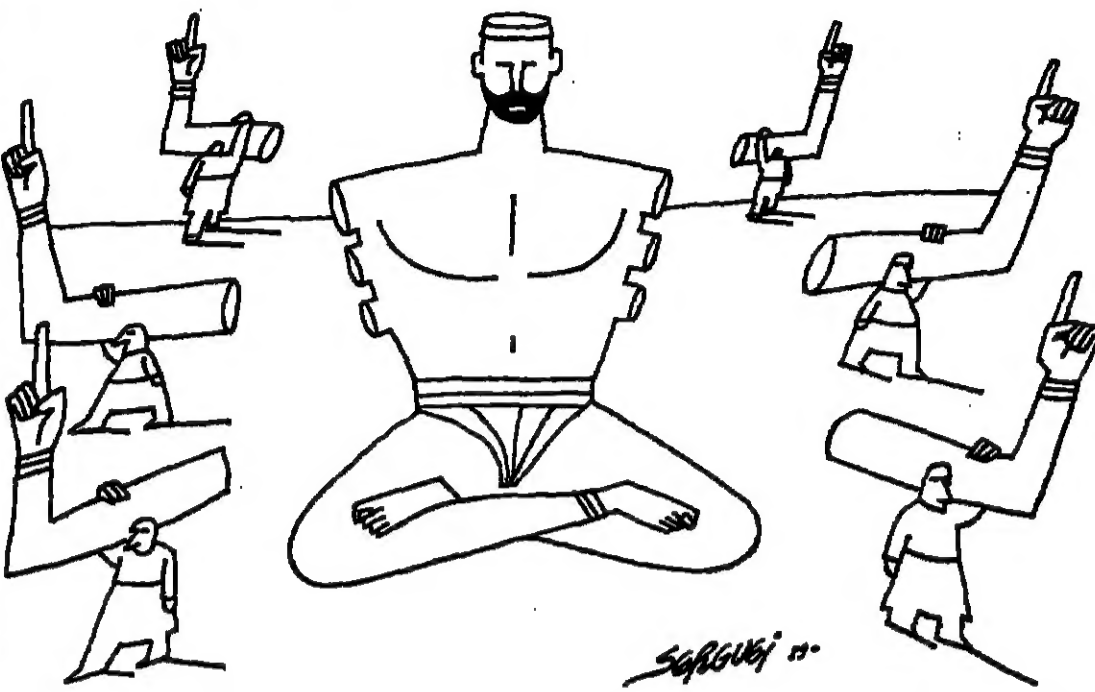
(1) Ayodhya : l'une des sept villes sacrées de l'islamisme, située dans l'état de l'Uttar Pradesh. Une mosquée, la Babri Masjid, a été dédiée par l'empereur mogol Babur sur les lieux mêmes où, selon la tradition hindoue, est né le dieu Rama. Un tribunal a autorisé l'accès de cette mosquée aux hindous, provoquant la fureur des musulmans. L'affaire de la Babri Masjid ne cesse, depuis, d'empoisonner les relations entre les deux communautés.

Demain L'islamisme asiatique

— Dans la série « L'islam en fièvre », le Monde a publié : « I. - Allah contre Satan » (4 avril) ; « II. - Égypte, Saoud, Arabie saoudite, Bahreïn » (5 avril) ; « III. - Irak, Syrie, Oman » (6 avril) ; « IV. - Israël et les territoires occupés » (7 avril) ; « V. - Afghanistan : de la clandestinité au libanisme » (8 avril) ; « VI. - Saoud : tentatives intégristes » (9 avril).

(Publicité) MAÎTRESSES FEMMES EN TERRE D'ISLAM

Passionaria et Pavoris dans le monde arabe, de Zénobie vives de Palmyre à nos jours... Moudjahid, fedayee et kamikaze... Les amazones et les normes révolutionnaires de Khomeini. Les témoignages de Najah al-Arar de Syrie, devenue des ministres arabes, et de Hoda al-Muraway, ambassadrice d'Égypte à Rome. Dans le numéro d'avril d'Arabes en khourras et en libanaises 78, rue Joffroy, 75017 PARIS. Tél. 46-22-34-14.



banquier de Karachi, est largement devenu une plaisanterie. Le premier jour de Zakat, les banquiers sont tenus d'opérer un prélèvement de 2 % sur tous les dépôts. La veille ou l'avant-veille, les clients viennent en foule présenter des certificats (valables une journée...) prouvant que, n'étant pas sunnites, ils n'ont pas à payer Zakat.

L'islam, au fond, ne passionnait que le général Zia et quelques partis fondamentalistes. La grande majorité des Pakistanais estiment que, s'agissant de leur religion, l'Etat doit les laisser tranquilles. Surtout, ils ne sont pas dupes : comme leurs « cousins » du Bangladesh, ils savent que l'islam a également été un instrument pour assurer la pérennité d'une dictature militaire, celle-ci fit-elle devenue « moile ». De ce point de vue, les généraux Zia et Ershad avaient bien des points communs. Ces deux Etats qui n'en forment qu'un pendant près d'un siècle (de la dislocation de l'Empire des Indes

d'Imam ». L'amendement constitutionnel voté le 7 juin 1988 par les deux cent cinquante-quatre députés du Jatiya, le parti présidentiel, et instituant l'islam comme « religion d'Etat » du Bangladesh, a heurté une longue tradition de sécularisme. Religion commune à 90 % des quelque cent dix millions d'habitants du pays, l'islam est professé dans ce pays avec une certaine bonhomie. Decca s'est pourtant prononcé pour un « proche » de Rushdie et la décision du président Ershad a provoqué une levée de bouilliers, car chacun comprenait les visées du général-président.

Lassé d'une situation politique en déliquescence, confronté à la surechère des deux « sœurs ennemies » de l'opposition, Hasina Wajed pour la Ligue Awami, et Kheda Zia pour le Parti national du Bangladesh (BNP), le président Ershad tente de les réduire au silence grâce à l'islam. Il fait même coup double, en enfouissant un clou dans l'unité de l'opposition : l'islam, religion d'Etat,

musulmane (10 % de la population) — notamment les dix millions d'hindous — et, par ricochet, il méconnaît un peu plus son grand voisin indien.

Oublier la partition de 1947

L'Inde, c'est une constance de sa politique étrangère depuis 1947, se méfie de toute velléité de rapprochement des pays musulmans qui l'entourent et, plus encore, de l'émergence de l'intégrisme. New-Delhi soutient le régime pro-soviétique de Kaboul non seulement en raison de son alliance avec l'URSS mais aussi parce que les moudjahidins sont porteurs, selon les Indiens, d'un islam fondamentaliste. Un tel régime installé à Kaboul, disent-ils, serait déstabilisateur pour la région, via le Pakistan puis via la communauté musulmane indienne.

Troisième pays musulman du monde (plus de 100 millions de

La guerre sainte des Afghans

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

Les femmes afghanes sont les plus mystérieuses de l'Asie du Sud sous leur tchador, cette longue houppelande aux mille plis qui les recouvre de la tête aux pieds et dissimule même le regard derrière un grillage de tissu aux mailles impénétrables. Elles sont pareilles à des ombres qu'on ne peut ignorer. L'islam afghan est celui qui semble, à l'esprit occidental, le plus rigoureux, le plus intransigent.

Il y a du chevalier teutonique chez Gulbuddin Hekmatyar, figure la plus connue et la plus controversée parmi les chefs de la résistance afghane, une sorte d'insensibilité pour tout ce qui va à contresens de sa vision de la société islamique. Si le chef du Hezb-i-Islami (1) arrivait un jour au pouvoir à Kaboul, les libertés individuelles ne seraient peut-être pas plus florissantes que sous le régime procommuniste du président Najibullah. Les Américains ont été les derniers à partager ce constat : pendant des années, Gulbuddin Hekmatyar a reçu une part prépondérante de leur aide militaire. Il y avait bien des raisons à cette préférence américaine : d'abord, après l'intervention des troupes soviétiques, il ne manquait pas de gens à Washington pour penser que l'islam était, dans cette région, le seul rempart à l'expansionnisme soviétique.

Le Hezb-i-Islami de Gulbuddin Hekmatyar présentait donc les meilleures garanties : parti bien

structuré, presque militaire, il avait le soutien actif des militaires pakistanaï, devenus les intermédiaires de la distribution de l'aide militaire américaine. L'ancien président Zia Ul Haq a rapidement compris quel rôle pouvait jouer M. Hekmatyar pour tenter d'inverser le cours tumultueux des relations pakistano-afghanes. L'hospitalité accordée à trois millions de réfugiés afghans est, sans conteste, exemplaire, mais elle servait aussi des intérêts stratégiques, à la fois américains et pakistanaï. Pour le régime d'islamabad, cette population était une sorte de tampon face à un Afghanistan devenu partie prenante du glacis soviétique.

En armant Gulbuddin Hekmatyar, Zia en faisait un fidèle, du moins le croyait-il. Il s'en servait contre la menace latente de l'unification des tribus pachounes de la frontière (la création d'un Pachtounistan) et pour réaliser un vieux rêve : l'installation à Kaboul d'un régime propakistanaï, première étape d'un grand dessein islamique et territorial afghano-pakistanaï, qui empêcherait de facto la constitution d'un axe entre New-Delhi et Kaboul. La mort de Zia et l'arrivée au pouvoir de Benazir Bhutto, de ce point de vue, modifiaient considérablement les cartes régionales. Le nouveau premier ministre pakistanaï se méfia d'une revendication, en retour, d'un « grand Afghanistan » à base pachtounes.

Pragmatique, « moderniste » et occidentaliste, M^{me} Bhutto n'a, a priori, rien de commun avec les « barbes blanches » de

la résistance, dont beaucoup partagent d'ailleurs le point de vue des partis pakistanaï fondamentalistes selon lequel l'islam n'autorise pas une femme à être chef de gouvernement. Au-delà de leurs divergences profondes, les mouvements afghans sont au moins d'accord sur un point : la future république afghane sera islamique. La charia y sera, sans aucun doute, appliquée strictement et il est probable que le statut de la femme ne gagnera rien au départ du régime procommuniste. Les éléments modernistes de la société afghane sont minoritaires face à un islam qui aura servi de force de libération pendant une décennie.

Si la résistance dans son ensemble n'est pas anti-occidentale, l'estime pas de certaine partie (le Hezb-i-Islami, notamment) à l'égard des organisations humanitaires travaillant à l'intérieur n'a rien de rassurant, même s'il est vrai que, pendant longtemps, l'Afghanistan aura besoin de l'aide financière de l'Occident. Les formations chiftes, bien que très divisées, représentent une entité qui sera difficilement assimilable dans l'avenir. Minorité (environ 15 % de la population) longtemps marginalisée mais renforcée par la guerre, les Hindous chiftes ont des liens étroits avec l'Iran, tout comme leurs voisins pakistanaï.

L. Z.

(1) Le Hezb-i-Islami est le nom commun à deux partis fondamentalistes de la résistance. L'un est dirigé par Gulbuddin Hekmatyar, l'autre par Yunus Khalis.

LE MENSUEL
PASSAGES
et LE GÖTHE-
INSTITUT
organisent un colloque
sur le thème :
**BERLIN
FACE A LA
POUSSEE DE
L'EXTREME
DROITE.**
Mercredi 12 avril
1989 de 18 h à 20 h.
Séminaire - Salon
Clémenceau, 15, rue
de Vaugirard.
Avec la participation
de :
Dr Dieter SENONER
(Rathaus Schöneberg de
Berlin)
Rainer B. GIESEL
(C.D.U.)
Daniel VERNET
(Rédacteur en chef
du journal *Le Monde*)
Michel MEYER
(Ancien directeur de
l'information de Radio
France)
Débat animé par
Georges LECHNER
(G.I.) ET Emile
MALET (*Passages*)
Passages : 45.86.30.02
Goethe Institut : 47.23.61.21

LES 100 PORTES DU PROCHE-ORIENT

Une analyse claire, précise, géo-stratégique d'une région cruciale de l'histoire s'écroule : Iran, Irak, Palestine, Liban, Koweït... Un dictionnaire intellectuel et technique, conçu par Alain Caron et Dominique Woll.

Un remarquable outil de travail. L'Express.

198 pages - 149 F

Autrement
EDITIONS

A lire d'urgence pour comprendre l'affaire Rushdie. Les deux numéros exceptionnels de la Revue Autrement.

« ISLAM » dirigé par Olivier Mongin et Olivier Roy.

« ISLAMISME » dirigé par Yann Richard et Bernard Hourcade.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

Je m'abonne

Amériques

HAÏTI : après de durs affrontements entre militaires

Le calme semble revenu à Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Le calme est revenu dimanche 9 avril à Port-au-Prince, après que la garde présidentielle eut occupé, samedi en fin d'après-midi, les casernes Dessalines, dont les troupes s'étaient rebellées contre le général Prosper Avril. Une quarantaine de personnes, pour la plupart des soldats, ont été tuées et une centaine blessées - des civils pour moitié - au cours des combats, qui ont duré près de vingt heures.

Pendant la première phase de l'offensive lancée par les troupes loyales au président Avril, dans la nuit de vendredi à samedi, les pièces d'artillerie étaient chargées à blanc. Cette « guerre psychologique » n'ayant pas suffi à obtenir la reddition des rebelles, la garde présidentielle est montée à l'assaut des casernes (qui jouxtent le palais présidentiel au centre de Port-au-Prince) samedi en début d'après-midi. C'est alors que les combats ont été les plus meurtriers.

Selon une source proche du palais, cent cinquante rebelles - sur un effectif total de huit cents - ont été faits prisonniers et d'autres ont pris la fuite, abandonnant uniformes, armes et munitions. Cependant, une autre source, proche des rebelles, affirme que ceux-ci se sont, pour la plupart, repliés en bon ordre avec leurs armes samedi matin. Leur chef, le colonel Guy François, aurait trouvé refuge à la sous-préfecture apostolique. Dimanche après-midi, une cinquantaine de soldats des casernes Dessalines se trouvaient à la base des Léopards, autre unité de l'armée haïtienne qui exigeait le départ du général Prosper Avril.

Retranchés dans leur camp de Frères, à douze kilomètres au sud-est de la capitale, les Léopards ont engagé des négociations avec le palais. Ils se déclarent prêts à mettre fin à leur rébellion à condition qu'aucun d'entre eux ne soient mis en rétrograde et qu'aucunes représailles ne soient exercées à leur encontre.

Dans la soirée, des rafales sporadiques claquaient encore dans divers secteurs de la capitale. La garde présidentielle aurait arrêté plusieurs « gros bonnets » duvalleristes, de la tendance dure, parmi lesquels Alphonse Lahens et Jean Théogène.

Dans le communiqué qui annonçait la prise des casernes Dessalines, le gouvernement a de nouveau mis en cause l'ancien ministre de l'Intérieur de Jean-Claude Duvalier, Roger Lafontant, qu'il accuse « d'avoir ordonné le complot avec l'aide de secteurs liés au trafic de la drogue ».

Indifférence de la population

La population a réagi avec indifférence à ces affrontements fratricides entre militaires. Hormis une petite manifestation d'hostilité au général Avril, dimanche matin, au Cap-Haïtien (nord du pays), la province est restée à l'écart de la crise. Le peuple de la capitale, étonné que pour une fois les balles ne lui soient pas destinées, et abasourdi par la canonnade, ne semblait guère pressé de prendre parti entre les deux camps.

Très prudente tout au long de la crise, la classe politique s'est finalement passée en médiation avant de déléguer cette tâche à l'épiscopat. L'ambassade des États-Unis a, en revanche, joué un rôle important durant les événements. Considérant le général Avril comme « la dernière et la meilleure chance » de la démocratie en Haïti, selon les termes de M. Richard Melton, sous-secrétaire d'État chargé des Caraïbes, les États-Unis ont jour après jour réitéré leur soutien au général-président. Dans une lettre au secrétaire d'État James Baker, diffusée dimanche par l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince, huit membres du Congrès, dont l'influent Walter Fauntroy, se prononcent en faveur de la reprise de l'aide américaine au gouvernement du général Prosper Avril.

JEAN-MICHEL CAROIT.

ÉTATS-UNIS : la capitale investie par les femmes

Grande manifestation à Washington pour le maintien du droit à l'avortement

WASHINGTON
de notre correspondant

Plusieurs centaines de milliers de manifestants ont défilé de la Maison Blanche au Congrès, quelques milliers de contre-manifestants, et une puissante conversion médiatique : Washington a connu, dimanche 9 avril, l'une de ses grandes marches dont la capitale fédérale est coutumière. Il s'agissait cette fois, pour ceux, et surtout celles, nettement plus nombreuses, qui défilaient, de défendre le droit à l'avortement, sur lequel pèsent, aux États-Unis, des menaces, à vrai dire plutôt hypothétiques.

Il y avait des femmes en blanc (pour rappeler la lutte des suffragettes des années 20), d'autres qui brandissaient des claires (instrument symbolique de l'avortement illégal d'autrefois), d'autres enfin qui promenaient des enfants affublés de pancartes proclamant : « Je suis l'enfant du libre choix ». Sans compter quelques célébrités de Hollywood - Jane

Fonda, Muriel Hemingway, - et des délégations étrangères, y compris, pour la France, M^{me} Yvette Roudy, ancienne ministre de la condition féminine, M^{me} Amoinette Foulque, fondatrice du MLF, et l'écrivain Benoîte Groult.

En face, séparés du flot des manifestants par des policiers à cheval, des militants *pro life* (« pour le droit à la vie ») priaient pour que Dieu ramène dans le droit chemin les *pro choice* (« partisans du choix », donc de l'avortement). Et, sur une grande pelouse, à proximité du Capitole, 4 400 croix blanches avaient été plantées, en hommage aux « victimes » des 4 400 avortements pratiqués chaque jour aux États-Unis.

L'objectif de la marche était de remettre en cause du droit à l'avortement, fixé par un arrêt de la Cour suprême (Roe versus Wade) datant de 1973. Les adversaires de l'avortement se sont montrés très actifs ces dernières années, faisant par exemple

le siège des cliniques spécialisées, ou bien troublant de nombreuses réunions publiques.

Pendant la campagne électorale, plusieurs candidats, dont M. George Bush, se sont déclarés de tout cœur avec ces militants du droit à la vie. Enfin, le remplacement progressif des juges libéraux de la Cour suprême par des conservateurs fait craindre à certains que la cour ne revienne sur la jurisprudence actuelle et ne fasse marcher l'histoire à rebours.

Il serait pourtant fort surprenant que ces craintes se concrétisent. M. Bush lui-même préfère de toute évidence, quand on l'interroge sur ce

sujet délicat, en rester sur le plan des principes, et on le voit mal s'engager dans une bataille qui diviserait les rangs de son propre parti. Quant aux juges de la Cour suprême, il leur faudrait vraiment une très grande audace, quelles que soient leurs convictions, pour lancer les États-Unis dans une opération de délégalisation qui susciterait un tumulte extraordinaire. Il est encore plus difficile d'imaginer que les démocrates qui contrôlent le Congrès puissent se faire les instruments d'une telle politique.

JAN KRAUZE.

Dans plusieurs rapports officiels

M. Bush se voit conseiller la prudence en diplomatie

Les États-Unis doivent rester prudents à l'égard de l'Union soviétique car il n'est pas certain que Moscou ait fondamentalement modifié sa politique étrangère, a déclaré, dimanche 9 avril, à la chaîne de télévision NBC M. Brent Scowcroft, conseiller du président George Bush pour les affaires de sécurité. Interrogé sur la transmission à la Maison Blanche de rapports recommandant que le gouvernement américain ne prenne pas d'initiatives spectaculaires dans les mois à venir, que ce soit en Europe ou dans les négociations sur le désarmement, M. Scowcroft a estimé que la politique extérieure des États-Unis devrait faire preuve de continuité. Selon les rapports émanant de la CIA, du département d'État, du Pentagone et du Conseil national de sécurité, remis la semaine dernière au président Bush, le gouvernement doit poursuivre, dans ses grandes lignes, la politique appliquée au cours des dernières

années à l'égard de l'Europe et de l'URSS. M. Scowcroft a également qualifié de « tout premier et très petit pas » le résultat des entretiens sur le Proche-Orient qui se sont tenus la semaine dernière à Washington.

Le secrétaire d'État américain James Baker a pour sa part rejeté, dimanche, la déclaration faite à La Havane par M. Gorbatchev en faveur d'un arrêt total des livraisons d'armes en Amérique centrale, d'où qu'elles viennent. Il n'est pas question de s'engager dans cette voie, a déclaré M. Baker au cours d'une interview télévisée à la chaîne ABC. Le secrétaire d'État a aussi affirmé que le réexamen de la politique étrangère américaine entreprise par la nouvelle administration serait terminé fin avril, avant sa rencontre (les 10 et 11 mai) avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edeouard Chevardnadze. (AFP, UPI)

l'Organiseur II

Tout. Dans votre poche.
Pour 990F HT (1174F TTC)

- ✓ Répertoire électronique
- ✓ Agenda
- ✓ Horloge-calendrier
- ✓ Calculatrice
- ✓ Programmable
- ✓ Et si facile d'emploi !

En vente dans les magasins
Fnac, Dumas, la Règle à Copier,
KA Informatique et dans
d'autres points de vente.

Importateur
P.S.I.O.N. Aware
Tél. : 45.23.21.12





FRANCE TELECOM MON PARTENAIRE

SICOB 89
DU 17 AU 22 AVRIL
VILLEPINTE-HALL 4

Téléphonie professionnelle, Numéris, Réseaux d'entreprises, Minitel, Bureautique communicante, Communication avec les Mobiles, Transmission de l'image : aujourd'hui chaque forme de communication aide mon entreprise à gagner en France et à l'étranger. Pour bien communiquer, j'ai besoin des technologies fiables et performantes d'un partenaire à mon écoute ; j'ai choisi FRANCE TELECOM.



Politique

La préparation des élections européennes

Les « rénovateurs » de l'opposition adjurent M. Giscard d'Estaing de « tendre le flambeau à une équipe nouvelle »

Les « rénovateurs » de l'opposition ont décidé de se donner encore un peu de temps avant d'arrêter définitivement leur attitude dans la perspective des élections européennes. Réunis dimanche après-midi rue de Monceau, à Paris, au cabinet d'un avocat proche du maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon, ils ont diffusé un communiqué indiquant : « L'opposition risque d'affronter dans la division une échéance importante au mépris de l'attention des Français. Pour l'avenir de la France en Europe, pour l'avenir de l'opposition, nous voulons l'union et la modernisation de la vie publique, nous ne nous résignons pas à la fatalité de la division et de l'échec. Nous nous réunissons d'ailleurs que les présidents du RPR, de l'UDF et de l'UDC aient affirmé eux-mêmes, tour à tour, ne pas s'y résigner. Nous sommes déterminés. Nous voulons continuer à contribuer à la réalisation de l'union, c'est-à-dire dans l'immédiat à la constitution d'une liste unique de l'ensemble des formations politiques de l'opposition. »

Ce communiqué porte trente-deux signatures parmi lesquelles celles de quatorze députés RPR, huit députés UDF, six députés UDC, deux sénateurs RPR, un sénateur centriste ainsi que celle de M. Carignon, ancien député.

Aux douze premiers rénovateurs (MM. Michel Barnier, RPR Savoie; Dominique Baudis, UDF Haute-Garonne; Bernard Bosson, UDF Haute-Savoie; François Bayrou, UDF Pyrénées-Atlantiques; Alain Carignon, RPR Isère; François

d'Aubert, UDF Mayenne; Philippe Séguin, RPR Vosges; Philippe de Villiers, UDF Vendée; Michel Noir, RPR Rhône; Charles Millon, UDF Ain; Étienne Pinte, RPR Yvelines; François Fillon, RPR Sarthe), se sont ajoutés vingt autres contestataires (MM. René André, RPR Manche; Richard Cazenave, RPR Isère; Jean-Paul Charé, RPR Loiret; Alain Cousin, RPR Manche; Jean-Pierre Delalande, RPR Val-d'Oise; Xavier Dugoin, RPR Essonne; Jean-Michel Dubernard, RPR Rhône; Marc Laffineur, RPR Maine-et-Loire; Antoine Ruffenacht, RPR Seine-Maritime; Georges Durand, UDF Drôme; Jean-Yves Haby, UDF Hauts-de-Seine; Alain Mayoud, UDF Rhône; Michel Meylan, UDF Haute-Savoie; Pierre-André Wilzer, UDF Essonne; Georges Chevannes, UDC Charente; Bruno Durioux, UDC Nord; Ambroise Guallec, UDC Finistère; Charles Descours, sénateur RPR de l'Isère; Jean-François Legrand, sénateur RPR de la Manche; Bernard Pellarin, sénateur centriste de Haute-Savoie).

Dès dimanche soir, par le canal de la télévision, les porte-parole de ce groupe appartenant à l'UDF

ont adjuré M. Valéry Giscard d'Estaing de renoncer à briguer la tête de l'éventuelle liste commune de l'opposition. Sur TF 1, M. Baudis a notamment déclaré : « Je crois que dans les jours qui viennent, M. Giscard d'Estaing, qui est un grand partisan de l'Europe, un grand partisan de l'union, prendra la mesure de cette situation nouvelle, et j'ai l'espoir que comme l'a fait M^{me} Simone Veil, il tendra le flambeau à cette équipe nouvelle. Je ne sais pas s'il regardera la télévision ce soir, mais j'ai envie de lui adresser un message avec tout le respect et toute l'admiration que j'ai pour lui : Monsieur le président, du fond du cœur, je vous adresse un appel très sincère, soyez ce geste de générosité, de désintéressement, ce geste porteur d'avenir que le pays attend de vous. »

M. Millon, sur Antenne 2, a souligné dans le même sens : « L'opposition est devenue une machine à perdre les élections. Or la situation aujourd'hui est telle qu'elle pourrait nous permettre de clarifier les choses. Tout le monde sait qu'une liste conduite par Valéry Giscard d'Estaing déclen-

chera automatiquement une liste dirigée par M^{me} Veil. C'est la logique des appareils, c'est le système politique qui est grippé. La seule solution possible, c'est notre proposition. »

M. Bosson (UDC) a surenchéri, par ailleurs, sur le même thème. Ces rénovateurs doivent se réunir une nouvelle fois, jeudi soir 13 avril, après la prochaine réunion du bureau politique de l'UDF qui présidera M. Giscard d'Estaing. Celui-ci a répondu, lundi matin, qu'il prendra « prochainement » une initiative. Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamas-soure, a précisé que M. Giscard d'Estaing « se soumettra à la décision qui sera prise démocratiquement par l'UDF ».

Samedi, le conseil national du RPR réuni à Paris avait approuvé à une très large majorité la constitution d'une liste d'union rassemblant le RPR et l'UDF, conduite par le président de l'UDF. La motion de la direction du mouvement chiracien avait recueilli 87,34 % des suffrages contre seulement 12,66 % à la motion présentée « au nom des rénovateurs » par le nouveau maire de Lyon, M. Noir, qui avait proposé de surseoir à toute décision.

Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, avait réaffirmé à Narbonne, avant de participer à la réunion du groupe des « rénovateurs », la volonté des centristes de faire cavalier seul dans l'hypothèse où ses préoccupations ne seraient pas prises en compte par les autres formations de l'opposition.

Plaidoyers pour l'union au conseil national du RPR

A l'issue du conseil national du RPR, samedi 8 avril, les « rénovateurs » admettaient leur défaite. 12,66 % des suffrages exprimés, soit quarante-huit voix contre trois cent trente et une (87,34 %) à la motion de M. Alain Juppé alors qu'on parlait d'eux depuis plusieurs mois et que, depuis des semaines, ils occupaient le devant de l'actualité : cela constituait un score qui n'était pas à la hauteur de leurs ambitions. Le bastion chiracien était toujours solide dans le RPR.

Les « rénovateurs » ne voulaient, cependant, pas désespérer : ils annonçaient qu'ils continueraient à agir encore pour que l'union de toute l'opposition se réalise. Et, comble de paradoxe, ils se sentaient confortés par les propos tenus par M. Jacques Chirac qui, lui aussi, avait regretté que l'opposition n'ait pas été unanime pour se regrouper sur une seule liste. A la sortie du conseil national, ces « rénovateurs » n'envisageaient pourtant plus de figurer sur une liste centriste. Leur objectif était désormais d'obtenir, malgré tout, une évolution des positions de chacun. Ils semblaient beaucoup compter sur les sondages d'opinion et sur la pression psychologique que ceux-ci exerceraient pour que M. Giscard d'Estaing renonce à conduire la liste commune RPR-UDF souhaitée par la majorité des dirigeants du mouvement. Ils espéraient aussi que M. Pierre Méhaignerie, dans une telle hypothèse, reviendrait sur son refus. Ils demeuraient, en tout cas, à la fois très unitaires et très... RPR souhaitant, comme le précisait leur motion, que « se constitue une liste unique regroupant l'ensemble des formations de l'UDF et le RPR, conduite par un RPR ».

Au cours de ce conseil national — pour la première fois ouvert à la presse — les représentants des « rénovateurs », MM. Michel Noir, Michel Barnier et Alain Carignon n'ont pas trouvé des arguments bien convaincants ni une éloquence assez troublante, hormis celle de M. Séguin, pour retourner leurs

« compagnons » en leur faveur. Protestant de leur fidélité à M. Chirac, reconnaissant en lui le seul présidentiable de leur mouvement, félicitant M. Juppé de ses efforts, aussi unitaires que tous leurs auditeurs et aussi peu giscardiens que ceux-ci, se défendant de vouloir constituer une liste « jeune » qui serait « ridicule », ils ont surtout insisté sur la nécessité d'amarrer le centre à l'opposition, de « ficeler » le CDS pour éviter qu'il ne dérive vers les socialistes.

C'est pourquoi leur motion visait à maintenir le débat encore ouvert. M. Séguin demandait : « Devons-nous nous résigner à une union tronquée sur une base idéologique qui n'est pas la nôtre plutôt que de marier nos diversités dans une solution qui inclut les centristes ? » M. Carignon affirmait : « Avec Giscard et une partie de l'UDF c'est l'impasse, la difficulté de la reconquête et un atout pour Mitterrand. Proposons que l'un des nôtres soit à la tête de l'union avec toute l'UDF. »

La jeune garde au créneau

Pour M. Barnier il était encore temps « d'empêcher qu'une partie de l'opposition ne s'autonomise ». M. Noir disait sa « conviction intime » que l'union était encore possible et révélait que M. Méhaignerie lui avait confié : « Nous y serions prêts si la liste était conduite par un RPR pourvu qu'il soit rénovateur ». Ayant ainsi dévoilé les intentions du président du CDS, le nouveau maire de Lyon, rendant hommage à M. Chirac, tenait à préciser : « Le jour où la question présidentielle se posera, je serai fidèle à la position qu'adopte mon mouvement. »

La tâche des partisans de M. Chirac se trouvait, dès lors, d'autant plus facilitée par ces prises de position qu'aucun des orateurs n'avait fait preuve de la moindre vel-



lité de dissidence. On fit donner la jeune garde des députés les plus récents pour montrer que la rénovation était partout, et aussi les vieux briscards pour souligner qu'on était bien dans un rassemblement. À tous il fut aisé de proclamer la nécessité de l'union et de rejeter sur les exigences centristes la responsabilité de la division.

M. Nicolas Sarkozy, le premier-lança : « L'exigence est inacceptable : les centristes veulent choisir leurs bons RPR qui seraient contraints de mettre leur drapeau dans leur poche pour ne pas déplaire à Simone Veil ou à Pierre Méhaignerie. » M^{me} Martine Daugeil, députée des Alpes-Maritimes assura : « Nous ne voulons pas de dérive droite, mais pas non plus celle qui nous jetterait dans les bras de la gauche via le CDS. Allons-nous lui apporter la force qui lui manque et être ses sauveurs ? » Pour M. Gabriel Kasperc, il n'est pas

question, « pour retenir les centristes, de casser l'opposition ». M. Juppé, lui, affirme que le CDS « n'a pas la même stratégie d'union que nous », et il compare les exigences de ce parti à celles de « l'Inquisition ». M. Jacques Toubon expliqua alors : « Je suis d'accord avec Séguin pour une large union dans le pluralisme et la diversité mais non pour l'union restreinte que propose le centre en refusant une partie de l'UDF. Qui peut accepter que pour ne pas couper l'UDF on brise le RPR ? »

M. Pasqua, lui, ironisa d'abord sur les succès dont se flattent les nouveaux élus « qui voudraient nous apprendre l'abécédairisme des élections municipales : serrez des mains, dites bonjour à tous le monde, parlez-leur de leurs problèmes ». Pour demander : « Et nous nous si légers ? » Avant d'énumérer les victoires des RPR qui ne se disent pas rénovateurs. L'ancien ministre

de l'intérieur n'est satisfait d'aucune des solutions en cause : « Une liste avec la totalité du RPR et le plus gros morceau de l'UDF ou une liste avec le plus petit morceau de l'UDF et quelques RPR ». Et l'on sent bien qu'il préférerait une liste RPR homogène. Brutal, il constate que par son intervention « Séguin a relevé le niveau de Noir ou Carignon ».

La conclusion de M. Chirac

Mais le discours du maire d'Épinal lui semble pêcher sur un point : « Si le CDS veut être autonome, deviendront-ils prisonniers de la droite ? Les centristes étaient déjà contre de Gaulle ; de Gaulle incarnait-il pour autant la droite ? » Et M. Pasqua propose : « Si les centristes ne supportent plus la tutelle de l'UDF, c'est logique, acceptons-le et concluons ».

un pacte avec eux. » Mais il avertit : « Ne vous séparez jamais en fonction d'un soutien à apporter à d'autres. Voulez-vous signer un 18 juin le certificat de décès du gaullisme ? »

M. Chirac, enfin, comme tous les autres, posa la question : « Comment réaliser le mieux possible l'union de l'opposition la plus large que souhaitent nos électeurs ? » Il explique : « Lorsque M. Méhaignerie me dit qu'il n'a aucune intention de rallier le PS je n'ai aucune raison de ne pas le croire. Je ne fais pas aux centristes de procès d'intention, surtout lorsqu'ils proposent un pacte dans l'opposition. Le président du RPR décrit ainsi les deux options qui se présentent : « Il y a la fausse union, la liste voulue par le CDS avec quelques-uns des nôtres comme appui ou comme appoint choisis par le CDS qui s'arrogerait le droit d'accorder des brevets d'humanisme. L'évidence ce serait une liste centriste et c'est pourquoi la majorité de l'UDF la refuse. Il y a aussi la vraie union qui fait appel à tous laissant à l'UDF les moyens de trouver son accord interne et de maintenir les centristes en son sein. »

M. Chirac, qui n'a cité à aucun moment le nom de M. Giscard d'Estaing, proposa alors que M. Juppé soit le chef de file du RPR et ajouta : « Cela suppose aussi que le président du RPR républicain [M. Létard] soit présent sur cette liste. » Serait-ce là une nouvelle condition pour un accord définitif ? M. Chirac conclut alors, attentivement écouté par les rénovateurs, en « maintenant l'espoir que l'UDF règlera ses propres problèmes et réussira à convaincre le CDS de ne pas faire de liste séparée et de rester dans l'ensemble de l'opposition. » En direction de ses « compagnons », le président du RPR lança : « Tous ensemble, nous devons faire du RPR une force capable de se renouveler mais aussi de se contrôler. »

A. P.

La fin d'une ère

La définition des gaullistes énoncée pendant la guerre par le général de Lamoignon : « Comme les loups, ils se déchirent entre eux mais ils chassent en bande » sera-t-elle encore valable après la crise qui agite le mouvement de M. Chirac ?

L'instinct grégaire du compagnonnage semblait toujours solide, au terme du conseil national du RPR, lorsque dans les conversations privées aucun « rénovateur » n'avisait de figurer sur une liste centriste aux élections européennes. Les chiraquistes ne seraient-ils encore que des louveteaux aux crocs peu acérés ? L'attachement à la meute est toujours assez vital pour les retenir de franchir le pas. Car s'ils reprochent à leur parti de s'aligner, même avec résignation, sur une candidature de M. Giscard d'Estaing, ils risquent de subir la même approche en servant de caution aux centristes pour que ceux-ci s'émancipent de l'UDF. Bien peu de gaullistes sont sensibles à la « rénovation » qu'on leur offre avec l'échange-standard Giscard d'Estaing-Simone Veil.

Toutefois, on n'osant pas prendre la tête de la révolte de ces nouveaux Spartacus, comme il le fit en 1974 avec son groupe des 43, M. Chirac découvre des disciples imprévus. Les « rénovateurs » appartenant au RPR tout en se pro-

clament aussi unitaires que leurs « compagnons » chiraquistes sont gênés d'apparaître comme le bras séculier d'une opération centriste dirigée contre le président de l'UDF ainsi que l'ont clairement montré, dimanche soir, les porte-parole de cette formation. C'est pourquoi l'évocation d'une ingérence de M. Méhaignerie dans le choix d'un chef de file RPR acceptable par lui a frotté la fierté des gaullistes. Pour les uns (M. Chirac), la fausse union serait avec les seuls centristes. Pour les autres (M. Séguin), elle serait sans eux. Tournant cet obstacle, faute de pouvoir le supprimer, tous souhaitent encore que le vœu pieux d'une union totale se réalise.

Malgré la défaite arithmétique des « rénovateurs » au conseil national du RPR, toutes les issues ne sont pas, en effet, encore fermées. La motion majoritaire, tout comme celle des contestataires, se prononce pour un rassemblement de toute l'opposition. Le texte des « rénovateurs » de dimanche soir, lui aussi, emploie les mêmes termes unitaires. Les chiraquistes lancent même un « appel solennel » à toutes les autres formations pour qu'elles se regroupent, indiquant ainsi que rien d'irréversible n'est encore fait. Le choix de M. Juppé comme chef de file du RPR est assorti par M. Chirac de l'exigence de voir également figurer M. Létard sur cette

liste. La décision finale appartient donc bien à la fois à M. Giscard d'Estaing et aux centristes qui vont, en principe, trancher jeudi 13 avril un dilemme qui les concerne plus directement que le RPR.

Le mouvement « rénovateur » semble ainsi, depuis dimanche, plus étroitement pris en main par les centristes qui y ont trouvé le levier de leur émancipation et par les baristes qui y voient une occasion de surseoir. La capacité de pression des « jeunes Turcs » du RPR, bien qu'ils aient reçu quelques renforts individuels, est freinée par la modestie de leur score au conseil national et par leurs refus personnels de figurer sur une liste autonome. En participant activement aux débats de leur mouvement, en multipliant les hommages à M. Juppé et les marques d'adéquation à M. Chirac, les « rénovateurs » RPR auront eu le mérite de démocratiser et de secouer le fonctionnement de leur mouvement. Celui-ci va devoir désormais s'habituer à vivre avec des courants et des sensibilités divers. Ces derniers ne renonceraient plus à faire triompher leurs idées mais elles devront aussi se trouver des porte-drapeaux qui soient incontestés. L'ère du chiraquisme monolithique et inflexible est, en tout cas, terminée.

ANDRÉ PASSERON.

Poussée de sève iconoclaste à droite

(Suite de la première page.)

On y est presque ! Tels qu'ils tournent, à vide, les partis de droite ont perdu leur raison d'être, auprès de l'opinion et, plus grave encore, auprès de certains de leurs propres troupes. Les dernières élections cantonales et municipales ont démontré que, sur le terrain, leurs consignes sont de moins en moins respectées. Pourquoi les « rénovateurs » s'inquiètent-ils d'en être éventuellement exclus ? Suivant le dessein même d'un théorème de Vigoroux, l'exclusion ne ferait que les rendre encore plus sympathiques. Samedi, 12,66 % des cadres du RPR approuvaient la démarche de M. Séguin, Noir et Carignon. Dimanche, un sondage du Journal du dimanche leur apportait l'approbation de 50 % des Français (1).

2. L'apparition d'une nouvelle génération d'hommes politiques : un phénomène à double effet de cette faillite des partis politiques et des conséquences induites de la décentralisation. La fronde des « rénovateurs » marque ainsi la rébellion de la province face aux appareils parisiens, la montée en puissance des élus des régions face aux roitelets de la capitale. En termes de pouvoir, la question n'est plus : combien de divisions, combien de militants ? Elle est : combien d'habitants ? Quel est ton budget ? La gestion, l'administration dépassent la politique et ses petites phrases. MM. Noir et Baudis sont maires de deux très grandes villes de France ; M. Millon est le président de la deuxième région de l'Hexagone ;

MM. Carignon, Barnier, de Villiers sont tous trois présidents de conseil général.

Il sont les nouveaux « gouverneurs » de pays, qui ne souffrent plus de se laisser diriger par des hommes d'appareil. Une révolution profonde des mœurs politiques est ainsi peut-être, en train de s'opérer. Dans les « États-Unis d'Europe », de demain, pendant la campagne présidentielle de l'automne, ce sera le candidat qui le sera le moins : le « gouverneur » de l'État France sera choisi, comme souvent aux États-Unis d'Amérique, parmi de tels gestionnaires ?

3. Enfin, et ce troisième constat n'est sans doute pas le moins important, la droite est devenue un mot qui ne signifie plus rien de très défini. On en était resté à la célèbre classification du professeur René Rémon : les bonapartistes d'un côté, les orléanistes de l'autre. Il est clair que ce clivage appartient au passé. Il existe tout simplement aujourd'hui les conservateurs et les progressistes.

Les uns et les autres se situent dans chacune des formations de l'opposition. Au RPR comme chez les centristes, chez les libéraux comme chez les radicaux. Cela s'était constaté pendant les deux années de cohabitation, lors de la campagne présidentielle de MM. Chirac et Barre ; cela s'est remarqué, l'automne dernier, à propos de la Nouvelle-Calédonie, du vote du budget au Parlement, comme lors du dépôt de la motion de censure du RPR. Pendant des mois, le mot « libéralisme » a servi de déguisement, puis

celui de centriste. Mais, dès lors que le CDS revendique une place singulière, pour tous les autres le balancier est reparti de plus belle à droite. Une droite qui a le nez dans ses divisions. Les gaullistes font l'apprentissage des « courants ». Les libéraux se cherchent. Les démocrates-chrétiens n'ont plus que leur histoire. Le PSD (Parti social-démocrate) a perdu son âme. La valise des étiquettes !

Le chamboulement était depuis longtemps dans les vides. Le voilà donc au grand jour.

Il n'en mourront pas tous, mais tous les responsables de l'opposition s'en trouvent atteints. Les plus hardis voulaient une évolution tranquille. L'affaire n'en prend pas le chemin. Ils voulaient leur congrès d'Épinal. Ce congrès a déjà commencé hors les murs et sans eux. La droite est face à elle-même. C'est là, on le sait depuis longtemps, qu'elle est le moins à l'aise.

DANIEL CARTON.

(1) Selon ce sondage de TNS-Opinion le 9 avril par le Journal du dimanche après une enquête réalisée du 5 au 7 avril auprès d'un échantillon représentatif de huit cent deux personnes, le moitié des Français seraient favorables à la constitution d'une liste d'opposition « excluant les grands chefs » : 22 % des personnes interrogées se déclarent hostiles à une telle perspective. Le même sondage indique que M. Michel Noir serait le mieux placé (16 %) pour conduire une liste de « jeunes », devant M. Dominique Baudis et François Létard (14 %), suivis de M^{me} Michèle Barzach (7 %).

Juppé 12,66 %

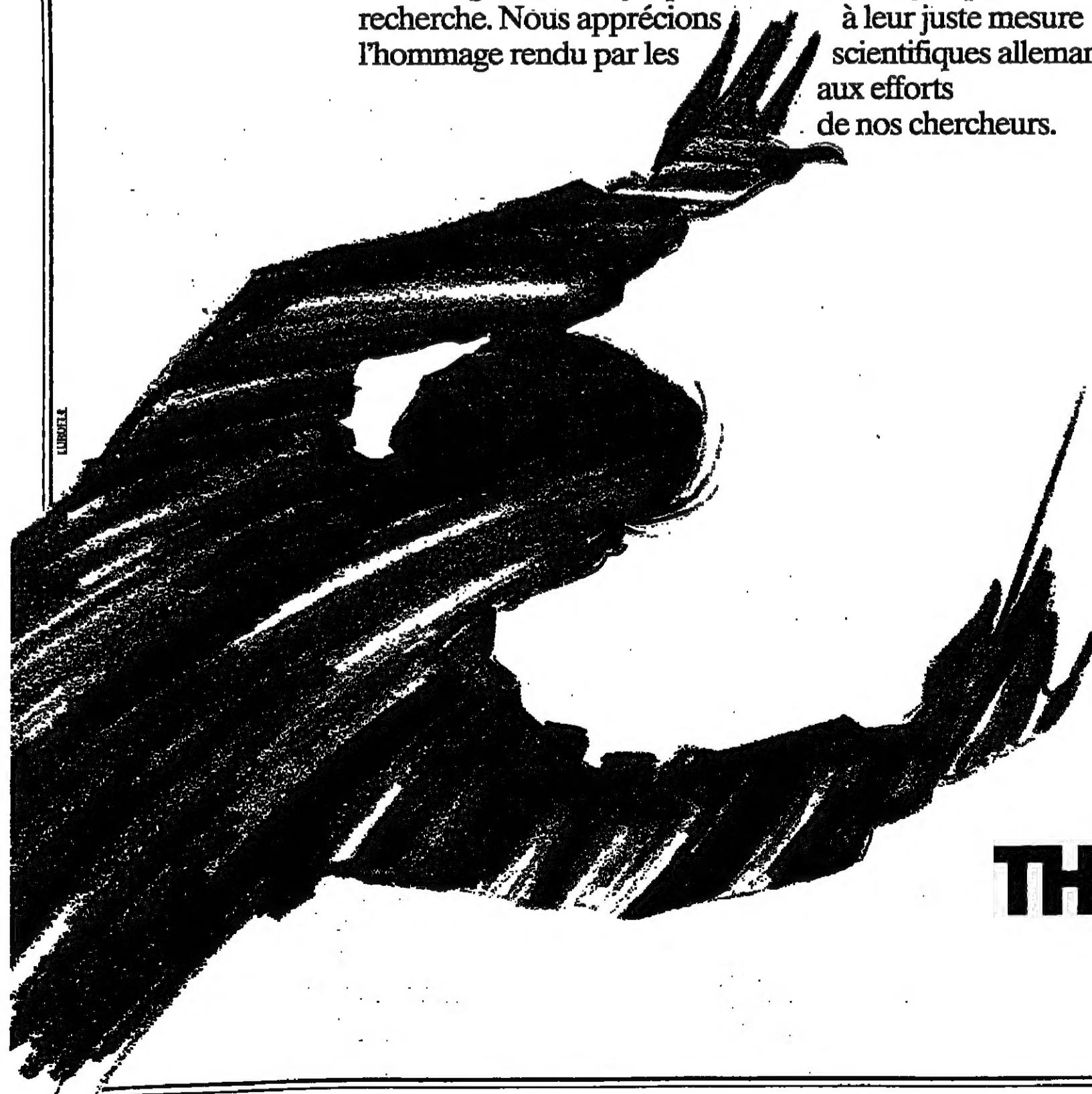
(Publicité)

**Il était compact et précis.
Nous venons d'effacer tout cela.
Voici M.O.D., le premier disque compact effaçable
et réenregistrable.**

Le disque compact était presque parfait. En créant le M.O.D. (Magneto Optical Disc), pour lequel Thomson a reçu le Grand Prix Allemand de l'Innovation 1988, nous venons de le rendre vraiment parfait... et bientôt vous pourrez effacer Wagner pour le remplacer par Debussy (ou Sting).

Comme pour l'acoustique sous-marine (où Thomson est au premier rang en Europe), ou pour Rita, le système de transmission vendu par Thomson à l'armée américaine, cette prouesse technique n'est pas le fruit du hasard, mais bien celui d'une recherche de haut niveau. 11 % de notre chiffre d'affaires (plus de 7 milliards) investis en recherche et développement font de Thomson le deuxième groupe industriel français dans ce domaine.

En High Tech il n'y a pas de miracle, il n'y a que de la recherche. Nous apprécions à leur juste mesure l'hommage rendu par les scientifiques allemands aux efforts de nos chercheurs.



THOMSON

Politique

La préparation des élections européennes

Le congrès des Verts européens

Les écologistes ont des points de vue différents sur les alliances avec les partis de gauche

La démarche de M. Michel Noir est largement approuvée par la majorité municipale de Lyon

« Être gaulliste, c'est être rebelle »

LYON
de notre bureau régional

La première apparition publique de Michel Noir dans ses fonctions de maire de Lyon en tête du cortège des personnalités réunies, dimanche 9 avril, pour inaugurer la 71^e Foire internationale de Lyon, n'a pas déclenché les applaudissements des visiteurs massés sur le parcours. Pour la plupart de ces Lyonnais, habitués depuis longtemps à voir la haute stature du député du Rhône émerger des manifestations officielles, l'effet de surprise ne pouvait jouer. Et la présence de l'ancien ministre, le sénateur François Colcomb, en qualité de président de la Société d'exploitation du parc des expositions, a pu entretenir une certaine ambiguïté, propre à révéler quelques manifestations spontanées.

Quoi qu'il en soit, M. Noir est resté serein, souriant même, apparemment ravi de ce premier bain de foule. Ses qualités, s'il faut le dire, ont été soulignées par les réactions et les commentaires que son action politique déployée en cette fin de semaine avec ses jeunes complices du RPR et de l'UDF, suscite.

Les témoignages n'ont pas manqué en effet tout au long du week-end pour l'encourager à poursuivre son action. Samedi très tôt il avait réuni les trois députés et les deux sénateurs RPR du Rhône à l'hôtel de ville de Lyon (1). Pour autant qu'on le sache, causes ne l'ont pas dissuadé de défendre sa motion l'après-midi devant le conseil national de leur parti. Un peu plus tard dans la matinée, il a reçu l'appui d'une trentaine d'élus de la région — dont vingt parlementaires RPR et UDF — cosignataires d'un texte affirmant notamment, que la liste unique de l'opposition « pour se constituer, pour convaincre et pour l'apporter doit impérativement traduire de manière électorale, par sa composition et le choix de ses candidats, la volonté de renouvellement ».

« Fédérer la région »

De retour à Lyon, M. Noir a vite pu mesurer que ses troupes municipales fraîchement élues — des vieux militants RPR aux jeunes novices — marchaient massivement derrière lui. Au propre comme au figuré. Car nombreux étaient les adjoints, les « secrétaires d'Etat » avec délégation, comme il les a baptisés, les maires d'arrondissements ou les simples conseillers qui « collaient » littéralement à leur chef de file, dimanche matin dans les allées d'Europe, qui sont tout sauf celles du pouvoir. Les commentaires glissés tout au long de cette « promenade » de deux heures, peuvent se résumer ainsi : approbation quasi unanime sur le fond, quelques réserves sur la forme et une interrogation sur la tactique future.

L'approbation, d'abord. La démarche des « renouvelés » — et de M. Noir en particulier — est largement approuvée parce qu'elle s'appuie sur une bonne analyse de la société et « prend en compte les aspirations des électeurs ». « Parce qu'elle réaffirme la priorité de

l'homme et le combat pour la justice sociale », ajoute M. René Caille, adjoint chargé des relations sociales et militant gaulliste de la première heure. La démarche est appréciée parce qu'elle remet en cause les pratiques des « états-majors », « où on cherche d'abord à protéger les franges », souligne M. Marie-Chantal Desbazeille, maire du septième arrondissement.

Approuve-t-on le fait que les jeunes quadragénaires secouent ainsi le cocotier ? Tout à fait, car « la contestation fait partie de l'héritage gaulliste », affirme M. Caille. Une attitude ramassée dans une formule — « être gaulliste, c'est être rebelle » — qui figure, rappelle M. Jacques Ducot, adjoint aux finances, dans le livre de M. Noir, *La Chasse au mammoth* (2). Enfin, plusieurs militants, du RPR comme de l'UDF, estiment que cette action est bénéfique parce qu'elle contribue « à fédérer la région, à la rassembler politiquement ». Un sentiment que partage, en particulier, M. Serge Guérard, adjoint aux finances, convaincu que « l'Europe se fera à partir de l'échelon régional » et que la synergie entre les différents élus de l'opposition sert à terme la région Rhône-Alpes.

Les réserves ensuite. Si le débat politique suscité par les renouvelés est approuvé sur le fond, il en gêne quelques-uns parce qu'il vient perturber la dynamique municipale engagée au lendemain de la victoire. Surtout, il peut conduire à « un éclatement politique », et cette éventualité n'enchantait pas, à aucun des militants. « La limite de l'opération, souligne ainsi M. Albert de Lavergne, maire du deuxième arrondissement, c'est en quelque sorte celle de la scission. » Une limite qui est naturellement celle du député M. Jean Besson, qui ses fonctions de secrétaire départemental du RPR place dans une position de réserve.

L'interrogation enfin. Que fera M. Michel Noir si l'évolution de la situation le contraint à prendre la tête d'une liste européenne ? Abandonnera-t-il son mandat de parlementaire français ? « M. Noir a besoin d'une tribune nationale », estiment plusieurs élus municipaux.

Alors ? « Il peut monter la voie et faire en sorte que des hommes et des femmes prennent le relais et s'engagent, eux, à Strasbourg », explique encore M. Christian Gelpi, adjoint chargé du cadre de vie.

Une hypothèse qui mériterait sans doute d'être pleinement expliquée aux électeurs si les renouvelés ne veulent pas rompre le pacte de confiance qu'ils semblent avoir signé avec eux. « Le courage est une idée novatrice, et il en faut pour redresser les choses dans certains domaines, y compris dans celui de la politique », a dit, entre autres, M. Noir dans son discours d'inauguration de la Foire de Lyon. Beaucoup de ceux qui ont choisi de le suivre dans son action municipale en sont déjà convaincus.

BERNARD ELIE.

(1) Trois députés : M.M. Jean Besson, Jean-Michel Dubernard et Michel Terrot ; deux sénateurs : René Tréguët et Jean Hamel.
(2) *La Chasse au mammoth*, Robert Laffont, 240 pages, 89 F.

Au « Grand-Jury RTL-Le Monde »

M. Louis Mermaz : Le PS ne refuse pas de s'entourer d'alliés

Interrogé lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 9 avril, sur l'opération des renouvelés de l'opposition, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a répondu : « Il ne s'agit ni de se rejouer ni de s'attrister. Etant donné que l'opposition est en grande difficulté, il est quasi inévitable — c'est une sorte de manifestation physique — de voir des forces dites de rénovation se manifester. Ceux qui sont dans l'opposition ont le droit de ne pas y rester trop longtemps, et c'est un sentiment tout à fait naturel dans une démocratie. Donc ils discutent entre eux sur les meilleurs moyens de retrouver la majorité ».

« Ce mouvement est le résultat du succès des socialistes, de la force du Parti socialiste, de la force de la majorité présidentielle. Cela crée, à contrario, des remous dans l'opposition et ceux-là essaient, non pas de nous

rejoindre, comme l'ont fait Durruti et quelques autres, mais d'organiser l'opposition pour reconquérir le pouvoir contre nous, ce qui est leur droit dans une République ».

« Que vont devenir les députés de l'UDC, le groupe centriste ? Sont-ils d'accord pour continuer d'être, comme ils l'ont longtemps été, des alliés plutôt fidèles de la droite ? Les renouvelés veulent-ils rester au RPR pour le rejoindre, le rendre plus efficace, d'un conservatisme plus moderne ? Veulent-ils s'allier avec les centristes ? Veulent-ils se tourner vers les socialistes ou être plutôt la roue de secours, le médicament qui apportera à nouveau la jeunesse à l'opposition qui, pour le moment, du fait de ses échecs, est plutôt fatiguée ? C'est à eux de le dire. Moi, je n'en sais rien ».

« Nous ne refusons pas de voir le Parti socialiste s'entourer d'alliés ».

Le cinquième congrès des Verts européens s'est déroulé du vendredi 7 au dimanche 9 avril à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris en présence de mille cinq cents participants environ (le Monde du 8 avril et daté 9-10 avril). Cette rencontre ne revêtait « aucun enjeu de pouvoir » car elle n'avait « aucun pouvoir de décision ». Ce congrès a permis aux écologistes de la CEE de donner le coup d'envoi de leur campagne pour les élections européennes du 18 juin et il a mis en évidence l'éclosion de la « révolution verte » mondiale.

« Pourquoi devrais-je l'être ? » M. Zigmars Vaisvils n'est pas membre du Parti communiste soviétique et il s'étonnerait presque que la question lui soit posée. M. Vaisvils sera le premier vert de l'histoire à siéger au Parlement soviétique. A trente-quatre ans, ce physicien qui est membre du Front populaire de Lituanie vient d'être élu après avoir, en début d'année, passé la même épreuve, avec le même succès, au Parlement de la république balte. Avec ce Lituanien, il y avait un Estonien et un Letton. Les trois ne sont pas seulement venus parler des dommages causés à la mer Baltique, une mer fermée, mais aussi de la « colonisation » intérieure soviétique. Trois écologistes venus de Moscou ont indiqué que « glasnost ne veut pas dire liberté de parole » en URSS. Tous, pourtant, demandaient à leur homologues occidentaux de soutenir la perestroïka mise en route par M. Mikhaïl Gorbatchev.

Si l'écologie perce en Europe de l'Est — l'Union soviétique paraît être chef de file car seule la Pologne, « le pays le plus pollué d'Europe », selon son représentant vert, était présente à Paris, — elle pourrait bien faire une entrée fracassante dans la vie politique sud-américaine. Une



alliance électorale unit, en effet, les partis socialistes et communistes du Brésil avec le Parti des travailleurs (PT) et les Verts dans la perspective de l'élection présidentielle du 15 novembre. Les quatre formations ont choisi M. Luiz Inácio da Silva, plus connu sous le nom de « Lula », comme candidat à la présidence. Des travaux d'approche seraient en cours afin que M. Fernando Gabeira, dirigeant vert, forme un « ticket » avec « Lula », ancien dirigeant syndical qui est aujourd'hui chef du PT (le Monde du 10 mars).

Toutes ces « vedettes » étrangères — M. Gabeira était également présent — ont quelque peu éclipsé les premiers rôles européens qui ont cependant saisi cette occasion pour lancer leur campagne électorale. Représentés actuellement par le groupe Arc-en-Ciel au Parlement de Strasbourg — sept Grünen (RFA) et deux Verts belges (un Flamand et un Wallon) auxquels s'ajoutent des régionalistes et les radicaux de plusieurs autres pays, — les Verts de la CEE, surtout par l'ennemi de M. Antoine Waechter, souhaitent

constituer un groupe plus homogène qu'il ne l'est actuellement. Cela signifie plus écologiste.

Une vague « tricolore »

Il est probable, que sur ce terrain du « renouveau » vert, M. Waechter risque d'avoir d'après discussions avec ses homologues d'Allemagne de l'Ouest aux tendances d'origine (socialisme, féminisme, pacifisme et écologie, extrême gauche groupusculaire) très diverse qui tentent actuellement un rapprochement avec les sociaux-démocrates. Ce schéma politique ne plaît guère à la tendance majoritaire des Verts français qui, précisément sous l'impulsion de M. Waechter, a tenu ferme sur la ligne « ni droite, ni gauche » qui impliquait, essentiellement, de s'affranchir de... la gauche. Cette ligne d'autonomie ayant porté ses fruits aux élections municipales de mars, les Verts français sont en passe, à croire les sondages qui les créditent de 15 % à 17 % des intentions de vote actuellement, d'entrer en force au Parlement européen.

Cette vague « tricolore » et « indépendante » n'est pas sans provoquer quelques inquiétudes dans les rangs allemands. D'autant que la représentation des Verts dans les instances européennes risque, du point de vue des Grünen, de se faire au profit de l'Europe latine, avec pour contrepartie la France.

Ce cas de figure ne serait pas le moindre des paradoxes pour un pays qui a toujours été à la traîne dans le domaine de la défense de l'environnement et à la pointe dans celui de l'industrie nucléaire. La question est de savoir si la consultation du 18 juin va confirmer la percée verte — 1,5 % sur le plan national, mais 8 % en moyenne là où ils se présentent — et provoquer « le séisme » espéré par M. Waechter.

OLIVIER BIFFAUD.

L'Internationale verte

Le cinquième congrès des Verts européens a réuni, du vendredi 7 au dimanche 9 avril, à Paris, dix-sept partis représentant quinze pays d'Europe dont onze de la CEE (les Verts de Grèce, en cours de formation, ne présenteront une liste qu'un jour prochain).

Voici l'état des forces en présence au sein de la Communauté européenne.

● BELGIQUE. Les Verts belges sont divisés entre le parti « Ecolo » (Wallonie), fondé en 1980, qui a obtenu 6,5 % des voix aux élections de 1987 et le parti Agalew (Flandre), fondé en 1982, qui a recueilli 4,5 % des voix. Les Verts belges ont deux députés au Parlement européen.

● DANEMARK. Dans ce pays, où la reine et les ministres eux-mêmes se proclament écologistes (on avait vu en 1985 un ancien ministre de la défense à bord du *Greenpeace*), le parti des Verts reste marginal. Aux élections de 1987, il a recueilli le même nombre de voix (1,3 %) qu'en 1983, date de sa fondation.

● ESPAGNE. Le premier parti Vert est né en Catalogne, en 1983, sous le nom de Alternativa Verda. En 1984 apparaît le parti vert national sous la dénomination de Los Verdes puis, en 1985, la Confédération des Verts. Aujourd'hui encore, les Verts espagnols se subdivisent entre quatre organisations distinctes (Catalogne, communauté régionale de Madrid, Euzkadi et Galice). Aux élections de 1987 Los Verdes ont obtenu 0,6 % des voix et la Confédération 0,3 %. Les Verts espagnols devraient présenter une liste unique aux prochaines élections européennes malgré les réticences très fortes des Catalans.

● FRANCE. Fondé en 1984, le parti des Verts a obtenu 3,78 % des voix à l'élection présidentielle de 1988, presque comme en 1981 (3,87 %). La percée a commencé aux élections cantonales de 1988, puis aux municipales de mars 1989 avec une moyenne d'environ 8 % des voix. Les Verts français ont quelque deux mille élus dans les municipalités.

● ROYAUME-UNI. Fondé en 1983 (à partir d'un mouvement appelé People in 1973 puis Ecology), le parti des Verts britanniques a connu bien des vicissitudes, dues pour l'essentiel au système électoral qui oblige à déposer 1 000 livres sterling dans chacun des soixante-dix-huit districts pour avoir le droit de se présenter, et aussi à l'absence totale de répartition proportionnelle. Les « greens » n'ont donc jamais décollé (1,5% en 1979, 1 % en 1983, 1,4 % en 1987). Ils n'ont atteint 5,9 % qu'aux élections locales de 1987.

● ITALIE. La fédération des listes vertes a vu le jour en 1986. Mais ces listes se présentent souvent alliées à d'autres formations comme le Parti radical ou Démocratie prolétarienne. En 1987, ces listes ont recueilli en moyenne 2,5 % des voix et obtenu quinze élus dans les deux Chambres. Il devrait y avoir deux listes concurrentes aux prochaines élections européennes.

● IRLANDE. L'Alliance verte, créée en 1981, n'a jamais dépassé 0,6 % nationalement et 2,3 % dans les circonscriptions où elle était présente.

● LUXEMBOURG. Fondé en 1983, le parti Greng Alternativ (Alternative verte) a obtenu 6 % des voix aux dernières élections et deux députés à la chambre.

● PAYS-BAS. Le parti des Verts néerlandais, fondé en 1983, n'a jamais dépassé 1,3 % des voix.

● PORTUGAL. Créé en 1981, le parti Os Verdes a obtenu deux sièges au Parlement national en 1987 grâce à une alliance avec le parti communiste et un troisième parti (Intervention démocratique) qui a recueilli 14 % des voix.

● RFA. Le parti des Grünen, créé en 1980, a fait son entrée au Bundestag en 1983 avec 28 sièges. Avec 8,2 % des voix aux élections européennes de 1984, il a obtenu sept sièges au Parlement de Strasbourg et ses élus sont les seuls Verts présents au sein de l'Assemblée sortante avec les Belges. En 1987, les Grünen ont recueilli 8,3 % des voix et obtenu quarante-quatre sièges au Bundestag.

Hors CEE

Parmi les autres délégations envoyées au congrès de Paris, huit autres pays étaient représentés :

● AUTRICHE. Le parti Vert, né en 1986, a fait aussitôt son entrée au Parlement avec 5 % des voix et huit élus.

● SUISSE. Les listes écologistes apparues dans certains cantons dès 1972 se répartissent depuis 1983 entre le Parti écologiste et le Gröne Partei. Avec 5,5 % des voix en 1987 les Verts helvétiques ont dix députés.

● SUÈDE. Créé en 1981, le parti Vert a recueilli 5,5 % des voix en 1988, soit quatre députés, quatre-vingt-neuf conseillers généraux et plus de mille conseillers municipaux.

● FINLANDE. En 1988, sont apparus simultanément l'Union verte, rassemblement d'alternatives, féministes, mutilés, etc., et un parti Vert (seulement écologiste). La coordination européenne des Verts n'a pas encore franchi entre eux.

● URSS. Après le mouvement La Paix verte (distinct de Greenpeace)

Les tournesols de l'Opéra

Le perron de l'Opéra a connu une brusque floraison de tournesols, samedi 8 avril, lorsque les Verts européens ont convergé de La Villette pour protester contre le surréalisme de Creys-Malville. Plusieurs centaines de militants ont brandi l'affiche du parti — un tournesol jaune sur fond vert — pendant que les plus hardis se livraient à l'exercice du perron pour dénoncer une politique « qui marche sur la tête ».

Dans leur précipitation, les congressistes avaient oublié la banderole contre Superphénix. « Si Thermobyl vous a fait rire, ne manquez pas Creys-Malville », proclamait seulement une affiche à tête de mort. Une pancarte portait cette supplique : « Tonitru, laissez béton ». Une façon familière de réclamer l'arrêt de Creys-Malville. La manifestation, qui tenait plus de la photo de famille que du meeting politique, a ensuite repris engagemment le chemin du métro pour une soirée rock à La Villette.

ROGER CANS.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Business Administration

Academic program, unique in concept, format and professional experience.

Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorat : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle.

Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (18^e arr. Paris), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California •
Accords universitaires internationaux : Amérique • programmes associés et accrédités de MBA et de PhD • Europe et Asie.

Jr 11/10/89

Politique

La grève des fonctionnaires continue en Corse

Fausse négociations, vraie guerre d'usure

L'intersyndicale des fonctionnaires de Corse a appelé, dimanche 9 avril, à Bastia, à la poursuite du mouvement de grève qui affecte l'île depuis sept semaines. Les négociations, toutefois, ne sont pas interrompues.

Un gréviste a été légèrement blessé à la tête, dimanche soir, devant la préfecture de Bastia, au cours d'une échauffourée entre cent cinquante grévistes environ et une trentaine de CRS.

BASTIA
de notre envoyée spéciale

L'événement le plus étonnant du week-end a été le voyage à Ajaccio du préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzin. Il est revenu dimanche avec une valise. Autre fait nouveau : la vendeuse de pizzas installée en face de la préfecture a investi dans un bac à fleurs. Les pizzas sont lentes à sortir du four, mais moins que les communiqués communs du mode de l'intersyndicale : les clients sont nombreux et ils ont le temps de manger. « Pourvu que ça dure encore une semaine... »

Pour le reste, rien que de très fastidieux. Les négociations existent puisque les participants se réunissent au moins une fois par jour. Elles se suspendent ; elles reprennent ; elles flottent. Jamais d'avancée. Sur tout pas de rupture. Ce sont, comme le dit l'un de ceux qui y assistent, « fausses négociations ». Une dizaine de syndicalistes seulement occupent encore la préfecture. Les autres rentrent dormir chez eux.

Résumons l'inaction. Les négociations, qui ont pour but d'amener sans effusion les fonctionnaires à reprendre le travail après sept semaines de grève, ont commencé jeudi 6 avril. Le gouvernement a soumis vendredi un projet de protocole d'accord. Les syndicats ont voulu rédiger, eux aussi. Ils ont mis près de vingt-quatre heures pour se mettre d'accord sur un texte. Mais ceux qui en déduiraient qu'ils sont divisés se feraient tirer les oreilles par la CGT, et d'ailleurs le « front »

reste d'une parfaite unité face aux préfets Marzin et Boucault. Le texte syndical reprend les revendications habituelles ; il en ajoute aussi de nouvelles, puisque les négociateurs ont le temps d'approfondir les choses : la situation des retraités par exemple.

Les préfets ont rappelé l'Hôtel Matignon et tenté d'expliquer aux fonctionnaires que l'Etat était leur employeur, la prérogative du texte lui revenait. Après consultation — un dimanche — des ministères de l'intérieur, de la fonction publique, et de l'économie, le cabinet du premier ministre a proposé un nouveau protocole d'accord. Il a été rejeté dimanche soir. Les syndicats ont formulé une dizaine d'observations sur des points mineurs — ils n'aiment pas le terme « économie insulaire » et sur des points parfaitement fondamentaux. Ils veulent notamment obtenir une prime indexée sur la différence de coût entre la Corse et le continent. L'Hôtel Matignon ne propose qu'une prime forfaitaire qui serait révisée en fonction du coût de la vie et de la différence avec la métropole.

A contre-sens

Le gouvernement cherche une issue à ce marathon qui va à contre-sens, où il ne s'agit pas de contraindre mais d'usur. L'une des hypothèses envisagées serait de mettre les propositions sur la place publique pour que la base mette le nez sur les chiffres que ses délégués refusent d'entendre (au moins 300 F mensuels).

La CGT a appelé à une manifestation régionale pour le mercredi 12 avril à Bastia, dans le secteur public et privé. Elle espère rassembler quinze mille personnes pour « l'ouverture de véritables négociations ». La FEN a invité ses adhérents à faire grève à partir de midi. Les préfets n'entendent pas discuter sous la pression. Une nouvelle initiative pourrait donc venir de Paris avant mercredi.

Pour revenir aux négociations « omnisens » de Bastia, le fait intéressant à rapporter serait l'emprise exercée par la CGT sur les « camé-

rades syndiqués » moins expérimentés. Mais il faudrait pour cela que ceux qui se font remettre en place pour aller nuancer, aux grilles de la préfecture où les attendent les journalistes, les fortes proclamations cégétistes, se décident à en faire état. Que ceux qui chuchotent « nous ne sommes pas d'accord du tout » pendant que « leur » représentant cégétiste estime que le deuxième protocole de Matignon ne présente pas d'avancée, acceptent d'être cités. Que ceux qui ne sont pas favorables à une manifestation pendant la négociation, qui n'appellent pas à y participer avant que la CGT n'ait parlé, cessent de répondre, lorsque le défilé est annoncé au nom de l'intersyndicale : « Ce n'est pas important... »

L'intersyndicale — pardon « l'unité d'action » — réunit des amis aussi intimes au plan national que, par exemple, la CGT, la CFTC et la CGC. Pendant que les délégués, unanimes à l'intérieur, refusent de « cautionner » la politique du gouvernement, il se trouve à l'extérieur des responsables CFTC pour éclairer les journalistes sur les contradictions de la Corse : « Notez-le, la CGT est une organisation marxiste... »

Force ouvrière, selon plusieurs participants, se tait et s'aligne. Le CFDT, de son côté, a répondu samedi à la CGT — qui, selon les mêmes sources, voulait faire régner un porte-parole unique sur les communiqués communs — par un texte timide qui mentionne le droit de chacun à la libre expression.

Seul un délégué a conservé son franc-parler : M. Jean-François Profizi, représentant du Syndicat national unifié des impôts. Lui n'a jamais dormi dans la préfecture : « Je ne suis pas un martyr ». Il est mandaté directement par les agents des impôts pour négocier sur l'ordre du jour de départ : prime de transport, indemnisation des journées de grève, et il attend qu'on vienne. Il résiste quand la CGT lui coupe la parole. Question d'habitude : « Je connais le système. J'ai été douze ans à la CGT... »

CORINE LESNES.

Les promoteurs de l'IDE à la recherche de 300 000 ECU

Face aux listes « des caciques oligo-politiques et déboussolés, rebuts de classes politiques cloisonnées », « des péruvians baby-boomers sur le retour », les jeunes Européens d'Initiative pour une démocratie européenne, l'IDE (Le Monde du 27 février), réunis en congrès, samedi 8 et dimanche 9 avril, à Evry, envisagent de constituer une liste simultanément en Espagne, en RFA, aux Pays-Bas et en France. M. Frank Barchiesi, président pour être tête de liste en France, se donne pour objectif minimal de réunir 2 % des suffrages. Se désignant comme un mouvement « perturbateur », les jeunes de l'IDE présentent moins entrer au Parlement de Strasbourg que se faire connaître afin de constituer un véritable groupe de pression.

L'IDE espère séduire trois catégories d'électeurs : les jeunes, les intellectuels, attachés à l'Europe et intéressés par le caractère supranational de leur entreprise, enfin, les désabusés, ceux qui rejettent les partis politiques traditionnels.

Plus politique et culturel qu'économique et social, le programme de l'IDE plaide en faveur d'un renforcement de la démocratie européenne (instauration d'un mécanisme de référendum d'initiative populaire) et d'une meilleure communication entre les peuples (développement des échanges scolaires et de l'enseignement des langues).

L'IDE présentera ce programme dans le cadre d'une « Fête de l'Europe », le 9 mai. A cette occasion, l'IDE organisera des manifestations devant les ambassades de Roumanie et publie dans la presse un manifeste contre la politique de M. Ceausescu menée dans ce pays pour affirmer « sa solidarité avec ses frères européens de l'Est ».

Dans l'immédiat, l'IDE doit résoudre un problème majeur : réunir les 300 000 ECU (2 millions de francs) nécessaires au financement de sa campagne, qui se déroulera sur le thème : « Votre européen, votre idée ! »

LE MENSUEL Passages PLEINS FEUX SUR... LA GAUCHE CAVIAR

AVRIL 1989

En vente en kiosque 30F

(Publicité)

APPEL AUX FRANÇAIS

Au Liban, la force syrienne opprime le droit. Trente-cinq mille soldats syriens occupent abusivement la majorité du territoire libanais. Cent vingt batteries de canons syriens s'acharnent sur le réduit chrétien de Beyrouth.

La timidité de notre gouvernement et le silence des grandes puissances devant le massacre des chrétiens libanais, ainsi que l'atteinte à une Constitution pluraliste, sont inacceptables.

Les Français doivent se dresser contre une politique qui renie délibérément et ouvertement l'Histoire de France depuis Saint Louis jusqu'au général de Gaulle.

L'enjeu de la bataille du Liban est capital. De son sort dépend l'avenir de l'Europe et de la France. Notre pays doit réagir plus vigoureusement.

Des bateaux portant vivres et médicaments ont été acheminés par notre gouvernement au Liban. C'est bien. Mais cela ne suffit pas. Nous suggérons au président de la République d'envoyer la flotte française à Jounieh pour embarquer enfants, femmes et personnes âgées qui souhaiteraient quitter momentanément le Liban. Nous invitons les Pouvoirs publics ainsi que les maires des communes de France à les accueillir.

Ce que la France a fait pour Yasser Arafat et l'OLP, elle le doit manifestement aux chrétiens du Liban, ces frères de notre Histoire.

Le Liban pluraliste doit vivre. Il y va de la paix de nos consciences et de l'honneur du drapeau.

Que tous ceux qui veulent affirmer leur solidarité avec cet appel nous adressent leur signature.

Jacques SOUSTELLE,
de l'Académie française,
ancien ministre

Alfred COSTE-FLORET,
président de la Démocratie
chrétienne française,
député européen,
50, rue de Berri,
75008 PARIS
Tél 45-63-86-63

Olivier d'ORMESSON,
maire d'Ormesson-sur-Marne,
conseiller général du Val-de-Marne,
député européen,
Hôtel de Ville,
94490 ORMESSON-SUR-MARNE
Tél 45-76-95-28

Société

Le projet de loi d'orientation contre l'échec scolaire

M. Jospin veut accroître la responsabilité des élèves et l'autonomie des établissements

M. Lionel Jospin a présenté, lundi 10 avril, le projet de loi d'orientation sur l'éducation qui doit être examiné en conseil des ministres le 17 mai, puis discuté au Parlement. Ce texte est issu des trois tables rondes organisées par le ministre depuis janvier, qui ont réuni, autour de lui, des représentants de tous les partenaires du système scolaire et d'une discussion interministérielle qui s'est poursuivie jusqu'au 6 avril. Le projet va être communiqué à tous les participants aux tables rondes, puis soumis

aux instances consultatives de l'éducation nationale, du 24 au 28 avril, enfin au Conseil économique et social et au Conseil d'Etat. L'exposé des motifs ne sera élaboré qu'ensuite et présenté au conseil des ministres.

Le dispositif du projet de loi comprend vingt-neuf articles brefs, dont le premier consacre l'éducation comme « une priorité nationale ». Il est complété par un « rapport » de vingt-six pages, qui sera annexé à la loi pour préciser la philosophie du texte et ses objectifs. Cette annexe prévoit qu'un premier bilan de l'application de la loi sera présenté au Parlement en 1992. Elle fixe trois objectifs pour les cinq années à venir : diminuer de moitié le nombre de jeunes sortant du système scolaire sans qualification, conduire 65 % des élèves au niveau du baccalauréat et réduire de moitié le nombre des décisions d'orientation refusées par les élèves et les familles.

La loi pour préciser la philosophie du texte et ses objectifs. Cette annexe prévoit qu'un premier bilan de l'application de la loi sera présenté au Parlement en 1992. Elle fixe trois objectifs pour les cinq années à venir : diminuer de moitié le nombre de jeunes sortant du système scolaire sans qualification, conduire 65 % des élèves au niveau du baccalauréat et réduire de moitié le nombre des décisions d'orientation refusées par les élèves et les familles.

Voici les principales dispositions du texte présenté par M. Jospin.

LE DROIT A L'EDUCATION

« L'éducation est une priorité nationale. L'école a une mission de service public. Elle est conçue et organisée en fonction des élèves. Chacun a droit à une éducation lui permettant le développement de sa personnalité, son insertion dans la vie sociale et professionnelle et l'exercice de la citoyenneté. L'acquisition d'une culture générale et d'une qualification reconnue est assurée à tous les jeunes, quelle que soit leur origine sociale, culturelle et géographique. »

LA MISSION DE L'ECOLE

« Les écoles, les collèges, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur sont chargés de transmettre et de faire acquiescer connaissances et méthodes de travail (...). »

LES ELEVES AU CENTRE DU SYSTEME

« Les élèves au centre du système : les étudiants construisent leur projet d'orientation scolaire universitaire et professionnelle en fonction de leurs aspirations et de leurs capacités avec l'aide des enseignants. Les administrations et les entreprises y contribuent. »

LE DROIT AUX ETUDES APRES SEIZE ANS

« A l'expiration de la scolarité obligatoire, tout élève a droit de poursuivre des études afin d'obtenir un niveau de formation reconnu. »

LA MATERNELLE A TROIS ANS

« Tout enfant doit pouvoir être accueilli dès l'âge de trois ans dans une école maternelle ou une classe enfantine sur demande de sa famille. 95 % des enfants de trois ans sont déjà scolarisés, mais ce taux est plus faible dans certaines régions, en particulier les DOM TOM. L'âge de l'obligation scolaire reste fixé à six ans. En 1975 la loi Haby, toujours en vigueur, avait généralisé la scolarisation à cinq ans des enfants dont les familles le souhaitent. Le rapport annexé à la loi précise que dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP) « la scolarisation des enfants de deux ans est favorisée ». »

L'APPRENTISSAGE DE LA LECTURE

« Elle sera évaluée chez tous les élèves entrant en CE2 et en sixième et des actions de soutien seront mises en place. »

LIMITATION DES REDOUBLEMENTS

« La scolarité est organisée en cycles plurianuels (...). Le rapport annexé à la loi précise que « le cycle des apprentissages » comprend la grande section de maternelle, le CP et le CE1 et que le « cycle de consolidation et d'approfondissement » recouvre les trois dernières années de l'école primaire (CE2, CM1 et CM2). Dans le secondaire, le « cycle d'observation » comprend la sixième et la cinquième et le « cycle d'orientation » la quatrième et la troisième. Les trois classes du lycée constituent le « cycle de détermination ». Le texte précise que « dans le cours d'un cycle aucun redoublement ne peut être imposé, les objectifs à atteindre étant fixés par cycle ; il ne s'agit pas d'interdire le redoublement mais simplement de le limiter au maximum car, souvent vécu comme un échec, il doit être réservé à des cas bien particuliers. L'établissement d'un cycle sur une année supplémentaire peut être proposé (...). Dans ce cas des mesures pédagogiques spécifiques sont prises. »

L'ORIENTATION

« L'école aide l'élève à formuler son projet d'orientation scolaire et professionnelle (...). Le choix de l'orientation est de la responsabilité de l'élève ou de sa famille. L'école détermine le niveau requis. Tout désaccord fait l'objet d'un entretien préalable à la décision. Si cette dernière n'est pas conforme à la demande de l'élève ou de sa famille, elle est motivée. » Dans le régime actuel, la famille est seule informée des raisons de l'orientation de l'élève.

LES PROGRAMMES SCOLAIRES

« La réflexion sera menée avec tout le réseau et le temps nécessaire à l'effort de recherche, aux consultations des praticiens et des partenaires (...) sur les principes énoncés par M.M. Bourdieu et Gros et les conséquences à en tirer en matière d'organisation des filières d'enseignement

DES MODALITES D'EVALUATION DES ELEVES

« Un conseil national des programmes « donne ses avis et adresse des propositions » au ministre ; il est composé de « personnalités qualifiées » nommées par lui.

L'EVALUATION DU SYSTEME EDUCATIF

« L'inspection générale « grâce à de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement », procède à des « évaluations départementales, académiques et nationales ». Un rapport annuel est rendu public.

AUDIOVISUEL

« Un plan national d'équipement de la maternelle à l'université sera lancé.

CENTRES DE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHEQUES UNIVERSITAIRES

« Un plan de développement sera mis en œuvre.

LES RYTHMES SCOLAIRES

« Les trente-six semaines de l'année scolaire seront réparties en cinq périodes de travail, séparées par quatre périodes de vacances d'été, quinze jours (Toussaint, Noël, février et Pâques, par exemple). Le calendrier annuel sera arrêté pour trois années. Les activités scolaires seront maintenues jusqu'à la fin juin pour les élèves qui ne passent pas d'examen.

EXAMEN ET CONTROLE CONTINU

« Les modalités d'attribution des diplômes combinent l'évaluation en cours de formation et des examens terminaux. »

UN CONTRAT DE FORMATION

« Les élèves (...) ont des droits et des devoirs. (...) Les enseignants ont à fixer des objectifs « de manière réaliste, à les expliquer aux élèves et à effectuer avec eux des bilans réguliers (...). Il s'agit d'instaurer (...) une véritable pédagogie du contrat. »

LE ROLE DES ENSEIGNANTS

« Ils sont « responsables de l'ensemble des activités scolaires des élèves. Ils travaillent au sein d'équipes pédagogiques ; celles-ci sont constituées par des enseignants ayant en charge les mêmes classes ou groupes d'élèves ou exerçant dans le même champ disciplinaire. Les enseignants apportent une aide au travail personnel des élèves. Ils

PROCEDENT A LEUR EVALUATION

« Ils sont « membres de la communauté éducative. Leur participation à la vie scolaire et le dialogue avec les enseignants et les autres personnels sont assurés. » Les représentants des fédérations de parents d'élèves qui siègent dans les organismes consultatifs sont indemnisés.

LA REPRESENTATION DES ELEVES

« Un conseil des délégués des élèves est créé dans les lycées. Il « délibère sous la présidence du chef d'établissement sur les conditions relatives à la vie et au travail scolaire. »

LA GRATUITÉ DES MANUELS

« Elle sera réalisée pour les élèves des classes de quatrième et de troisième technologiques des lycées professionnels qui n'en bénéficient pas.

DES PROJETS D'ETABLISSEMENT

« Des projets d'établissement sont élaborés dans chaque école, collège et lycée « dans le cadre des objectifs fixés au plan national », avec le concours de tous les partenaires. Le projet « peut servir de base à un contrat passé avec l'autorité académique et peut justifier l'attribution de moyens spécifiques. »

FORMATION DES MAITRES

« Des instituts universitaires de formation de maîtres (IUFM) seront créés « dans les académies ». Ils regrouperont l'ensemble du potentiel de formation des écoles normales d'instituteurs et des centres de formation de professeurs du secondaire.

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

« Pour favoriser le recrutement d'enseignants, des allocations seront attribuées à des étudiants préparant les concours. Ils pourront être associés à des activités scolaires et périscolaires mais « en aucun cas il ne s'agira d'un enseignement en responsabilité devant une classe ». « Un plan de recrutement des enseignants est publié chaque année. Il couvre une période de cinq ans et est révisable annuellement. »

UN DERNIER OBSTACLE APPARAÎT

« La mise en œuvre de la future loi, et des dispositions qui suivront, dépend en tout premier lieu de l'implication des enseignants. Or, en déconectant le dossier des rémunérations de la discussion de ses projets de fond pour l'éducation, M. Jospin s'est privé d'un levier de transformation essentiel. Le retard mis à répondre à l'exaspération salariale des enseignants a focalisé l'attention sur cette question, compromettant le développement d'un large débat éducatif. Dès lors, on ne peut écarter le risque que la future loi soit perçue par les enseignants comme un simple catalogue de vœux pieux, non étayé par une programmation financière et qui ne les engage guère.

PHILIPPE BERNARD.

Le préfet de police demande des enquêtes administratives

« Bavures » : la version des policiers

Les deux récents « incidents de police », qui ont conduit un médecin, le docteur Abdoulaye Ngaru Baldé, et un PDG, M. Jean-Jacques Porchez, à saisir la justice (le Monde du 8 avril), préoccupent le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugge. Après s'en être entretenu avec M. Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier, qui avait estimé que la recrudescence des « bavures policières » témoignait d'« une grave crise », M. Verbrugge a demandé à l'inspection générale des services (IGS), la police des polices parisiennes, de diligenter des enquêtes administratives, parallèles aux investigations judiciaires. D'ores et déjà, il apparaît que les versions des policiers diffèrent sensiblement de celles du médecin et du PDG.

« Violence et rébellion à agents » dans un cas, « escroquerie à la Carte bleue », dans l'autre. Les rapports administratifs des gardiens de la paix ayant interpellé le docteur Baldé ou M. Porchez ne laissent guère entrevoir de fautes ou d'excès. A lire celui rédigé le 25 février par le gardien Denis Bouvier, le médecin apparaît comme un automobiliste irascible. De garde, appelé d'urgence chez un patient, le docteur Baldé explique qu'il a dû laisser sa voiture au milieu d'une rue bouchée par un camion de livraison. A son retour, le camion était parti et il s'était trouvé face à des policiers qui, ne le laissant pas s'expliquer, avaient réquisitionné les clés de son véhicule, puis l'avaient frappé et menotté devant son refus, avant de le conduire au commissariat où il assure être resté deux heures durant, toujours menotté.

Voici la version écrite des policiers : « A 12 h 15, le médecin est sorti de l'immeuble et, nous dédaignant, a ouvert le coffre de son véhicule, y déposant son matériel médical. Au moment où il s'apprêtait à monter à bord de celui-ci, je lui ai demandé de présenter les pièces afférentes à la conduite et à la circulation du véhicule. Ce dernier a catégoriquement refusé prétendant qu'étant de garde il était pressé et n'avait pas envie de le faire. Insistant sur le fait délictueux de son refus de se soumettre aux vérifications, celui-ci [sic] a une deuxième fois refusé de les présenter. Devant ces refus successifs, j'ai dû employer la force strictement nécessaire afin de le maîtriser pour le conduire au poste. C'est à ce moment qu'il s'est

rebellé et m'a porté un coup de tête à la face sans pour autant m'atteindre, étant coiffé de mon casque administratif. Selon ce même rapport, le médecin, conduit au commissariat, aurait été laissé libre à 12 h 45.

Quant à la mésaventure de M. Porchez, qui avait présenté par erreur la Carte bleue de son épouse, M^{me} Zerdila Porchez, un temps égare, pour payer une somme de 499,75 F dans un supermarché parisien, elle est décrite par le gardien Mariel Manfrini comme la mise à disposition d'« un individu muni d'une carte bleue volée ». A bord d'un car de police-secours, l'équipage policier fut appelé à 17 h 30, le 13 mars. M. Porchez étant conduit au commissariat, où il sera placé en garde à vue pour la nuit, à 19 h 45. Les policiers assurent qu'aucune vérification auprès du central Carte bleue — où la levée de l'opposition sur la Carte bleue n'avait pas été enregistrée — ne pouvait être faite à cette heure tardive. Aucune allusion n'est faite dans cette version aux brimades dont se plaint M. Porchez : menottage, toilettage, ni repas ni boisson, allusion à son passé militant d'opposant à la guerre d'Algérie...

Version contre version donc. Avec, toutefois, entre les deux, le code de déontologie de la police nationale, qui, depuis 1986, précise qu'une personne appréhendée « ne doit subir, de la part de fonctionnaires de police ou de tiers, aucune violence ni aucun traitement inhumain ou dégradant ».

E. P.

REPÈRES

Alaska

Lutte sans succès contre la marée noire

Deux semaines après l'échouage du pétrolier Exxon-Valdez sur les côtes de l'Alaska, la marée noire menace d'atteindre le port de pêche de l'île Kodiak, pourtant situé à 500 kilomètres du lieu de l'accident. La course contre la montre engagée pour limiter les dégâts est en passe d'être perdue car, malgré les moyens mis en œuvre, les navires récupérateurs n'ont ramassé que 2 600 tonnes de pétrole sur les 38 000 tonnes qui se sont échappées des soutes du pétrolier. — (AP.)

Catastrophes

50 000 morts l'an dernier

Plus de 50 000 morts et 33 milliards de francs de dégâts remboursés par les compagnies d'assurance : tel est le bilan des 282 catastrophes naturelles et accidents majeurs survenus dans le monde en 1988. Ces statistiques, dressées par une compagnie suisse d'assurance, montrent que les catastrophes naturelles ont fait la moitié des victimes (le tremblement de terre d'Arménie pèse lourd) et provoquent tiers des dégâts. Mais ce sont les accidents de transport (terrestres, marins et aériens) qui coûtent le plus cher puisqu'ils représentent 44,5 % des dommages assurés. — (AP.)

Espace

La politique soviétique critiquée par la « Pravda »

« Que se passe-t-il avec notre astronautique ? », s'interrogeait la Pravda, samedi 8 avril, à la suite de la perte définitive de la sonde spatiale Phobos-2 d'exploration de la planète Mars (le Monde du 8 avril). Accusant les différents départements chargés de la conquête de l'espace de vouloir chacun « tirer à lui la corde » des ressources financières, et de négliger les applications à l'économie des recherches spatiales, le quotidien du Parti communiste de l'URSS préconise la création d'un organe unique, « compétent et faisant autorité » en la matière. Et de

conclure, à propos de la perte de Phobos-2, qu'il faudrait songer, au lieu de créer des commissions et des sous-commissions, à désigner les responsables de ces « tristes résultats ». — (AFP.)

Religions

Un appel en faveur des juifs isolés

M. Joseph Struk, grand rabbin de France, a lancé pour les prochaines fêtes de Pessah (Pâques juives), du 19 au 27 avril, l'opération « Un seder pour tous ». Le seder est le repas pris les deux premiers soirs de Pessah, en commémoration de la traversée par les Hébreux de la mer Rouge.

Le grand rabbin de France a écrit, jeudi 6 avril, à tous les responsables communautaires en France : « En ce jour de réjouissance, aucune personne, aucune famille, ne doit rester isolée ou dans le besoin ». Il les invite à organiser des seder communautaires, et pour cela trouver des familles prêtes à recevoir un ou plusieurs invités. Pour tous renseignements, le grand rabbin met à la disposition des responsables communautaires et des personnes isolées un numéro vert : 05-04-28-98 (demander Michael).

Sciences

Un nouveau produit pour décontaminer les ruches

Un nouveau mode de lutte destiné à éliminer un minuscule acarien, le varroa jacobsoni, qui infeste plus de 80 % des ruches européennes devrait être prochainement mis sur le marché.

Conçu par la firme Zoonco pour le compte de la société Sandoz, ce nouvel anti-acarien (Apistan) se présente sous la forme de bandes de polyéthylène chargées de fluvorescences dont les abeilles s'imprègnent progressivement par contact (le Monde du 19 octobre 1988). Si l'on en juge par les travaux menés pour le compte de Sandoz par les chercheurs de l'Institut technique d'apiculture et ceux de l'Ecole vétérinaire de Toulouse, l'infestation, une fois par an, pendant six à huit semaines, de deux abeilles chargées de cette substance suffirait à décontaminer presque totalement la ruche.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

AVRIL 1989 - N° 264
NUMÉRO DOUBLE

L'INDIVIDUALISME

Le grand retour

PHILOSOPHIE par Alain Renaut, Alain Lacroix, Catherine Clément, POLITIQUE par François Méral, Ronald Coase, Alain Boyer, Alain Tardieu, DROIT par Michel Guichet, ÉCONOMIE par Philippe Mongin, ANTHROPOLOGIE par Jean Hurst et Jacques Meunier, BIOLOGIE par Jacques Ruffin et Jean-Louis Viala, PÉDAGOGIE par Elisabeth Roudinesco, SOCIOLOGIE par Roger Maccubbin et François Bourdieu, LITTÉRATURE par Philippe Sollers et Pierre Bédou, HISTOIRE par Marc Faiman, L'ANTI-INDIVIDUALISME par Pierre Michaux et Michel Maffesoli. Un entretien avec Jean Baudrillard.

Chez votre marchand de journaux : 36 F

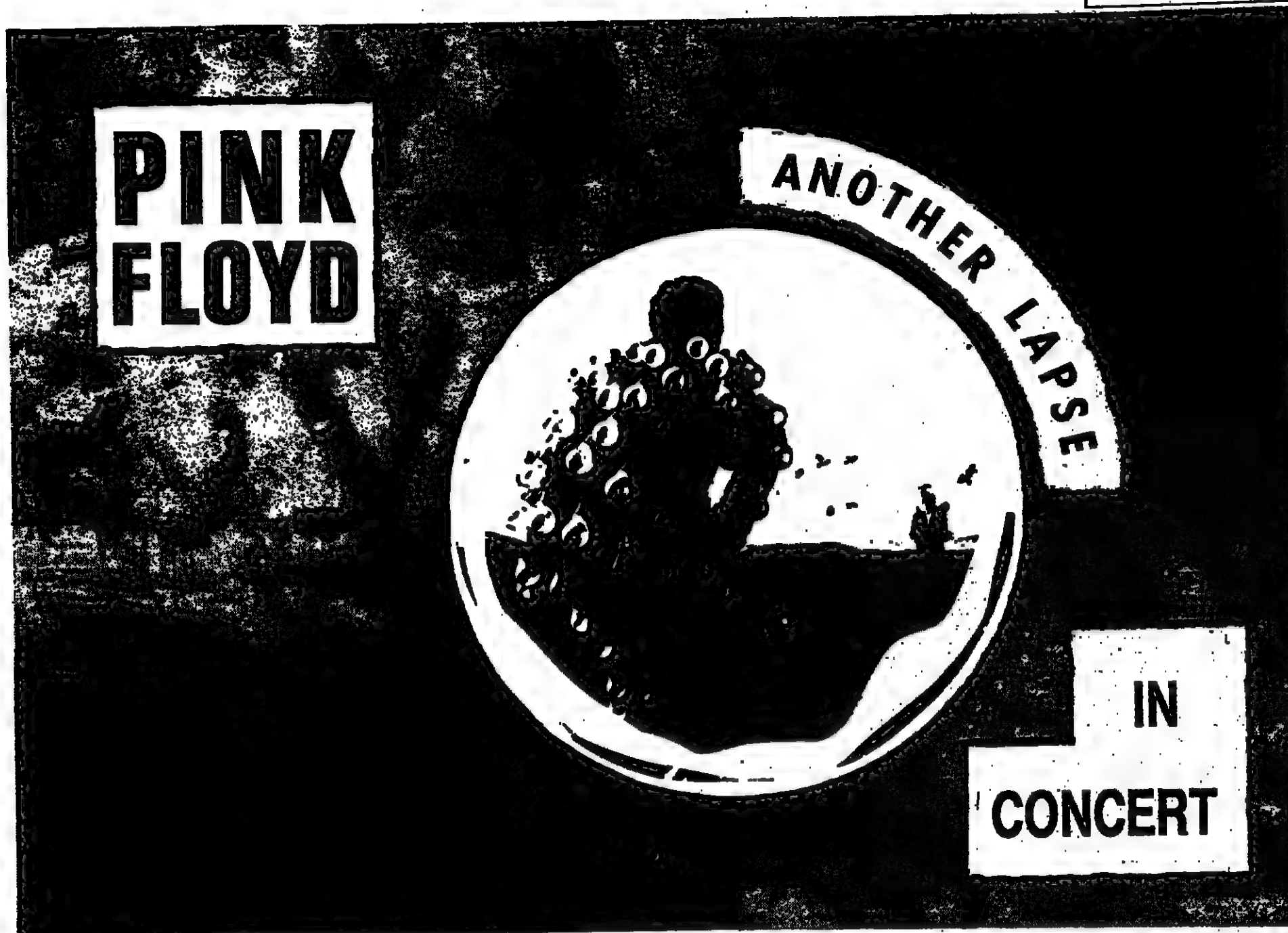
magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

500 000 000

Cette table ronde aura été préparée par un rapport d'orientation, rédigé par des experts indépendants, et par trois séances de travail qui auront pour objectif d'identifier les principaux problèmes que posent la « mondialisation » de l'industrie automobile et l'évolution technologique accélérée d'un tel produit.

L E S L Y P R E S E N T E



27-28-29 JUIN 1989
PARIS BERCY



VENTE EXCLUSIVE DE 10 H A 24 H A PARTIR
DU VENDREDI 14 AVRIL 89 AU VIRGIN MEGASTORE
52-60 AVENUE DES CHAMPS ELYSEES

HDM

Handwritten signature or stamp at the bottom center.

MUSIQUES

Le XIII^e Printemps de Bourges

Le tourisme oui, l'exploration non

Les programmeurs de ce dernier Printemps avaient juré de faire de Bourges le rendez-vous de toutes les musiques du monde. Pari à peu près tenu. Mais si, sur scène, le métissage va bon train, le public a fêté les valeurs sûres. Occidentales de préférence.

Sa ville est à l'écart du circuit des grandes tournées et, jusqu'à ce qu'il vienne à Bourges, il n'avait vu que Wham ! (le duo pop de George Michael, aujourd'hui dissous) et Jean-Michel Jarre. Il est resté pendant tout le Printemps et s'est gavé de musique : Cui Jian, rocker de Pékin, a vu Stevie Wonder et les groupes soviétiques ; Willy Deville et les Têtes brûlées camerounaises ; il a assisté à l'après-midi européen de Jean-Jacques Burnel qui réunissait, outre le bassiste anglo-français des Stranglers, une chanteuse allemande et un groupe belge, et il s'est recueilli à l'écoute du chant aoréogrégorien des Anglaises de Dead Can Dance. Bref, Cui Jian a été un festivalier modèle, ouvert à toutes les musiques, avide de découvertes.

Il connaissait déjà la musique africaine car son premier groupe à Pékin était composé d'Africains. Cui Jian aime surtout le rock près de ses racines, celui des Immortels ou des Mescaleros. Il envoie surtout aux musiciens occidentaux leur statut juridique qui protège leurs compositions et leur permet éventuellement d'en vivre. Les histoires de grosses limousines et de vedettariat ne l'intéressent pas tellement, mais Cui Jian a quand même été surpris de constater que l'on pouvait jouer de l'excellente musique et très mal en vivre.

Cui Jian repart, bientôt pour Pékin, pour travailler à sa musique, répéter et arriver à la jouer le plus souvent possible devant un maximum de gens. La plupart des groupes présentés à la section Découvertes ont un programme similaire. Les quatre musiciens de Fin de siècle, des Marseillais qui se sont exilés à Paris en espérant pouvoir y vivre de leur musique, attendent toujours de passer à Paris. A Bourges, ils ont fait l'objet d'un reportage dans l'émission « Edition spéciale » sur A2, mais on n'y entendait pas leur musique, on n'y entendait pas leur musique, on n'y entendait pas leur musique. Ils vou-

draient sortir un disque, 45 tours ou mini-LP, et surtout tourner, faire des premières parties ou des petites salles qui leur rapporteraient plus que les 1.500 F symboliques qu'ils touchent en ce moment.

Au moins les musiciens de Découvertes ont été vus, les salles qui les abritaient et dont l'accès était gratuit n'ont pas désempli. En revanche, pour Cui Jian, le rapport entre le nombre de kilomètres parcourus et celui des spectateurs qui ont assisté à son concert est un peu disproportionné. Ce que l'on pressentait dès le début du Printemps de Bourges s'est systématiquement confirmé : le tourisme oui, l'exploration non. Il est également significatif que l'après-midi algérien ait remporté un succès honnête en termes de fréquentation : c'est sans doute la seule occasion où le public d'origine de la musique proposée, ici les Algériens venus écouter et danser le raï de Cheb Khaled, a rencontré celui des amateurs de « world music ». Sur scène, le métissage va bon train mais, de l'autre côté de la rampe, les salles restent très monocoulores.

Daniel Colling, le directeur du Printemps de Bourges, et ses programmeurs ont promis, malgré leur déception face au relatif insuccès public de cette nouvelle orientation, de repartir autour du monde l'année prochaine, en espérant que cet été l'harmonie musicale du festivalier se sera élargie.

Le Printemps de Bourges ne peut pas être une addition de grands shows, même si les grandes messes où la salle allume ses briquets pendant les chœurs lents et fait trembler les gradins pour rappeler les artistes (à ce jeu-là, c'est Hagelin qui a gagné, comme d'habitude contre Stevie Wonder) sont indispensables. Il faut aussi de l'imprévu, des catastrophes, comme la programmation en première partie de Véronique Sanson de l'Américain Dino Leo qui joue un rythme n'obtient pas d'applaudissements et, employé des accessoires de scène, probablement achetés dans des sushops, qui ont dû le faire interdire dans tous les États du Sud (la salle l'aurait volontiers renvoyé en coulisse mais sa musique couvrait largement les protestations indignées du public de Véronique Sanson) ; il faut des miracles aussi, comme le show de Hot et Neon, un duo de jongleurs américains aussi virtuoses que drôles qui ont conquis cinq cents personnes qui n'avaient jamais entendu parler d'eux, un soir à minuit.

THOMAS SOTINEL.

Nangade, son dernier album

La griffe de Ray Lema

Tranquillement, en multipliant les expériences et les rencontres, le poly-instrumentiste s'affirme comme l'un des musiciens africains les plus originaux.

Ray Lema, c'est une musique africaine qui s'épanouit sans perdre son identité, une musique qui danse et qui chante, qui swingue sur des rythmes brûlants ; la sensualité du funk, la langue du reggae, le pétilllement de la rumba, avec cuivres pétillants et guitares en riffs syncopés.

Avec le titre d'un album (Kinshasa-Washington DC-Paris) publié il y a quelques années par Celluloid, Ray Lema a résumé le chemin emprunté par sa musique. Kinshasa, ce sont les racines, la capitale de la rumba où après avoir étudié le piano, la guitare et le tambour, il se retrouve à la direction du Ballet national du Zaïre et, magistocope en bandoulière, part à la rencontre de deux cent cinquante ethnies, collectant et enregistrant les différents rythmes. Washington, c'est la rencontre avec d'autres musiques noires - soul, funky, rock - et l'apprentissage du métier de musicien. Paris, c'est l'aboutissement des voyages, la mixture de toutes les influences.

Arrivé à Paris il y a six ans, Ray Lema a réalisé quatre albums, composé la musique du film *Black Mac*, collaboré avec Steward Copeland, alors batteur de Police, et monté un groupe de dix musiciens (Zaïrois, Camerounais, Haïtiens, Guadeloupéens) avec pour ambition non pas d'offrir du folklore africain comme King Sunny Adé mais de « parler un jour d'égal à égal avec les ensembles américains ». D'où la

course de Ray Lema à travers les styles d'harmonies et de rythmes. La volonté de prouver que le système musical africain n'est pas fermé. Et l'acquisition d'une griffe différente.

Le dernier album et disque compact (*Nangade*) de Ray Lema a été enregistré au Studio Davout avec la participation des Mahotella Queens, du saxophone de Courtney Pine et de la guitare de Jesse Robinson, un des musiciens habituels de Prince. La voix lumineuse de Ray Lema chante des chansons composées au moment de sa venue à Paris et d'autres imaginées juste avant l'enregistrement. « Les musiciens africains », dit Ray Lema, « commencent vraiment à croquer en eux-mêmes. L'Europe va vers le rythme et l'Afrique vers les harmonies. Certes, les musiciens africains sont toujours sur la corde raide. A eux de maintenir un jeu d'équilibre miraculeux pour faire vivre en symbiose tradition et modernité, pour ne pas perdre quoi que ce soit de leur âme, de leur fraîcheur ».

CLAUDE FLOUTER.

* Nangade, en CD Island Records.



Maurice Ravel au miroir de ses lettres

Le félin à éclipses



COL. JEAN AURY

Faux indifférent, vrai feu follet, Maurice Ravel fut un épistolier lapidaire, discret, aussi peu sentimental dans ses lettres que dans sa musique. Réunies, annotées, confrontées aux interviews et aux textes critiques du musicien, ces lettres, publiées l'an dernier aux États-Unis, nous arrivent enfin presque au complet.

Toute une vie en trois cent cinquante missives ou billets - encore ne sont-ils pas tous signés de Maurice Ravel. De 1898 (date de la première lettre) à 1937, quarante années d'une existence constamment pressée par le temps défilent sous nos yeux à toute vitesse. A vingt-trois ans, pianiste au casino de Granville, le « petit symbolard » est déjà impertinent. Appel de Fauré, prix de Rome plusieurs fois tenté, échec tonitruant. Romain Rolland s'en plaint auprès d'un académicien des beaux-arts. Scandale. Le recalcé s'est déjà embarqué sur le yacht *Aimée*, direction Amsterdam.

Pierre Lalo, fils d'Edouard, critique au *Temps* et à *Comœdia*, l'oppose à Debussy. Contrariant mais bah !, soyons grand seigneur. L'auteur de *Pelléas* traite son rival de « faki charmeur ». Celui-ci se défend en clamant très haut que Debussy est génial. Les *Images* pour piano lui inspirent bien plus tard (en 1913) l'article le plus vachard, le plus goguenard aussi, de toute l'histoire de la critique musicale.

Il compose bien sûr. Mais sur *Gaspard de la nuit* (fâcherie avec Ricardo Viñes), *l'Heure espagnole* (censurée pour obscénité), sur *l'Enfant et les Sortilèges* (scénariste : M^{me} Colette), rien que des

plaisanteries, des mots d'esprit délicieux, des signes de complicité ou d'antipathie. Rien qui pèse ou pose dans cette correspondance qui, pour un peu, ferait oublier que Ravel, après guerre, fut considéré comme le chef de file de la jeune musique, joué partout en Europe, invité aux États-Unis (on lui présenta Douglas Fairbanks), qu'il reçut la Légion d'honneur, fut la référence comme un seigneur, et qu'Alma Mahler agit de tout son poids - sans succès - pour que *la Valse* soit créée en version scénique par l'Opéra de Vienne.

Des fantes dans l'édition chez Durand de la sonate pour piano et violoncelle ? Ravel les rectifie avec minutie, depuis son belvédère de Montfort-l'Amaury, puis ne résiste pas à conseiller à son éditeur :

« Allez voir Calligari. Le cinéma est enfin créé. D'autres regretteront que cette création soit due aux Boches, qui n'ont jamais rien inventé, ainsi que nous le savons tous ».

Les « Boches », parlons-en. A deux reprises, et grâce à eux d'une certaine façon, les lettres de Ravel se font passionnées. Quand, en août 1914, il décide de s'engager (« quitter ma pauvre vieille maman, ce serait la tuer sûrement »). Du front, il écrit sublimement en argot, il se plaint, il a peur : il vit ! Finies les litotes félines du bel indifférent.

Refusant deux ans plus tard d'adhérer au Comité de la Ligue nationale pour la défense de la musique française, il se fait une dernière fois méchant : « Il m'importe peu

que M. Schönberg soit de nationalité autrichienne. Il n'en est pas moins un musicien de haute valeur », écrit Ravel depuis la zone des armées. « Je ne crois pas, ajoute-t-il, qu'il soit nécessaire de faire prédominer en France, et de propager à l'étranger, toute musique française, quelle qu'en soit la valeur ». Le courage ne l'avait pas quitté.

C'est une bien curieuse correspondance que celle de Ravel : à éclipses, pleine d'éclipses, dénuée de confidences, lavée de toute sentimentalité. Une anticorrespondance, en somme. L'auteur avait d'ailleurs l'habitude, fâcheuse pour un épistolier, de perdre ses carnets d'adresses, de ne pas lire les lettres qu'il recevait, et de se contenter de les reclasser chaque jour pour mieux les laisser s'entasser.

Rien ne serait dit, alors, dans ces missives consciencieusement sélectionnées, annotées, érudites, par un musicologue américain, qui semble avoir voué sa vie au musicien (1) ? Si, tout y est - en creux. Dans nos attentes contrariées, notre surprise toujours renouvelée devant cet art exquis du non-dit. Jamais, sur le papier blanc ou sur le papier rayé, le malicieux dandy ne se sera débouffonné. On ne saura donc rien, l'affaire est désormais classée, sur son intimité. A lire ses lettres de très près, on découvre néanmoins le nombre impressionnant de ses correspondants, la fidélité de leur amitié (pas vraiment récompensée), le nombre impressionnant également des musiciens de toutes nationalités que Ravel a découverts, soutenus, fait jouer et - chose rare dans la profession - sincèrement admirés.

ANNE REY.

(1) Maurice Ravel : *Lettres, écrits, entretiens*, présentés par Arlio Orsatti, traduction des textes en anglais par Dennis Collins, avec une annexe sur les interprétations historiques de Jean Toulzelle. Harmoniques/Flammarion, 630 pages, 350 F.

DISQUES

Buxtehude par Abtitz

Jean-Charles Abtitz s'est fait connaître par un remarquable enregistrement des deux messes de François Couperin (H/C/D 8613 et 8615) et par un double album consacré à l'*Orgelbüchlein*, de Jean-Sébastien Bach (H/C/D 8508/9). Il se lance aujourd'hui dans une intégrale de l'œuvre pour orgue de Dietrich Buxtehude (1637-1707). Cette entreprise méritoire (l'œuvre du compositeur « danois » est moins familière aux mélomanes que celle de Bach) occupera six disques compacts et sera réalisée sur six orgues anciens de l'Allemagne du Nord, choisis pour leurs qualités spécifiques.

Ce premier volume regroupe les *Préludes et Fugues* Bux WV 140, 145 et 153, les *Chorals* Bux WV 190, 199 et 219, le *Prélude, fugue et chaconne* Bux 137, le *Magnificat* Bux WV 203, la *Fantaisie* Bux 188 et la *Chaconne* Bux WV 160. Cinquante-six minutes d'une musique dont la complexité contrepointique ne parvient pas à cacher une vive sensibilité et un goût marqué par une certaine forme de virtuosité spéculative qui culmine dans la *Fantaisie* et la *Chaconne*. Jean-Charles Abtitz touche l'orgue Wilde-Schneider de l'église Saint-Jacobi de Cuxhaven-Ländingworth, en Basse-Saxe. Construit en 1598, agrandi en 1683, cet orgue fut restauré de 1980 à 1982. Il a trente-cinq jeux, est accordé un demi-ton plus haut que le diapason contemporain (la 440) : ses couleurs sont pastels, claires mais douces ; l'église qui l'abrite est minuscule (25 mètres de longueur pour 12 mètres de largeur), et ses murs sont habillés de beaucoup de bois. Cet orgue « intime » a été capté à une bonne distance, les micros se font oublier : les tuyaux sont là devant vous, ni trop lointains, flous et baveux, ni trop présents, brillants et rouffants.

Jean-Charles Abtitz joue sans raideur ni sérieux excessif (la musique est, pour moi, en fait, une punition). Discrètement variées, ses registrations, associées à une articulation incroyablement légère et à un toucher caressant, retiendront l'attention de ceux qui pensent ne pas aimer le roi des instruments mais qui, en fait d'orgues, ne connaissent bien souvent que l'énorme machine de guerre qui pousse les fidèles vers la sortie de la grand-messe de 11 heures.

A. Lo.

* Un disque compact Harmonic Records H/CD 8718 (excellent texte de présentation sur les œuvres et l'instrument, un modèle.)

Larousse et Le Monde

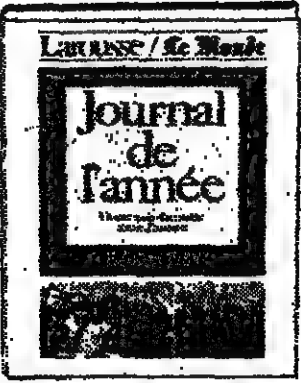
signent

le JOURNAL DE L'ANNÉE

Déjà, 12 mois d'actualité deviennent un an d'histoire. L'année 1988 est fixée, analysée, pensée, expliquée, à travers une chronologie commentée par 12 personnalités, des photos-documents en couleurs qui déroulent le « film » de ses instants les plus inoubliables, 17 dossiers de synthèse écrits par des témoins de l'actualité politique, économique, sociale et internationale, et des « points de vue » sur les sujets brûlants.

365 jours de chocs, d'évolution, d'histoire, restitués dans les 384 pages du JOURNAL DE L'ANNÉE, sous la plume des meilleurs spécialistes du Monde.

Tout a bougé en 1988. LE JOURNAL DE L'ANNÉE, édition 1989, a bougé aussi.



Culture

MUSIQUES

« Alceste » de Gluck à Monte-Carlo

Une occupation très sérieuse

Plus proche de Rameau que de Gluck, l'Alceste que présente le Printemps des arts, brillant Festival à Monte-Carlo, paraît un peu pâle.

On a peu de renseignements précis sur les premières de l'Alceste de Gluck à Paris, en 1776. Du moins peut-on lire, dans les Mémoires secrets du temps, que c'était « d'un triste, d'un lugubre, d'un noir épouvantable ».

Les représentations données à l'opéra de Monte-Carlo par l'English Bach Festival qui dirige Lina Landi, toujours si dévouée à la musique française ancienne, se flattaient de reprendre « pour la première fois intégralement » la version originale de Gluck dans notre langue. Elles nous ont, au moins, épargné trop de cauchemars et les « sinistres appas » de représentations funéraires comme celles de Bruxelles en 1982, dans la mise en scène de Gruber, avec Sylvia Sass.

On y retrouve les jolis costumes Pompadour un peu fanés de l'époque, reconstitués par Terence Emery, les traditionnels décors en trompe-l'œil, et un peu plus de danses, même dans les moments pathétiques, que n'en prévoyait Gluck : « Un opéra démodable, disait-il, n'est pas un divertissement, mais une occupation très sérieuse ».

Au vrai, cette mise en scène très fleurie de Tom Hawkes reste encore dans l'univers de l'opéra-ballet et de Rameau, très loin du superbe spectacle de Pizzi en 1985 au Palais Garnier, avec Shirley Verrett.

Si cependant la représentation paraît d'abord assez pâle, c'est qu'il y manque la grande tragédie que

seule peut donner son souffle à cette œuvre d'une concentration dramatique exceptionnelle, à ce personnage labouré par la vie. On ose à peine rappeler le nom de celles qui l'ont illustrée (Litvinne, Balguerie, Lubin, Callas...), de peur d'accabler l'Australienne Claire Primrose, qui n'était pas prévue pour ce rôle au départ. Car elle a du charme et de l'émotion, même si sa voix est insuffisamment posée, d'une couleur rocailleuse, surtout dans la force.

Elle porte difficilement le spectacle jusqu'à l'arrivée d'Admète, son époux. Et, paradoxe, alors qu'elle est censée représenter la femme forte qui se sacrifie pour son mari plutôt que, c'est ce dernier, Gilles Ragon, avec des gestes pourtant gracieux, qui nous émeut davantage par sa douleur, ses beaux cris, son accent si intense, et, du coup, réchauffe le lyrisme d'Alceste...

Il y ajoute le réalisme d'un style baroque très pur, qui tranche sur celui, plus conventionnel, de son épouse, mais s'harmonise avec l'interprétation de l'English Bach Festival Orchestra, dirigé par Marc Minkowski. Celui-ci, un peu brochant parfois, ne tient pas encore en main les instrumentistes britanniques comme ses propres Musiciens du Louvre, mais il a le don de la vie, qu'il prodigue dans cette musique avec un lyrisme généreux et de délicieux détails instrumentaux mettant en valeur les sonorités des flûtes à bec, cors et autres saqueboutes.

Citons encore le très savoureux Hercule de Neil Howlett, qui jette une couleur truculente et comique dans cette sombre histoire, des chœurs de qualité, pas toujours ensemble, et les danseurs façonnés aux figures anciennes par Simon Preston.

JACQUES LONCHAMPT.

EXPOSITION

Chanel au château Borély à Marseille

L'affaire est dans le sac

La rétrospective que consacre Marseille à Gabrielle Chanel permet de découvrir une partie de la garde-robe de la couturière. Elle sert surtout de marraine à une double naissance : celle de l'Institut international de la mode, celle du nouveau Musée des arts décoratifs.

« La couture est un métier, ce n'est pas un art », déclarait l'indémodable Mademoiselle à laquelle la cité phocéenne rend hommage. Pari difficile : car qui de moins « podiumable » qu'un tailleur de tweed aux quatre poches plaquées et galonnées, qu'une jupe droite portefeuille griffée Chanel ? Le seul spectacle, c'est la coupe, la technique : une affaire d'émancipation, de cols ronds conçus pour dégager le cou, de chaîne dorée cousue au bas des doublures de vestes pour les « plombs ». Ennemie du joli, des fronces, Gabrielle Chanel disait aussi : « Un vêtement doit bouger sur le corps ». Si Paul Poiret « supprimait le corset », elle fut la première à libérer, assouplir la démarche, en proposant, aux lendemains de 1914, une silhouette sport-chic adaptée au mouvement et aux premiers soleils : le pantalon de marin en jersey, la petite robe noire que Vogue baptisera plus tard « la Ford Chanel », les cheveux courts, la peau bronzée...

Sept Utrillo saisis à Paris

Sept toiles d'Utrillo qui devaient être vendues dimanche 9 avril par Me Lounier (le Monde du 8 avril) ont été saisies sur la demande de M. Jean Fabris, qui avait déposé une plainte pour « faux et contrefaçon ». Le commissaire-priseur a fait une courte déclaration au début de la vente : « Contrairement à l'usage, nous allons commencer par le numéro 2, car les numéros 1, 22, 67, 68, 83, 88, 89, tous des Utrillo, ont été retirés de la vente. A la suite de diverses manœuvres de M. Jean Fabris, se disant légataire universel de la veuve d'Utrillo, un juge d'instruction — malheureusement parti en vacances depuis — a cru pouvoir faire saisir ces tableaux. » Nous sommes sûrs que ces tableaux seront présentés à la vente aussi vite que M. Fabris sera empêché définitivement de nuire, car nous avons finalement confiance dans la justice... a-t-il conclu sous des applaudissements.

Ses premières boutiques s'ouvrirent à Paris et à Deauville en 1914, sa première maison de couture de Biarritz en 1916. « J'avais l'âge de ce siècle, il fallait de la simplicité, du confort, de la netteté (1) ». A l'apogée de sa gloire, Chanel emploie près de quatre mille ouvrières réparties dans cinq immeubles de la rue Cambon. Elle se remettra à l'œuvre en 1954, à l'âge de soixante et onze ans. On lui doit le sac en bandoulière matelassé, les écharpes bicolors, les catagans et, surtout, le principe : « Une femme n'est jamais trop élégante mais toujours trop habillée ». Comme le remarque Catherine Ormen, commissaire de l'exposition, « l'ornement se confond avec la structure. Il devient organique parce qu'il est fonctionnel ». C'est bête, mais avec Chanel, un bouton boutonnait, une poche était là pour accueillir la main...

Ex-musée d'archéologie, le château Borély, élégante bastide de négociants provençaux du dix-huitième siècle, est d'entrée à l'exposition. A Marseille, Chanel a déjà fait couler beaucoup d'encre : celle d'Edmond Charles-Roux, par exemple (le Temps Chanel, Grasset le Chêne). Ici, la quakeresse avertie, glorieuse victime de l'amour qu'on lui porte, disparaît sous le poids de ses aristes serviteurs : une mise en scène un peu écrasante de Jean-Michel Wilmette (voir la berge fétiche emmurée dans une prison design grise), un catalogue ficelé comme un paquet cadeau par le photographe en vogue, Keichi Tahara, et — puisqu'il n'y a pas d'homme sans intérêt — des prêts et des prolongements de la maison-mère, avec, en fin de parcours, un choix de modèles phares de Karl Lagerfeld, directeur artistique pour l'ensemble des collections prêt-à-porter, haute couture depuis 1983 : « J'essaie de faire évoluer la mode et le style de Chanel en pensant à la phrase de Goethe : faire un meilleur avenir avec les éléments élargis du passé ».

Ouverte quelques jours avant les élections municipales, l'exposition Chanel est un prestigieux faire-part de naissance : celle de l'Institut international de la mode, créé à l'initiative de Madeleine Vigouroux, l'épouse du maire (la nouvelle Edmonde ?), et que préside Azeddine Alaïa ; celle du Musée des arts décoratifs. Les projets sont nombreux : l'Institut, bien équipé d'une bibliothèque, d'une vidéothèque, a pour objectif d'être un réseau d'échange, un lieu de rencontres, favorisant l'essor des jeunes stylistes. Le Musée des arts décoratifs, où doivent être entreposées les

Le mécontentement des formations musicales de Radio-France

Une mise au point de M. Roland Faure

Après la publication d'un article signalant le mécontentement des formations musicales de Radio-France (le Monde du 7 avril), M. Roland Faure, ancien président de la société, nous a fait parvenir la mise au point suivante.

« Siégeant depuis deux mois au Conseil supérieur de l'audiovisuel, je n'ai pas à commenter ce qui se passe à Radio-France : ayant, pendant les deux dernières années, dirigé cette grande société nationale, je ne laisserai pas porter contre moi action des accusations non fondées.

« Je ne dirai donc rien sur le mécontentement des formations musicales » qui est évoqué dans le Monde. M. Jean Mahieu, mon successeur, qui fut directeur de la musique, a un ministère de la culture et est président de l'Orchestre de Paris, à toute la compétence voulue pour trouver une solution.

« Pour ma part, je rappellerai que mes collaborateurs et moi-même ont

(Dans notre article (inséré au dos de tract distribué à chaque spectateur, vendredi soir, à l'entrée du Châtelet), nous signalions que M. Roland Faure avait lauréat le concours de la société, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et le social, avec la bande sonore qu'il nous avait offerte. Nous ne songions pas à nier l'entrée qu'il portait aux formations de Radio-France dont il avait la responsabilité. Dès 1981 néanmoins, nous le prédisions de M. Michel Costa, l'orchestre philharmonique avait réclamé la part salariale avec le National et

ation
rt 30
Grupo 16

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

APRÈS LA PLUIE. Film français de Camille de Cosselbienne. Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Cinéma Palace, 5 (43-54-07-76); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Miramar, 14 (43-20-49-52).

LA CITADELLE. Film algérien de Mohamed Choukri. v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

POUR LE MAJEUR. Film français de Pierre Jolivet. Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); UGC Montparnasse, 6 (43-26-84-65); George V, 8 (43-59-19-08); Saint-Lazare, 9 (43-54-07-76); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Lyon Bastille, 12 (43-57-90-81); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

LA MASCHERA. Film italien de Ferruccio Orazi. v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

VOYAGEUR MALGRÉ LUI. Film américain de Lawrence Kasdan. v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

JEU D'ÉCHELIER. Film américain de Tom Holland. v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

LES AILES DU DESIR. (Fr.-All., v.a.): Cinéma, 6 (46-33-10-82).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN. (A., v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Action Rive Gauche, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Bessière Montparnasse, 15 (43-26-84-65); Kinepanorama, 15 (43-26-84-65); v.f.: Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); George V, 8 (43-59-19-08); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

LA BELLE ET LE CLOCHARD. (A., v.f.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

RAGDOLL CASE. (A., v.a.): 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

LA BELLE ET LE CLOCHARD. (A., v.f.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

RAGDOLL CASE. (A., v.a.): 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

La Cinéma-thèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)
Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(46-26-34-30)
Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DU DESIR. (Fr.-All., v.a.): Cinéma, 6 (46-33-10-82).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN. (A., v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Action Rive Gauche, 6 (43-25-59-83); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Bessière Montparnasse, 15 (43-26-84-65); Kinepanorama, 15 (43-26-84-65); v.f.: Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); George V, 8 (43-59-19-08); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

LA BELLE ET LE CLOCHARD. (A., v.f.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

RAGDOLL CASE. (A., v.a.): 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

LA BELLE ET LE CLOCHARD. (A., v.f.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

RAGDOLL CASE. (A., v.a.): 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

PARIS EN VISITES

Trésors d'orfèvrerie gallo-romaine. 14 heures, Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (M^o Censier).

Redécouvrir la sculpture au Musée d'Orsay. 13 h 30, rue de Bellechasse, sous l'escalier (C. Marie).

Trésors inconnus des Halles. 14 h 30, place Saint-Optat (Santoguarda du Paris historique).

La Mémoria, hôtel et ateliers des médailles. 14 h 30, 11, quai de Conti (Tourisme culturel).

Promenade révolutionnaire au Palais-Royal. 14 h 30, métro Pyramides (C.A. Messer).

L'œuvre de Rodin et de Camille Claudel. 14 h 30, 77, rue de Valenciennes (D. Fleuriot).

Promenade révolutionnaire dans les jardins et passages du Palais-Royal. 14 h 30, devant la grille du Conseil d'Etat (M.C. Lemer).

Monet et les impressionnistes, donation Duhem. 14 h 30, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (Approche de l'art).

Spirites et médiums du Père-Lachaise. 14 h 45, place Gambetta, angle de l'avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

Le Palais de Justice en activité. 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Commissariat d'Etat et d'ailleurs).

Exposition: l'art diffusé, l'art acclamé. 18 h 30 (et les 18, 20 et 23 avril), 17, avenue d'Iéna (Geste Institut).

Monuments historiques

L'île de la Cité, berceau de Paris. 15 heures, métro Cité, sortie.

L'hôpitalier royal des Invalides et le laboratoire de l'armement. 16 heures, cour d'honneur des Invalides, sous la statue de Napoléon.

Paris-sauvée

Les révolutions et la peinture d'histoire. 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

Les Delaunay et la scène parisienne. 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

Zadkine (1890-1967), l'atelier et l'œuvre. 14 h 30, 100 bis, rue d'Assas (Musée Zadkine).

Souvenirs de George Sand et de son entourage. 14 h 30, 16, rue Chaplat (Musée Renan-Scheffer).

Lundi 10 avril

JE SUIS LE SEIGNEUR DU CHATEAU. (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); Trois Persepolis, 14 (43-20-30-19).

JUMEAUX. (A., v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

LA PETITE VOLEUSE. (Fr.): Lacenaire, 6 (45-44-57-34).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT? (A., v.f.): La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-63-40); République Cinéma, 11 (43-57-90-81); Denfert, 14 (43-21-41-01).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-30-19).

RAIN MAN. (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Gaumont Opéra, 2 (42-60-60-33); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Pathe Impérial, 2 (42-97-53-74); UGC Convention, 15 (43-20-

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans dimanche-jour. Signification des symboles : * Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à visionner □ On peut voir □ Ne pas manquer □ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 10 avril

TF 1

20.40 Feuilleton : *La Maffia III*. De Luigi Perrelli, avec Michele Placido, François Périer, Giuliana de Sio (2^e épisode). 22.30 Magazine : *Super sexy*. De Bernard Bouthier et Christine Eymeric. Sonnette : Nom de noms : Hammam ; Flamenco ; Docteur Ruth ; Sondage ; Interview hard ; Passion d'amour ; Strip. 23.30 Journal et Météo. 23.50 Magazine : *Minit Sport*. Rallye de Tunisie. 0.50 Documentaire : *Histoires naturelles*. Journées de pêche au truite.

A 2

20.35 L'heure de vérité. Invité : Alain Juppé. Le secrétaire général du RPR répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lescène, Joëlle Als (le Nouvel Observateur). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Documentaire : *Danger dopage*. De Dominique Le Glou et Alain Vernon. (Horaires sous réserve pour la suite des programmes.) 23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Météo. 23.58 Soixante secondes. Abdul Wakil, ministre algérien des affaires étrangères. 0.00 Magazine : *Da côté de chez Fred* (rediff.).

FR 3

20.35 Cinéma : *la Mandarine*. Film français d'Édouard Molinaro (1971). Avec Annie Girardot, Philippe Noiret, Madeleine Renaud, 22.10 Journal et Météo. 22.35 Magazine : *Océaniques*. Raymond Abellio, interrogé par Dominique de Roux et Jean-José Marchand (2^e partie). 23.30 Musique, musique. Musique baroque : Pierre Attaignant, Gabrielle Bataille, Antoine Boissac, Nicolas de la Grotte, par Ars Antiqua de Paris. 23.40 Court métrage. Mili, de Thierry Coupin.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : *On se vit et se vit*. Film anglais de Lewis Gilbert (1967). Avec Sean Connery, Akiko Wakabayashi. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Magazine : *Bobagolfoot*. A 22.51, football ; à 22.53, boxe ; à 0.25, basket-ball. 1.25 Cinéma : *le Kack*. et comment l'avez-vous ? Film anglais de Richard Lester (1965). Avec Rita Tushingham, Ray Brooks, Michael Crawford (v.o.).

LA 5

20.30 Téléfilm : *Winchesters et longs jupons*. De Lamont Johnson, avec Burt Lancaster, John Savage. Deux jupes

filles séduites par des hors-la-loi. 22.30 Les rubriques de Sandra. 23.00 Téléfilm : *Un étrange révéil*. De Peter Sadey, avec Denholm Elliott, James Frawley. Un mystérieux manoir sépare Norman de sa femme. 0.00 Journal de minuit. 0.05 L'inspecteur Derrick (rediff.). 1.10 Marlow (rediff.). 2.05 Boulevard et compagnie (rediff.). 2.20 Tendresse et passion (rediff.). 2.50 Magazine : *Clés Choc* (rediff.). 3.00 Journal de la nuit. 3.05 Vive la vie ! (rediff.). 3.15 Série : *Une vie*. 4.00 Volonté (rediff.). 5.00 Tendresse et passion (rediff.). 5.30 Boulevard et compagnie (rediff.). 5.45 Clip musical.

M 6

20.35 Cinéma : *Boulevard des assassins*. Film français de Boramy Toulou (1982). Avec Victor Lanoux, Jean-Louis Trintignant, Marie-France Pisier. 22.20 Série : *L'homme de fer*. 23.10 Six minutes d'informations. 23.15 Magazine : *Club 6*. De Pierre Bouteiller. 0.15 Magazine : *Jazz 6*. De Philippe Adler. 0.45 Les dessous du ciel (rediff.). 1.15 Musique : *Boulevard des clips*. 2.00 Destination santé (rediff.). 2.55 Magazine : *Adventures* (rediff.). 3.20 Magazine : *Quand la science nous fascine* (rediff.). 4.15 Documentaire : *SVI se plaît, montre-moi nos histoires*. 4.35 Le glaive et la balance (rediff.). 5.00 Magazine : *Destination santé* (rediff.). 5.50 Documentaire : *SVI se plaît, montre-moi nos histoires*. 6.10 Les dessous du ciel. 6.40 Musique : *Boulevard des clips*.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Le référendum du 27 avril 1969. 21.30 Documentaire. Les années d'absence, de Catherine de la Clergerie. 22.40 Cote d'Amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. Néo-ga.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct du Grand Muséum de la Ville de Paris). Symphonie de Janáček ; Des Knaben Wunderhorn (Der Tambourgeißel, Lob des helen Verstandes, Revidé), de Mahler, par l'Orchestre de jeunes Gustav Mahler, dir. Claudio Abbado, sol. : Andreas Schmidt (baryton). Entracte : L'oiseau de feu (suite d'orchestre), de Stravinski. 0.30 Dossiers : *Saint-Saëns*. Regard sur nos contemporains, avec Yves Gérard.

Mardi 11 avril

TF 1

14.30 Téléfilm : *Samantha*. De Victor Vicas, avec Pierre Moody, Danielle Evonou. 16.00 Série : *Drôles d'histoires*. Intrigues : L'audition. 16.30 Variétés : *La chance aux chansons*. 16.55 Club Dorothée vacances. Docteur Slump ; Les chevaliers du sodique ; Tu chantes, tu gagnes ; Mes lendres amies. 17.55 Série : *Les rues de San-Francisco*. Les fugitifs. 18.50 Arts de recherche. Invité : Nadine de Rothschild. 18.55 Feuilleton : *Santa-Barbara*. 19.25 Jeu : *La roue de la fortune*. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : *le Dernier Métro*. Film français de François Truffaut (1980). Avec Gérard Philipe, Catherine Deneuve, Jean-Pierre Poiré. 22.30 Magazine : *Clés*, sous-marin ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Lionel Jospin. 0.20 Journal et Météo. 0.40 Magazine : *Libres et liés*. De Joseph Pili et Jacques Duquesne. 0.50 Série : *Drôles d'histoires*. Intrigues : Enlèvement demandé.

A 2

14.10 Série : *La reine des diamants*. Nadine. 15.10 Magazine : *Da côté de chez Fred*. Présenté par Frédéric Mitterrand. Les spectacles de Karyn. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : *Chapeau melon et bottes de cuir*. Requiem. 16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : *Graffiti*. Présenté par Groucho et Chico. Lady Oscar ; Quick et Flupus ; Graffiti ; La petite merveille. 17.55 Série : *Les deux fous du pègre*. 18.45 Jeu : *Des chiffres et des lettres*. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Flash de l'ère : L'appart. La comtesse pointe à 9.30. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma : *Marche à l'ombre*. Film français de Michel Blanc (1984). Avec Gérard Lamy, Michel Blanc, Sophie Deschamps. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine : *Série à l'été*. Présenté par Daniel Balian. 23.20 Informations : 24 heures sur la 2. 23.40 Magazine : *Strapées*. De Bernard Pivot. 23.58 Soixante secondes. Hubert Reeves. 0.00 Magazine : *Da côté de chez Fred* (rediff.).

FR 3

14.30 Magazine : *C'est pas juste*. D'Agès Vincent, présenté par Vincent Perrot, Evelyne Pagès, Agnès Vincent. 15.30 Magazine : *Tévé-Caroline*. Présenté par Caroline Trasca. Vidéo look ; Mon héros préféré ; Cinéma, théâtre, livres ; Attraction ; Top sixties ; Têg chic, têg choc ; Papy, Mamy ; Vient faire un tour... billes ; Le jeu de la séduction ; Variétés ; et à 16.00, le flash d'informations. 17.00 Flash d'informations : Spécial Jeunes. De 17.05 à 18.30 *Amuse 3*. 17.05 Dessin animé : *Petit ours brun*. 17.05 Dessin animé : *Ulysse 31*. 17.10 Série : *Tom Sawyer*. 17.35 Dessin animé : *Signal Car's eyes*. 18.00 1789 au jour le jour. 18.05 Magazine : *Devez-vous la suite*. Présenté par Patrice Drevet. 18.30 Jeu : *Questions pour un champion*. Animé par Julien Lepers. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.50 Dessin animé : *Devez-vous la suite*. 20.05 Jeu : *La chance*. 20.25 INC. 20.35 Soixante secondes : Compagnon fumier ? Émission de l'ARC contre le cancer, un ticket pour la vie. Présentée par Philippe Desautel, avec Jacques Crozemarie, président de l'ARC, le professeur Léon Schwartzberg, le professeur Lucien Israël. 22.15 Journal. 22.40 Télévision régionale.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : *Adieu Panik*. Film français de Jean Herman (1968). Avec Charles Bronson, Alain Delon, Bernard Freson. 15.30 Cinéma : *Atout cœur*. Film américain de Bobby Roth (1984). Avec Peter Coyote, Nick Mancuso, Carole Laure. 17.05 Magazine : *Tranches de Paris*. 17.13 Magazine : *Rapido*. D'Antoine de Caunes. 17.40 Cadeau cinéma. Calimero et Priscilla : Les enfants de la liberté. 18.30 Des-

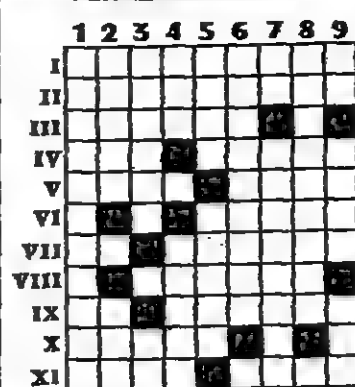
Audience TV du 9 avril 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT RÉGÉNÉRATION (%)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	46.5	7 sur 7	Studio 2	Shérlock Holmes	Mario Turchi	Films d'Hawaii	Cagney et Lacey
		17.6	12.4	6.4	2.4	4.8	2.0
19 h 45	51.1	19.3	15.6	6.8	2.8	5.4	1.3
		19.3	15.6	6.8	2.8	5.4	1.3
20 h 16	60.3	24.8	14.8	9.7	3.8	3.4	3.5
		24.8	14.8	9.7	3.8	3.4	3.5
20 h 55	66.3	Nous travaillons	14.9	6.1	2.2	12.3	5.1
		Nous travaillons	14.9	6.1	2.2	12.3	5.1
22 h 8	61.4	24.9	16.7	1.5	1.2	15.0	3.1
		24.9	16.7	1.5	1.2	15.0	3.1
22 h 44	25.3	9.7	3.7	1.6	0.3	4.7	5.7
		9.7	3.7	1.6	0.3	4.7	5.7

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4978



HORIZONTALEMENT

I. Magasin où l'on peut acheter des broches. — II. Qui aurait besoin d'un coup de brosse. — III. Payé par celui qui succombe. — IV. Plat. Qui ne fait donc pas de vagues. — V. Ce qu'il fallait payer pour pouvoir voter. Ne sont plus blanches quand elles ont été desséchées. — VI. De la bonne terre. — VII. Peut être assimilé au cours élémentaire. Permet de rejeter la balle. — VIII. Bloqué. Fut rapporté de Ninive. — IX. Symbole. Tenait un peu la jambe. — X. Cherchez à pincer ! — XI. Bon quand il est commun. N'est pas sur la ligne quand il est perdu.

VERTICALEMENT

1. Des femmes qui savent bien emballer. — 2. Essence super. Trou dans un mur. — 3. Boire de terre. A le mode. — 4. Qui a donc pu nous enrichir. Souffrances pour les tuberculeux. — 5. Coule dans une file. Plaine du Maroc. — 6. Réjouis celui qui regarde. — 7. Tient bien la bouteille. Rendre très attirant. — 8. Une façon de raser. — 9. Symbole. Utile pour le boucher. Combustion transparente.

Solution du problème n° 4977

Horizontalement

I. Bou-bou. Turnep. — II. Ultras. Sauciers. — III. Verité. Bu. Cotal. — IV. Le. Lomax. — V. Uricale. Oreille. — VI. Roux. Leon. Nuis. — VII. Sil. Rétrécit. En. — VIII. Déçu. Hordes. — IX. Désobligement. — X. Ru. Liure. En. — XI. Armes. Russes. Tas. — XII. Or. Alliance. Va. — XIII. Immérité. Crier. — XIV. Anna. Oestre. — XV. Fleuses. Une. Ex.

Verticalement

1. Buveurs. Drapier. — 2. Oie ! Roiden. — 3. Uricale. Mome. — 4. Irise. Coire. — 5. Bât. Rubis. Ras. — 6. Oseille. Lu. Aine. — 7. Mât. Irrité. — 8. Iba. Orange. — 9. Ambré. S.A. — 10. Ta. Charbon. — 11. Uricale. Ion. Scie. — 12. Rio. Inerte. Esp. — 13. Net. Lu. Dent. Ro. — 14. Émail. Avers. — 15. Psi. Esu. Uraire. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 9 avril 1989 :

DES DÉCRETS

• N° 89-207 du 7 avril 1989 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave, fait à Berne le 14 janvier 1987.

• N° 89-208 du 7 avril 1989 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale du tourisme relatif à la tenue à Paris de la huitième assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme, signés les 3 et 4 mai 1988.

LOTTO		N° 34		Tirage du samedi 8 avril 1989	
2	17	18	24	30	42
PROCHAIN TIRAGE : 10 AVRIL 1989					
N° 35					
Tirage du dimanche 9 avril 1989					
N° 36					
Tirage du lundi 10 avril 1989					
N° 37					
Tirage du mardi 11 avril 1989					
N° 38					
Tirage du mercredi 12 avril 1989					
N° 39					
Tirage du jeudi 13 avril 1989					
N° 40					
Tirage du vendredi 14 avril 1989					
N° 41					
Tirage du samedi 15 avril 1989					
N° 42					
Tirage du dimanche 16 avril 1989					
N° 43					
Tirage du lundi 17 avril 1989					
N° 44					
Tirage du mardi 18 avril 1989					
N° 45					
Tirage du mercredi 19 avril 1989					
N° 46					
Tirage du jeudi 20 avril 1989					
N° 47					
Tirage du vendredi 21 avril 1989					
N° 48					
Tirage du samedi 22 avril 1989					
N° 49					
Tirage du dimanche 23 avril 1989					
N° 50					
Tirage du lundi 24 avril 1989					
N° 51					
Tirage du mardi 25 avril 1989					
N° 52					
Tirage du mercredi 26 avril 1989					
N° 53					
Tirage du jeudi 27 avril 1989					
N° 54					
Tirage du vendredi 28 avril 1989					
N° 55					
Tirage du samedi 29 avril 1989					
N° 56					
Tirage du dimanche 30 avril 1989					
N° 57					
Tirage du lundi 1 mai 1989					
N° 58					
Tirage du mardi 2 mai 1989					
N° 59					
Tirage du mercredi 3 mai 1989					
N° 60					
Tirage du jeudi 4 mai 1989					
N° 61					
Tirage du vendredi 5 mai 1989					
N° 62					
Tirage du samedi 6 mai 1989					
N° 63					
Tirage du dimanche 7 mai 1989					
N° 64					
Tirage du lundi 8 mai 1989					
N° 65					
Tirage du mardi 9 mai 1989					
N° 66					
Tirage du mercredi 10 mai 1989					
N° 67					
Tirage du jeudi 11 mai 1989					
N° 68					
Tirage du vendredi 12 mai 1989					
N° 69					
Tirage du samedi 13 mai 1989					
N° 70					
Tirage du dimanche 14 mai 1989					
N° 71					
Tirage du lundi 15 mai 1989					
N° 72					
Tirage du mardi 16 mai 1989					
N° 73					
Tirage du mercredi 17 mai 1989					
N° 74					
Tirage du jeudi 18 mai 1989					
N° 75					
Tirage du vendredi 19 mai 1989					
N° 76					
Tirage du samedi 20 mai 1989					
N° 77					
Tirage du dimanche 21 mai 1989					
N° 78					
Tirage du lundi 22 mai 1989					
N° 79					
Tirage du mardi 23 mai 1989					
N° 80					
Tirage du mercredi 24 mai 1989					
N° 81					
Tirage du jeudi 25 mai 1989					
N° 82					
Tirage du vendredi 26 mai 1989					
N° 83					
Tirage du samedi 27 mai 1989					
N° 84					
Tirage du dimanche 28 mai 1989					
N° 85					
Tirage du lundi 29 mai 1989					
N° 86					
Tirage du mardi 30 mai 1989					
N° 87					
Tirage du mercredi 31 mai 1989					
N° 88					
Tirage du jeudi 1 juin 1989					
N° 89					
Tirage du vendredi 2 juin 1989					
N° 90					
Tirage du samedi 3 juin 1989					
N° 91					
Tirage du dimanche 4 juin 1989					
N° 92					
Tirage du lundi 5 juin 1989					
N° 93					
Tirage du mardi 6 juin 1989					
N° 94					
Tirage du mercredi 7 juin 1989					
N° 95					
Tirage du jeudi 8 juin 1989					
N° 96					
Tirage du vendredi 9 juin 1989					
N° 97					
Tirage du samedi 10 juin 1989					
N° 98					
Tirage du dimanche 11 juin 1989					
N° 99					
Tirage du lundi 12 juin 1989					
N° 100					

LOTOSPORT		RÉSULTATS COMPLETS		N° 17	
Tirage du samedi 8 avril 1989					
N° 18					
Tirage du dimanche 9 avril 1989					
N° 19					
Tirage du lundi 10 avril 1989					
N° 20					
Tirage du mardi 11 avril 1989					
N° 21					
Tirage du mercredi 12 avril 1989					
N° 22					
Tirage du jeudi 13 avril 1989					
N° 23					
Tirage du vendredi 14 avril 1989					
N° 24					
Tirage du samedi 15 avril 1989					
N° 25					
Tirage du dimanche 16 avril 1989					
N° 26					
Tirage du lundi 17 avril 1989					
N° 27					
Tirage du mardi 18 avril 1989					
N° 28					
Tirage du mercredi 19 avril 1989					
N° 29					
Tirage du jeudi 20 avril 1989					
N° 30					
Tirage du vendredi 21 avril 1989					
N° 31					
Tirage du samedi 22 avril 1989					
N° 32					
Tirage du dimanche 23 avril 1989					
N° 33					
Tirage du lundi 24 avril 1989					
N° 34					
Tirage du mardi 25 avril 1989					
N° 35					
Tirage du mercredi 26 avril 1989					
N° 36					
Tirage du jeudi 27 avril 1989					
N° 37					
Tirage du vendredi 28 avril 1989					
N° 38					
Tirage du samedi 29 avril 1989					
N° 39					
Tirage du dimanche 30 avril 1989					
N° 40					
Tirage du lundi 1 mai 1989					
N° 41					
Tirage du mardi 2 mai 1989					
N° 42					
Tirage du mercredi 3 mai 1989					
N° 43					
Tirage du jeudi 4 mai 1989					
N° 44					
Tirage du vendredi 5 mai 1989					
N° 45					
Tirage du samedi 6 mai 1989					
N° 46					
Tirage du dimanche 7 mai 1989					
N° 47					
Tirage du lundi 8 mai 1989					
N° 48					
Tirage du mardi 9 mai 1989					
N° 49					
Tirage du mercredi 10 mai 1989					
N° 50					
Tirage du jeudi 11 mai 1989					
N° 51					
Tirage du vendredi 12 mai 1989					
N° 52					
Tirage du samedi 13 mai 1989					
N° 53					
Tirage du dimanche 14 mai 1989					
N° 54					
Tirage du lundi 15 mai 1989					
N° 55					
Tirage du mardi 16 mai 1989					
N° 56					
Tirage du mercredi 17 mai 1989					
N° 57					
Tirage du jeudi 18 mai 1989					
N° 58					
Tirage du vendredi 19 mai 1989					
N° 59					
Tirage du samedi 20 mai 1989					
N° 60					
Tirage du dimanche 21 mai 1989					
N° 61					
Tirage du lundi 22 mai 1989					
N° 62					
Tirage du mardi					

Le Monde

ECONOMIE

LES MOUVEMENTS DE L'EMPLOI

De multiples chassés-croisés

PAR son ampleur, le chassé-croisé impressionne. Pour aboutir à la création de 127 267 emplois supplémentaires en 1987, il aura fallu que 3,5 millions de personnes (3 457 845, exactement), sur 12,8 millions de salariés, changent de situation au cours de l'année : elles ont perdu leur emploi, ou elles en ont obtenu un et sont sorties du chômage ou, enfin, elles ont changé d'entreprise, celle-ci ayant entre-temps diminué ou augmenté ses effectifs.

Si on ne sait rien des déplacements quand ils n'ont pas entraîné de changements visibles dans la composition du personnel, les chiffres donnent la mesure des mouvements profonds qui animent le marché du travail. Positif cette fois, le solde final résulte d'une rotation qui joue sur des volumes considérables. Même lorsqu'elle est importante, la création d'emplois repose donc sur des phénomènes qui, par leurs fluctuations et leur masse même, la rendent à tout moment vulnérable. Un brin de paille porté ou précipité par un torrent aux humeurs imprévisibles.

Disponibles depuis peu et présentés pour partie dans la revue de l'UNEDIC (n° 111, décembre 1988 - janvier 1989), ces résultats ont été obtenus par les services statistiques du régime à gestion paritaire de l'assurance-chômage. Chaque année - malheureusement avec quinze mois de décalage - ils permettent de connaître les mécanismes qui sont à l'œuvre et de savoir comment ils ont agi sur les tendances de la conjoncture. Et, de ce point de vue, 1987 ne manque pas d'intérêt puisque, après une longue dégradation de l'emploi, le lent processus d'amélioration, amorcé depuis 1985, se concrétise enfin de façon évidente.

entreprises existantes, tandis que les disparitions d'établissements ont provoqué la perte de 480 759 emplois et que les naissances en ont offert 577 537.

Capable de fournir de nombreux postes de travail, signe de la capacité de renouvellement du tissu économique, le mouvement de naissance ou de mort des entreprises est particulièrement significatif. Alors qu'en 1985 on comptait 0,4 % d'entreprises en moins sur l'ensemble du tertiaire, le solde est redevenu positif en 1986 (+ 1,4 %) et en 1987 (+ 1,9 %). Au total, sur cette dernière année, on a enregistré plus de créations (177 874) que de disparitions (153 510).

La même tendance s'observe dans toutes les branches d'activité, à l'exception de l'industrie alimentaire et de celle des biens

Pour gagner 127 000 postes de travail en 1987, il a fallu des millions de déplacements, de créations et de suppressions...

de consommation. Preuve, s'il en est besoin, de l'optimisme des créateurs d'entreprise dans tous les domaines ou de la volonté des sociétés d'investir pour se développer. Une nuance, toutefois : la statistique ne permet pas de différencier les établissements authentiquement nouveaux de ceux qui sont dus à la volonté des groupes d'externaliser une partie de leurs activités dans des filiales ou des sociétés autonomes.

Quoi qu'il en soit, il est clair que la tendance est tirée par le commerce et les services, où les amplitudes sont plus fortes qu'ail-

leurs. Le renouvellement du parc d'entreprises y est particulièrement élevé : il entraîne des augmentations d'effectifs (+ 20,1 % en un an) dans les magasins, le transport, les télécommunications, les services marchands ou non marchands. Ce qui a sans doute pour conséquence d'accroître l'abaissement de la taille des entreprises créées. En trois ans, celles-ci sont revenues de 6,15 salariés, en moyenne, à 5,43 en 1987, alors que le nombre moyen des salariés dans les entreprises radiées est supérieur (5,86).

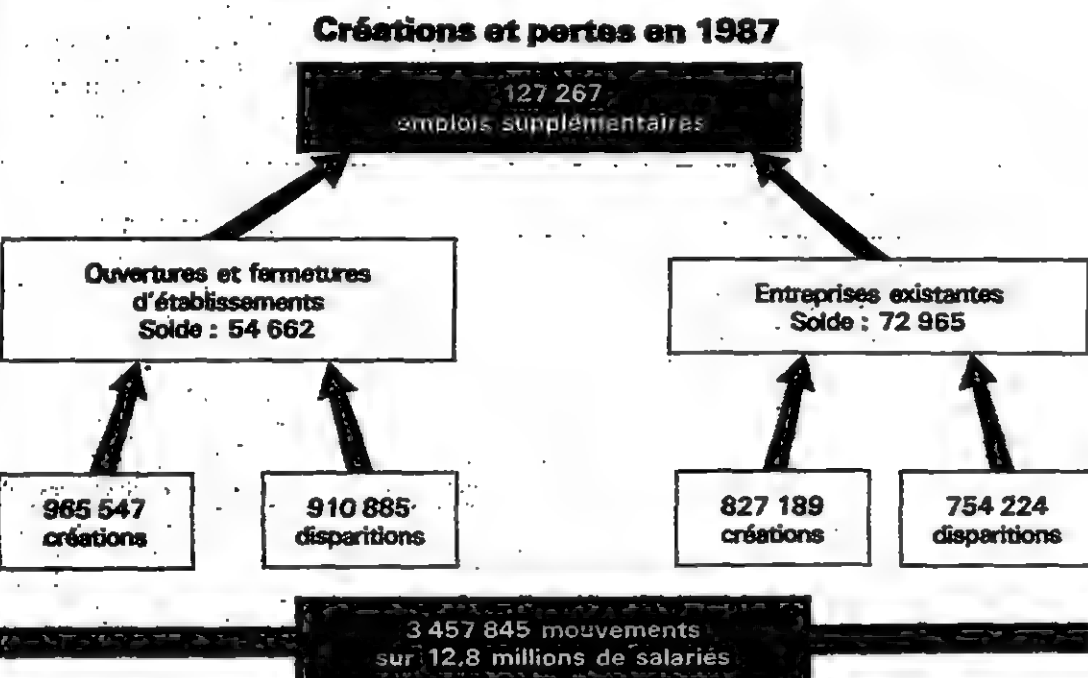
Dans l'ensemble, écrit l'UNEDIC, l'année 1987 est caractérisée par le même mouvement que celui amorcé en 1986, à savoir une déconcentration d'établissements avec gains d'emplois. Cela n'empêche pas les variations. Dans les industries de biens intermédiaires, d'équipement professionnel, de construction automobile ou le BTP, la « déconcentration » a entraîné des pertes d'emplois. Dans l'équipement ménager, elle s'est réalisée en maintenant les effectifs. Dans le tertiaire en général, les commerces avec les hypermarchés, les services marchands et les organismes financiers, il se trouve que les créations importantes d'établissements se sont accompagnées d'embellie du recrutement de nombreux salariés, tandis que les suppressions d'effectifs (dues notamment à la fermeture de petites boutiques) portent en moyenne sur des chiffres plus faibles.

effectifs dans les établissements maintenus s'était nettement ralenti. En 1986, on était revenu à une création nette d'emplois, grâce à l'apparition de nouvelles entreprises de taille plus petite, le tout « dans un contexte de moindres disparitions d'entreprises ». En 1987, on constate que la croissance est due à une augmentation du personnel des établissements existants.

Là encore, l'ampleur des mouvements de balancier varie selon les types d'activité. Si près de 19 % de l'ensemble des salariés travaillaient dans des entreprises dont les effectifs n'ont pas changé, ils n'étaient que 10 % dans ce cas dans l'industrie en général, et 1,89 % dans l'automobile. Alors que 45 % à 68 % des entreprises industrielles, selon les secteurs, ont continué de réduire le poids de leur main-d'œuvre - pour 21 % à 42 % qui l'accroissent - les sociétés du tertiaire privilégient la hausse des effectifs. 40 % à 51 % ont accru leur personnel, tandis que 10 % à 25,5 % l'ont diminué.

ALAIN LEBLANC

(Lire la suite page 22.)



La locomotive du tertiaire

Que s'est-il donc passé ? Sur le seul champ d'observation de l'UNEDIC, c'est-à-dire les entreprises cotisant au régime d'assurance-chômage, hors l'agriculture, l'évolution favorable des effectifs se partage, en fait, entre 72 965 créations nettes d'emplois dans les établissements (1) existants et 54 662 fournies par les entreprises qui sont nées pendant la période. Mais ces deux chiffres proviennent à leur tour de mouvements produits en amont. Une partie des établissements qui se sont maintenus au cours de l'année 1987 ont diminué leurs effectifs, perdant 754 224 emplois ; d'autres, au contraire, les ont augmentés, embauchant 827 189 personnes supplémentaires. Parallèlement, les entreprises ou les établissements qui ont disparu dans l'année ont fait perdre 910 805 emplois tandis que les sociétés nouvelles en créaient 965 547.

Selon les secteurs d'activité, on retrouve bien entendu les mêmes phases, mais les comportements varient en fonction de caractéristiques propres qui confirment l'effet d'entraînement joué par les services. Avec 112 012 emplois en moins, l'industrie régresse, tant en raison de variations de personnel dans les entreprises existantes (270 458 baisses pour 198 795 hausses) qu'en raison de la « démographie » des établissements (319 751 pertes dues à des fermetures, contre 279 402 embauches dues à des créations).

Le bâtiment gagne un peu d'emplois (+ 14 133), mais ces gains sont uniquement dus aux recrutements dans les entreprises « maintes ». Le tertiaire, en revanche, poursuit son ascension avec 224 414 créations d'emplois, tant par variation (+ 127 636) que par démographie (+ 96 778). Mais le dynamisme s'appuie sur de fortes variations et sur une plus grande mobilité : il y a eu 397 893 emplois supprimés et 525 529 emplois créés dans les

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES EN URSS

La démocratisation plus le panier de la ménagère

Des économistes proposent de réduire la propriété d'Etat, et de remplir les magasins, au besoin par des importations...

LES succès remportés lors des élections soviétiques du 26 mars par les plus chauds partisans de la perestroïka vont-ils permettre une relance des réformes économiques, souvent annoncées par les dirigeants mais freinées par les conservateurs dominants dans l'appareil du parti et de l'Etat ? Il est possible que le renouvellement des cadres mis en œuvre par ces élections - où, pour la première fois depuis plus de soixante-dix ans, un choix pouvait s'exprimer - fasse sauter quelques-uns des obstacles à une véritable refonte de la vie économique.

Car, quatre ans après l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, force est bien de constater que rien de décisif ne s'est produit dans ce domaine. La situation économique a continué de se dégrader, et l'affirmation selon laquelle il faut avoir la patience d'attendre les premiers fruits du changement est une faible consolation. Bien des mesures prises à l'origine par M. Gorbatchev ont fait la preuve de leur inefficacité et ont dû être annulées ou amendées.

C'est le cas, par exemple, de la lutte contre l'alcoolisme ou du comité d'Etat pour l'industrie agroalimentaire, créé en 1985 mais déjà expérimenté sous Brejnev, qui était censé remédier aux difficultés d'approvisionnement. Il vient d'être dit après que les dirigeants eurent compris l'immensité des mesures administratives pour venir à bout de la pénu-

rie. Pour augmenter la production agricole, M. Gorbatchev, poussé par ses conseillers, a tranché en faveur d'une remise de la terre aux paysans, sous forme de baux à long terme. Mais les conservateurs ont imposé que ces paysans « privés » travaillent au sein des fermes collectives, ce qui tempère les enthousiasmes et limite la portée de la mesure.

L'hésitation entre les progrès de la glasnost et les avancées de la démocratisation, d'une part, les échecs économiques, d'autre part, constitue sans doute un des principaux problèmes auxquels est confronté M. Gorbatchev. C'est en tout cas l'opinion de M. Nicolas Chmelev, économiste de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, qui, avec MM. Leonid Abalkine, Abel Aganbegian, etc., passe pour l'un des experts de la nouvelle politique économique.

Retour aux années 20

« Les prochaines années seront les plus difficiles à passer, dit-il. Combien ? Trois ou cinq. A long terme, je ne suis pas inquiet, car la direction générale existe. Dans les deux dernières années de sa vie, Lénine a eu quelques idées capitales. Après tout, au début des années 20, nous avons eu une économie très efficace, compétitive, ouverte, avec un rythme de croissance plus élevé qu'ailleurs et un rouble convertible... La tragédie a commencé il y a soixante

ans (avec la collectivisation des terres) ; depuis Staline, on a essayé les variantes les plus extrêmes, toutes, sauf une : la NEP (Nouvelle politique économique). On y revient dans des conditions nouvelles. »

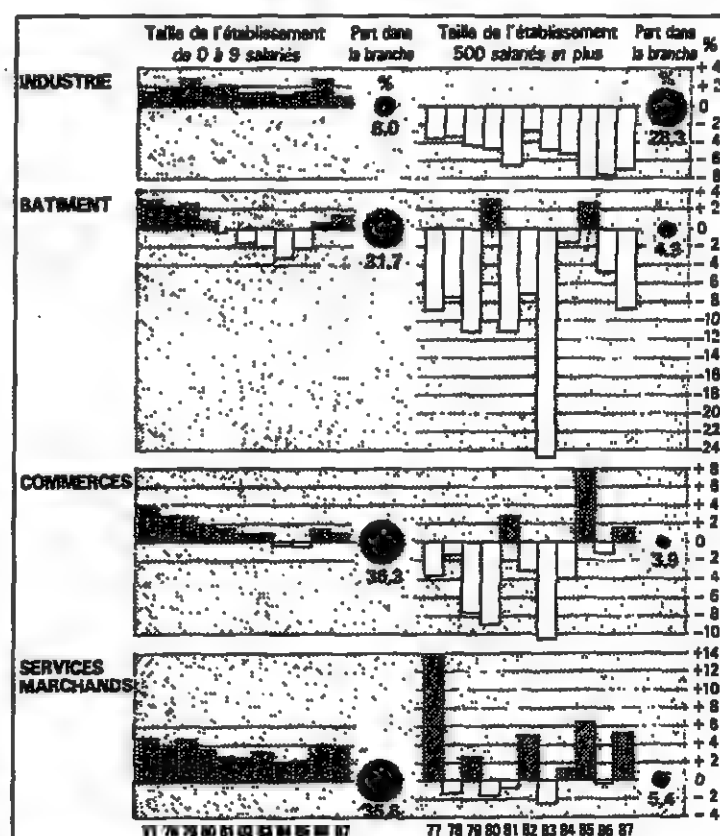
M. Chmelev imagine plusieurs scénarios de propriété à la fin des années 90 : les entreprises d'Etat fonctionneraient selon le principe de l'actionnariat ou des baux représentatifs environ 70 % de l'activité, tandis que les 30 % restants seraient aux coopératives, aux petites unités familiales et au capital étranger.

Concernant la gestion, 85 % de l'économie fonctionnerait selon la loi du marché, sans intervention administrative autre qu'un « pilotage » fiscal, et 15 % seulement du PNB seraient régis par le plan, notamment les industries travaillant pour la défense. M. Chmelev précise que ce tableau est valable « s'il n'y a pas de mouvement en arrière... ».

A court terme, la principale difficulté concerne, selon M. Chmelev, le déséquilibre - et même le renforcement de ce déséquilibre - entre l'offre et la demande, dont l'aspect le plus voyant est l'aggravation de la pénurie (« déficit ») dans les magasins. « Non que l'on produise moins, affirme M. Chmelev. On produit, au contraire, plus qu'il y a trois ans, environ 3 % de plus, mais, dans le même temps, la masse monétaire en circulation a crû de 30 % : d'où une inflation annuelle de 8 à 9 %, qui se manifeste sous sa forme soviétique, à savoir la pauvreté des étagères et les queues devant les magasins. »

de Moscou
DANIEL VERNET.
(Lire la suite page 22.)

Évolutions annuelles des effectifs de 1977 à 1987



Elle arrive... Elle est au cœur des affaires. Elle a ses forces et ses règles. Comment en faire partie ?

Le 1er livre d'une génération en pleine mutation

ROBERT PAPIN

GÉNÉRATION BUSINESS

Les clés pour agir

98 F

Dunod

En passant par la Sibérie

« **P**lus vos rapports avec Washington sont stables, plus il nous est facile, à nous Japonais, d'entretenir des relations commerciales avec vous ». Cette déclaration, qui vaut évidemment aussi pour les relations politiques, a été faite à la Pravda par un exportateur japonais à la veille de l'accord de Washington sur les euromissiles.

Toutefois, le prisme Est-Ouest est trop réducteur pour rendre intelligible la logique complexe des relations soviéto-japonaises qui s'inscrivent également dans une dynamique propre et dans le cadre régional Asie-Pacifique. Cet emboîtement sur le modèle des poupées russes est, à la différence du Joutet traditionnel, constitué d'éléments disparates qui se distinguent tant par leur histoire que par le ressort qui les anime.

L'Union soviétique et le Japon, qui n'ont à ce jour signé ni traité de paix ni accord commercial, entretiennent des relations très en deçà des possibilités que leur relative complémentarité économique et leur proximité géographique pourraient suggérer. Actuellement les échanges avec le Japon représentent 2 % du commerce extérieur soviétique (mais 11 % des échanges de l'URSS avec les pays de l'OCDE).

Ces relations ont, il est vrai, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, constamment buté sur la question territoriale des quatre îles les plus méridionales de l'archipel des Kouriles — appelées « territoires du Nord » —

par les Japonais (Habomai, Kunashiri, Shikotan, Eterofu), — dont Moscou et Tokyo se disputent toujours la souveraineté. Mais une série de récentes visites officielles constitue un signal parmi d'autres que les négociations pourraient reprendre sur cette question et, le cas échéant, déboucher sur un compromis acceptable par les deux parties.

Le Japon est en tout cas déjà le troisième fournisseur occidental de l'URSS, après la Finlande et la RFA. Et les Soviétiques sont intéressés par les facilités que pourraient offrir les industriels et les banquiers japonais. Comme d'autres pays de l'OCDE, le Japon pourrait prendre part à la restructuration de l'économie par l'octroi de crédits et un développement de la coopération industrielle.

Une « zone d'économie mixte »

En outre, les hommes d'affaires japonais pourraient participer à la mise en valeur de la Sibérie orientale. C'est dans cette région, infiniment plus proche de Tokyo que de Moscou, que se trouvent les plus importants gisements de matières premières d'URSS.

Dans cette optique, un certain nombre de mesures susceptibles de favoriser les échanges directs entre l'URSS et les pays limitrophes ont été annoncées. Les entreprises soviétiques de la région

Le développement de la région peut favoriser une coopération économique embryonnaire, entravée par les obstacles politiques.

devraient disposer d'un droit élargi d'accès direct au marché extérieur et de la possibilité de réutiliser une partie de leurs revenus en devises pour importer, à leur profit, des biens de consommation.

Les entreprises mixtes, soviéto-japonaises notamment, devraient bénéficier de conditions plus souples que dans le reste du pays, y compris en matière d'autonomie de gestion et d'imposition sur les bénéfices. Enfin, le projet d'une « zone d'économie mixte » sur le modèle chinois dans la région de Vladivostok est également annoncé pour attirer les entreprises et les capitaux japonais, mais les modalités et les délais de sa création restent flous.

Du côté japonais, le souci est double. D'une part, il s'agit pour une économie dynamique, fortement orientée vers l'exportation de trouver de nouveaux marchés. Leur expérience en Chine a familiarisé les Japonais avec l'activité dans le cadre d'une économie planifiée, centralisée, en phase de restructuration. De l'autre, les projets d'ouverture de l'Union soviétique sur l'ensemble des pays de la région Asie-Pacifique portent les milieux d'affaires nippons à vaincre leurs réticences et à

prendre des risques sur un marché aux gains incertains. Il s'agit pour eux de conserver en URSS l'avance qu'ils ont sur leurs concurrents sud-coréens.

La clef des évolutions

En 1987, sur cent cinq entreprises à capital occidental, six seulement comportaient une participation japonaise, et la seule à être entrée en fonctionnement, une entreprise pour le travail du bois, la Igrim-Tariku, installée près d'Irkoutsk, semblait connaître de sérieuses difficultés. En 1988, toutefois, les firmes Mitsubishi, Mitsui et Chiyoda ont donné naissance à la plus grosse société à capital étranger jamais créée en URSS. Il s'agit de la construction d'un complexe pétrochimique à Nijnevartovsk, en Sibérie occidentale, pour un montant estimé à 6 milliards de dollars (1).

C'est, en effet, dans cette perspective régionale que les relations soviéto-japonaises trouvent la clef de leur évolution actuelle. Du côté de Moscou, l'intérêt d'affirmer une identité asiatique et d'accroître les échanges avec les pays voi-

sins de la Sibérie est triple : souci de développer l'Extrême-Orient soviétique où se trouvent d'importantes richesses minières ; conscience que la région Asie-Pacifique connaît actuellement le développement le plus dynamique ; volonté de consolider par le resserrement de liens économiques la détente sur le plan politique.

Les activités de la Conférence pour la coopération économique dans la région Asie-Pacifique (PECC), qui regroupe la plupart des pays bordés par l'océan Pacifique, intéressent à ce titre l'URSS. Des représentants de l'Institut des relations internationales et de l'économie mondiale (IMEMO) de Moscou ont assisté en qualité d'observateurs à sa session de printemps, mais l'URSS ne pourra en être membre à part entière qu'avec l'appui du Japon. Il en va de même pour l'obtention de crédits auprès de la Banque asiatique de développement.

Du côté de Tokyo les gains économiques en Union soviétique ne devraient être, dans le meilleur des cas, que marginaux. Même si le montant des échanges s'accroît — après avoir fortement diminué depuis 1982 (-20 % en 1987), ils ont progressé en 1988 (+21 %) — il est peu probable que leur structure se modifie avant longtemps : exportations soviétiques de métaux non ferreux (or, platine, plomb) et de produits de la mer ; importations d'acier, de machines, de produits chimiques et de biens de consommation.

C'est plutôt une extension de leurs marchés en Asie du Sud-Est que les Japonais recherchent d'abord. Une amélioration de leurs relations avec leur plus proche voisin leur permettrait d'avoir les mains libres dans des pays sous influence soviétique qui font partie de la zone où, traditionnellement, s'est déployée l'activité japonaise : Cambodge, Laos, Vietnam.

Sur le plan politique, une part plus active prise par l'URSS dans la zone Asie-Pacifique jusqu'ici dominée par une seule grande puissance, les États-Unis, accroîtrait la marge de manœuvre des Japonais. Dans un jeu trilatéral, voire quadrilatéral si l'on inclut la Chine, le Japon pourrait prendre plus de liberté.

Aujourd'hui, le chemin de la montée en puissance japonaise passe par Moscou, tandis qu'à l'heure de la réconciliation entre l'URSS et la Chine, la dernière clef du volet asiatique de la politique soviétique se trouve à Tokyo. Tout semble plaider pour un arrangement sur les Kouriles qui serait alors la première concession territoriale soviétique depuis soixante et onze ans que les Américains pourraient bien regretter un jour, même s'ils ont jusqu'ici soutenu la position japonaise.

IRÈNE COMMEAU-RUFIN
chargée de recherche
à l'Institut français
des relations internationales.

(1) Un dollar vaut environ 6,30 F.

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES EN URSS

La démocratisation plus le panier de la ménagère

(Suite de la page 21.)

Avec d'autres économistes réformistes, M. Chmelev considère que la réussite de la politique de glasnost et de perestroïka suppose une amélioration tangible et immédiate des conditions de vie. « Les changements radicaux ne peuvent venir que d'un meilleur travail des grandes entreprises d'Etat. Pour cela, il faut du temps. Or nous avons besoin de résultats tout de suite », M. Chmelev cite trois possibilités pour manifester cette amélioration : « Une augmentation de la production agricole : il y a des potentialités. La multiplication des coopératives dans

les villes, malgré les résistances d'en haut et d'en bas. Enfin, la croissance des importations de produits de consommation. »

Cette dernière proposition peut paraître surprenante, alors que l'URSS doit économiser ses devises, mais, pour M. Chmelev, la structure des importations soviétiques est actuellement déséquilibrée. Il faut, selon lui, limiter les importations de blé (d'où la nécessité d'augmenter la production agricole) et de biens d'équipement pour les très grands projets industriels. Enfin, l'URSS peut emprunter sur le marché financier, en gageant ses emprunts sur ses réserves d'or.

Pour renforcer l'argument sur le déséquilibre entre l'offre et la demande, M. Chmelev met en cause l'énorme déficit budgétaire dont les Soviétiques viennent d'admettre l'existence. Il l'évalue à plus de 100 milliards de roubles, soit 13 % du PNB : « Il y a d'abord l'énorme poids du passé, mais également celui des erreurs nouvelles commises depuis 1982, dit-il. Nous avons trop d'investissements improductifs. En Occident, il faut deux ans en moyenne pour construire une usine ; ici, il en faut douze. La moitié des subventions de l'Etat sont dépensées dans des crédits sans espoir, dans des usines qui ne seront jamais terminées ou des entreprises qui seront toujours en déficit... Les organismes de planification ne se rendent pas compte de l'ampleur du déficit et de ses conséquences, et nous continuons d'augmenter les investissements (de 50 milliards de roubles cette année). Nous continuons à les financer par la planche à billets. »

Enlever les béquilles

« Il n'est pas encore trop tard, mais il n'y a pas de miracle en économie », déclare M. Chmelev, qui préconise des « mesures d'urgence » pour augmenter les recettes et diminuer les dépenses budgétaires. Du côté recettes, il propose de vendre « tout ce qu'on peut », ce qui fait beaucoup dans la mesure où en URSS l'Etat possède tout ou presque : la terre, les logements d'Etat, les canions... Il suggère le recours à des emprunts d'Etat, l'émission d'obligations portant un intérêt plus rémunérateur que celui des caisses d'épargne.

De l'autre côté, il propose de réduire les dépenses en coupant d'un tiers dans les investisse-

ments, en limitant les frais de la course à l'espace et les aides au tiers-monde, ainsi que les subventions aux « canards boiteux ». « 70 % des kolkhozes et des sovkhozes assurent 20 % de la production agricole et sont éternellement déficitaires. Il faut enlever les béquilles, même si cette mesure radicale doit entraîner la disparition des exploitations déficitaires. » Cette question a été largement débattue lors de la réunion de mars du comité central ; les conservateurs menés par M. Egor Ligatchev, responsable de l'agriculture au bureau politique, se sont battus pour le maintien des subventions aux kolkhozes et aux sovkhozes déficitaires au nom du « pouvoir soviétique ».

Entre les mesures immédiates destinées à remplir les magasins de marchandises importées d'Occident et le rêve à long terme d'une NEP actualisée, M. Chmelev préconise quelques décisions qui permettraient de préparer les étapes futures : la diminution des commandes d'Etat qui régnent encore en maître dans la régulation des échanges économiques, la réforme des prix de gros, la création d'un marché des capitaux, la vente en gros des biens d'équipement (substituée à leur répartition administrative), la convertibilité du rouble (dans un premier temps, limitée aux entreprises) et le démantèlement de l'appareil ministériel bureaucratique (un seul ministère de l'industrie remplacerait la soixantaine de ministères actuels).

La pierre de touche du passage d'une économie administrative à une économie de marché, les spécialistes soviétiques le savent bien, c'est la réforme des prix. Les autorités l'ont évoquée à plusieurs reprises, mais son terme a été sans cesse repoussé par crainte des conséquences sociales qu'un bouleversement du système des prix et la suppression des subventions pour les produits de première nécessité pourraient avoir, comme ça a été le cas dans d'autres pays socialistes.

M. Chmelev prêche la prudence en la matière, mais n'en abandonne pas pour autant l'idée d'une réforme des prix de détail. « Elle peut attendre un peu, même si elle est inévitable. Pour des raisons psychologiques et sociales, il faut avant de la lancer montrer que la vie est devenue meilleure en remplissant les magasins. »

De Moscou
DANIEL VERNET.

LES MOUVEMENTS DE L'EMPLOI

De multiples chassés-croisés

(Suite de la page 21.)

« Le retour à la progression des salaires résulte à la fois d'un tassement des établissements en réduction d'effectifs, et d'une amplification très nette des établissements en création d'effectifs », estime l'INEDIC, qui précise son analyse. Six secteurs atténuent leurs baisses d'effectifs, à savoir les industries d'équipement professionnel ou ménager, les transports, les télécommunications, les locations immobilières, les assurances et les organismes financiers.

Cinq autres secteurs accentuent les baisses : l'agriculture, les industries agricoles et alimentaires, l'énergie, l'industrie de l'équipement ménager et de l'automobile. Ce mouvement d'atténuation et d'accentuation est particulièrement marqué dans les industries de biens intermédiaires, les services marchands ou non marchands.

La poussée des petites

En voie de rétablissement, la situation de l'industriel reste compliquée. Les pertes d'emplois importantes sont moins provoquées par la fermeture d'établissements que par des réductions de personnel, deux fois plus nombreuses. Cela explique que le recul des effectifs soit difficilement enrégulé.

Cette évolution trouve également son origine dans un autre facteur déterminant, celui de la création d'emplois par les petites entreprises, quand les grandes continuent d'en perdre. Dans les établissements de moins de 200 salariés, on dégage un excédent d'emplois de travail qui va jusqu'à 2,8 % dans celles qui emploient de 5 à 9 salariés. En revanche, les entreprises de plus de 200 salariés ne cessent de faire disparaître des emplois : la baisse est de 4,4 % dans celles de 500 salariés et plus, soit 81 945 suppressions nettes.

Le cas est particulièrement patent dans l'industrie, et ce depuis onze ans, les périodes les plus noires du chômage coïncidant parfaitement en 1984 et 1985 avec les moments où les petites entreprises et les petites entreprises du bâtiment ont, à leur tour, globalement perdu des effectifs. Mais, hormis entre 1982 et 1983, avec des variations parfois négatives, les services marchands ont joué à plein leur rôle de locomotive, quelle que soit cette fois la taille des entreprises. Ce qui ne fait que confirmer la thèse selon laquelle le développement futur de l'emploi, et pas seulement dans des unités minuscules, dépend davantage de la croissance des activités du tertiaire, appelées à se substituer aux secteurs industriels. La modernisation de l'économie passe aussi par là.

ALAIN LEBEAUE.

(Publicité)
LE MYSTÉRIEUX MILLION, UNE AFFAIRE DE PLUS ?

En tout cas une bonne affaire pour ceux qui vont se le partager. L'hebdomadaire Business Bourse vient de lancer un grand concours : « Savez-vous planter vos sous ? » Douze questions faciles et amusantes pour vous aider à mieux comprendre l'univers des placements. Un million de francs de prix sont en jeu, dont un premier prix de 100.000 F en espèces.

La première question est dans le numéro en vente dès le 8 avril, 15 francs, chez votre marchand de journaux.

Business Bourse, 11, avenue Herbillon 94160 SAINT-MANDÉ

IEMI INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

2^e SESSION RENTRÉE FEVRIER 89
Cycle accéléré aux étudiants de 1^{er} et 2^e cycle voulant changer d'orientation sans perdre une année

1 ^{er} CYCLE	2 ^e CYCLE
2 ans de formation européenne de Management international en alternance études et stages européens Londres Barcelone Stuttgart New-York	LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES avec le centre de management aux affaires de Genève 10 mois de management et de missions professionnelles européennes

ADMISSION
1^{er} CYCLE : BAC (Toute série) ou 1 année classes préparatoires ou universitaire
2^e CYCLE : Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent

FINANCEMENT A 100 % - PRET ETUDIANT

INSCRIPTION APPELÉ LE : (1) 42 66 66 82

IEMI - 71 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75005 PARIS
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR KIL ROPEEN

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE
36.15 LE MONDE

Le Monde AVRIL 1989

DOSSIERS & DOCUMENTS

A QUOI SERVENT LES MATHS

- Le principal outil de sélection du système scolaire
- Un langage commun aux autres sciences
- Le bilan de l'enseignement des maths en France et à l'étranger

LITTÉRATURE D'AFRIQUE

- Le renouvellement sémantique
- Non conformisme politique et précarité sociale
- Des conditions de création et de diffusion difficiles

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Handwritten signature or mark.

ET LES QUATRE « DRAGONS »

La fougue des Sud-Coréens

PAR la puissance économique qu'il représente, le Japon est certes l'élément incontournable de toute politique asiatique. Mais, parmi les différents facteurs qui ont poussé l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev à repenser sa diplomatie dans cette partie du monde, il y a aussi la montée en puissance des « petits dragons » de l'expansion, à commencer par la Corée du Sud.

Depuis un an, ce sont d'ailleurs les relations entre l'Union soviétique — et plus généralement les pays du bloc de l'Est — et Séoul qui ont connu le développement le plus spectaculaire. La Hongrie est devenue le premier pays du bloc de l'Est à établir des relations diplomatiques avec la Corée du Sud. Mais la visite récente à Moscou de M. Chang Ju-yung, président de Hyundai, le premier groupe sud-coréen, et l'ouverture en avril, à Moscou et à Séoul, de représentations commerciales des deux pays sont tout aussi symptomatiques.

Pour l'instant, l'Union soviétique ne souhaite pas aller plus loin dans la reconnaissance de la Corée du Sud, afin de ne pas s'aliéner celle du Nord. Mais il y a derrière ces changements rapides une convergence d'intérêts réciproques et de complémentarités : l'URSS cherche à se dégager de son marasme économique et les petites puissances d'Asie, confrontées au protectionnisme des pays industrialisés, sont en quête de nouveaux partenaires.

A Vladivostok en juillet 1986, puis à Krasnotarsk en septembre dernier, M. Gorbatchev a clairement déclaré que l'URSS entendait se tourner davantage vers le Pacifique. A l'exception du Japon et jusqu'à l'arrivée au Kremlin du nouveau dirigeant soviétique, Moscou avait négligé les petits pays capitalistes d'Asie. S'il existe désormais une volonté politique, il

reste à voir comment elle se concrétisera.

A priori, l'URSS a beaucoup à offrir à l'Asie : un marché potentiel considérable, un besoin en assistance technique et scientifique qui ne l'est pas moins et des ressources naturelles importantes. En échange, les petites puissances économiques asiatiques peuvent fournir à l'Union soviétique une haute technologie qui lui fait défaut (et qui est peut-être plus adaptée à ses besoins que celle, hyper-sophistiquée, des Japonais) et devenir une source d'investissement.

C'est sur cette voie que s'engage, avec leur fougue habituelle, les Coréens. Les Soviétiques souhaieraient qu'un autre « des petits dragons », Singapour, en fasse autant. Les relations avec les deux autres « dragons », Hongkong et Taiwan, sont compliquées par le fait que ce sont des communautés chinoises et que, par conséquent, toute politique à leur égard s'inscrit dans le contexte des relations avec Pékin. Taiwan n'en a pas moins envoyé des missions économiques à Hanôï. Un courant d'échanges ne s'en développe pas moins entre Taiwan et les pays d'Europe de l'Est.

Un niveau modeste d'échanges

Si des perspectives existent, il y a aussi des réalités qui résistent et incitent à penser que des progrès substantiels tarderont peut-être à se faire sentir. Les relations de l'URSS avec la Chine se sont certes améliorées au cours des derniers mois mais, avec les autres pays de la région, elles restent à un niveau modeste. Si l'on pense que le Japon, première puissance régionale, ne réalise guère plus de 2 % (5 milliards de dol-

Comptant sur Moscou pour améliorer les relations avec le voisin du Nord, ils multiplient les projets.

lars) du montant de son commerce extérieur avec l'URSS, on peut imaginer ce qu'il en est avec les autres pays de l'Asie capitaliste.

Ainsi les exportations soviétiques en direction de l'ensemble des pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour) sont-elles légèrement inférieures à celles destinées au Danemark et les importations légèrement supérieures à celles en provenance de Suède. Des considérations d'ordre politique (la menace que représente pour la région la présence navale soviétique au Vietnam ; les incertitudes que suscite le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge) limitent la coopération entre les pays de l'ASEAN et Moscou.

En se rendant en décembre aux Philippines, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edouard Chevardnadze, était la première personnalité gouvernementale du Kremlin à visiter Manille depuis que les deux pays ont établi des liens diplomatiques en 1976. Moscou avait clairement choisi pour son offensive de charme dans la région le pays qui, pour des raisons internes, est le plus sensible aux ouvertures soviétiques.

Le gouvernement philippin, après avoir renégocié l'accord sur les bases américaines, voudrait avoir l'air de prendre des distances par rapport à Washington. Les échanges entre les deux pays se chiffrent modestement à 40,5 millions de dollars. Mais la présidente, M^{me} Aquino, a annoncé à une délégation sovié-

que son intention d'envoyer ce mois-ci à Moscou une mission commerciale de haut niveau.

Une autre limite objective au développement des relations de l'URSS en Asie et dans le Pacifique tient aux incertitudes qui planent sur la réalisation du programme de réformes internes décidé par M. Gorbatchev. Avec une population de huit millions d'habitants sur sa côte Pacifique, l'URSS ne compte guère que pour 1 % dans la production totale de la région Asie-Pacifique, et moins de 10 % du commerce soviétique s'effectuent avec cette partie du monde. A terme, les Soviétiques voudraient mettre en chantier, avec l'aide étrangère, un vaste programme de développement de zones économiques spéciales sur la côte Pacifique (comme celles qui existent déjà en Chine) ayant pour centre névralgique Vladivostok.

Pour des raisons qui leur sont propres les Coréens du Sud sont les plus actifs à jouer la carte soviétique : la division de la péninsule et la menace que constitue le Nord incitent Séoul à s'engager à fond dans une politique de détente et de « désenclavement » de Pyongyang, qui passe à la fois par Pékin et Moscou. Les Jeux olympiques de Séoul ont été habilement utilisés par le gouvernement sud-coréen pour confirmer l'évolution rapide des relations avec la Chine depuis l'élection de M. Roh Tae-woo à la tête du pays (décembre 1987) et pour débloquent la situation avec l'URSS et les pays du bloc de l'Est.

Ce qu'on appelle dans la capitale sud-coréenne « la diplomatie en direction du Nord », dont les grandes lignes ont été annoncées le 7 juillet 1988 par le président Roh Tae-woo, s'est avérée payante. Elle a contribué à déplacer la question de la détente dans la péninsule du domaine purement politique des rapports de forces à celui de la coopération économique avec les alliés de Pyongyang (la Chine et l'URSS), voire avec la République populaire démocratique de Corée, comme tendrait à le montrer un timide démantèlement des échanges commerciaux depuis quelques mois.

Des risques de pesanteurs

Les Coréens sont des fonceurs : ils se sont engouffrés dans la « brèche » et les projets en URSS se multiplient : la société Jindo a ainsi investi 1 million de dollars dans l'industrie de la fourrure et Samsung se prépare à ouvrir un bureau à Moscou. Les Soviétiques voudraient surtout voir les industriels sud-coréens s'intéresser à la Sibérie.

En 1987, les exportations sud-coréennes en direction de l'Union soviétique s'élevaient à 67 millions de dollars (et les importations à 97 millions). Au cours de 1988, les échanges ont atteint plus de 250 millions de dollars, ce qui est toutefois comparativement faible par rapport au montant des échanges avec la Chine (plus de 2 milliards de dollars). En décembre l'URSS a obtenu un prêt de 300 millions de dollars des Coréens, tandis que la Hongrie en recevait un autre d'un montant de 125 millions.

Les relations économiques avec l'URSS, qui jusqu'à présent, transitaient par des pays tiers, devraient bénéficier du récent

accord intervenu entre Moscou et Séoul établissant une liaison maritime directe entre Vladivostok et le port de Pusan, au sud de la péninsule. Mais les Coréens risquent rapidement de se heurter aux mêmes pesanteurs que les Japonais ont rencontrées dans le développement de la Sibérie (voir ci-contre l'article d'Irène Commau-Ruffin) où ils ont huit projets en cours. A moins que les Soviétiques ne changent.

Sans que disparaissent pour autant les rapports de forces militaires, se dessine en Asie du Nord-Est une diplomatie qui est de moins en moins idéologique et de plus en plus fondée sur la convergence d'intérêts économiques. Le déblocage des relations entre l'URSS et ses « ennemis » d'hier, comme la Corée du Sud, ayant d'ailleurs un effet de boule de neige : c'est ainsi que les Coréens du Sud et les Vietnamiens ont commencé à tisser des liens commerciaux.

Pour l'instant, le développement des relations entre les petites puissances d'Asie et les pays communistes est perçu de manière favorable par les Etats-Unis et le Japon en ce qui concerne les aspects purement économiques. Il pourrait cependant rapidement poser des problèmes en matière de sécurité : les technologies que les « petits dragons », en particulier les Coréens, sont à même de fournir à l'URSS ne sont en effet pas soumises aux réglementations du COCOM, dont ces pays ne font pas partie. A terme des transferts de technologies sensibles pourraient aggraver la tension dans les relations bilatérales entre la Corée du Sud et les Etats-Unis et accentuer notamment un anti-américanisme de plus en plus perceptible à Séoul.

PHILIPPE PONS.

Relever les défis incroyables de nos clients
est un jeu pour nous.
Il faut bien que jeunesse se passe.

GROUPE SEGIN
INFORMATIQUE TELEMATIQUE INGENIERIE INFORMATIQUE

Notre force, c'est le goût d'avancer, la volonté d'innover, l'ardeur à relever des défis, l'envie de grandir. Et grandir, ça nous amuse. Aujourd'hui, nous gérons comme pour une 200 % des transactions Carte Bleue en France; notre centre serveur télématique

nous a fait l'immense plaisir de devenir le premier français en 1987; les grands centres informatiques raffolent de nos prestations d'ingénierie, surtout quand elles sont pointues. Nous permettons de mieux communiquer à plus de 120 clients parmi les plus

grands dans la Banque, la Distribution, la Communication, l'Assurance et les Administrations. Leur apporter à chaque fois des services à forte valeur ajoutée c'est un sacré programme. Nous, ça nous amuse et nous sommes prêts à en faire encore plus.

GRANDIR, ÇA NOUS AMUSE.
RUE DE LA POINTE - 21 - 99133 SEGUIN - TEL. 20.60.79.79 - 3, RUE BELLIINI - PARIS-14 - DÉPENSE 11 - 75006 PUTEAUX - TEL. (1) 47.76.42.58

La chronique de Paul Fabra

C'est pas seulement la culture de notre société, le respect qu'on y témoigne à autrui, autrement dit la morale (qu'on n'accepte aujourd'hui qu'à condition de l'habiller de son nom, l'éthique, qui veut dire exactement la même chose), et accessoirement la santé des agents économiques en lesquels nous sommes presque tous destinés à être transformés, qui risquent de faire les frais de la course incessante à la compétitivité prise à gauche comme à droite. C'est aussi, plus souvent qu'on veut bien l'admettre, et à terme de plus en plus rapproché, les succès de l'économie eux-mêmes qui pourraient se trouver compromis. La recherche à tout prix de la performance serait-elle en passe de devenir une source habituelle de contre-performance ?

Il me semble que c'est la question la plus importante que soulève la « sortie », par ailleurs assez pitoyable, du directeur général de la Société de Bourse des valeurs françaises. « La Bourse n'est pas faite pour la veuve de Carpentras qui passe des ordres tous les dix ans », avait dit M. Gérard de la Martinière, plus technocrate que nature, à l'occasion d'un récent forum organisé par l'université Lyon-II (voir l'article d'André Dessot dans le Monde du 6 avril « Faut-il éliminer les petits porteurs ? »). Replacés dans leur contexte, ces propos ont un sens on ne peut plus clair. Selon l'ancien secrétaire général de la COB (de 1984 à 1986), « l'organisation technique du marché (la confrontation des ordres et la formation des prix) doit être la plus performante possible ». A cette fin, ajoutait-il, « il faut faire une sélection entre les ordres, de façon à ne pas surcharger les circuits informatiques avec une multitude de petites opérations ». Cela conduit Gérard de la Martinière à proposer — sans rien — de traiter les petits ordres « non significatifs » (c'est lui qui en décide) « du prix du marché, mais pas sur le marché ». Ne s'intéressant qu'à la technique du marché, il ne voit pas qu'il précipite le retour au marché noir, c'est-à-dire à un marché où la totalité des offres et des demandes cesse d'être contraincée. Un gros lapsus en attirant un autre, le représentant des professionnels semble estimer que la modernisation de la Bourse française a eu pour conséquence de renchérir le coût des petites transactions, dont le marché, selon toute apparence, avant la réforme introduite par Pierre Bérégovoy en 1985, continuait par Edouard Balladur et reprise aujourd'hui par le même ministre des finances socialiste, paraissait s'accommoder. Comment cela serait-il possible ?

Carpentras a cinq millions d'habitants

Faute de calculs auxquels on puisse véritablement se fier, on est tenté d'attribuer l'explication de l'évolution à rebours constatée au véritable bouleversement survenu dans la composition de la clientèle des intermédiaires boursiers (les ex-agents de change, dénommés désormais sociétés de Bourse).

Selon un sondage datant de 1973, 80 % environ des titres échangés sur la place de Paris l'étaient sur ordre de personnes privées. A l'époque, les institutions, dont le métier est de gérer collectivement les placements des épargnants, fournissaient aux intermédiaires boursiers les autres 20 %. La proportion s'est complétement inversée. On s'accorde pour penser qu'aujourd'hui les achats et les ventes directs opérés par les porteurs individuels ne représentent plus que 15 % du montant total des transactions, la grande majorité étant désormais le fait des institutions.

Ces chiffres sont en effet éclairants. Ils n'expliquent cependant pas tout. On a beau essayer de se faire au mode de pensée et d'expression de l'économisme ambiant, mélange du culte nouveau voué à l'entreprise et de la redécouverte des fonctions éminentes du marchand, on a du mal à croire que le souci de la rentabilité conduise à opérer une sélection, au détriment de toute une catégorie, fût-elle devenue minoritaire de la clientèle. Où a-t-on vu que les progrès de l'industrie et du commerce doivent conduire à pareille discrimination ?

Notons tout de même que les progrès tant vantés du nouveau libéralisme ont abouti dans un autre secteur — celui du crédit — à une sélection comparable. A la faveur, si l'on peut dire, de la déregulation bancaire, les petites et moyennes entreprises voient désormais leurs facilités d'accès aux sources de financement se dégrader sérieusement par rapport à celles des grandes sociétés.

La déclaration de Gérard de la Martinière ne peut-elle même se comprendre qu'à la lumière de la mesure qui sera introduite la 1^{re} juillet prochain à la Bourse de Paris, comme elle l'a été à quelques années à New-York, puis à Londres, amenant avec elle de profondes modifications non seulement des pratiques boursières, mais aussi dans le climat général du marché. Cette mesure, c'est la liberté donnée aux clients et aux sociétés de Bourse de négocier librement les frais de courtage (commissions).

C'est vrai que ces commissions fixées par un barème unique, dégressif et plafonné, peuvent s'analyser comme des rentes de situation. Traditionnellement, elles servaient de compensation aux sévères limitations imposées aux professionnels de la Bourse, auxquels il était fait défense d'intervenir sur le marché pour leur propre compte. Cette interdiction visait à empêcher tout conflit d'intérêts entre l'agent de change et son client.

Ce souci de déontologie inspirait parallèlement à Londres l'ancienne séparation entre le métier de broker (simple courtier) et celui de jobber, dont la fonction était au contraire de se porter contrepartie des achats et des ventes de la clientèle. Selon le vocabulaire consacré, le rôle de ce dernier était donc d'assurer la « liquidité » du marché, c'est-à-dire la certitude de pouvoir, selon le cas, acquiescer une valeur ou s'en défaire.

DEPUIS quelques années, afin précisément d'élargir les assises du marché de Paris et de mettre celui-ci sur le même pied que son rival londonien, les pouvoirs publics, sans grand succès il est vrai, ont essayé d'acclimater cette fonction de contrepartie. Entre-temps, de l'autre côté de la Manche, on a fait table rase de la vieille réglementation. Broker et jobber ont pu fusionner à la faveur du « big bang » qui a propulsé en octobre 1986 la Bourse de Londres sur une autre trajectoire.

Mais la tâche est rendue redoutable précisément par le rôle désormais prépondérant joué sur le marché de Paris comme sur celui de Londres par les institutions. Les gérants de SICAV et de fonds de placement se connaissent tous, et c'est devenu un lieu commun et un sujet de moquerie que de relever, multiples exemples à l'appui, leur comportement moutonnier. Aucun d'eux ne veut être en retard sur la nouvelle tendance qui est censée se dessiner sur le marché. Tout le monde achète en même temps ou presque en même temps, même synchronisme pour la vente, d'où l'instabilité (appelée en français la volatilité) accrue des cours. Leur propension plus grande que jamais à monter en flèche et à plonger à l'unisson.

Comment organiser dans de pareilles conditions la contrepartie ? Même si les nouvelles sociétés de Bourse sont pour la plupart éphémères par de puissants actionnaires, grandes banques françaises ou étrangères, elles devraient

mobiliiser des sommes considérables pour se porter acheteurs ou vendeurs à contre-courant du marché, une attitude qui, au surplus, ne correspond pas à la psychologie ambiante. Depuis quelques mois, à Londres, le « big bang », modèle implicite de nos réformateurs, tourne au cauchemar ou à la farce. On voulait élargir le marché, on retrouve trois ans après, pour jouer les contreparties, quatre grandes maisons qui ont pris la suite des anciens quatre grands jobbers.

De la clientèle privée, d'où émanent les petits ordres, qui ne sont du reste pas si petits que cela, lorsqu'ils viennent de riches capitalistes, on continue d'écarter des commissions (plus fortes qu'à Paris), tandis qu'on en dispense les gros clients institutionnels.

Mais ce genre de gratuité est à rapprocher de ce qu'on appelle par dérision le crédit gratuit. Les scandales se sont multipliés à Londres : pour la plupart, ils ont pour origine l'activité de *market maker*, c'est-à-dire des contreparties. Sur une plus petite échelle, les mêmes maux se sont introduits à Paris. Dans son dernier rapport, la COB dénonce le comportement de charges très connues : Boscher et Puget, dans une autre affaire concernant La Redoute. Dans une autre affaire, la même charge Puget et la banque Dreyfus ont été mises en cause.

Selon la réglementation en vigueur, les opérations de contrepartie doivent être portées sur des comptes spéciaux dont le client peut à sa demande avoir communication. Ainsi espère-t-on consolider la muraille de Chine que, selon l'expression consacrée, les professionnels ont le devoir d'édifier eux-mêmes, pour séparer leurs différentes activités, chaque fois que l'une d'elles risque de les placer dans un camp opposé à celui de leur client.

Touche préoccupation des auteurs du code de déontologie ! Dans les affaires citées, on a constaté que les opérations en question avaient été portées sur un compte d'« erreurs ».

Ces bavures n'empêchent pas nos pouvoirs publics d'être à nouveau pris d'enthousiasme pour la fonction de contrepartie. Ils espèrent bien la faire enfin adopter comme pratique courante par le marché de Paris. Selon un projet en cours de discussion, on encouragerait les sociétés de Bourse à s'y lancer.

On leur permettrait, si elles prennent position sur des gros blocs de titres et par conséquent encouragent de gros ris-

ques, d'opérer en dehors de la fourchette des cours du marché. Reste à savoir si la meilleure façon d'assurer la liquidité de celui-ci est d'inciter ouvertement les intermédiaires bancaires à s'investir dans des opérations à haut risque.

CETTE question ne appelle une autre, plus terre à terre, mais propre à mettre en lumière toutes les facettes de l'action punitive préparée ouvertement — c'est plus réjouissant de prévenir les victimes — par Gérard de la Martinière et ses mandants (les grosses banques britanniques, Werburg par exemple, ou françaises qui ont acheté les ex-charges d'agent de change) : qui supportera le coût de ces hauts risques ? Ce sera, vous l'avez deviné, la veuve de Carpentras. L'option qu'on lui laissera sera la suivante : ou bien elle s'obstine à gérer individuellement son portefeuille, et dans ce cas elle paiera des frais de courtage plus élevés ; ou bien elle confie son épargne, comme on la pousse à le faire, à un OPCVM (organisme de placements collectifs en valeurs mobilières), type SICAV, et dans ce cas, elle ne saura jamais — vertu d'un marché transparent — qu'on aura, bien sûr pas toujours, acheté pour elle (dont l'épargne est noyée dans le « bloc ») plus cher qu'au cours du marché. Mais, avec un peu de chance, la Bourse de Paris pourra être plus performante. Pour qui ? Qu'elle soit gouvernée par le RPR ou les socialistes-démocrates, la France reste le pays bête des lobbies. Il semble qu'il y ait aujourd'hui quelque chose de directement actionnaire qui possède directement leurs titres. Parmi eux, la moitié seulement font plus d'une transaction par an ; on compte donc beaucoup de veuves de Carpentras. Ces opérateurs privés présentent un très grand avantage : de par la stabilité qu'ils apportent au marché, ils tempèrent la tendance à la volatilité des cours.

Le cri du cœur de Gérard de la Martinière révèle d'autres incompatibilités d'humour. Ils constituent le gros de l'actonariat de Saint-Gobain, une société citée en exemple pour la stabilité de son capital. Stabilité de capital, moins profits pour les intermédiaires de la Bourse. Dans le marché d'aujourd'hui, les professionnels sont en quelque sorte des initiés par nature, car ils sont seuls en mesure d'avoir la connaissance de tous les cours cotés en continu et de l'origine des ordres. Mais il est des opérateurs privés qui compensent cette initiation par leur intelligence du marché.

Cela n'est guère supportable aux yeux des gestionnaires professionnels. De là à charger un peu plus la barque de ceux qui naviguent en solitaire...

Notes

de lecture

par Alfred Sauvy

BERNARD CHAVANCE

Le système économique soviétique de Brejnev à Gorbatchev

Il est passé le temps où, dans la faiblesse des connaissances, les jugements sur le régime dépendaient étroitement de la tendance politique de chacun, le plus souvent aux deux extrêmes. Les descriptions claires de Marie Livigne, de Basile Karbay, de l'Ecosais A. Nove, d'autres aussi, ont été complétées par le maître de conférences à Paris-VII Bernard Chavance, sur l'évolution du système pendant la dernière génération.

Vingt pour cent de la population active dans l'agriculture, c'est un test mondial, qui nous reporte loin en arrière. Alors que l'Européen cherche le droit à l'emploi, le Soviétique aspire à la mobilité. Moins « normale », moins explicable, paraît la hausse, pendant les années 70, de l'indice qui on peut appeler le test le plus significatif du « développement » : la mortalité infantile. Quant à l'espérance de vie masculine, sa baisse anormale, non sans rapport avec l'alcool, semble ensuyée.

Pendant l'ère Brejnev, le système a conservé ses méthodes et son rythme : à l'amélioration initiale du niveau de vie a succédé une stagnation, test de difficulté intense. La productivité générale semble la moitié de celle des Etats-Unis, mais Gorbatchev a rejeté l'idée, parfois exprimée, du pouvoir stimulant d'un chômage limité.

Significatif, le sondage sur les catégories dont il conviendrait de limiter le nombre : une très forte majorité cite les travailleurs des bureaux, mais une majorité en vote aussi aux « scientifiques ».

Gorbatchev a été plus loin et plus sûrement que la réforme de 1985 : « Alors que, auparavant, était interdit tout ce qui n'était pas expressément autorisé, il est, cette fois, permis de faire tout ce qui n'est pas interdit. » Fatalement freinée par la bureaucratie, la réforme de 1986, *perestroïka*, doit s'accompagner de la lumière, la *glasnost*. Parmi les gagnants potentiels, les consommateurs, et, à plus long terme, parmi les perdants, les générations des plus âgées.

Pronostic général peu assuré et, en tout cas, assez incertain du reste.

★ Nathan, Paris, 1989, 19 cm, 209 pages, 57 F.

PATRICK MAURISSON (études présentées par)

La théorie générale de John Maynard Keynes : un cinquantenaire

Un demi-siècle, en effet, et peu de survivants pour se rappeler les conditions dans lesquelles a été écrit cet ouvrage : « grande dépression » dans le monde, amputation relative en Angleterre, après la dévaluation de la livre, trouble profond dans les esprits : dix-huit économistes, pour la plupart français, commentent « le prophète », en donnant leur interprétation. L'accord est loin d'être général, tant sont nombreux les points obscurs de la théorie générale, et même les contradictions. Sur un point, cependant, large convergence : l'influence d'Irving Fisher.

Cette lecture ne saurait être trop recommandée tant l'ensemble rappelle la comparaison classique entre économie et médecine. Est-il possible de dire qu'une théorie est vraie ? Plus intéressant serait de savoir si elle est utile. Regrettons plus que jamais la très faible place de l'expérience dans cet ensemble. Pendant cinquante ans, bien des politiques ont été tentées, bien des comptes nationaux ont été tenus, mais les exemples donnés ici ne sont toujours que d'opportunistes. Reproche classique, certes, surtout en Europe. Et cependant, l'objectif final n'est-il pas la bonne santé économique, c'est-à-dire l'état satisfaisant de tous les organes, y compris, si l'on ose dire, la balance des paiements ? Utile ait été, par exemple, de rappeler l'expérience cruelle de M. Maynour en 1981.

Théorie générale ? Ce terme, j'ai comme par défi (Keynes était un homme d'humour), avait quelque peu choqué François Perroux, qui proposait de « généraliser la théorie générale ».

C'est sur le plein emploi que portent les principales critiques — notamment celles de R. Aron et d'Anna Maria — de cette notion courante, aucune définition satisfaisante n'est donnée dans la théorie générale, plus discrète encore sur les effets du progrès technique, qui seront si mal abordés par Hicks et négligés ensuite par les meilleurs économistes européens.

Nourriture abondante, exercice de haute école, leçons pratiques en suspens.

Silhouette éblouissante de J.M.K. en couverture.

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 23 cm, 248 pages, 160 F.

DENIS BERGMANN et PIERRE BAUDIN

Politiques d'avenir pour l'Europe agricole

L'ouvrage qu'il fallait écrire, l'ouvrage qu'il faut lire, les débats académiques de pension n'ayant guère modifié les données de la question traitée. Il a cependant bien évolué, ce domaine de la terre où, pendant longtemps, le progrès a semé l'épouvante ; n'est-il pas, d'ailleurs, toujours tenu en état de suspicion ?

Après avoir largement contribué à la création, en 1948 (période de rareté) de la Société d'économie rurale, Denis Bergmann, aujourd'hui disparu, avait participé, à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), à celle du département Economie et sociologie rurale. Son œuvre a été reprise par Pierre Baudin, fonctionnaire européen.

Cinq parties, dont la plus prenante concerne la nécessité de la PAC (politique agricole commune). Que, devant les risques et la modestie des profits, les jeunes ne se précipitent pas vers la terre n'est ni nouveau ni anormal. Nous en revenons fatalement à la production, mais aussi à l'installation d'industries légères, pour compléter l'ensemble. L'auteur ne va-t-il pas jusqu'à proposer de « démolir les villes trop grandes et trop laides » ? Quelle hécatombe !

Documentation sûre et éblouissante : nous apprenons, par exemple, que 13 000 hectares s'immortalisent toute l'Europe en céleri et que celui-ci pourrait être entièrement produit dans la région de Naples. Dément soulagé, la concentration de la culture viticole (82 % de la production agricole de l'Hérault).

Une lacune sérieuse, si fréquente d'ailleurs et qui vient de se renouveler à Bruxelles, dans un cadre encore plus étendu : l'oubli du facteur population. Il est fallu, en particulier, rappeler que l'âge moyen des cultivateurs est très supérieur à celui de la population active et en tirer les conséquences, en particulier dans les régions montagneuses.

Bibliographie où la langue anglaise tient une place excessive et qui aurait mérité une mise à jour.

★ Economica et INRA, Paris, 1988, 24 cm, 170 pages, 98 F. Préface de Joseph Klatzmann, président de la Société d'économie rurale.

JACQUES JANIN et LUC THOMAS

L'agriculture suisse sur les marches de l'Europe

Lorsque sont nés les premiers projets de marché commun, d'énormes autorités romandes ont déploré le danger que couraient non seulement l'agriculture suisse, mais le système politique lui-même, à base de confédération. Le Rhône et le Rhin ont coulé depuis sans qu'aucun accident ne soit survenu et, immédiatement, la Suisse neutre a accueilli la fondation de l'Europe de l'Europe Jean Monnet. Les craintes viennent cependant de s'avérer.

Après Un travail de labours et de semailles, de Henri Rieben, et la préface de Raymond Junot, ancien conseiller d'Etat (il s'agit de savoir comment la Suisse peut et doit jouer la carte européenne, sans, pour autant, renoncer à son identité), vient une série d'arguments à la recherche d'une solution. Faisant allusion à l'opinion de Sacha Guitry sur les femmes, les auteurs jugent opportun, à propos de l'Europe, de « marcher non pas contre, mais tout contre ». Encore faudrait-il préciser.

L'agriculture ne doit pas empêcher l'intégration économique à l'Europe des autres secteurs d'activité. Des prévisions seraient utiles. La surabondance se manifeste cependant sur certains produits, notamment grâce aux biotechniques (et non biotechnologies), mais la grande agriculture reste exceptionnelle : superficie moyenne à peine supérieure à 10 hectares, contre 27 en France et

69 en Angleterre. Les élevages bovin et ovins s'étendent cependant. L'auteur propose, assez ingénuement, de transformer les productions occidentales et de développer les autres. Et cependant, il faut réduire le débordement de l'administration fiscale. Et voici un jugement plus formel : « Si la PAC (politique agricole commune) nous était appliquée, les ne mourraient pas tous, mais nous serions frappés ! » Est-ce bien certain ? En tout cas, le protectionnisme est jugé nécessaire.

S'agissant de l'horizon 1992, il convient de « percer un corridor », moins dangereux que celui de Dantzig : un corridor frontalier. Tout cela sonne sans contradiction, car c'est inévitable, le balancement. L'irrésistible, est-il précisé, commande à l'agriculture suisse de porter pour l'Europe. Quel autre parti serait donc possible ?

★ Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne, 1989, 24 cm, 93 pages, 30 F.

D. C. BACH, J. EGG et J. PHILIPPE (sous la direction de)

Le Nigeria, un pouvoir en puissance

Sous ce titre curieux nous est donnée une étude d'actualité du plus grand pays d'Afrique, peu connu des Français et difficile à classer, bien que son degré de développement se compare à celui de bien d'autres pays africains. Les dimensions, qui seraient peu être un facteur favorable, ont joué, en fait, dans les deux sens. Représentant le quart de la population de l'Afrique, placé, avec le Pakistan, au premier rang des pays musulmans, pourvu de pétrole, cet immense pays doit paradoxalement à cette richesse une partie de ses déboires, car les deux « chocs », suivis d'une chute brusque, ont été la cause de secousses brutales, exerçant fatalement leurs répercussions sur la vie politique, fatalement dégoûtée de la démocratie. Bien superficielle est la comparaison faite parfois avec le Brésil, en raison de sa dimension.

L'introduction, élogieuse des trois auteurs cités dans le titre de l'ouvrage, donne les grandes lignes de l'évolution, suivie, depuis 1982, non sans difficultés, par un groupe de travail pluridisciplinaire.

Après la chute du pétrole en 1980, la situation politique s'est si fortement altérée qu'elle a abouti au coup d'Etat du 31 décembre 1988.

Plein d'intérêt, en particulier le chapitre de M. O. Egg sur l'agriculture et son rôle dans le marché mondial, mais difficile l'observation et le jugement, en raison des écarts selon les sources statistiques. Dans ce domaine, la tâche joue un rôle défavorable. Ce qui est certain, c'est que les interventions nombreuses n'ont que très imparfaitement été suivies par les petits paysans. Comme il arrive souvent dans de tels pays, mais plus encore, peut-être, en raison des dimensions, les grands projets n'ont pas manqué, compromis par les renouveau politiques et la corruption.

M. S. Wright déçoit l'attente, non négligeable, de la politique nigérienne sur l'Afrique du Sud. C'est à peu près le seul trait d'union entre les diverses tendances, encore que des divergences se manifestent sur l'action à entreprendre.

Un remarquable document, comportant une importante lacune.

★ Karthala, Paris, 1988, 24 cm, 293 pages, 140 F.

CYCLISME : Paris-Roubaix

Sur les pavés, Wampers

Succédant à De Mol, vainqueur en 1988, c'est un autre outsider belge qui s'est imposé dimanche 9 avril dans Paris-Roubaix. Une épreuve très pénible en dépit du beau temps. Sur 178 partants, on ne dénombrait que 56 rescapés. Deux Français ont terminé parmi les six premiers : Gilbert Duclos-Lassalle et Marc Madiot. Laurent Fignon a abandonné.

ROUBAIX
de notre envoyé spécial.

A trente ans, on n'est plus un espoir, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Après une dizaine d'années passées dans la pénombre des pelotons, partagé entre les seconds rôles musclés et la figure intelligente de l'équipier modèle, Jean-Marie Wampers vient de s'imposer en gagnant Paris-Roubaix, la plus belle, la plus convoitée de toutes les classiques. Celle qui pèse aussi lourd qu'un championnat du monde à la bourse du cyclisme.

Ce bon professionnel patient et obstiné se voit enfin récompensé et promu à un poste de leader protégé de l'équipe Panasonic. Une notoriété, pour ne pas dire la gloire, que lui avaient refusé des centaines d'épreuves, sa seule référence sérieuse étant une victoire dans le Grand Prix de Francfort en 1986.

Wampers n'avait jamais pu atteindre Roubaix sans subir le handicap des chutes ou des crevaisons. Pour comble de malchance, il dut interrompre sa saison l'été dernier, miné par une mononcléose. Les séquelles de cette affection perdurent ont fait de lui un coureur intermittent. Un jour bien, un jour mal.

Un tel comportement lui pose d'inévitables problèmes dans les épreuves par étapes, mais dans les

courses en ligne, pour peu qu'elles coïncident avec des biorythmes supérieurs, il sera irrésistible. Le Paris-Roubaix que nous venons de vivre en apporte la preuve : sur les routes de « l'enfer du Nord », Wampers s'est montré supérieur à Van Hoooydonck, Eddy Planckaert, Kelly et Van der Poel. Il a rejoint Dirk de Wolf, qui donnait l'impression d'effacer les pavés, et il l'a battu au sprint, sans forcer son talent, dans l'enclos du vélodrome de Roubaix que l'on retrouvait après une longue absence.

Un étonnant personnage, ce Jean-Marie Wampers, grand brun aux yeux bleus, que l'on prendrait pour un Latin. Au cours de la conférence de presse qui a suivi son arrivée victorieuse, il s'est exprimé, non sans humour, tantôt en français, tantôt en italien. Et à la première question « Qui êtes-vous ? », il a répondu : « Je suis Brabant, donc Belge et par conséquent polyglotte. »

A la recherche d'un patron

Le succès d'un spécialiste des courses de l'après-midi, au terme d'un Paris-Roubaix impitoyable, a causé une énorme surprise. Pourtant, Marc Madiot, l'un des principaux favoris, avait inscrit son nom sur la liste des vingt adversaires à surveiller de très près : « Je savais, expliquait-il, que Wampers était en forme et qu'il passait admirablement les pavés en raison de sa souplesse. »

Profilé confirmé par l'ancien routier ardennais Alain Bondy, reconverti dans les relations publiques pour le compte de la marque MBK : « Wampers est un virtuose sur un vélo. C'est un aspect essentiel dans Paris-Roubaix et il doit récolter tôt ou tard le bénéfice de son habileté. »

Après le triomphe inattendu de l'obscur De Mol en 1988, la réussite

d'un nouvel outsider met une fois de plus l'accent sur un phénomène apparemment paradoxal : l'échec systématique des favoris dans une épreuve destinée à l'élite.

L'explication est évidente : il n'y a plus de patron au sein du peloton, et derrière les leaders théoriques, un nombre d'une demi-douzaine, vingt ou trente coureurs de valeur sont capables d'exploiter le moindre fléchissement des vedettes. De Kelly a perdu une partie de son efficacité, et parmi ceux qui pouvaient compléter la tâche d'un Wampers ou d'un De Wolf, beaucoup furent scotés par la malchance, un élément avec lequel il faut toujours compter dans une course soumise en permanence aux imprévisibles. On pense à Eddy Planckaert, victime d'une chute à moins de 20 kilomètres du but, ou encore à Laurent Fignon, le vainqueur de Milan-San-Remo, éliminé par quatre crevaisons et deux chutes.

À défaut d'un affrontement spectaculaire, ce Paris-Roubaix couru sous un soleil printanier nous laisse le souvenir d'un combat rude et limpide. Les six hommes qui s'échappèrent alors qu'il restait 60 kilomètres à parcourir étaient véritablement au-dessus du lot. La présence dans le groupe de tête de Gilbert Duclos-Lassalle et de Marc Madiot, deux Français qui se sont généralement bien comportés sur ce terrain hostile, confirme en définitive la logique d'une course qui entraîne la fâcheuse réputation de cautionner l'injustice.

JACQUES AUGENDRE.

TENNIS : Coupe Davis

L'Amérique retrouvée

Les demi-finales de la Coupe Davis mettront en présence du 21 au 23 juillet prochain d'une part la Suède et la Yougoslavie, d'autre part les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne. En dépit des efforts de Yannick Noah et de Guy Forget contre Ken Flach et Robert Seguso en double, la France, qui avait perdu les deux premiers simples vendredi 7 avril, a été éliminée 5-0 par l'équipe de Tom Gorman, qui jouait en zone continentale l'an passé.

SAN-DIEGO (Californie)
de notre envoyé spécial

« On s'est fait avoir comme des gamins. » Yannick Noah disait cela avec un petit sourire triste samedi soir, alors que la défaite de l'équipe de France de tennis dans la rencontre quart de finale de la Coupe Davis contre les Etats-Unis venait d'être consommée par la perte du match de double. Des gamins parce qu'ils s'étaient un peu montés la tête, qu'ils avaient cru pouvoir au moins mettre en difficulté leurs adversaires, et sous-estimé l'opposition de la bande à McEnroe ?

Si c'était ce que voulait dire Noah, il n'avait pas tort. Il y a eu un ours sur le drapier de l'ancienne République californienne qui flotte au-dessus du cœur historique de San-Diego. Cela aurait dû donner à réfléchir aux Français.

L'équipe sélectionnée par Tom Gorman avait dû faire un détour par le Pérou et l'Argentine l'an dernier pour retrouver sa place dans le groupe mondial, mais elle restait une grande équipe, même avec un André Agassi en pleine crise d'identité et surtout avec un John McEnroe comme réajusté de sept ans. Philippe Chatrier, président des fédérations française et internationale de tennis, n'a pu que convenir de cette supériorité retrouvée des Américains : « C'est une des meilleures équipes que j'ai connues. Elle a, avec McEnroe, un grand voleur, avec Agassi un bon joueur de fond de court, et la paire Flach-Seguso est excellente. Comment trouver mieux ? »

Point de règlement

Des gamins donc, ces Français qui ne savaient pas. Faut-il leur en vouloir ? Faut-il leur jeter la pierre ? Autant que leur amour propre, c'est le suspense qui a souffert dans l'affaire. Ils ont pourtant fait samedi tout ce qu'ils pouvaient pour le ménager. Car le point perdu en double, le point de la défaite, n'a tenu en fait qu'à... un point de règlement, une chicane faite à la tradition.

Depuis 1900, année où Dwight Filley Davis, étudiant à Harvard et futur secrétaire à la guerre sous le président Coolidge, fit fondre, selon la légende, l'argenterie de sa tante pour offrir le trophée d'une compétition internationale entre les Etats-Unis et l'Angleterre, le gain d'une

manche en Coupe Davis était acquis avec deux jeux d'écart. McEnroe et Noah avaient ainsi dû en disputer vingt-deux pour se départager dans le premier set de leur match à Grenoble en finale de la Coupe 1982. Cela conservait à l'épreuve un charme qu'avait perdu le tennis open avec l'introduction du tie-break, cette « mort subite » imposée au jeu par les impératifs commerciaux des retransmissions télévisées.

Les mêmes causes produisant finalement les mêmes effets, la Fédération internationale qui gère la Coupe a décidé, cette année, de rompre avec la tradition et d'introduire le tie-break pour les quatre premières manches. En concédant cela à la modernité, Philippe Chatrier n'imaginait sûrement pas que les joueurs français seraient les premières victimes de ces nouvelles dispositions.

Que s'est-il en effet passé samedi au Sports Arena ? Noah et Forget avaient pris un mauvais départ dans le double, auquel ils accrochaient pourtant l'espoir de sauver l'honneur. Ils avaient perdu chacun un service dans la première manche conclue sur le score de 6-2 par les Américains. Mais, malgré quatre balles de break au deuxième set et deux au troisième, Flach et Seguso ne devaient plus prendre un service français pour s'imposer. Ils ont gagné les deux autres manches au tie-break.

Et ces exercices ont basculé en leur faveur sur deux coups, deux retours de service de Flach, dont ce n'est pourtant pas le point fort : à 5-3 pour l'Amérique, service Noah dans le tie-break du deuxième set, il a expédié un boulet de canon sur Forget, contraint à se protéger plutôt qu'à renvoyer : à 6-3 pour l'Amérique, service Noah dans le tie-break du quatrième set, il a renvoyé la balle dans les pieds du Français.

contraint de la relever pour l'expédier de l'autre côté du filet, c'est-à-dire d'offrir à Seguso une volée en or, le point du match, la qualification américaine pour les demi-finales.

L'issue de la partie aurait-elle été différente sans tie-break ? Bien sûr, il est difficile d'en jurer. Les Américains étaient invincibles en Coupe Davis depuis cinq ans. Ils ont une grande expérience de cette compétition. Et ils forment de toute façon une des meilleures paires du monde avec deux victoires à Wimbledon et une à Flushing Meadow (contre Noah et Leconte en 1985). Ils sont champions olympiques. Ils sont donc très forts.

Pourtant, rien ne dit non plus qu'ils auraient pu faire la différence de deux jeux au deuxième et au quatrième set. Après avoir eu les jambes raidies et la raquette peu inspirée au début de la rencontre, les Français s'améliorèrent au fil des échanges, devenaient plus agressifs. Le public, inconditionnellement favorable à ses joueurs, en avait convenu à sa façon en applaudissant tout debout la manière dont, après avoir effacé deux balles de break en servant, à 4-3 pour la France dans le troisième set, Noah avait conclu le jeu sur une volée haute de revers puis un coup droit en pleine course.

Reste qu'il serait vain de nourrir des regrets. Ce match, perdu ou gagné, n'aurait rien changé à l'histoire. Seul le score final (5-0) aurait pu être moins cruel. Mais le résultat était acquis vendredi dès la première rencontre, après que McEnroe eut battu Noah. Après six ans d'éclipse, le tennis américain revient en force sur le devant de la scène mondiale, avec, à sa tête, son plus brillant sujet, son fils prodige, « Big Mac ». Et c'est bien pour ce sport.

ALAIN GRAHAUD.

TENNIS DE TABLE : les championnats du monde

La Suède brise la muraille de Chine

La Suède a mis fin à dix ans de suprématie chinoise sur le tennis de table en dominant les quarantièmes championnats du monde qui ont eu lieu à Dortmund (RFA) du 27 mars au 9 avril. Après trois échecs successifs en 1983, 1985 et 1987, les Suédois ont enfin remporté le tournoi par équipe face à des Chinois vieillissants (5 à 0). La passation de pouvoirs a été confirmée en simple avec la victoire de Jan-Ove Waldner sur son compatriote Joergen Persson. En revanche, les Asiatiques dominent toujours largement les compétitions féminines, les pongistes chinoises remportant trois titres : par équipe, en simple et en double.

DORTMUND
de notre envoyé spécial

A bien regarder Jan-Ove Waldner, on peut se demander comment ce jeune homme de vingt-quatre ans, au teint pâle, à l'allure paresseuse et aux gestes empruntés à un décliné cette belle image d'Épinal qui veut que le tennis de table soit avant tout une affaire de Chinois. Le regard jouer avec nonchalance et se déplaçant avec économie sur le plancher du Westfällenhallen de Dortmund n'explique toujours pas comment le Suédois est devenu champion du monde.

Les Chinois non plus ne comprennent pas. « Les entraîneurs de Pékin ont mis sur fiches les meilleurs joueurs européens en les classant

par style de jeu afin de mieux préparer leurs athlètes », explique le joueur français Patrick Bircacheau. « Quatre styles de jeu ont été ainsi définis. Mais il y a un joueur que les Chinois n'arrivent pas à classer : Waldner. »

Inclassable ! Dans son comportement devant la table, dans le jeu, dans sa manière de vivre. Celui que ses supporters, venus par centaines à Dortmund, surnomment « JO » (les initiales de son prénom) ne fait jamais rien comme les autres. A se demander si ce n'était pas la seule solution pour « briser la muraille de Chine », comme l'a dit Glen Ost, l'entraîneur suédois, après la victoire des Suédois.

La plupart des pongistes hurlent leur joie après chaque point marqué, sautillent, font mécaniquement leur adversaire, tout en soufflant dans leurs narines afin de chasser la transpiration. Bref, ils transforment leur rencontre en combat de boxe : Waldner, lui, la transforme en ballet, reste imperturbable, transparent, sobre dans ses gestes jusqu'à l'excès, serrant à peine les poings dans les rares moments difficiles, comme pour mieux les savourer, haussant sans arrêt le niveau de son jeu, bien affûté dans son short trop grand après dix jours de compétition et 3 kilos en moins.

Dans le jeu, Waldner n'en fait qu'à sa tête et défie toute logique. Quand la plupart des joueurs s'entraînent quatre à six heures par jour, lui se contente d'une séance quotidienne de deux heures. Il défend à 10 mètres de la table quand il devrait attaquer, cajole la balle plutôt qu'il ne la frappe, la place dans l'angle le plus improba-

ble, contourne l'adversaire plutôt qu'il ne le déroute, l'embête avec un plaisir certain aux avantages à 20 partout, comme pour jouer la partie sur un coup de cœur.

Pour se permettre de tel luxe, il faut être doué et accepter de perdre beaucoup de rencontres « imperdables », comme lors de la finale par équipes des championnats d'Europe en 1988 à Paris, au cours de laquelle Waldner a dû se dire — à juste titre — que ses camarades rattraperaient ses excentricités.

Mais, avec un tel jeu, Waldner a surtout montré aux Européens que rencontrer un Chinois n'était pas synonyme de « raclette monacourne-tale ». Mieux, il les a humiliés, comme les Asiatiques ont si bien su le faire pendant six ans. « C'était aux derniers championnats du monde, à New-Delhi en 1987, se souvient Patrick Bircacheau. En quarts de finale du simple, il a ridiculisé les numéro deux et numéro trois chinois. C'était fou ! Et en finale il est passé tout près de la victoire face au tenant, Jiang Jialiang. »

Une seule chose ne surprend pourtant pas chez Waldner : sa nationalité. Championne du monde en 1973, meilleure équipe d'Europe depuis sept ans, la Suède possède une solide « culture » en tennis de table et des structures qui ont permis à son joueur numéro un de maître quasiment une raquette à la main, d'être repêché à sept ans, de débiter en première division à douze, de passer professionnel à quinze et de faire partie d'une équipe dans laquelle quatre autres joueurs auraient pu, tout autant, devenir champions du monde : Persson, Lindh, Appelgren, Carlsson.

Une équipe ? Plutôt des joyeux drilles, accrocheurs à la table et grands fêtards en dehors, autant passionnés par leur raquette que par les courses de chevaux et les tables de casino. Avec ses trois millions de francs de revenus annuels — un titre de champion du monde vaut cinq millions de francs de contrats — Jan-Ove Waldner a de quoi s'amuser et garde même une trace de ses nuits folles : un balafre à l'œil, mauvais souvenir ramené d'une boîte de nuit de Hong-Kong.

Dortmund marque également la fin d'une ère chinoise, celle qui a duré six ans alors que ce pays renouveau généralement vite ses joueurs, mondial incontesté pendant quatre ans. Marié à une star du cinéma chinois, il souhaite maintenant rejoindre la forte colonie de joueurs asiatiques venus monnayer leurs talents en Europe. La fuite des « cerveaux ». C'est aussi de ce côté qu'il faut chercher des explications à la défaite des Chinois.

MICHEL GUERRIN.

Retraite prochaine de Noah ?

Petit moment de panique, dimanche 9 avril, au moment de quitter le Sports Arena de San-Diego après les deux dernières défaites françaises : Eric Winogradsky, qui était le quatrième joueur de l'équipe nationale, et Henri Leconte annoncent la retraite prochaine du numéro un, Yannick Noah. « Cette défaite contre Agassi, c'est son dernier match en Coupe Davis. Il a dans le tête d'arrêter l'an prochain. On lui a demandé de rester », dit le premier. « Yan envisage d'arrêter à la fin de l'année. A l'avenir il faudra mieux s'organiser pour réussir en Coupe Davis », ajoute le second.

Poisson d'avril à retardement ou bien nouvelle à sensation ? A l'hôtel où il prend une collation avec son agent, Donald Dell, et son entraîneur, Patricia Hagelauer, Noah ne confirme ni n'infirme. « J'ai dit ça hier, sur le coup de la déception, après notre prestation en double. Je n'étais vraiment pas emballé. Mais rien

n'est définitif. Je ne vais pas dire aujourd'hui que j'arrête pour annoncer dans trois jours que je continue. Pour l'an prochain, rien n'est fixé, je ne sais pas quels tournois je vais choisir, je ne sais pas si la Coupe Davis sera une de mes priorités. Les autres joueurs veulent qu'on reste ensemble. Je ne fais pas de projets. »

A-t-il l'intention de faire un tour du monde à la voile ? Noah répond : « Un bateau, c'est un bon endroit pour réfléchir. » Du moins pour faire le point à vingt-neuf ans après bien des hauts et des bas : que peut apporter de plus le tennis à celui qui a été champion de Roland-Garros en simple (1983) et en double (1984), qui a gagné 22 tournois du grand prix, qui a gagné 38 des 58 matches de Coupe Davis disputés depuis 1978 dont la finale en 1982, et qui se retrouve treizième au classement mondial ?

A. G.

Les résultats

L'Américain Scott Hoch grâce à un birdie au second trou du play-off.

Hockey sur glace

CHAMPIONNATS DU MONDE B
Les hockeyeurs français ont terminé les championnats du monde B, dimanche 9 avril à Oslo (Norvège), en triomphant de l'équipe d'Autriche (4-3). Cette ultime victoire permet aux joueurs tricolores de monter sur la troisième marche du podium, un nouveau progrès avant l'hélicoptère des Jeux olympiques d'Albertville.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'Australie
L'Australien Wayne Gardner (Rockman-Honda) a remporté, dimanche 9 avril à Phillip-Island, le Grand Prix d'Australie devant l'Américain Wayne Rainey sur Yamaha, et le Français Christian Sarron également sur Yamaha.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Groupe A (Treizième journée)
Poule 1
*Agen b. Bourgoin 34-3
*Toulouse b. Cognac 43-10
*Dax b. Villeneuve-sur-Lot 42-6
*Montferrand b. Montchanin 28-6
1. Agen, Toulouse, Dax, Montferrand, 33 pts ; 5. Bourgoin, 27.

Poule 2

*Tarbes b. Le Creusot 44-22
*Perpignan b. Nîmes 25-3
*Lourdes b. Bayonne 21-10
*Bègles-Bordeaux b. Bagnères 21-11
1. Tarbes, 35 pts ; 2. Bagnères, 33 ; 3. Lourdes, 31 ; 4. Bègles-Bordeaux, 30 ; 5. Le Creusot, 23.

Golf

MASTERS DES ETATS-UNIS
Le Britannique Nick Faldo a remporté, dimanche 9 avril, le masters de golf d'Augusta (Géorgie), premier tournoi du grand chelem, en battant

Tennis

COUPE DAVIS

Résultats des quarts de finale, groupe mondial : à Vienne, la Suède bat l'Autriche (3-2) ; à Prague, la Tchécoslovaquie s'est inclinée devant l'Allemagne de l'Ouest (3-2) ; à Split, la Yougoslavie a battu l'Espagne (4-1) ; à San-Diego, la France a été battue (5-0) par les Etats-Unis. Les demi-finales du groupe mondial auront lieu du 21 au 23 juin prochain. En Suède, la Suède sera opposée à la Yougoslavie et l'Allemagne de l'Ouest rencontrera sur son terrain les Etats-Unis.

Handball

COUPE D'EUROPE

L'équipe du Dinamo de Bucarest a battu 20-19, samedi 8 avril, l'US Créteil, en match aller des demi-finales de la Coupe des coupes.

FOOTBALL : Coupe de France (huitièmes de finale)

L'exploit d'Orléans à Paris

« On s'est dépassés... C'est une grande soirée... Au match retour, ce sera de la folie dans notre stade ! », Jean-Baptiste Dordas ne trouvait plus ses mots, samedi 8 avril, dans les vestiaires du Parc des princes. L'entraîneur de l'US Orléans, club de seconde division, des princes. L'entraîneur venait de ridiculiser le Paris-Saint-Germain, second du championnat de première division, sur un score sans appel (4-0). L'US Orléans, finaliste malheureux de la Coupe de France face à Monaco en 1980, devait donc se qualifier pour les quarts de finale de cette même épreuve, samedi 15 avril, lors de la seconde manche dans le Loiret.

Comment expliquer un tel faux pas des Parisiens ? « On n'était pas dans le match, on a tout raté », a simplement commenté le défenseur Jean-Marc Florget. Et l'entraîneur Yougoslave Tomislav Ilic ajoutait, fataliste : « Je ne suis pas en colère mais déçolé pour les joueurs. On apprend davantage dans les défaites que dans les victoires. »

Une défaite riche d'enseignements ? Sans doute. Elle aura surtout prouvé le faible niveau du championnat de première division. Une faiblesse confirmée par les autres résultats de ces huitièmes de finale. D'autres formations de seconde division (Mulhouse, Beauvais, Lyon) sont en bonne position pour accéder aux quarts de finale.

Economie

SOMMAIRE

■ La Communauté européenne a bouclé le dernier dossier en suspens dans les négociations de l'Uruguay Round, celui du textile, en durcissant sa position (lire ci-dessous).

■ La sécheresse ici, des excédents mal écoulés là, le directeur général de la FAO

avertit que la sécurité alimentaire restera précaire en 1989 (lire page 25).

■ La nouvelle allocation de formation-reclassement obtient d'assez bons résultats : elle bénéficie à 47 000 demandeurs d'emploi. M. Soisson a décidé d'améliorer certaines

prestations servies aux stagiaires (lire page 28).

■ Près de la moitié des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI) sont des jeunes de moins de trente-cinq ans. Une étude des caisses d'allocation familiales permet de mieux cerner le profil de cette population (lire page 29).

La réunion du GATT à Genève

Ultime intervention de la CEE sur le dossier textile

GENÈVE
de notre envoyé spécial

La Communauté, décidément en forme, a obtenu samedi 8 avril que le texte donnant les orientations sur la manière dont serait reprise, dans le cadre de l'Uruguay Round, la négociation sur la libéralisation des échanges de produits textiles et de l'habillement ne fasse pas la part trop belle aux producteurs du tiers-monde. C'était là un des quatre dossiers sur lesquels avait buté la session ministérielle du GATT en décembre 1988 à Montréal et qu'il fallait donc régler pour permettre la reprise de l'Uruguay Round.

Rappelons que l'Uruguay Round est le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM), lancé en 1987 dans le cadre du GATT, l'organisation qui régit le commerce mondial et qui compte une centaine de membres. L'Uruguay Round doit s'achever fin 1990. A la session ministérielle à « mi-parcours », en décembre 1988, à Montréal, dont l'objet était de fixer les orientations pour la seconde phase de la négociation, onze textes correspondant à onze

chapitres des NCM ont été approuvés, mais sur quatre autres l'accord n'avait pu être obtenu. Il s'agissait de l'agriculture, des échanges textiles, de la défense de la propriété intellectuelle et de l'usage des clauses de sauvegarde dans la réglementation du GATT. La réunion qui vient de se dérouler à Genève a permis de rattraper cet échec.

Grâce à l'italien

Vendredi 7 avril, la CEE avait obtenu sur l'agriculture un arrangement largement conforme à ses objectifs (le Monde daté 9-10 avril), et, la lassitude aidant, plusieurs négociateurs l'invitaient à accepter sans trop faire d'histoires le texte sur les textiles proposé par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT, même s'il lui semblait trop peu exigeant à l'égard des producteurs du tiers-monde.

Ceux-ci souhaitaient voir les pays participants à l'Uruguay Round indiquer avec le moins de restrictions possible que l'objectif de la négociation était de parvenir à l'élimination

de l'AMF (accord multifibres), cette dérogation aux règles normales du GATT, c'est-à-dire au libre-échange, qui permet depuis 1977 aux pays industrialisés de se protéger contre les importations des pays à bas coût de revient.

Dans des négociations comme celles de Genève où il ne s'agit pas de décider mais de donner le ton, chaque mot compte et la symbolique est essentielle. C'est ce que rappelaient avec force les instructions du ministre du commerce extérieur italien, M. Renato Ruggiero — un de ces durs que compte, heureusement, la CEE — à son représentant à Genève. Le chef de la délégation italienne haussa donc la voix. Il dut d'abord, non sans difficultés, convaincre une majorité des pays partenaires de la CEE (la réunion de coordination à douze fut houleuse, mais grâce au talent du président espagnol, le pire put être évité) qu'il ne fallait pas, par passivité, avaliser un texte trop laxiste.

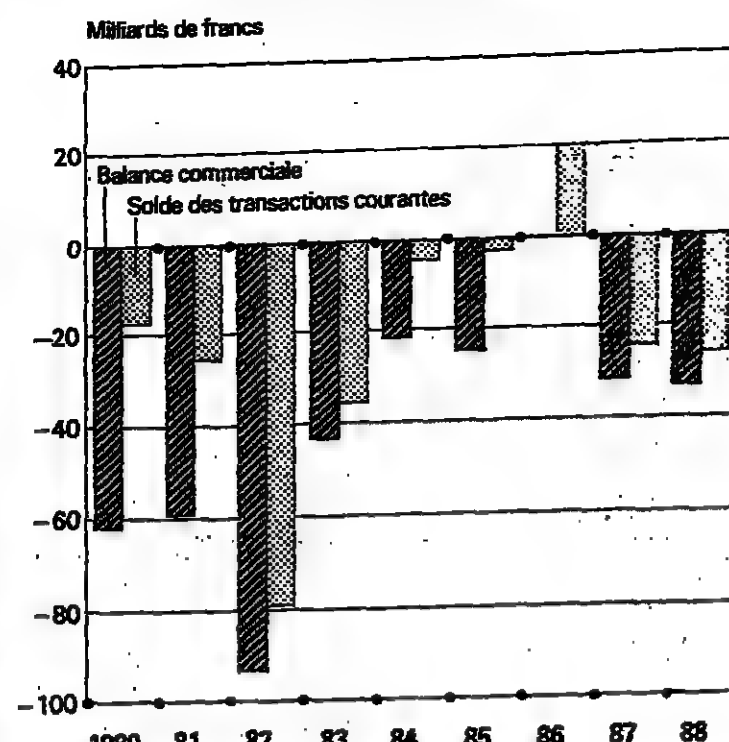
La Commission européenne qui négocie au nom de la CEE dut ensuite guerroyer toute la nuit puis encore samedi matin pour que soit amendé dans le sens souhaité le projet de M. Dunkel. Les représentants

de l'industrie européenne, nombreux dans les couloirs genevois, après avoir banni la pugnacité italienne, se montraient satisfaits du résultat en constatant que l'élimination progressive de l'AMF était devenue dans le texte amendé un objectif tout à fait conditionnel, subordonné au strict respect des règles et disciplines du GATT par l'ensemble des protagonistes.

De telles modalités devront être précisées mais l'esprit en est clair : les exportateurs de Chine, de Corée du Sud, de Turquie, du Pakistan, etc., s'ils veulent le libre-échange devront respecter mieux que dans le passé les règles de la concurrence. Le texte recommande par ailleurs à « tous les participants » de s'efforcer d'améliorer la situation du commerce. Une allusion flippante, au moins pour les négociateurs genevois, au comportement contestable des nouveaux pays industrialisés, qui entendent pouvoir exporter leurs cotonnades et leurs vêtements sans entrave vers l'Europe ou l'Amérique du Nord, mais qui, malgré la prospérité récemment acquise, maintiennent leur propre marché hermétiquement fermé.

PHILIPPE LEMAITRE.

La persistance du déficit commercial de la France



Le commerce extérieur reste, avec le chômage, le grand sujet d'inquiétude de l'économie française. Les chiffres publiés par les comptes de la nation de 1988 soulignent que le problème n'est pas neuf et qu'il persiste : la balance commerciale a été déficitaire de 33 milliards en 1988, elle le sera de 35 milliards cette année d'après les premières estimations. En 1988, la France a exporté au total pour 997 milliards de francs de marchandises et importé pour 1 030 milliards de francs.

Les experts gouvernementaux soulignent qu'en 1988 le déficit par rapport à la CEE s'est amélioré (- 43 milliards contre - 59 en 1987), signe d'une réorientation géographique des exportations vers les pays développés.

Toutefois, cet optimisme doit être tempéré. La stabilité de 1988 recouvre, en effet, un allègement de la facture énergétique de 15 milliards de francs (elle s'est établie à - 66 milliards de francs), un gain de 10 milliards de l'excédent agro-alimentaire (à + 39), mais une aggravation de 32 milliards (à - 42) du solde industriel, qui s'explique pour les deux tiers par des importations de biens d'équipement.

AFFAIRES

Sema Group : résultats décevants

Un an après sa naissance à la suite de la fusion de la société française de services informatiques Sema-Metra et du britannique Cap Group, Sema Group affiche pour 1988 un bénéfice net inférieur de moitié à ce qu'il avait prévu lors de son mariage, le 30 mars 1988 (le Monde du 31 mars 1988) : pour un chiffre d'affaires de 266,9 millions de livres (2,86 milliards de francs), en hausse de 9,4 %, son bénéfice net (part du groupe) atteint 7,36 millions de livres (78,75 millions de francs).

En décembre, la firme française avait pris les devants annonçant que ses performances pour sa première année d'existence seraient décevantes et inférieures à la centaine de millions de francs (le Monde du 21 décembre 1988). Elle avait indiqué à l'époque que la faute en incombait à la partie britannique de l'ensemble et plus précisément aux contre-performances subies en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Finalement, l'ex-Cap Group affiche une perte de 320 000 livres (3,42 millions de francs), pour un chiffre d'affaires de 122,3 millions de livres (1,3 milliard de francs), en progression de 21 %. Ces pertes, précise-t-on dans le groupe, sont le fait des opérations néerlandaises, la Grande-Bretagne ayant en définitive affiché un léger profit de 479 000 livres (5,13 millions de francs). En 1987, Cap Group dans son ensemble avait dégagé un profit

total de 4,3 millions de livres (46 millions de francs).

Commentant ces chiffres, le président de Sema Group — deuxième société de services informatiques française derrière Cap Gemini Sogeti (1) —, M. Pierre Bonelli, a expliqué que ces résultats décevants étaient dus au « mode de gestion de Cap Group » qui s'était « engagé dans une politique de croissance à tout prix sans se doter des structures convenables pour l'accompagner ». Il a, notamment, indiqué que l'entreprise britannique était « trop décentralisée et avait un contrôle client insuffisant ». En revanche, a-t-il souligné, « la qualité du fond de commerce n'est celle du personnel » ne sont en cause.

M. Bonelli s'est félicité, en revanche, des bonnes performances de la composante française du groupe : l'ex-Sema-Metra affiche un chiffre d'affaires de 1,53 milliard de francs, en hausse de 6,25 % et un bénéfice de 86,74 millions, représentant 5,7 % de son chiffre d'affaires (chiffre retraité aux normes britanniques).

Le capital du nouvel ensemble Sema Group, malmené l'an passé par l'entrée non souhaitée de Cap Gemini Sogeti, est désormais détenu à 39,2 % par Paribas et à 20,1 % par Cap Gemini Sogeti, entre autres, la part du public étant de 19,2 %.

F.V.

(1) Cap Gemini Sogeti n'a rien à voir avec Cap Group.

Innovatron augmente son capital et accueille France Telecom dans son tour de table

Innovatron, la société créée par M. Roland Moreno, l'inventeur de la carte à mémoire, augmente son capital et accueille dans son tour de table un nouvel actionnaire : France Telecom pour 2 %.

Le capital de l'entreprise est porté de 3 à 50,2 millions de francs. Il sera désormais détenu par Schlumberger (21,5 %), la Compagnie financière Edmond de Rothschild (13 %), Bull (13 %), Paribas (4 %) et le président fondateur, qui possède avec un groupe d'amis un peu moins de 34 %. L'entrée de Telecom se fera via Innovacom.

Cette augmentation de capital « donne à Innovatron et à son directeur général, Jean-Moulin, les moyens nécessaires à son expansion, dans le domaine des prises de participation ainsi que dans celui de l'exploitation industrielle », précise l'entreprise dans un communiqué. Il n'est pas exclu qu'ultérieurement elle procède à une introduction en Bourse : « A la fin de 1989, en fonction de la croissance de son activité sur le marché porteur de la carte à mémoire, Innovatron sera amenée à envisager un élargissement plus important de son actionariat, sous

la forme d'un placement privé international ou d'une introduction en Bourse », précise Innovatron.

Quatorze ans après l'invention par Roland Moreno de sa carte à puce, aux multiples possibilités, Innovatron poursuit donc son petit bonhomme de chemin : la société a vendu sa licence à quatre-vingt-cinq groupes, dont trente japonais. Le dernier en date étant Sony il y a quelques jours. Présente déjà dans quatorze pays (où elle n'est souvent qu'expérimentée), la carte à puce est le plus souvent utilisée comme moyen de paiement ou comme carte téléphonique. Mais elle sert aussi dans plusieurs villes françaises ou étrangères pour régler le stationnement payant (programme PIAF, c'est-à-dire par individu autonome et facile).

Depuis trois ans, Innovatron gagne de l'argent : 13 millions de bénéfices pour 25 millions de francs de chiffre d'affaires pour la société en 1988 et 14 millions de profits pour 34 millions de chiffre d'affaires pour le groupe, selon des chiffres recueillis auprès de M. Moreno.

F. V.

LA COFACE AU SERVICE DES PME

La COFACE propose aux PME/PMI des formules de garantie adaptées pour :

- prospecter avec plus d'audace les marchés étrangers,
- vendre à crédit en toute sécurité,
- facturer en devises sans risques.

AUJOURD'HUI, LA COFACE ACCÉLÈRE ET MET À LA DISPOSITION DES PME L'ASSURANCE CRÉDIT GCP SUPER S

Super simple, super souple et super sûre, la Super S est destinée aux entreprises réalisant moins de 3 millions de francs à l'export. Elle comporte notamment 30 demandes de garantie gratuites pour favoriser la constitution sans frais d'un fonds de clientèle solvable.

L'ACCÉLÉRATION SUPER S S'ACCOMPAGNE :

- d'un bureau d'information PME au siège,
- d'un « Monsieur PME » dans chaque délégation régionale,
- d'un magazine télématique PME sur minitel : 36.14 COFACE* PME,
- d'un numéro vert PME : **NUMÉRO VERT 05 00 00 20**



L'ASSUREUR CRÉDIT AU SERVICE DES ENTREPRISES

24/11/89

Économie

AGRICULTURE

« La sécurité alimentaire mondiale restera précaire en 1989-1990 » déclare M. Saouma, directeur général de la FAO

Réuni du 3 au 7 avril à Rome, le comité de la FAO (organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) sur la sécurité alimentaire mondiale a mis en lumière la difficulté pour la communauté internationale de parer efficacement au recul de l'aide alimentaire et des stocks céréaliers.

ROME de notre envoyé spécial

« La sécurité alimentaire mondiale restera précaire en 1989-1990 », cette petite phrase, prononcée le 3 avril par le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, a donné le ton aux travaux des experts agricoles présents à Rome du 3 au 7 avril, qui ont porté à la fois sur un constat de la situation alimentaire du globe et sur les moyens humanitaires possibles de l'améliorer.

URSS

Publication prochaine d'un décret sur la location des terres

Les journaux soviétiques du début de semaine devraient publier un décret sur la location individuelle des terres pour une durée de cinquante ans et plus. Cette mesure, voulue par le numéro un soviétique, M. Michail Gorbatchev, vise à réintroduire des formes d'exploitation privée dans l'agriculture pour améliorer l'efficacité de ce secteur de l'économie, jugé encore trop peu performant. L'agence Tass a précisé que le décret du Soviet suprême était « un document expérimental », ajoutant que le gouvernement avait reçu pour instruction « d'analyser l'expérience de la location et ses conséquences pour préparer une loi qui sera soumise au Parlement dans le courant de l'année prochaine ».

Le constat, on le savait, n'était guère encourageant. Le comité ad hoc de la FAO a confirmé que les stocks céréaliers mondiaux ne représentaient plus, en fin d'année dernière, que 16 % de la consommation, soit leur plus bas niveau depuis la crise alimentaire du début des années 70. Mais, aux conséquences de la sécheresse qui a touché les États-Unis et le Canada en 1988, il faut ajouter les effets néfastes, parfois même... des excédents agricoles déversés par l'Afrique au cours de la saison passée. « A la suite de récoltes très abondantes, vingt pays du continent noir vont avoir besoin d'une aide extérieure pour faciliter l'écoulement de surplus considérables », explique M. Saouma. Dans plusieurs pays qui détiennent ces excédents, les prix des céréales sur les marchés locaux sont tombés si bas que les producteurs seront découragés de semer en 1989. « Ainsi, paradoxalement, de trop bonnes récoltes menacent de faire le lit de nouvelles catastrophes alimentaires en Afrique, soumise à l'engorgement qui mène des excédents à la chute des prix, puis à la réduction des semences. »

Toujours au chapitre des constats, la FAO a, sous la houlette de son directeur général, souligné l'impact sur les économies du tiers-monde, des « programmes d'ajustement structurels » appliqués de concert avec la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI). Ces programmes pourraient affaiblir à leur tour la sécurité alimentaire en privant des dépenses publiques qui, très souvent, frappent les budgets de l'agriculture. « Le drame est que la diminution des subventions pour les aliments et les intrants ainsi que le gel des salaires amputent gravement le pouvoir d'achat réel des pauvres, en ville comme à la campagne. Les groupes vulnérables ont de plus en plus de mal à manger à leur faim », observe M. Saouma.

Le comité sur la sécurité alimentaire mondiale a réitéré les propositions de la FAO visant à accroître la réserve internationale d'urgence (500 000 tonnes de céréales) créée en 1975, dont le volume n'a jamais été accru. « Les besoins d'aide alimentaire d'urgence ne cessent d'augmenter, en raison principalement de la multiplication du nombre des réfugiés », prévient pourtant la FAO. Fin 1988, les réserves disponibles pour ce type d'actions étaient quasiment épuisées. L'aide alimentaire mondiale globale devrait tomber en 1989, à 9,7 millions de tonnes (soit une baisse annuelle de 25 %), pour se situer en deçà de l'objectif minimal recommandé par la conférence alimentaire mondiale de 1974. Pour mettre un terme à ce que la FAO appelle « la décennie perdue du développement », M. Saouma recommande de porter la réserve d'urgence à 2 millions de tonnes, dont 500 000 tonnes disponibles et le reste immédiatement mobilisable. La participation à cette action devrait selon lui être obligatoire, et non soumise au bon vouloir de chacun. « Depuis 1975, la population du monde a augmenté de 1,2 milliard d'humains, et la réserve n'a pas progressé de 1 tonne », ajoute le directeur général de la FAO.

Si les experts ont souligné les progrès du système d'alerte rapide capable de repérer très tôt les zones sujettes à des troubles climatiques, l'inquiétude reste grande sur le maintien en l'état de la diversité génétique, véritable « amortisseur contre les changements néfastes de l'environnement », selon l'expression de M. José Esquivias-Alcaraz, secrétaire de la commission sur les ressources phyto-génétiques de la FAO. Un exemple parmi tant d'autres : la Grèce a perdu ces dernières années 95 % de ses variétés locales de blé. Lutter contre cette « érosion génétique » est un des paris à relever pour redonner crédit à la sécurité alimentaire.

ERIC FOTTORINO.

« La France en friche », un livre d'Eric Fottorino

Sauver les campagnes

Peut-on être peintre et exploitant agricole, hôtelier et paysan ? C'est au fond la question que pose Eric Fottorino, dans son dernier livre, *La France en friche* (1). Dans cet ouvrage surgit au meilleur des moments — l'écologie étant remise au goût du jour — Eric Fottorino plaide pour « la reconnaissance sociale et économique d'une activité agricole de service ». Toute sa démonstration tient en cette idée : « En faisant de l'agriculture un secteur marginal de la vie économique, notre société a oublié le paysan dépositaire et aménageur de l'espace, gardien des paysages. »

Allons au fait. On retire au paysan ses terres parce qu'il produit trop. Dans le même temps, on importe une série de denrées qui vont du cheval aux fruits rouges. Dans le même temps aussi, le citoyen, bon ancien rural, se précipite chaque week-end et aux vacances vers la campagne, usant et abusant de ses bienfaits sans bourse délier. Eric Fottorino pourrait s'en tenir à ce constat pour s'en lamento, comme chacun de nous sait si bien le faire. Il lance, en réalité, un cri d'alarme aussi impitoyable que solide : argumenté à la politique agricole commune y est fermement érigée pour avoir fait fuir du petit paysan enfoncé dans des normes de production. La mécanisation à outrance, l'épandage surabondant d'engrais qui finissent par ronger le sol comme un cancer et jusqu'au mathématicisme des organisations agricoles sont rangés au nombre des causes multiples de la « désertification » des campagnes. Quant aux hommes politiques, ils se gardent bien d'affronter, sinon le problème, du moins les agriculteurs. Il leur en coûterait ce petit plus de voix qui souvent fait la différence aux élections. Plus qu'ailleurs, le parler vrai condamne le candidat. Banquiers et consommateurs se trouvent eux aussi fustigés, va-on voir se dessiner le portrait du paysan ange exterminateur ? Ce serait trop simple et faux en même temps. Eric

Fottorino, qui ne cherche à se concilier personne, lui reproche de s'être laissé prendre aux mirages de la productivité et d'avoir, à son tour, abandonné sa terre. Il n'est que de se promener dans certains champs de Creuse ou de Lozère pour admettre cette assertion : les haies n'y sont plus entretenues, les chemins s'évanouissent sous la végétation, et les forêts s'encombrent d'une futaie inflammable.

Que faut-il donc faire pour que la France ne tombe pas en friche ? L'auteur ne sous-abandonne pas sur cette question. Avec le sens de la formule qui fait l'un des charmes de son style, il nous en avertit : « Jeter la pierre et s'en contenter serait se défilier, après avoir semé la confusion. Alors, ramassons ladite pierre pour construire autre chose, une France des campagnes comme on voudrait qu'elle existe. » L'idée est que l'agriculteur n'ait pas seulement à produire des biens mais aussi des services.

Se plaçant délibérément sur le terrain économique — et donc loin des bons sentiments — Eric Fottorino démontre qu'il peut être rentable pour l'homme des champs de « produire du bien-être autant que des biens alimentaires ». Cela à deux conditions essentielles : d'une part, que les utilisateurs de la nature paient leur écot, d'autre part, que l'agriculteur fasse sa propre révolution culturelle pour l'insérer dans ce nouveau paysage. On le verra alors, comme cela commence à se faire, utiliser son matériel agricole pour déneiger les routes ou pour faucher, aménager son habitation pour y loger les vacanciers, les y nourrir. La liste n'est pas limitative pourvu qu'il s'agisse bien d'une activité à caractère économique, mais pas nécessairement productif et dont le financement sera assuré au besoin par l'impôt. Une simple redistribution y suffirait quand on sait que la moitié du revenu des agriculteurs provient des fonds publics.

Ne pas réagir c'est laisser le champ libre à la gabegie. C'est

admettre que les campagnes se dépeuplent alors que l'Europe continuera de produire trop. « La société doit s'entendre sur le sort des campagnes en appréciant leur utilité comme lieu de vie », conclut Eric Fottorino, dont on n'oublie pas l'extrême sensibilité aux problèmes des matières premières. Ce qui se jouait au niveau de la planète dans son précédent livre *Le Festin de la terre* (2) se joue aussi dans l'Hexagone et l'interrogation reste la même : pour le profit de qui allons-nous continuer à mal vivre quand les moyens de mieux-être restent à notre portée ?

FRANÇOIS SIMON.

(1) *La France en friche*, avec la participation de Jean-Pierre Benoît, Lieu commun, 208 pages, 90 F.
(2) *Le Festin de la terre*, Lieu commun, 350 pages, 120 F.

● **Concurrence : amendes dans l'automobile et le bâtiment.** — Le Conseil de la concurrence a infligé des amendes de 15,83 millions de francs français au total à quinze sociétés spécialisées dans le contrôle technique de l'expertise automobile ou de la construction, pour s'être livrées à des pratiques contraires à la concurrence : ententes sur la répartition des marchés ou sur les tarifs. Les amendes les plus lourdes sont infligées à la Socotec (7 millions de francs), au Bureau Véritas (4,5 millions), à la Société de contrôle et prévention (CEP, 2 millions) et à l'Association des propriétaires d'appareils à vapeur et électriques (APAVE, 250 000 francs). Elles frappent aussi bien des sociétés spécialisées dans le contrôle de la construction, qui ont approuvé donner leur avis sur la solidité d'un bâtiment et la sécurité des personnes, que celles qui vérifient les appareils de levage et les installations électriques, ou encore celles qui visitent les centres agréés pour le contrôle technique des automobiles.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ACCOMPAGNEZ LE DÉVELOPPEMENT DU PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE SERVICES. EMISSION D' ACTIONS AVEC BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS DE 3 MILLIARDS

La Compagnie Générale des Eaux dirige le premier Groupe français de services et fédère autour d'elle près de 900 sociétés dont 150 à l'étranger. La vocation principale du Groupe est la mise en œuvre et la gestion de services collectifs, pour le compte des collectivités locales ou de maîtres d'ouvrages publics ou privés. La Générale des Eaux participe ainsi activement au développement urbain et à l'amélioration de l'environnement. Dans ses activités, elle adapte en permanence la souplesse du secteur privé à l'exigence du service public. Elle associe de façon complémentaire activités de services et entreprises de travaux. La stratégie du Groupe s'inscrit dans une perspective à moyen et long terme.

- La Générale des Eaux anime un Groupe puissant et original, sans doute le premier au monde dans son domaine.
- Premier distributeur mondial d'eau potable
 - Premier chauffagiste européen
 - Parmi les premiers groupes européens de Bâtiments et de Travaux Publics
 - Parmi les premiers groupes européens de Propreté
 - Un des premiers groupes français de Communication
 - Premier groupe français d'établissements privés de santé.

- **Fort progression du chiffre d'affaires notamment à l'étranger**
Le chiffre d'affaires du Groupe Générale des Eaux en 1988 est de 83 milliards de francs, contre 53 en 1987. Le montant réalisé à l'étranger est de 16 milliards, près de 2 fois et demi supérieur à celui de l'exercice précédent. Dans ce total, l'Europe représente 7 milliards, contre 2 milliards en 1987.
- **Un effort d'investissement exceptionnel**
En 1988, le montant global des investissements du Groupe a été encore supérieur à celui de 1987 qui était de 7,6 milliards. Au cours des trois dernières années, le Groupe aura investi plus de 20 milliards.
- **De nouvelles activités à grand potentiel de développement**
Les nouveaux services, comme l'audiovisuel, la câblodistribution et le radiotéléphone sont des secteurs promis à un grand avenir. Dans des domaines comme ceux de l'eau et de la propreté, d'importantes opportunités de croissance existent à l'échelle européenne.
- **Vive croissance des résultats**
Le résultat net consolidé, part du Groupe, de la Compagnie Générale des Eaux devrait être en progression d'environ 30 % par rapport à l'exercice 1987 et sera proche de 1,4 milliard. Il aura ainsi presque triplé en 4 ans. Les ressources d'autofinancement du Groupe devraient à nouveau être en forte augmentation, de l'ordre de 6 milliards en 1988, contre 4,3 milliards 1987. Les perspectives 1989 sont bonnes.

DES CONDITIONS DE SOUSCRIPTION AVANTAGEUSES

- Une action nouvelle à 1 400 francs pour 7 actions anciennes. Jouissance : 1^{er} janvier 1989. Nombre d'actions émises : 2 148 803
- Un bon de souscription attaché à chaque action nouvelle permettant de souscrire 1 action au prix de 1 800 francs à tout moment jusqu'au 30 juin 1992 inclus.
- Droit préférentiel de souscription à titre irréductible. Souscription admise à titre réductible.
- Délai de souscription : du mardi 28 mars 1989 au lundi 17 avril 1989 inclus.

La note d'information a obtenu le visa de la COB N° 89.96 en date du 16 mars 1989. Elle peut être obtenue gratuitement au Siège Social de la Société - Service des Titres - 32 rue d'Anjou, 75008 Paris et auprès des établissements chargés de recueillir les souscriptions - Bolo du lundi 20 mars 1989. Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez appeler la Compagnie Générale des Eaux, par téléphone : Informations-Actionnaires : 05 05 55 66 ; par minitel : 3015 VPGDPAIX

L A P A S S I O N D U S E R V I C E

La Nouvelle Epargne du Crédit Agricole.

Rentabilité, souplesse, liberté... en matière financière, il est toujours possible de se surpasser.

Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec le Compte à Options Varius.

Varius : un taux garanti de 7,25 % ou plus.

Une épargne qui garantit un taux de 7,25 % c'est déjà exceptionnel par rapport aux livrets d'épargne courants.

Mais une épargne qui, en plus, augmente sa rentabilité avec le temps, c'est une performance ! Le taux de rendement actuariel annuel brut de Varius est de 7,25 % sur 4 ans, 7,50 % sur 5 ans, 7,75 % sur 6 ans et atteint même 8 % sur 7 ans !

Varius : un droit de retrait de votre argent.

C'est parce que vous pouvez toujours avoir besoin d'une partie de votre argent que le Crédit Agricole a créé en exclusivité le Droit de Retrait Optionnel : dès la fin de la première année, vous pouvez retirer 50 % de votre épargne, en une ou plusieurs fois. Et surtout sans annuler votre

contrat, vos intérêts sont ainsi préservés.

Varius : une épargne non plafonnée.

Le Compte à Options Varius, c'est l'épargne sans contrainte, la liberté.

Souscrire avec 2000 F minimum ou épargner 10 000 F, 50 000 F voire plus, vous êtes libre de votre choix.

Varius : des intérêts mensuels* si vous le souhaitez.

Au moment de l'ouverture de votre Compte, vous choisissez le rythme de versement de vos intérêts.

Innovation sans précédent, le Crédit Agricole vous propose, outre les options au trimestre, à l'année ou à échéance, une formule d'intérêts mensuels*.

Varius, c'est bien la Nouvelle Epargne. Elle est sûrement pour vous, même si vous n'êtes pas client du Crédit Agricole !

VARIUS
UNE EXCLUSIVITÉ DU
CRÉDIT AGRICOLE

* Pour les Comptes à Options de 40 000 F ou plus.
Taux en vigueur au 20/01/89.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PINAULT

Au cours de l'année 1988, le Groupe PINAULT a connu une forte progression de son activité et de ses résultats, avec un Chiffre d'Affaires consolidé s'établissant à 7 724 Millions de Francs et un résultat net consolidé de 423 Millions de Francs en hausse de 33 % par rapport à celui de 1987 (part du groupe 407 Millions de Francs).

L'ensemble des comptes de résultat et de bilan certifiés par les Réviseurs montre une rapide et forte progression de la situation du Groupe.

Ces comptes seront soumis à l'approbation du prochain Conseil d'Administration qui se tiendra le 21 avril 1989.

FORTE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

La forte progression du Chiffre d'Affaires du Groupe PINAULT, en 1988, + 26 %, s'explique par une bonne conjoncture, par une forte croissance des activités, à périmètre constant pour 12,5 %, et par une croissance externe de 13,5 %.

Cette croissance externe est le fait, principalement, de la poursuite de nouvelles acquisitions et implantations sur le marché national.

On notera que la Division AMEUBLEMENT a acquis la Société ORDO au cours de l'exercice 1988.

FORTE PROGRESSION DU RÉSULTAT

Le renforcement de l'ensemble des activités du Groupe ainsi que les efforts de productivité ont permis de dégager un résultat courant consolidé, avant frais financiers et résultats exceptionnels, de 386 Millions de Francs, soit 7,7 % du Chiffre d'Affaires, contre 7,1 % en 1987.

A 423 Millions de Francs, le résultat net de 1988 est en hausse de 33 % par rapport à celui de 1987 qui marquait déjà une très forte progression pour le Groupe PINAULT.

INVESTISSEMENTS

Les investissements, non financiers, pour l'ensemble du Groupe, ont été de 561 Millions de Francs en 1988, soit 7,3 % du Chiffre d'Affaires consolidé.

La progression est de 19 % par rapport à l'année précédente.

DIVIDENDES

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des Actionnaires le versement de 10,50 Francs par action, avoir fiscal compris.

PERSPECTIVES 1989

Tirant profit de ses positions renforcées sur le marché français et d'un marché soutenu dans le bâtiment et la rénovation, l'activité du Groupe PINAULT devrait connaître au premier semestre une progression satisfaisante par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

De plus, le Conseil d'Administration du Groupe PINAULT, dans sa séance du 2 mars 1989, a décidé d'acquiescer 100 % des titres de l'EUROPEENNE DES BOIS ET PAPIERS, pour un prix maximum de 450 Millions de Francs. Cette Société, Maison-mère du Groupe CHAPPELLE D'ARBLAY, dispose pour sa part de 75 % des titres de CHAPPELLE D'ARBLAY SA qui constituent son seul actif, le solde devant être détenu par SOPARL, filiale de la Caisse des Dépôts.

Monsieur François PINAULT a donné son accord sur cette cession, pour ses titres (65 %) et pour ceux qu'il aura préalablement achetés à CLINVEST (15 %).

Conformément à l'engagement qu'il avait pris, Monsieur François PINAULT ne réalisera donc aucune plus-value à titre personnel sur cette opération.

Le financement sera assuré sur les ressources propres du Groupe PINAULT.

En année pleine, les prévisions de CHAPPELLE D'ARBLAY sont de :

- 2,7 Milliards de Francs de Chiffre d'Affaires,
- 110 Millions de Francs de Résultat,
- 410 Millions de Francs de Cash-Flow.

Pour mémoire, les prévisions du Groupe PINAULT, hors CHAPPELLE D'ARBLAY, en 1989, sont de :

- 8,6 Milliards de Francs de Chiffre d'Affaires,
- 450 Millions de Francs de Résultat,
- 401 Millions de Francs de Cash-Flow.

Cette cession sera réalisée avant le 31 décembre 1989, le calendrier n'étant pas définitivement arrêté, compte tenu des procédures en cours, en amont de ce rachat de titres pour exécuter les termes du plan de reprise.



PINAULT

Le nouvel esprit d'entreprise

Économie

ÉTRANGER

En Chine

Beaucoup de grandes entreprises industrielles sont en rupture de trésorerie

PEKIN

de notre correspondant

Un chignotant nouveau est apparu et un autre s'est rallumé sur la voie tortueuse de l'économie chinoise, témoignant des difficultés que le régime éprouve à contrôler la machine.

Selon la presse officielle, une grande partie des grosses entreprises industrielles d'Etat sont à court de liquidités, au point que certaines d'entre elles, en particulier dans le secteur de la construction mécanique, étaient il y a peu sur le point de suspendre la production, faute de pouvoir se procurer les matières premières dont elles ont besoin et payer leurs employés.

L'Etat a débloqué un fonds de secours urgent de 3 milliards de yuans renminbi (5,1 milliards de francs) pour leur permettre de ramener leur trésorerie à flot et de remplir leurs quotas fixés par le plan. Le *Quotidien du peuple* a expliqué cette crise de trésorerie par le fait qu'une grande partie des clients de ces grosses entreprises étaient des firmes industrielles qui

s'étaient elles-mêmes endettées abusivement dans des projets de construction, et se retrouvaient dans le rouge. Les caisses des dix plus grandes entreprises de mécanique lourde du pays font ainsi apparaître un trou de près de 700 millions de francs de créances impayées. A en croire l'organe du Parti communiste chinois, le vice-directeur financier d'une entreprise de Changchun, dans le Nord-Est, n'a pas trouvé d'autre moyen, pour tenter de se faire payer par un de ces mauvais clients, une usine du Sichuan, à l'autre bout du pays, que de se rendre sur place et d'entamer, devant les grilles, une grève de la faim illimitée. Du jamais vu en Chine populaire. Dans le Sichuan également, les ouvriers d'une autre entreprise se sont rassemblés dans la cantine et ont entonné l'*Internationale* au rythme des bols de fer choqués entre eux lorsque la direction leur annonça que les salaires seraient payés en plusieurs versements, le premier n'excédant pas 40 % du montant mensuel.

Le Bureau des statistiques a rapporté, vendredi 7 avril, que la situation s'était sensiblement améliorée.

au cours des toutes dernières semaines mais n'a pas donné de chiffres précis à ce sujet. Il a cependant fait état d'un autre phénomène inquiétant, la reprise de la croissance industrielle globale au mois de mars (+ 15 % par rapport à mars 1988), après deux mois de ralentissement, et cela en dépit des mesures d'austérité adoptées pour la freiner. La plus forte croissance en mars a été enregistrée par les entreprises collectives (+ 21,6 % par rapport à la même période l'an passé) et, parmi celles-ci, par les industries rurales (+ 31 %), celles-là mêmes dont le régime tente de calmer l'ébullition.

Cette croissance incontrôlée « exacerbera à coup sûr les pénuries d'énergie et de matières premières », lesquelles, à leur tour, « continueront à entraver la production industrielle » dans son ensemble, avertit le Bureau des statistiques. Les autorités ont lancé un appel pour que les autorités locales et les échelons administratifs inférieurs « s'abstiennent de se livrer à une compétition aux taux de croissance industrielle ».

F. D.

En Yougoslavie

Le prix de l'essence est fortement relevé

Le prix de l'essence, en Yougoslavie, a été relevé de 43 % dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 avril. C'est la troisième augmentation depuis le début de l'année. Le prix de l'essence super a doublé depuis janvier. Cette hausse intervient pour compenser la chute rapide du dinar face au dollar et autres devises fortes.

Le même jour, rapporte le quotidien belgradais *Vecernje Novosti*, la compagnie aérienne yougoslave JAT a annoncé le relèvement de 28,8 % de ses tarifs sur les lignes intérieures. Ce renchérissement est dû à la hausse des prix du combustible et des pièces détachées.

Les consommateurs yougoslaves risquent cependant d'être plus touchés par la libéralisation du prix du pain semi-blanc, dit « populaire », intervenue samedi 8 avril. Cette décision est accompagnée de la libéralisation de la formation des marges bénéficiaires pour ce type de produit. Les plus démunis bénéficieront de compensations, indique le journal.

L'inflation, en Yougoslavie, qui a atteint 400 % pour les derniers douze mois, pourrait s'élever à 1 000 % d'ici à la fin de l'année, selon les prévisions officielles. — (AFP.)

La Pologne veut rentabiliser l'industrie du pain

Le gouvernement polonais a annoncé, dimanche 9 avril, une hausse de 26 % du prix du pain à compter du lundi 10, rapporte l'agence officielle PAP qui ajoute que le ministre des finances a décidé cette hausse afin de mettre fin à « la baisse de la rentabilité » de l'industrie du pain.

Les boulangers de Varsovie avaient réduit leur production de pain blanc pendant deux semaines à la mi-mars, pour protester contre les bas salaires dans leur profession.

• Wagons-Lits gérera huit mille lits en Algérie. — La chaîne Pullman, du groupe des Wagons-Lits, construira et gèrera en coopération avec l'Office national du tourisme algérien huit mille lits en Algérie. Un accord, qui sera signé ce mois-ci à Alger, prévoit la création d'une société mixte franco-algérienne où la part de Pullman et d'investisseurs privés atteindra 49 %. Cet accord s'inscrit dans la politique touristique algérienne, qui prévoit de porter la capacité hôtelière à cent mille lits contre quarante-huit mille aujourd'hui. Pour sa part, le groupe français Accor a manifesté son intention de construire une vingtaine d'hôtels, dont le premier sera inauguré à Alger en mai 1990.

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre. Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires.

Vos manuscrits sont à adresser à L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS, 8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Téléc. : 612358 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONFORAMA

RÉSULTATS 1988 : BÉNÉFICE NET PAR ACTION : + 19 %

Le Conseil de Surveillance réuni le 4 avril 1989 sous la Présidence de Jean MOLL a examiné les comptes de l'exercice 1988 arrêtés par le Directoire présidé par Jean-Claude TATE.

CHIFFRES CONSOLIDÉS EN MILLIONS DE F	1988	%	1987	%	VARIATION %
CHIFFRE D'AFFAIRES HT	5 942	100	5 545	100	7
BÉNÉFICE NET COURANT	232	3,9	199	3,5	17
BÉNÉFICE NET	257	4,3	218	3,9	18
DONT PART DU GROUPE	252	4,2	212	3,8	19
BÉNÉFICE NET PAR ACTION	63,6 F		53,5 F		19

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 8 juin, la distribution d'un dividende par action de 23 F, soit un revenu total de 34,50 F (30 F en 1987).

PERSPECTIVES 1989

Les prévisions faites pour 1989 font ressortir une progression de l'activité de 8 % et une croissance sensiblement supérieure du bénéfice net courant.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

40 ANS, DEVENIR INSTITUTEUR

Il commencent une deuxième vie en entrant dans l'enseignement. Qui sont-ils ? Quelles sont leurs attentes et leurs motivations à l'égard des enfants et du système scolaire ?

LE PALMARES '88 DES IUT

Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants.

EXCLUSIF

Le texte intégral du rapport Bourdieu/Gros sur la réforme des programmes de l'enseignement.

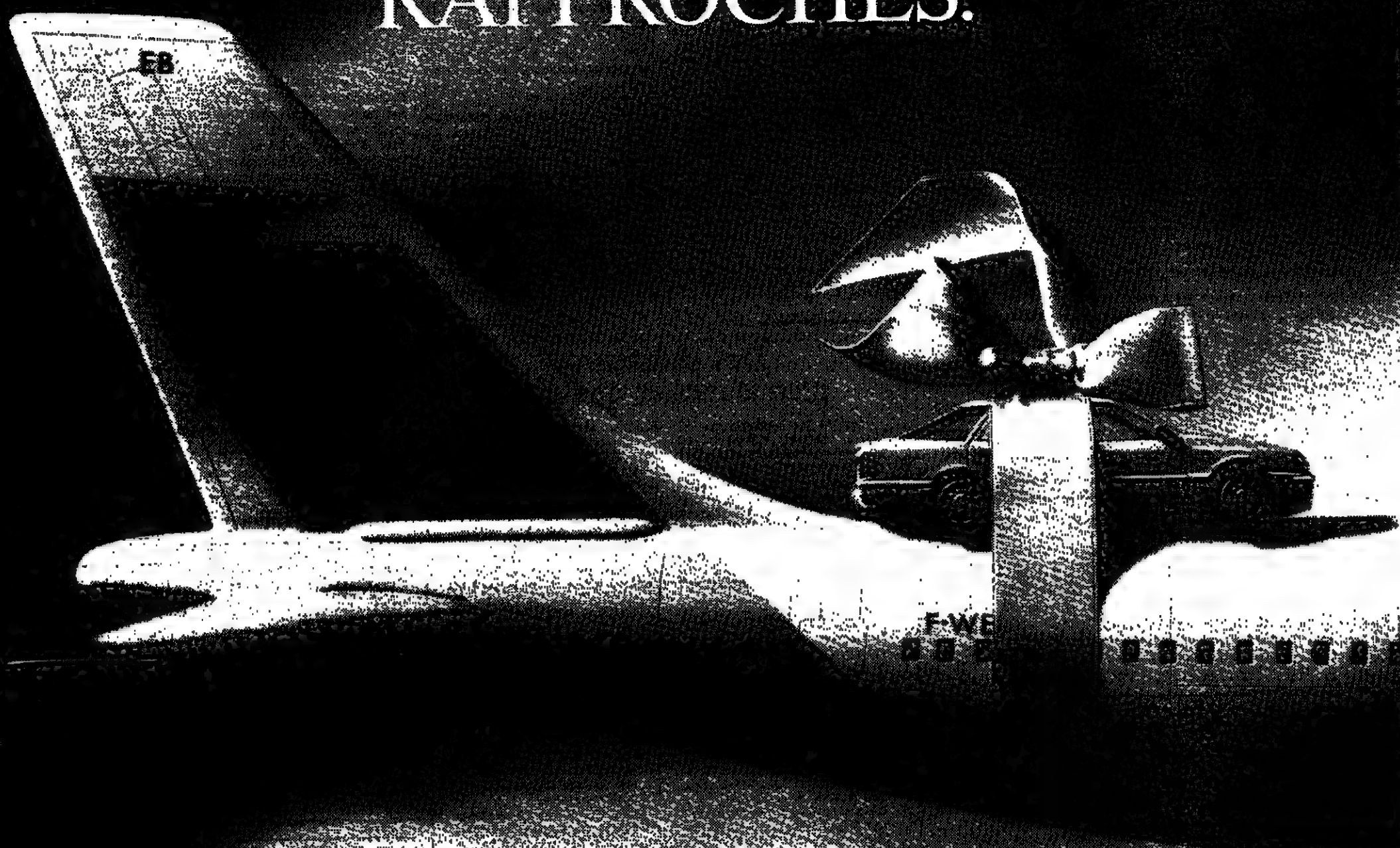
NUMÉRO D'AVRIL : 130 PAGES - 17 F

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

ALORS, TOUT NATURELLEMENT, NOUS NOUS SOMMES RAPPROCHÉS.



Hertz

Nous, Hertz et Air Inter, sommes animés par la même valeur, par la même philosophie d'entreprise : l'excellence. Pour nous, c'est d'abord la volonté d'accroître la qualité de nos services. C'est aussi établir une politique de prix et de produits adaptée aux nouvelles attentes des clients que nous avons en commun. L'excellence, c'est enfin faire preuve d'innovation pour leur

ouvrir de nouveaux horizons. Alors, tout naturellement, nous avons signé un accord de partenariat et déjà une gamme de nouveaux produits a été créée dans le Passeport Air Inter-Hertz. Par la qualité des hommes, par les techniques et la créativité de nos deux sociétés, nous pouvons dire aujourd'hui que nous faisons décoller la location de voitures associée aux voyages aériens.

Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE SEGIN

20,8 MILLIONS DE FRANCS DE RÉSULTAT NET
POUR LE GROUPE SEGIN EN 1988

Le Conseil d'administration réuni le 30 mars 1989 a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 415,8 millions de francs, en croissance de 26,5 % par rapport à l'exercice précédent et un résultat net de 20,8 millions de francs, en progression de 53 %.

Le Conseil proposera à l'assemblée générale mixte des actionnaires, convoquée le 18 mai 1989 à Paris de fixer le dividende net à 3,50 F par action (5,25 F avant fiscalité) qui sera payé aux 945 715 actions composant actuellement le capital.

Par ailleurs, l'assemblée générale devra se prononcer sur la distribution d'une action gratuite pour 10 anciennes.

Les perspectives du groupe SEGIN portent à 35 % la croissance du chiffre d'affaires 1989.

La poursuite de la croissance sera caractérisée par trois axes importants :

• la confirmation du réajustement des activités avec un pôle ingénierie représentant le tiers du chiffre d'affaires (contre 12 % en 1987 et 27 % en 1988) ;

• le développement du marketing direct qui constituera le 4^e pôle d'activité du groupe SEGIN (appelons la 1^{re} étape de ce pôle en 1988 marquée par le rachat de SERIE) ;

• enfin, la poursuite des efforts en matière de développement international.

RECTIFICATIF
de l'avis publié dans Le Monde
daté 7 avril 1989

CESSATION DE GARANTIE

La Société Marseillaise de Crédit, 4, rue Aubert, 75009 Paris, dénonce sa garantie bancaire donnée en faveur de la Compagnie des Voyages, 28, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris, à concurrence de 350 000 francs, répartis comme ci-dessous :

- 280 000 francs pour garantir les engagements contractés par ledit agent de voyages à l'égard de ses clients et le remboursement des fonds déposés par ceux-ci ;

- 70 000 francs pour garantir les engagements contractés par ledit agent de voyages envers les prestataires de services énumérés à l'article premier de la loi du 11 juillet 1975, conformément à l'article 20 du décret n° 77-363 du 24-3-1977 pris en application de l'article 14 de la loi 75-627 du 11-7-1975.

Un délai de trois mois est ouvert aux créanciers éventuels pour produire leurs créances.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

TELERATE

Telerate annonce la mise en service de son réseau mondial de trading pour le marché des changes au comptant :

« THE TRADING SERVICE » (TTS)

La première transaction mondiale a été effectuée le 5 avril 1989 à 14 h 29 (heure de Paris)

Entre : CIC Paris et Chase Manhattan à New-York.

Telerate est opérateur de réseaux d'informations financières en temps réel couvrant les instruments financiers dans le monde.

Le démarrage de « The Trading Service » offre de larges opportunités complémentaires à ses clients et donne une nouvelle dimension à la société.

Telerate Incorporated est cotée à la Bourse de New-York (NYSE) sous le sigle TLR.

TELERATE FRANCE
128, Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Eternit

Au cours de sa réunion du 31 mars, le conseil de surveillance de la S.A. FINANCIÈRE ÉTERNIT a vérifié les comptes 1988, établis par le directeur. Les chiffres caractéristiques de cet exercice sont les suivants, au niveau consolidé.

En millions de francs	1988	1987	variation
Chiffre d'affaires	3 220	3 032	+ 6,2 %
Résultat net (part du groupe)	260	216	+ 20,0 %
Capacité d'autofinancement	406	427	- 4,9 %
Investissements totaux	380	182	+ 108,8 %

Les deux principales activités du groupe, qui sont les raccords et accessoires en plastique d'une part et les produits fibro-ciment d'autre part, représentent respectivement 52 % et 39 % du chiffre d'affaires consolidé et ont contribué l'une et l'autre à sa progression.

La rentabilité de ces activités demeure appréciable puisque le résultat net-part du groupe représente 8,1 % - contre 7,1 % en 1987 - du chiffre d'affaires.

Le résultat net-part du groupe ressort à 279 F par action contre 234,3 F au titre de l'exercice précédent.

Cette évolution favorable ne se retrouve pas dans la capacité d'autofinancement, en raison de l'importance exceptionnelle des provisions pratiquées en 1987, partiellement reprises en 1988.

Les investissements industriels variant peu, la progression des investissements totaux rend compte des prises de participations effectuées en 1988, essentiellement le rachat des titres minoritaires représentant 49,2 % de la filiale américaine SUS-QUEHANNA, l'acquisition de 26 % du capital de la société JIMTEN, leader en Espagne dans ses spécialités plastiques, une prise de participation majoritaire dans la société de raccords plastiques, UNIVERSAL HARDWARE LTD, implantée à Hong-Kong. En outre, au tout début de l'année 1989, le groupe a acquis 60 % du capital de la société française BATIROC qui fabrique des coques autoprotégées de grande portée en acier laqué.

Au niveau de la S.A. FINANCIÈRE ÉTERNIT, le résultat de l'exercice s'établit à 200 708 400 F contre 220 831 000 F en 1987. Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 12 mai prochain, le paiement d'un dividende de 30 F contre 40 F l'exercice précédent.

SOCIAL

Économie

M. Soisson corrige quelques inconvénients de l'allocation formation-reclassement

Ayant rencontré les partenaires sociaux le 13 mars, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, vient de décider d'améliorer certaines prestations servies aux stagiaires de la formation professionnelle. Rémunérés sur la base de 3 297 F net par mois, ceux-ci percevront des indemnités forfaitaires pour les frais de transport et d'hébergement, à compter du 1^{er} avril. La somme est fixée à 216 F par mois pour le transport, quand le stage se déroule à plus de 15 km du domicile, à 350 F si la distance est supérieure à 250 km. Elle s'élève à 534 F ou 668 F pour l'hébergement, selon que le stagiaire doit se loger à plus de 50 km ou à plus de 250 km.

La mesure, qui devrait bénéficier à environ 10 500 personnes en formation, coûterait près de 130 millions de francs à l'État. Elle ne s'applique ni aux frais d'inscription que doivent parfois payer les stagiaires ni aux chômeurs qui sont accueillis dans le cadre de toute nouvelle allocation de formation-reclassement (AFR), issue de l'accord de décembre 1987 entre le patronat et les syndicats, sauf la CGT, renouvelant pour deux ans la convention du régime d'assurance-chômage. De même, elle ne concerne pas les 15 000 à 20 000 « démissionnaires », selon les estimations, qui apparaissent comme les victimes du dispositif entré en vigueur au cours de l'été dernier.

« Nous envisageons de proposer un système équivalent aux régions pour les stagiaires que celles-ci rémunèrent », indique-t-on au ministère du travail.

Deux cas de figure

Avec l'annonce de ces mesures, un conflit se trouve apparemment réglé (Le Monde du 28 décembre 1988). Des réponses sont apportées dans un dossier délicat qui, depuis des mois maintenant, et tout récemment encore, a provoqué de vives réactions de la part de stagiaires qui s'estiment pénalisés par rapport à la situation antérieure. Mais il est peu probable que la création d'indemnités forfaitaires calme le mouvement de protestation. Souvent soutenues par la CGT, des « coordinations » de stagiaires ont multiplié les actions, les manifestations et les grèves, notamment au sein de l'AFPA. Signataires de l'accord donnant naissance aux AFR, les autres syndicats s'émouvent et s'inquiètent mais, tout comme le CNPF, se retrouvent dans une position embarrassante : le système mis en cause dépend en effet largement d'eux.

Jusqu'à présent les stagiaires de la formation professionnelle âgés de

plus de vingt-cinq ans étaient rémunérés sur la base de 70 % de leur ancien salaire et le minimum était fixé à 4 225 F. Depuis que fonctionne l'AFR, deux cas de figure sont possibles.

Soit le stagiaire est demandeur d'emploi, indemnisé par l'allocation de base de l'UNEDIC, et il est alors pris en charge par l'État (sauf pour 1 000 F forfaitaires supportés par l'UNEDIC) dans des conditions identiques. Il touche donc une allocation de formation-reclassement représentant 57 % de son salaire antérieur et, au minimum, 3 297 F net.

Soit il n'est pas chômeur, ou ne peut satisfaire aux conditions de l'allocation de base de l'UNEDIC, et il est alors totalement indemnisé par l'État, lequel pratique un taux unique fixé lui aussi à 3 297 F.

Ces nouveaux tarifs, a priori satisfaisants pour les chômeurs indemnisés dont les droits sont prolongés de la durée de stage, entraînent une baisse de rémunération sensible pour l'immense majorité des autres stagiaires de la formation professionnelle. Mais ils sanctionnent surtout les « démissionnaires », des salariés qui n'ont pas pu ou pas voulu obtenir un congé individuel de formation (CIF) et qui ont quitté volontairement leur entreprise, parfois sur le conseil de leur employeur, pour suivre un stage. N'étant pas licenciés, ils ne peuvent prétendre à l'AFR et reçoivent donc les 3 297 F net versés par l'État, qui a trouvé un seul arrangement, pour les élèves officiers de la marine marchande. Or les « démissionnaires » représentent 7 % des stagiaires AFPA et jusqu'à 60 % des effectifs des stages pour techniciens.

Appel à l'État

A cela s'ajoutent les frais d'hébergement, de transport et, plus encore, d'inscription qui sont supportés par les stagiaires, AFR ou non. Selon l'UNEDIC, il existe de moins en moins de stages pour lesquels l'organisme de formation ne demande pas une participation (67,4 %). Dans le cas contraire, près d'un chômeur sur cinq se voit même réclamer 4 500 F et plus.

Dans l'immédiat, la plupart des inconvénients demeurent donc, malgré les améliorations qui viennent d'être apportées, et on assiste toujours à une course d'attente entre les

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

partenaires sociaux et les pouvoirs publics, également responsables.

La CFDT demande une revalorisation à 4 000 F du montant minimum pour tous les stagiaires, qu'ils soient à la charge de l'UNEDIC ou à celle de l'État. Elle réclame la gratuité des stages, le financement par l'État des frais de transport ou d'hébergement et souhaite que les « démissionnaires » soient rémunérés, toujours par l'État, dans les conditions de l'AFR. FO, de son côté, voudrait que le niveau de l'AFR soit garanti pour toute « formation professionnelle qualifiante » d'une durée d'au moins six mois, quel que soit le statut du stagiaire.

La tentation des partenaires est donc bien de faire appel à l'État pour ne pas avoir à modifier la convention UNEDIC avant son échéance, le 31 décembre 1989. De fait, ils retardent le moment où ils devront faire un geste, tout en sachant que les comptes assainis de l'UNEDIC, grâce aux effets économiques de la reprise d'emploi, les contraindront à terme à un sacrifice financier. Le ministère du travail s'est clairement repéré sur une ligne médiane. Un pas ayant été fait, il laisse entendre qu'il revient aux partenaires sociaux de trouver des issues, car ils se sont eux-mêmes placés dans une position inconfortable. Il serait trop facile, dit-on, de demander à l'État de tout payer.

Seule la CGT peut profiter de cette lenteur, et elle ne s'en prive d'ailleurs pas. N'étant pas signataire de la convention UNEDIC, et donc de nouveau système, la confédération continue d'organiser le mouvement de contestation.

Pourtant, cela n'empêche pas le dispositif nouveau de connaître un relatif succès, ainsi qu'en témoigne le bilan statistique de l'AFR, effectué par l'UNEDIC. Un autre paradoxe dans une affaire décidément bien compliquée.

ALAIN LEBEAUCHE

• **Eclair-Prestit** : les syndicats rejettent les projets de repreneurs. — Les syndicats CGT, CFDT, FO et CGC des usines Eclair-Prestit de Bernay (Eure) et du Petit-Quevilly (Seine-Maritime), en règlement judiciaire depuis août 1988 (Le Monde du 3 août), ont rejeté les projets des repreneurs. Pour la fabrication de la fermeture à glissière, Bonduel prévoit de supprimer 252 emplois sur 365, essentiellement à Bernay, où les salariés qui ont repris le travail mercredi 5 avril après quatre jours de grève, craignent « le démantèlement de chaînes de production en Belgique ». Pour la fonderie, la Société aveyronnaise de métallurgie envisage de licencier 159 salariés sur 269, essentiellement au Petit-Quevilly : les syndicats de cette usine ont décidé d'entamer une procédure pour faire annuler le jugement du tribunal de commerce confiant à la SAM la reprise de cette activité avec des aides publiques.

SICAV		CARACTÉRISTIQUES		Degré de risque	Objectif	Valeur liquidative (en F) au 31/03/89	Encours au 31/03/89 (en millions de F)	Dernier coupon (en F)
EPARGNE J	01/12/88	SICAV de réméré procurant une rémunération proche de celle du marché monétaire ou moyen de techniques de gestion offrant le maximum de sécurité. Taux de rendement actuariel depuis la création : 7,25 %.		QUASI NUL	RENDMENT	52.596,93	3.718,8	2.308,25 payé le 15/02/88
EPARGNE COURT TERME	12/09/88	SICAV obligatoire assurant la progression du capital tout en favorisant la disponibilité. Taux de rendement actuariel depuis la création : 6,74 %.		FAIBLE	RENDMENT	518,19	613,9	
EPARGNE PREMIÈRE	05/12/85	SICAV obligatoire composée essentiellement d'emprunts d'État ou assimilés, et offrant de bonnes perspectives de valorisation. Taux de rendement actuariel depuis la création : 7,47 %.		MODÉRÉ	RENDMENT ET PLUS-VALUE	12.126,34	1.033,7	1.060,86 payé le 28/10/88
EPARGNE QUATRE	01/05/87	SICAV obligatoire distribuant chaque trimestre un revenu d'un montant régulier et assurant le maintien du capital en termes réels. Taux de rendement actuariel depuis la création : 9,84 %.		MODÉRÉ	RENDMENT	1.061,07	589,8	20,00 payé le 31/03/89
EPARGNE LONG TERME	15/06/84	SICAV obligatoire consacrée dans le cadre du Plan d'épargne en vue de la retraite et permettant la constitution d'un capital sur longue période. Taux de rendement actuariel depuis la création : 16,84 %.		MODÉRÉ	PLUS-VALUE	170,13	941,8	10,17 payé le 31/03/89
EPARGNE INDUSTRIE	23/11/78	SICAV composée essentiellement d'actions françaises, permettant de bénéficier de déclarations fiscales (Loi Monory, PER). Priorité est donnée à la plus-value. Taux de rendement actuariel depuis la création : 20,28 %.		MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	81,49	4.012,2	220 payé le 31/03/89
EPARGNE MONDE	07/03/88	SICAV composée essentiellement de valeurs internationales diversifiées et privilégiant la plus-value. Taux de rendement actuariel depuis la création : 21,42 %.		MODÉRÉ SUR LONGUE PÉRIODE	PLUS-VALUE	1.213,22	133,1	16,61 payé le 31/03/89

Je Mins 1550

Économie

SOCIAL

Près de la moitié des bénéficiaires du RMI ont moins de trente-cinq ans

Jeune, seul, presque sans ressource : voici comment apparaît aujourd'hui le bénéficiaire type du revenu minimum d'insertion (RMI). Les premières données fragmentaires recueillies fin février l'avaient laissé deviner. La première enquête systématique menée dans le courant de mars sur soixante-dix caisses d'allocation familiales (CAF) de métropole et soixante-dix mille « RMistes » le confirme. Le phénomène est assez massif. Soixante-quinze pour cent des bénéficiaires sont des isolés (40% des femmes, 35% des hommes), 62% n'ont pas d'enfant (c'est le cas de la moitié des femmes seules et de près de 90% des hommes seuls). Près de la moitié (47,6%) ont moins de trente-cinq ans et près d'un tiers (30,8%) moins de trente ans.

Les familles nombreuses ou monoparentales, considérées comme

les plus fragiles par les enquêteurs, notamment celle du centre d'études des revenus et des coûts (CERC), comme les plus exposées aux aléas de l'existence (chômage, accidents, maladie, etc.) sont en compensation peu présentes. Les femmes seules avec un enfant ne représentent que 11,5% de l'échantillon, celles avec deux enfants ou plus 8,4% et en général les familles (quelle qu'en soit la forme) avec trois enfants ou plus que 7 à 8%. On peut juger rares aussi (17,3%) celles avec un enfant (couples ou mères seules) par rapport à la place qu'elles tiennent dans l'ensemble des familles de France.

Cette répartition s'écarte sensiblement des prévisions faites lors de la création du RMI, à partir des études des caisses d'allocation familiales qui, par les prestations sous condition de ressources, connaissent la

situation d'une grande partie des familles. De même alors que l'on s'attendait à trouver toute une échelle de situations financières, on constate que la moitié des bénéficiaires du RMI et en particulier la grande majorité des isolés reçoivent entre 1 500 et 2 000 F d'allocation, c'est-à-dire près du maximum prévu par la loi pour les isolés. Ces derniers n'ont donc guère d'autres ressources.

A quoi cela tient-il ? Pour une bonne part au système lui-même. Celui-ci inclut les prestations familiales dans les ressources du ménage pour le calcul du RMI, ce qui en réduit le montant pour les familles bénéficiant de ces prestations notamment celles avec deux enfants ou plus et les parents isolés (1). Ne considère-t-on pas d'ailleurs que les allocations familiales dont le montant croît de façon progressive avec le nombre d'enfants, maintiennent six cent mille ménages au-dessus du seuil de pauvreté ?

L'intérêt étant moindre pour elles, les familles ne se sont donc pas précipitées. « Normal », observe-t-on dans certaines caisses d'allocation familiales : ce sont ceux qui en avaient le plus besoin et à qui le RMI pouvait apporter le plus qui se sont inscrits les premiers. Avec le temps, la répartition des bénéficiaires va se rééquilibrer. De fait, l'étude porte sur les allocations à la mi-mars alors que la population du RMI est loin d'être stabilisée.

Des laissés-pour-compte

Mais d'autres éléments pourraient intervenir : certaines familles potentiellement clientes du RMI reçoivent déjà des « allocations d'aide à l'enfance » versées par les départements. Bien que temporaires, celles-ci peuvent être ponctuellement plus élevées que le RMI attendu. Le rééquilibrage pourrait ainsi dépendre de la politique des conseils généraux : maintiendront-ils ou non ces aides ?

Reste, et certains au ministère des affaires sociales le reconnaissent, que l'on a vu apparaître une population souvent ignorée des services sociaux. Le RMI met ainsi en

lumière un univers de la « galère » : plusieurs dizaines de milliers d'hommes ou de femmes à vingt-cinq, trente, voire trente-cinq ans, ne sont pas parvenus à s'insérer socialement et professionnellement, et qui, pendant cinq ou dix ans n'ont trouvé qu'une succession de boulots provisoires.

On repère là ceux qui ont manqué les « pactes pour l'emploi des jeunes », les « stages Barre », ou les « stages Rigout », et sont passés à travers les mailles du « traitement social » : les laissés-pour-compte des années 1978-1988. Ce passé est déjà, pour certains, une menace pour l'avenir lointain : de quels droits à la retraite bénéficieront à soixante ou même soixante-cinq ans ceux qui, à trente, n'ont exercé que des travaux occasionnels ? Question redoutable, car on peut craindre que le système de retraites en vigueur vers 2020 ne soit nettement moins avantageux que l'actuel, en particulier si la pension est calculée sur l'ensemble de la carrière et non sur les « dix meilleures années », comme aujourd'hui.

La jeunesse d'un grand nombre de « RMistes » pose une autre question, non moins préoccupante pour certains : celle des effets de seuil, créés par le dispositif d'insertion. Deux groupes sociaux presque identiques, à quelques années de différence ou à quelques centaines de francs de revenu près, auront des droits différents. Aux bénéficiaires du RMI âgés obligatoirement de plus de vingt-cinq ans, la collectivité s'est engagée à offrir une insertion. Pour les moins de vingt-cinq ans, il existe un ensemble de stages spécifiques que, précisément, l'on n'a pas voulu déséquilibrer. Mais la collectivité n'a pris aucun engagement envers eux. Sans doute est-il logique de faire davantage pour les plus démunis. Mais la frontière n'est-elle pas incertaine ?

GUY HERZLICH.

REPÈRES

Inflation

Accélération dans la CEE

Le taux d'inflation dans les douze pays de la CEE a atteint, en février, son plus haut niveau depuis trois ans, indiquent les chiffres publiés par Eurostat (Bureau européen des statistiques). Les prix ont augmenté de 0,5 % en février par rapport à janvier, et de 5 % en un an (février 1988). Il faut remonter à janvier 1986 pour trouver un taux annuel supérieur.

Les chiffres publiés par Eurostat montrent l'extrême diversité des hausses annuelles de prix selon les pays : de +13,8 % en Grèce à +1 % aux Pays-Bas, en passant par

+12,1 % au Portugal, +7,8 % en Grande-Bretagne, +6,1 % en Italie, +2,6 % en RFA et en Belgique.

Épargne

448 milliards de dollars en URSS

Les dépôts des Soviétiques dans les caisses d'épargne s'élèvent à 280 milliards de roubles (448 milliards de dollars), selon des chiffres fournis samedi 8 avril par le quotidien des syndicats Troud. En plus de cette épargne très importante, les Soviétiques conservent dans leur « bas de bois » jusqu'à 50 milliards de roubles, soit 80 millions de dollars, ajoute Troud.

Maurice : de la plonge à la galère

Momo, trente et un ans, rien qu'un matou. L'histoire de Maurice, « RMiste » ordinaire, ressemble moins à une chanson de Souchon qu'à un répertoire rétro d'avant-guerre. La mouise des années 80 peut avoir, comme ça, des allures rétro.

Il est né au soleil pourtant, Maurice, en 1958, dans la région d'Oran. Mais, très vite, le ciel s'est assombri. Son père, serveur dans un café, est mort « sur le billard » d'un hôpital du bled et, deux ans plus tard, sa mère a dû boucler ses valises, en carton sûrment, pour se « rapatrier » avec ses deux bambins dans une métropole qu'elle ne connaissait que de nom. Pour Maurice, un nouvel univers : les gratte-ciels... ceux de Villeurbanne, banlieue de Lyon, Rhône, France.

A l'école, puis au CES, Maurice rame, rame. En quatrième, à seize ans, il finit par plonger. Au sens propre, c'est-à-dire dans l'eau de vaisselle d'une cafétéria de supermarché, à Bron, où il assure un remplacement d'été puis décroche un contrat à durée déterminée (CDD), renouvelé pendant près d'un an et demi. Presque Byzance. La plonge ou l'épluchage commencent vers midi. Le matin, Maurice, qui est costaud, va décharger des camions chez un transporteur. « Le patron était content de moi, il parlait de m'embaucher. Alors, j'ai lâché la plonge et je me suis retrouvé le bec dans l'eau. La PME de transport avait déposé son bilan... »

Pour Maurice, dispensé du service militaire pour cause de soutien de famille — sa mère est serveuse, au SMIC, sa sœur aînée vivote dans la dactylographie, — la vraie galère commence. Pas celle de la marge, celle de l'intérêt. A vingt ans, sans diplôme, sans qualification, il s'engage sur l'autoroute sans issue des petits boulots de dépannage. Manœuvre, manutentionnaire, aide-livre, trois jours ici, deux semaines là, parfois un mois ou deux ailleurs,

« dans quelques grandes boîtes comme Delle-Alsthom ou P&G et fils, bois en gros. Bien obligé de prendre l'apéro quot... Mais jamais l'apéro d'être intégré, faute de CAP ou de spécialisation ».

Maurice résiste à la vraie déprime, ne fuit pas avec la délinquance, ne fume pas souvent non plus, d'ailleurs. « Même quand je rencontrais une fille qui me plaisait, il n'était pas question d'envisager de vivre ensemble. Avec ce que je gagnais... j'aurais eu l'impression de me faire entretenir. Heureusement que j'ai ma mère, sans elle j'aurais coulé, je serais sous les ponts depuis longtemps. » Sa mère a aujourd'hui soixante-trois ans, un retraité désoeuré — environ 2 500 F par mois, — mais un petit F2 Logérol, près du boulevard de ceinture, où Maurice et elle habitent, à loyer modéré. La survie, mode d'emploi, « sans ciné, sans resto, sans vacances, sans fringues à la mode... juste de quoi bouffer ».

Et puis le RMI — qui, pour lui, rime à quelque chose : petit pécule, promesse d'insertion, — est arrivé. Maurice s'est inscrit au centre communal d'action sociale de Villeurbanne. Il a rempli un dossier. Une conseillère d'orientation s'est intéressée à lui, enfin — « une dame vraiment gentille, un ange ! » — et il espère pouvoir bientôt obtenir un stage de formation de cariste... ou d'aide-cuisinier. « Conduire un Farwick ou faire la cuisine me plairait bien. » En attendant, Maurice rêve à la chance qu'il n'a pas vu passer, depuis trente ans qu'il la guette. Il touche 1 760 F par mois, il respire.

Un bonheur arrive parfois seul. Le lendemain de notre entrevue, Maurice est entré à l'hôpital, « pour un truc embêtant », quinze jours, au moins, en observation. « Vous faites pas de souci, ça s'arrangera... »

ROBERT BELLERET.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

DEMAIN VOUS SEREZ EN ENTREPRISE

Responsable du Personnel
Responsable de la Formation
Responsable du Recrutement
Directeur des Ressources Humaines
10 MOIS D'ENSEIGNEMENT
8 MOIS DE STAGE EN ENTREPRISE



L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de prépa. CONCOURS : 1^{re} session 24 AVRIL 1989. Inscriptions immédiates : Tél. 47.57.31.41.

DE GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES
ETABLISSEMENT PRIVE
D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
GROUPE IGS
Institut de Gestion Sociale

NOM _____ AGE _____
DIPLOME _____
ADRESSE _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel
INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret

NIXDORF COMPUTER IETH

2^e Cycle de Management et d'informatique appliqués au Tourisme et à l'Hôtellerie

2^e SESSION RENTREE FEVRIER 89

L'IETH et NIXDORF COMPUTER s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantation informatique dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

FORMATION EN 10 MOIS

DIPLOME DOUBLE COMPETENCE :
MANAGEMENT ET INFORMATIQUE

OPTION : Tourisme et Hôtellerie

Admission : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE
Financement à 100% (Fret aidant)

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

INSCRIPTION - APPELEZ LE :

(1) 42 66 66 82

IETH 71, rue du Faubourg-Saint-Henri • 75003 PARIS • Tél. : (1) 42 66 66 82
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur Européen

IGS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

les 3^{es} Cycles de Management

10 mois de formation
7 mois de mission en entreprise
• Agir en généraliste de l'entreprise
• Maîtriser les savoir-faire professionnels
Quatre 3^{es} cycles spécialisés
• Management des ressources humaines et communication
• Management financier et contrôle de gestion
• Management de la qualité totale
• Gestion de projet

Admission :
Diplômes de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, IEP, maîtrise...)

Concours :
1^{re} session 24 avril
inscriptions immédiates
Renseignements : (1) 47.57.31.41.

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____ VILLE _____

CODE POSTAL _____

souhaite recevoir une brochure du 3^e cycle de Management

cocher la spécialisation choisie

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 120 rue Danton 92300 Levallois Perret
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur

Au départ de Nice, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

swissair

108 destinations dans 67 pays

Marchés financiers

Accord à l'amiable
entre les anciens propriétaires de Look
et Bernard Tapie

La famille Beyl, ancienne propriétaire de Look, entreprise nivernoise de fabrication de fixations de skis reprise avec un concordat par Bernard Tapie en 1983, a signé avec ce dernier un protocole d'accord qui met fin à deux ans de bataille devant les tribunaux. Aux termes de cet accord, le groupe Tapie rachète aux actionnaires de la famille Beyl leur part de 34 % dans le capital de Look pour une somme de 15 millions de francs, plus 4,8 millions de francs pour les brevets : il détendra, alors, 90 % de Look, le solde appartenant à la SDR Centre-Est.

International Paper
détient déjà
la majorité
dans Aussedat-Rey

Le groupe américain International Paper, numéro un mondial du papier, avec un chiffre d'affaires de 9,5 milliards de dollars et un bénéfice de 754 millions de dollars, qui a lancé une OPA sur le capital du papeterie Aussedat-Rey, numéro trois français, détient déjà, par rachat en Bourse, environ 58 % de ce capital. Il espère en détenir la totalité le 20 avril, à la clôture de l'OPA pour un prix global de 2,3 milliards de francs.

Rappelons qu'International Paper s'est engagé à investir 2,8 milliards de francs dans les usines d'Aussedat-Rey, et qu'il a emporté sur le groupe Saint-Louis et sa filiale Arjomari.

La CSEE acquiert
une société californienne

La Compagnie de signaux et d'équipement électronique (CSEE) a pris le contrôle de Telcom-Technologies, société californienne qui détient 10 % du marché américain des ACD (distributeurs automatiques d'appels pour le marketing direct et les services téléphoniques gratuits), avec trente millions de communications par jour. Cette société réalise un chiffre d'affaires de 14 millions de dollars, avec un bénéfice de 1,4 million de dollars.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin-Say
Groupe Ferruzzi

Réuni sous la présidence de M. Jean-Marc Verne, le 6 avril 1989, le conseil d'administration a arrêté les comptes consolidés et les comptes sociaux relatifs à l'exercice 1988.

LES COMPTES CONSOLIDÉS

Le bénéfice consolidé, part du groupe, atteint 750 millions de francs contre 736 millions de francs en 1987.

Il convient d'attirer l'attention sur les modifications du périmètre de consolidation et les périodes prises en compte.

Modifications	Sociétés	Période de prise en compte
entrées en intégration globale	Italiana Olii e Risi Lesieur - Branche corps gras Ceresar Holding B.V. Central Soya	11 mois 6 mois 15 mois 13 mois
passage de l'intégration globale à la mise en équivalence	Kayserberg Papeterie Béghin-Corbellin	12 mois 12 mois

Une comparaison des résultats consolidés 1988 et 1987 retraités permet d'apprécier l'impact de l'évolution de la structure du groupe :

(millions de francs)	1988	1987 retraité	1987 publié
Chiffre d'affaires	33 786	9 367	15 508
Résultat d'exploitation	1 665	917	1 493
Résultat courant avant impôt	758	583	994
Résultat exceptionnel net	351	(24)	(13)
Résultat des sociétés intégrées	(506)	(118)	(290)
Résultat net, part de Béghin-Say	603	441	691
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	239	325	78
Amortissement des écarts d'acquisition*	(34)	(3)	-
Résultat de l'ensemble consolidé	808	757	769
Résultat net, part de Béghin-Say	750	736	736

* Les chiffres 1987, tels que publiés, prenaient en compte l'amortissement des écarts d'acquisition dans les charges d'exploitation. Ces dotations sont désormais classées en dehors du résultat d'exploitation, conformément aux recommandations de la Commission des opérations de Bourse. La durée d'amortissement des écarts d'acquisition est de quarante ans.

LES COMPTES SOCIAUX

Les éléments constitutifs des résultats nets 1988 et 1987 sont très différents, notamment en ce qui concerne le résultat exceptionnel, qui s'établit à 350 millions en 1988 contre 1 123,9 millions en 1987, ce dernier montant provenant des opérations sur titres réalisées en 1987 et de l'apport d'immobilisations incorporées à Kayserberg.

Ainsi les comptes sociaux de la société dégagent, en 1988, après une dotation de 9,7 millions de francs à la réserve de la participation des salariés aux fruits de l'expansion, un bénéfice de 639,3 millions de francs contre 1 487,9 millions de francs en 1987.

ACTIVITÉ DE NÉGOCE

En raison du succès du conseil de poursuivre le développement du groupe Béghin-Say dans les secteurs agro-industriels (concrètement par l'acquisition de la société Carpellé - leader du marché de l'huile d'olive en Italie - et par des projets en Espagne), le conseil a décidé de céder, au coût de revient, 75 % des titres de la société ATB (contrôlant les sociétés de négoce) à des sociétés du groupe Ferruzzi en amont de Béghin-Say.

LES DIVIDENDES

En raison des résultats satisfaisants de l'exercice 1988, le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 23 mai 1989, la distribution d'un dividende de 22 francs assorti d'un avoir fiscal de 11 francs.

Le dividende proposé est en augmentation de 10 % par rapport à celui distribué au titre de l'exercice 1987.

NOMINATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 23 mai 1989 la nomination de M. Jacques-Henri David aux fonctions d'administrateur.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le conseil d'administration a décidé du principe d'une augmentation de capital dont les modalités seront fixées au cours du second semestre 1989.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Afin de procéder à des ajustements mineurs des statuts de la société et dans le but d'être en mesure de diminuer l'endettement de la société en choisissant, le moment venu, les instruments financiers les plus appropriés, le conseil a décidé de convoquer, à l'issue de l'assemblée du 23 mai 1989, une assemblée générale extraordinaire.

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS
(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1988
31 mars 1989

Valeurs françaises, à rev. variable	106,2	107,7
Valeurs industrielles	109,9	111
Valeurs étrangères	108,1	108,2
Périmètre Énergie	116,3	116,1
Chimie	102,5	102,2
Métallurgie, sidérurgie	118,7	120,4
Électricité, électronique	106,6	106,7
Bâtiment et matériaux	111,1	113,5
Ind. de consommation, non alim.	102,8	104
Agro-alimentaire	111,7	113,5
Distribution	108,8	114,2
Transport, loisirs, services	104,2	107,8
Assurances	108,7	116,8
Crédit bancaire	99,8	99,8
Société	97,9	97,9
Immobilier et finance	96,7	97,8
Investissement et portefeuille	101	102

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises, à rev. fixe
Emprunts d'État
Emprunts garantis et assimilés
Sociétés

Base 100 en 1988
Valeurs françaises, à rev. variable
Valeurs étrangères

Base 100 : 31 décembre 1988
Indices des val. fr., à rev. fixe
Emprunts d'État
Emprunts garantis et assimilés
Sociétés

Base 100 en 1987
Valeurs françaises, à rev. variable
Valeurs étrangères

Base 100 : 31 décembre 1988
Indices des val. fr., à rev. fixe
Emprunts d'État
Emprunts garantis et assimilés
Sociétés

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général
Produits de base
Construction
Industrie
Bourse de commerce, durables
Bourse de commerce, non durables
Bourse de commerce, diversifiés
Services
Société financière
Société de la zone franc
exploitant principalement
à l'étranger
Valeurs industrielles
Bourses régionales

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général
Bourses régionales

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

Base 100 : 31 décembre 1981
Indice général

PARIS, 10 avril

Sans conviction

Le moins que l'on puisse dire : la Bourse a manqué lundi de conviction. « Et pourtant, elle monte », disait sur le parquet un professionnel désabusé. Mais avec quel 7 Dajis minces à la veille du week-end, les courants d'entrainement se sont réduits à une véritable pause de chagrin. La matinée s'était ouverte sur une note plutôt optimiste (+ 0,23 %). Mais avec une activité, à dire d'agents, quasi inexistante, le marché, livré à lui-même, est allé de droite et de gauche, sans trop bien savoir quelle direction prendre. A 11 heures, son avance n'était plus que de 0,17 %. Elle repassait vers 13 heures à 0,39 %. Dans l'après-midi, l'indicateur de tendance enregistrait une progression de 0,4 % environ.

« C'est encore un coup des petits actionnaires », disait un banquier en riant. Dans les coins et sous les piliers, les professionnels devaient pour faire passer le temps. Dans l'enclos du marché des « futures », les « traders » (négociateurs) se mouvaient pas mal des « puts » et des « calls ». Qui piquait du nez dans sa gamelle, qui cherchait à affiner sa stratégie au backgammon.

Inculte de le préciser : la Bourse s'ennuyait ferme. Après l'avoir un court instant réjouie à la veille du week-end, l'annonce d'un taux de chômage tombé aux États-Unis à son plus bas niveau depuis quinze ans ne l'a pas réveillée. « La machine ne tient pas compte de la situation intérieure », disait un habitué sur le mode interrogatif.

En fait, son indécision semble liée à deux facteurs : après le léger reprieve de printemps observé ces quinze derniers jours, il se retrouve à 1 % seulement de ses plus hauts niveaux de toujours. Cette situation se produit à l'instant même où l'évolution des taux d'intérêt devient une belle inconnue. Le marché obligataire et le MATIF avaient en leur jour le jour tombé à son plus bas niveau depuis l'été 1988.

TOKYO, 10 avril

En dessous des 33 000 points

La Bourse de Tokyo n'a pas très bien commencé la semaine. Après une hausse initiale, la baisse a été au rendez-vous. Cependant, le mouvement a tendu à se ralentir. A la fin de la matinée, l'indice Nikkei avait, en effet, perdu 266,74 points. Il parvenait par la suite à réduire l'écart, pour s'établir en clôture à 32 999,02, avec une perte nette de 186,03 points (- 0,56 %).

Le développement inquiétant du scandale Recruit Cosmos incite les investisseurs à la prudence. La diminution de l'activité en montagne, qui a seulement porté sur l'échange de 700 millions de titres, contre 1,3 milliard vendredi dernier. Parmi les valeurs les plus éprouvées, ont notamment figuré les sidérurgiques, les chantiers navals, les constructions, les pâtes à papier, les textiles et les électroniques. Tassement également des sociétés de courtage, des pharmaceutiques et des produits chimiques.

VALEURS	Cours de 7 avril	Cours de 10 avril
Alcatel	722	725
Banque	1 500	1 480
Citroën	1 620	1 600
Fujitsu	3 440	3 410
Honda	1 810	1 800
Motorola	2 350	2 370
Nissan	1 130	1 120
Sony	8 850	8 800
Toyota	2 480	2 470

FAITS ET RÉSULTATS

● **Euromarché** : forte baisse des bénéfices. - L'année 1988 n'a pas été un bon cru pour le groupe. Malgré l'accroissement du chiffre d'affaires (+ 16,5 %), dont le montant consolidé s'est élevé à 22,89 milliards, surtout en raison de diverses acquisitions, le bénéfice net comptable a chuté de 38,4 %, à 140,58 millions de francs (intérêts minoritaires non compris). Le communiqué de la direction ne donne aucune explication. Le résultat courant est en baisse de 19,5 %, à 385,7 millions de francs, et le bénéfice d'exploitation de 13 %, à 426,5 millions. Le dividende net est maintenu à 100 F.

● **Rhodia AG** : retour aux bénéfices. - Cette filiale « fibres » ouest-allemande du groupe Rhône-Poulenc est revenue dans l'ère des bénéfices en 1988, avec un résultat net positif de 9,8 millions de deutschemarks (contre une perte de 8,9 millions de deutschemarks). Le chiffre d'affaires est en hausse de 14,4 %, à 602 millions de deutschemarks. 44,4 % des ventes sont réalisées avec les fibres pour filtres à cigarettes (*filter tow*), dont Rhône-Poulenc est l'un des grands spécialistes mondiaux. Ce secteur, qui exporte 70 % de sa production, a d'ores et déjà son plan de charge assuré jusqu'à la fin de l'année. Le

reste du chiffre d'affaires est généré à hauteur de 38,5 % par le nylon, 14 % par le polyester et 3,1 % par des fibres diverses. Pour l'année 1989, la société s'attend à une augmentation de ses ventes : elles ont déjà progressé de 17 % au premier trimestre - à « un résultat satisfaisant ».

● **Pechiney** va introduire en Bourse 25 % de Pechiney International. - Le groupe d'État Pechiney (aluminium, emballage...) va « prochainement » introduire en Bourse 25 % du capital de sa filiale Pechiney International. Cette introduction sera d'abord effectuée à la Bourse de Paris, puis à Londres, à Genève et à Bruxelles, a précisé le porte-parole de Pechiney. Dans un communiqué, le PDG, M. Jean Gandois, explique que cette introduction en Bourse « est une bonne opportunité de s'associer au développement du groupe dans l'emballage et les composants aéronautiques ». Il avait déjà annoncé cette opération lors de l'annonce, en novembre dernier, du rachat du géant américain de l'emballage American Can, le présentant comme un moyen de trouver des fonds pour financer cette acquisition onéreuse. Pechiney procédera, d'autre part, à une nouvelle émission de certificats d'investissements privilégiés (CIP).

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Asie	280 20	485	La 1 ^{re} liv. de mon.	...	335
Amis de l'Asie	338	337	Loisirs Investissement	...	217
B. Dumas & Associés	...	571	Loisirs	...	154
B.P.	...	818	Macquarie Invest.	...	230 50
Bolton Technologies	...	841	Macquarie	...	158 80
Bolton	...	1018	Macquarie	...	750
Bolton (Lyons)	...	275	Macquarie	...	394
Chimie de Lyon	...	2001	Macquarie	...	245
Cafés	...	785	Macquarie	...	302
Cafés	...	850	Macquarie	...	538
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	...	448	Macquarie	...	473 10
C.A.T.C.	...	123 80	Macquarie	...	432
C.E.R.E.	...	1420	Macquarie	...	630
C.E.R.E.	...	320	Macquarie	...	321
C.E.R.E.	...	880	Macquarie	...	321
C.E.R.E.	...	246 50	Macquarie	...	321
C.E.P. Communication	...	1699	Macquarie	...	321
C.E.I. International	...	1280	Macquarie	...	321
Cinéma d'Orléans	...	630	Macquarie	...	321
C.N.I.M.	...	501	Macquarie	...	321
Codex	...	230	Macquarie	...	321
Codex	...	384	Macquarie	...	321
Codex	...	680	Macquarie	...	321
Codex	...	383	Macquarie	...	321
Codex	...	125 90	Macquarie	...	321
Codex	...	1440	Macquarie	...	321
Codex	...	1115	Macquarie	...	321
Codex	...	615	Macquarie	...	321
Codex	...	100	Macquarie	...	321
Codex	...	610	Macquarie	...	321
Codex	...	228	Macquarie	...	321
Codex	...	270	Macquarie	...	321
Codex	...	180	Macquarie	...	321
Codex	...	315	Macquarie	...	321
Codex	...	945	Macquarie	...	321
Codex	...	286	Macquarie	...	321

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables

le 7 avril 1989

Nombre de contrats : 12 462.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	608	16	54
CCE	448	26,50	17,50
EIF-Aquitaine	440	27	9
Laforge-Coppée	1 550	70	19
Michelin	248	3,55	43
Midil	1 700	25	82
Paribas	528	9,75	45,50
Pengot	1 550	206	20
Saint-Gobain	688	8	46
Société générale	488	17,50	14,50
Thomson-CSF	240	18,80	26

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 avril 1989

Nombre de contrats : 59 974.

COURS	Options d'achat	Options de vente
Dernier	105,70	105,60
Précédent	105,64	105,50

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
104	1,98	0,31

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,3490 F ↑

Le dollar s'est redressé, lundi 10 avril, sur toutes les places financières internationales. A Paris, il a ainsi coté 6,3490 F (contre 6,3145 F vendredi dernier). D'après les commentateurs, les nouvelles craintes inflationnistes aux États-Unis, inspirées par la baisse du taux de chômage à son plus bas niveau depuis quinze ans, sont responsables de la remontée du billet vert. Les affaires, toutefois, ont été calmes.

FRANCFORT 7 avril 10 avril

Dollar (en DM) .. 1,8718 1,8778

Tokyo 7 avril 10 avril

Dollar (en yens) .. 132,86 132,60

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (10 avril) .. 719/441/354

New-York (7 avril) .. 719/354

BOURSES

PARIS (INSEE base 100 : 30-12-88)

6 avril 7 avril

Valeurs françaises .. 107,3 107,1

Valeurs étrangères .. 108,5 108,4

(S&P, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC .. 4542 4532

Marchés financiers

BOURSE DU 10 AVRIL

Cours relevés
à 14 h 55

[illegible]**Comptant** (selection)**SICAV** (sélection)

7/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net																			
Obligations										Étrangères										VALEURS										VALEURS									
5,00 6/80 77	124 70	7 763	C.L.C. (France, del.)	210	240	Loire (Sté)	2480	1468	Voigt	1296	A.A.A.	575 95	France-Obligations	446	440 59	Pavelet	639 32	620 70																					
5,00 7/80 77	101 20	7 763	C.L. Médiane	894	1468	Loire	1468	1468	Wolter	848	Acélon	221 04	France	215 12	437 64	Pharm. Pharmacens	263 95	262 95																					
10,00 7/80 74	104 08	8 450	Chem. Ind.	1522	905	Messager Ind.	905	141	Wolter	1473	Action France	550 57	France Financ.	100 21	97 29	Pharm. Invest.	729 43	705 90																					
12,25 5/80 90	104 55	11 280	Colasid Lyd	1115	1120	Messager Ind.	1120	82	Wolter	140 10	Action Intercommun.	536 57	France Financ.	1147 08	1147 08	Pharm. A.	2600 70	2473 20																					
10,20 5/82 80	105 25	3 861	Compt.	351	358	Messager Ind.	358	490	A.G.E. Action	125 03	A.G.E. Action	125 03	France Financ.	23 27	27 18	Pharm. J.	6710 72	5710 72																					
15 5/80 82	107 65	13 370	Ind. Industrielle	4000	149	Métal Display	530	149	A.G.E. 5000	617 67	France Financ.	1007 83	France Financ.	33 29	32 80	Pharm. J.	6815 68	6815 68																					
14,00 5/80 83	109 80	1 020	Chem. Lyonn-Alex.	427	155 10	Métal Display	155 10	155 10	A.G.E. ECU	1107 98	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
12,25 5/80 83	109 82	1 020	Chem. Lyonn-Alex.	427	155 10	Métal Display	155 10	155 10	A.G.E. Financ.	1107 98	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
12,25 5/80 84	109 82	1 020	C.M.P.	427	155 10	Métal Display	155 10	155 10	A.G.E. Interfido	144 16	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
11 5/80 85	111 90	1 647	Chlo. Gds. Ind.	560	2250	Métal Display	2250	2250	A.G.E. Invest.	123 10	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
10,25 5/80 86	106 12	0 816	Chlo. Gds. Ind.	560	2250	Métal Display	2250	2250	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679	679	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679	679	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679	679	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679	679	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679	679	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679	679	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679	679	A.G.E. Oblig.	1118 31	France Financ.	1006 92	France Financ.	114438 07	114438 07	Pharm. J.	1125 10	107 30																					
0,01 25 7/80 83	2024 50		Danley S.A.	901	679	Métal Display	679																																

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Les confessions de l'escroc grec Georges Kokkoras. 3 Les affrontements à Beyrouth. 4 Amnistie générale en Tunisie. 5 Japon : les suites du scandale Recruit. 6 L'islam en fièvre (VII). 7 Le calme semble revenu à Haïti.	8 La préparation des élections européennes et les divisions à droite. 10 Le congrès des Verts européens. 11 La situation en Corse.	12 Le projet de loi d'orientation contre l'échec scolaire. — Savoirs policiers : le préfet de police demande des enquêtes administratives. 13 Le Sénat examine le projet de loi sur la détention provisoire.	15 Maurice Ravel à travers sa correspondance. — Un bilan du troisième Printemps de Bourges. 16 Une exposition Chanel à Marseille. — Effervescence syndicale au Théâtre de Chaillot. — Communication.	24 La réunion du GATT à Genève. 25 La réunion de la FAO à Rome. 26 Chine : de nombreuses entreprises en rupture de trésorerie. 29 Un bilan du revenu minimum d'insertion. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 3 Carnet 13 Loto, Loto sportif 18 Météorologie 18 Mots croisés 18 Radio-télévision 18 Spectacles 17	• Le temps ce week-end Météo • Consultez votre portefeuille le Samedi en direct. BOURSE • Abonnés-vous au Monde ABO 3615 tapes LEMONDE • Le midi-journal JOUR 3615 tapes LM

M. Philippe Herzog (PCF) « n'exclut pas la censure » du gouvernement

Le Parti communiste français « n'exclut pas la possibilité de la censure » à l'égard du gouvernement, a indiqué, dimanche 9 avril, M. Philippe Herzog, qui conduit la liste du PCF aux élections européennes. Invité du « Forum FR3-RMC », l'économiste du Parti communiste a précisé que son parti « sait très bien que faire chuter un gouvernement socialiste pour le remplacer par un gouvernement de droite, avec ou sans les jeunes cadets, ne signifierait certainement pas une amélioration pour notre pays ».

Antérieurement, le membre du bureau politique du Parti communiste avait déclaré que le Parti socialiste « n'est pas l'ennemi » du PCF, mais que « sa politique est néfaste ». En outre, sur le plan européen, le PS fait preuve, selon M. Herzog, d'une « phénoménale hypocrisie » en n'expliquant pas ses « projets concrets ».

« Les dirigeants socialistes, a-t-il poursuivi, sont sans doute crédibles du point de vue politique par le fait qu'ils sont au gouvernement, mais ne le sont pas lorsqu'il s'agit de combattre l'affairisme et de répondre aux besoins sociaux ».

A propos des élections européennes, M. Herzog a affirmé qu'il s'engageait dans la campagne « avec beaucoup de pugnacité et d'ambition pour construire l'Europe autrement » et a « garanti de bonnes surprises » dans la composition de sa liste, qu'il souhaite « ouverte ». Il a estimé que le Parti communiste pouvait aller « au-delà » de son score de 1984 (11,20 %) et a évalué « de 20 à 25 % », les gens intéressés par le discours communiste sur l'Europe. Celle qui se fabrique est, selon lui, « néfaste ». Il s'agit, a-t-il indiqué, de construire « une Europe occidentale sans soumission ni domination, une Europe qui n'accepte ni de se courber devant les USA et le Japon ni la domination économique de la RFA et les règles des Bernard Tapie, Berlusconi, Maxwell et compagnie ». Au sein de cet ensemble, a-t-il précisé, la France doit « défendre et consolider ses atouts et mener une politique non alignée. De Gaulle l'a sentie ; il a raté malheureusement ».

Désaccord parmi les actionnaires familiaux du groupe Delmas-Vieljeux

Dans la bataille engagée par M. Vincent Bolloré pour prendre pied chez l'armateur Delmas-Vieljeux (le Monde daté 9-10 avril), les membres des familles Delmas et Vieljeux, propriétaires d'une large fraction du capital de l'entreprise maritime, n'ont pas la même stratégie.

Dans un communiqué publié lundi 10 avril, M. Maurice Delmas et la princesse Ruspoli, sa sœur, tous deux héritiers directs des fondateurs du groupe Delmas-Vieljeux, actionnaires et administrateurs de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux (CFDV) et de la Société navale et commerciale Delmas-Vieljeux (SNCDV), ont confirmé et renouvelé « leur soutien et leur entière confiance dans la politique menée par le président, M. Tristan Vieljeux, et l'équipe de direction générale qui entoure dans la conduite du groupe Delmas-Vieljeux ».

« Ils se désolidarisent totalement », précise le communiqué, « des déclarations exprimées par Francine et Claudio Palazzolo, déclarations qui ne peuvent en aucun cas traduire le point de vue de l'ensemble de la famille Delmas ».

M. et M^{me} Palazzolo avaient, en effet, il y a trois jours, apporté leur soutien à l'offensive de M. Bolloré.

M. Tristan Vieljeux, PDG du groupe maritime, devait expliquer, dans l'après-midi du 10 avril, dans quelles conditions il envisageait un accord avec M. Vincent Bolloré.

Société des lecteurs du « Monde »

La direction du Théâtre de Chaillot ayant dû annuler les représentations du *Bourgeois gentilhomme*, la Société des lecteurs du *Monde* est contrainte d'annuler les invitations adressées à ses actionnaires des Hauts-de-Seine et du seizième arrondissement de Paris pour le 11 avril.

Elle les prie de bien vouloir l'excuser de ne pouvoir, étant donné les délais, les prévenir individuellement.

Sur le vif

Naufrage

Je suis très inquiète pour ma fille. Ça y est, elle a une ride. Si, si, je vous jure, au coin de l'œil droit. Elle a essayé de me le cacher pour pas m'effrayer, et puis, hier, elle a oublié, elle vient me faire un câlin, et qu'est-ce que je vois ? J'en étais toute resourcée : — Enfin, c'est pas possible, comment ça a pu t'arriver, une chose pareille ? — Ça arrive à tout le monde. — Qu'est-ce que tu racontes ? Ça se dépitte, là, maintenant, ça se prévient, ça s'évite. Faut pas fumer, pas picoler, faut se tater les seins, faut... — De quoi tu parles, là, j'ai pas le cancer. — Le cancer, ce serait rien. On en guérit. Ça, c'est mille fois pire, c'est mortel de vieillir. — Oui, bon, mais c'est une maladie qui évolue très lentement. — Tu rigoles ou quoi, ça s'attrape de plus en plus tôt et ça s'aggrave de plus en plus vite. Enfin, voyons, chérie, tu devrais le savoir, on ne parle que de ça dans les médias. La lutte contre le sida, c'est une rigolade à côté de la lutte contre l'âge. C'est la peste des temps modernes. Parce qu'en plus, ça se voit et ça dégoûte, ça fait peur. Partir comme t'es, ça va te mettre au rancart vite fait dans la boîte. J'ai une copine, elle était grand reporter, à cinquante balais, du balai, terminée, là, la lassitude plus forte. T'es arrivée de finir comme moi, enfermée dans un placard ? — Écoute, te plains pas. Là, au moins, t'es en sécurité. T'es pas très regrettée, mais bon, là, tu supportes, tes collègues, tu fais de dévouer les yeux quand tu passes dans un couloir. C'est pas comme ces aides-soignantes autrichiennes. Elles, elles en voulaient plus de ces visions d'horreur. — Mets-toi à leur place ! Boire dans un service de gîteuse, faire la toilette d'un grabataire, être obligé de toucher ses cuisses, ses bras fétides. Comme film d'épouvante, ça se pose un peu là. Même au Festival d'Avoriaz, ils osaient pas montrer ça. — Oui, mais de là à les piquer, à les écouiller sous des ordres, à les... — Si on n'a même plus le droit d'abréger ses souffrances, quand on est plongé, comme ces malheureuses, au fond de la déchéance, où on va ?

CLAUDE SARRAUTE.

Une élection cantonale partielle

JURA : canton d'Arbois (1^{er} tour). Inscr. 4 836 ; vot. 3 477 ; abst. 28,10 % ; suffr. expr. 3 334. MM. Gabriel Marmier, UDF-CDS, adjoint au maire, 1 702 (51,04 %). ELU : Alain Lornet, PS, 1 223 (36,68 %). Mme Marianne Meunier, PC, 409 (12,26 %).

[Soutenu par la majorité départementale (UDF-RPR), M. Marmier a emporté dès le premier tour cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 22 janvier, de Pierre Lagnier (droits dérivés), élu en 1985 et doyen du conseil général.]

Trois semaines après les municipales, les électeurs d'Arbois ont ainsi confirmé leur choix puisque, le 19 mars, le maire socialiste avait été battu au profit du candidat RPR, M. Jean-Pierre Bocat, dont M. Marmier est le deuxième adjoint. En recueillant 51,04 % des voix, ce dernier

se retrouve pas, toutefois, le score obtenu par les deux candidats de droite au premier tour de l'élection de 1985 (54,86 %).

Le Parti communiste réalise, pour sa part, une bonne opération puisque sa candidate, créditée de 12,26 % des voix, améliore de plus de trois points le résultat recueilli, en 1985, par le PCF (9,06 %).

Am premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr. 4 955 ; vot. 3 863 ; abst. 22,03 % ; suffr. expr. 3 760. MM. Lagnier, div. d., 1 336 (35,53 %); Chauvin, PS, 1 079 (28,69 %); Marmier, UDF-CDS, 727 (19,33 %); Ducrot, PC, 341 (9,06 %); Boivin, div. g., 277 (7,36 %). Au second tour, Pierre Lagnier avait emporté avec 2 017 suffrages (54,38 %), contre 1 752 (47,23 %) à M. Chauvin, sur 3 769 suffrages exprimés, 3 909 votants (abst. 21,10 %) et 4 955 électeurs inscrits.]

(Publicité)

Il n'y a pas de "mauvais élèves"

Il n'y a souvent que des enfants qui ont du mal à se concentrer. Voici comment les aider...

Première vérité : les enfants qui réussissent à l'école ne sont pas systématiquement les plus intelligents.

Deuxième vérité : si votre enfant a des difficultés scolaires, il est pratiquement certain qu'il a du mal à fixer son attention. C'est simple à constater, regardez-le faire son travail : il s'agit sur son siège, à peine assis depuis 5 minutes, le voilà pris d'une irrésistible envie de boire ou de manger. Le silence semble revenu, vous pensez qu'il travaille enfin et vous le surprenez, le nez en l'air, à rêvasser.

Troisième vérité : s'il ne peut pas bien se concentrer, il lui est tout aussi difficile de bien faire travailler sa mémoire. D'où le cercle vicieux qui fait dire de votre enfant qu'il est un "mauvais élève". Un qualificatif abusif puisqu'il lui suffirait d'améliorer sa faculté de concentration pour qu'il obtienne de bien meilleurs résultats.

Comment ? C'est là que la Méthode Borg intervient. Rapidement et simplement. Une observation toutefois : cette méthode ne convient pas aux trop jeunes enfants dont la nervosité naturelle ne permet pas de mettre en pratique les principes enseignés par W.R. Borg.

Cela dit, à partir de 14 ans, tout adolescent peut réellement profiter de cette méthode unique au monde, avec ou sans le concours de ses parents. Pour apprendre à se concentrer de plus en plus longtemps sur un même sujet, d'abord en minutes puis en heures, sans effort. Mais aussi pour développer considérablement sa mémoire.

Ainsi, grâce à la Méthode Borg, un étudiant même moyen apprend très vite à retenir des dizaines de données, formules mathématiques et chimiques, des centaines de mots nouveaux (français ou étrangers) et les textes les plus difficiles. Bref, tout ce qui fait d'ordinaire les "difficultés" d'un programme scolaire. Et cela, non de façon magique, mais par des techniques aussi simples qu'éprouvées.

Les professeurs et vous-même en serez d'autant plus étonnés que les progrès iront croissant, en même temps que votre enfant renforcera sa confiance en lui-même.

Comme le montrent les résultats, souvent spectaculaires, obtenus à ce jour. Tels ceux d'une jeune fille de 16 ans qui, son témoignage l'atteste, obtint le premier prix du Concours Général en suivant la Méthode Borg pendant 6 mois !

Sans doute désirez-vous acquérir, vous aussi, cette puissance mentale qui est votre meilleur atout pour réussir dans l'existence ? Demandez alors à l'éditeur de vous envoyer le petit ouvrage écrit par W.R. Borg "Les Lois Éternelles du Succès" en introduction à sa Méthode. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 102 - 3, place St-Pierre - 84057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir et lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 102 - 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé "Les Lois Éternelles du Succès".

Nom Prénom
N° Rue
C.P. Ville
Age Profession
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

A la Réunion

Deux maires pour Sainte-Suzanne

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

M. Lucet Langenier (PCR), maire sortant, a été réélu sans surprise, dimanche 9 avril, lors d'une élection municipale partielle, organisée à la suite de la démission d'une partie du conseil municipal proclamée fin le 12 mars. Toutefois, la réélection de M. Langenier, qui a rassemblé 92,92 % des suffrages contre 7,07 % à son adversaire socialiste, ne résout pas l'imbroglio juridique issu du premier tour de scrutin municipal (le Monde du 24 mars).

Le tribunal administratif de Saint-Denis-de-la-Réunion a, en effet, déjà décidé, le 29 mars, de proclamer élu la liste conduite par M. Axel Boucher (divers droite), qui avait obtenu 100 % des suffrages après que le préfet eut rejeté, une semaine avant le premier tour de l'élection, la candidature de M. Langenier pour défaut d'attestation de contribution. Le jour du vote, le maire sortant avait pesé outre mesure l'interdiction en déposant ses bulletins et s'était proclamé élu après avoir recueilli 2 600 voix contre 2 400 à la liste de M. Boucher. Fort de la décision du tribunal administratif, ce dernier avait refusé de se porter candidat lors de l'élection partielle organisée ce dimanche.

ALIX DUBOIS

Résultats de l'élection partielle : Inscr., 8724 ; vot., 4428 ; suffr. expr., 4426. Liste (PCR) conduite par M. Langenier, 4113 (92,92 %) ; liste (PS) conduite par M. Noël Narayana, 313.

EN BREF

• M. Charles de Chambrun au bureau politique du Front national. — Réuni le 31 mars, le bureau politique du Front national a procédé à plusieurs nominations : M. Charles de Chambrun, nouveau maire de Saint-Gilles (Gard), entre dans cette instance ; M. Jean-Yves Le Gallou devient secrétaire national aux élus ; M. Jean-François Jaki est nommé secrétaire national aux élections ; M. Franck Timmermans devient secrétaire national à l'encadrement. Le bureau politique a fixé à la liste qui sera conduite par M. Le Pen aux élections européennes « de dépasser les

limites, le 18 juin, le score de 15 % des voix obtenues par son président au premier tour des élections présidentielles ».

• M. Rigaudat conseiller social du premier ministre. — M. Jacques Rigaudat, quarante-deux ans, a été nommé conseiller technique auprès du premier ministre avec la responsabilité des affaires sociales. Il succède, comme prévu, à M^{me} Marie-Thérèse Join-Lambert, qui va réintégrer à sa demande l'inspection générale des affaires sociales (le Monde du 31 mars). M. Rigaudat, dont l'arrêté de nomination est publié au Journal officiel du 4 avril, était l'adjoint de M^{me} Join-Lambert. Il s'occupait des dossiers de l'emploi, des salaires et de la fonction publique.

• M. Fabius et l'exploitation minière en Antarctique. — Le président de l'Assemblée nationale estime que la France ne doit pas ratifier la convention de Wellington, signée, en juin 1988, par vingt nations, qui autorise et réglemente l'exploitation minière en Antarctique. Dans l'édition de la dernière lettre de Solidarités modernes, il écrit que « la récente et grave marée noire de l'Alaska (...) met en évidence combien la lutte contre la pollution est difficile dans les mers froides ». « Étant donnée l'importance, pour la planète, de cette ultime réserve d'eau douce dans le monde, ajoute-t-il, on ne peut prendre de risque ».

• HONGRIE : rupture des discussions pouvoir-opposition. — Huit mouvements indépendants hongrois ont refusé de participer à la table ronde entre le Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH, parti communiste) et les groupes d'opposition, convoquée, samedi 8 avril, à Budapest. Parmi eux figurent le Forum démocratique (MDF), le plus important mouvement indépendant, et l'Alliance des démocrates libres, qui ont estimé que le PSOH n'apportait « aucune garantie d'un dialogue authentique ». — (AFP, Reuters).

• ÉCHECS : Kasparov bat Short. — Dans la huitième ronde du Tournoi de Barcelone, comptant pour la Coupe du monde d'échecs, Kasparov s'est révolté, samedi 8 avril, pour battre Short, troisième joueur mondial. Ce dernier venait de remporter ses deux dernières parties de la cinquième et de la septième ronde contre Nogueiras et Illescas, et a encore marqué un point, dimanche, dans la neuvième ronde, aux dépens de Ribli. Le jeune Anglais se retrouve à la deuxième place du classement provisoire, avec 6,5 sur 9, à un point de Ljubojevic. Kasparov est huitième avec 4,5, ayant concédé, dimanche, une nulle « de consolation » en quinze coups au Yougoslave. Il reste sept rondes à jouer, huit pour le champion du monde, qui a toujours une partie en retard à jouer.

SVM
SCIENCE & VIE MICRO

COMPRENDRE L'INFORMATIQUE DE DEMAIN

100 QUESTIONS SUR OS/2

Conçu en commun par IBM et Microsoft, le nouveau système d'exploitation OS/2 est probablement le plus important projet logiciel jamais mené sur micro-ordinateur par l'ampleur des problèmes techniques qu'il a soulevés, par l'énormité du travail de programmation qu'il a exigé, par ses implications dans notre manière de percevoir le micro-ordinateur en général, par la réelle vision d'avenir qu'il sous-tend chacun de ses concepts. Répondre à toutes les questions que l'on peut se poser sur OS/2 revient à éclairer ce dont notre quotidien informatique de demain sera fait.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

MODE : ABAISSONS LE FOL ORGUEIL DES PRIX !

Une partie de la Mode féminine est vendue beaucoup trop cher ! Des vêtements et des accessoires sont à des prix extravagants. En 1989, ces prix insensés sont vraiment inacceptables. Vive la liberté d'acheter avec plaisir, sans subir l'oppression des "griffes" ! A vous les tissus de coton, de lin, de soie, de laine, dans toute leur extraordinaire beauté, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

FRENCH IN PROVENCE

Cours résidentiels de français. 38 leçons + repas et soirées en compagnie des professeurs = 66 heures de français pratique par semaine. A partir de 5.000 FFht (cours et pension v.v.v.). A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol. Tél. : 66.39.38.38. Téléphone : 66.39.37.20. 23100 PONT-ST-ESPRIT 30130 PONT-ST-ESPRIT

Handwritten signature or stamp.